



NATIONS UNIES
SECTION DES REFFERENCES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL
COPIE D'ARCHIVE
A RENDRE AU BUREAU E-107

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1111
1er février 1973

Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Vingt-neuvième session

Distr. double

RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS ETABLI CONFORMEMENT
A LA RESOLUTION 7 (XXVII) DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 28	1
A. Mandat et composition du Groupe spécial d'experts..	1 - 5	1
B. Organisation des travaux et procédures adoptées par le Groupe spécial d'experts	6 - 28	2
CHAPITRES		
I. NORMES INTERNATIONALES CONCERNANT LES QUESTIONS MENTIONNEES DANS LA RESOLUTION 7 (XXVII) DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME	29 - 39	7
A. Normes relatives à la peine capitale	30	7
B. Normes relatives au traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés	31	7
C. Normes concernant la condition des Africains dans les "réserves indigènes" et "camps de transit"	32 - 38	8
D. Normes internationales concernant les graves mani- festations de l' <u>apartheid</u> en Afrique du Sud et les graves manifestations de colonialisme et de discri- mination raciale en Namibie, en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains sous domination portugaise	39	9
II. AFRIQUE DU SUD	40 - 146	10
A. Peine capitale	40 - 48	10
B. Traitement des prisonniers politiques et des combattants pour la liberté capturés	49 - 102	14
C. La condition des Africains dans les "réserves indigènes"	103 - 117	33

TABLE DES MATIERES (suite)

CHAPITRES		Paragraphes	Page
II.	D. La condition des Africains dans les "camps de transit"	118 - 127	38
	E. Nouvelle enquête sur les manifestations graves de l' <u>apartheid</u> dans la situation actuelle en République sud-africaine	128 - 146	41
III.	NAMIBIE	147 - 225	46
	A. La peine capitale en Namibie	150 - 156	47
	B. Traitement infligé aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté qui sont capturés	157 - 175	50
	C. Conditions des Africains dans les "réserves autochtones"	176 - 203	56
	D. Manifestations graves du colonialisme et de la discrimination raciale en Namibie	204 - 221	64
	E. Mesures de répression prises après la visite du Secrétaire général	222 - 225	67
IV.	RHODESIE DU SUD	226 - 324	68
	A. La peine capitale	233 - 241	70
	B. Traitement infligé aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté qui sont capturés	242 - 284	75
	C. La situation des Africains dans les "réserves indigènes" et dans les camps dits de "transit".	285 - 299	86
	D. Manifestations graves du colonialisme et de la discrimination raciale en Rhodésie du Sud	300 - 324	90
V.	TERRITOIRES AFRICAINS SOUS DOMINATION PORTUGAISE ...	325 - 449	98
	A. Peine capitale dans les territoires africains sous domination portugaise	329 - 355	99
	B. Traitement infligé aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté qui sont capturés	356 - 396	112
	C. Graves manifestations de colonialisme et de discrimination raciale	397 - 449	134
VI.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	450	154
VII.	ADOPTION DU RAPPORT	451	167

TABLE DES MATIERES (suite)

Annexes

- I A. DECLARATION D'OUVERTURE PRONONCEE PAR M. IBRAHIMA BOYE, PRESIDENT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS, A LA DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZIEME SEANCE DU GROUPE SPECIAL, TENUE A DAR ES-SALAM, REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE, LE 9 AOUT 1972
- I B. DECLARATION PRONONCEE PAR S.E. M. I. ELINAWINGA, MINISTRE DES EAUX, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'ELECTRICITE, MINISTRE PAR INTERIM DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
- II. DECLARATION DE S.E. M. NDENGUE, MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA JUSTICE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO, ASSURANT L'INTERIM DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
- III. DECLARATION DE S.E. M. KARL-I-BOND NGUZA, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE
- IV. LETTRE ADRESSEE PAR LE GROUPE SPECIAL D'EXPERTS AU PRESIDENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, LE 23 AOUT 1972
- V. TELEGRAMME ADRESSE PAR LE GROUPE SPECIAL D'EXPERTS AU SECRETAIRE GENERAL, LE 23 AOUT 1972

INTRODUCTION

A. Mandat et composition du Groupe spécial d'experts

1. Historique et mandat actuel du Groupe spécial d'experts

1. On se rappellera que le mandat du Groupe spécial d'experts constitué conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1972, a été successivement élargi et étendu par diverses résolutions de la Commission, à savoir les résolutions 2 (XXIV), 21 (XXV) et 8 (XXVI). Conformément à ces résolutions, le Groupe a présenté à la Commission quatre rapports sur le traitement des prisonniers politiques et d'autres questions relatives aux droits de l'homme en Afrique australe et dans les territoires africains administrés par le Portugal (E/CN.4/950, E/CN.4/984 et Add.1-19, E/CN.4/1020 et Add.1-3, E/CN.4/1050 et Corr.1).

2. A sa vingt-septième session, la Commission des droits de l'homme a décidé, par sa résolution 7 (XXVII) du 8 mars 1971, qu'il y avait lieu que le Groupe continue à étudier les faits nouveaux dans les régions et les domaines mentionnés aux alinéas i) à iv) du paragraphe 3 de la résolution 2 (XXIV) et au paragraphe 3 de la résolution 21 (XXV) de la Commission, en s'attachant particulièrement aux manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale que l'on constate dans la situation qui règne en Namibie, en Rhodésie du Sud, en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau), et qui résultent des actes du régime illégal sud-africain en Namibie, du régime minoritaire illégal en Rhodésie du Sud et du régime portugais en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau). La Commission a, en outre, prié le Groupe spécial de porter à l'attention de la Commission l'évolution de la situation dans le domaine susmentionné lors de la vingt-huitième session de la Commission et de soumettre à la Commission, à sa vingt-neuvième session, un rapport comportant des conclusions et des recommandations.

3. Conformément à la résolution 7 (XXVII) de la Commission, le Groupe spécial a soumis à la vingt-huitième session de la Commission un rapport (E/CN.4/1076) appelant l'attention de la Commission sur l'évolution de la situation dans le domaine susmentionné. Le présent rapport, qui contient de nouveaux renseignements sur l'évolution dans ce domaine, ainsi que les conclusions et recommandations du Groupe spécial, a été établi conformément à la même résolution.

4. Il convient de faire observer que depuis 1967, le Groupe spécial a effectué simultanément une série d'enquêtes sur la jouissance des droits syndicaux et des questions connexes en Afrique australe et dans les territoires africains administrés par le Portugal, conformément aux résolutions 1216 (XLII), 1302 (XLIV), 1412 (XLVI), 1509 (XLVIII) et 1599 (L) du Conseil économique et social. Comme le Conseil l'avait demandé dans sa résolution 1599 (L), le Groupe spécial a mené en 1972 une enquête approfondie sur les systèmes de recrutement des travailleurs africains dans ces régions et présentera au Conseil, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur

la question. En outre, il convient de rappeler que le Groupe spécial d'experts a soumis à la Commission, à sa vingt-huitième session, une étude concernant la question de l'apartheid du point de vue du droit pénal international (E/CN.4/1075), qu'il avait été invité à entreprendre par la résolution 8 (XXVI) de la Commission.

2. Composition du Groupe spécial d'experts

5. Les membres du Groupe spécial d'experts, désignés par le Président de la Commission des droits de l'homme conformément aux résolutions 2 (XXIII) et 2 (XXIV) de la Commission, sont les suivants :

- M. Ibrahima Boye, ambassadeur du Sénégal en Union soviétique, Président;
- M. Branimir Jonković, professeur de droit international à l'Université de Belgrade (Yougoslavie), Vice-Président;
- M. Felix Ermacora, professeur de droit public à l'Université de Vienne et membre du Parlement autrichien;
- M. A. S. Mani, premier secrétaire de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies;
- M. Louis Marchand-Stens, ministre des affaires étrangères, Pérou;
- M. Mahmud N. Rattansey, conseiller à l'Ambassade de la République-Unie de Tanzanie à Paris.

B. Organisation des travaux et procédures adoptées par le Groupe spécial d'experts

1. Réunions, bureau et secrétariat du Groupe spécial d'experts

6. Lors d'une série de séances tenues au Siège de l'ONU à New York, en février et mars 1972, le Groupe spécial a organisé ses travaux et projeté de se rendre en mission en Europe et en Afrique, ce qu'il a effectivement fait aux mois de juillet et août 1972, en vue de recueillir des dépositions et d'entendre des témoignages concernant les faits nouveaux récents intervenus dans les domaines qu'il est chargé d'examiner aux termes de son mandat.

7. Au cours de sa mission, le Groupe spécial a entendu des témoins à Londres (le 31 juillet et le 1er août 1972), à Genève (le 4 août 1972), à Nairobi (le 7 août 1972), à Dar es-Salam (du 9 au 11 août 1972), à Lusaka (les 14 et 15 août 1972), à Brazzaville (les 17 et 18 août 1972) et à Kinshasa (du 21 au 23 août 1972).

Le Groupe spécial a tenu une série de réunions à l'Office des Nations Unies à Genève du 15 janvier au 2 février 1972 pour examiner et adopter ses rapports à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social. Les comptes rendus des témoignages recueillis lors des séances publiques sont publiés sous les cotes E/CN.4/AC.22/RT.127 à 143, 145 et 146.

8. M. Ibrahima Boye (Sénégal) a continué d'exercer les fonctions de président-rapporteur et M. Branimir Janković (Yougoslavie) celles de vice-président.

9. Aux séances qui se sont tenues à New York, le Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme, M. Edward Lawson, a représenté le Secrétaire général, et M. İlhan Lütem, assistant spécial à la Division des droits de l'homme, a exercé les fonctions de secrétaire. Lors de la mission du Groupe spécial en Europe et en Afrique, du 31 juillet au 23 août 1972, M. Henri Mazaud, assistant spécial à la Division des droits de l'homme, a assumé les fonctions de secrétaire principal et M. Christo Tepavitcharov, de la Division des droits de l'homme, a exercé les fonctions de secrétaire principal adjoint. Au cours des séances qui se sont tenues à Genève du 17 au 26 janvier 1973, M. E. Lawson a assumé les fonctions du secrétaire principal et M. C. Tepavitcharov, celles du secrétaire.

2. Organisation de l'enquête

10. Comme dans le cas des enquêtes précédentes, le Groupe spécial a sollicité la coopération des Etats Membres et des organisations et particuliers compétents en vue d'entendre le plus grand nombre possible de témoins et de recevoir des renseignements pertinents sur les questions qui lui ont été renvoyées par la résolution 7 (XXVII) de la Commission des droits de l'homme. Les mesures prises par le Groupe spécial à cet effet sont exposées ci-après :

a) Correspondance avec des gouvernements d'Etats Membres

11. Le 7 mars 1972, le Président du Groupe spécial d'experts a envoyé une lettre aux Ministres des affaires étrangères de Guinée, du Portugal, de la République populaire du Congo, de la République sud-africaine, de la République-Unie de Tanzanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal, du Zaïre et de la Zambie pour les informer du mandat du Groupe spécial et demander la coopération de leur gouvernement. Il les a invités en particulier à transmettre tout renseignement ayant trait aux questions relevant du Groupe spécial en vertu de son mandat, y compris les noms et adresse de personnes ou d'organisations qui souhaiteraient fournir ces renseignements, soit oralement soit par écrit, au Groupe spécial. Le 20 juillet 1972, le Secrétaire général, parlant au nom du Groupe spécial, a envoyé une note verbale analogue au Ministre des affaires étrangères du Kenya.

12. Les Gouvernements de la République-Unie de Tanzanie et du Sénégal ont offert de coopérer sans réserve avec le Groupe spécial.

13. Le 12 décembre 1972, le Groupe spécial a communiqué, pour observations, au Gouvernement portugais certains renseignements qu'il avait recueillis au cours de ses enquêtes concernant le sort de certains prisonniers politiques et combattants de la liberté arrêtés ou capturés par les autorités portugaises.

b) Relations avec l'Organisation de l'unité africaine

14. Dans une lettre, datée du 18 mai 1972, le Directeur de la Division des droits de l'homme a informé, à la demande du Groupe spécial, le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine du mandat du Groupe spécial et a invité cette Organisation à continuer à coopérer avec le Groupe spécial, en particulier en communiquant tous renseignements pertinents, y compris les noms et adresse des personnes qui seraient disposées à fournir ces renseignements, soit oralement, soit par écrit.

c) Correspondance avec des organisations non gouvernementales et des particuliers

15. Dans une lettre datée du 16 février 1972, le Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme a porté, à la demande du Groupe spécial, le mandat du Groupe spécial à l'attention de différentes organisations non gouvernementales s'intéressant aux droits de l'homme en Afrique australe et dans les territoires africains administrés par le Portugal, en particulier les nombreux mouvements de libération africains qui avaient coopéré avec le Groupe spécial lors de ses enquêtes précédentes. Les organisations ont été invitées à communiquer tous renseignements pertinents, y compris les noms et adresse de témoins. Une autre lettre confirmant les objectifs et intérêts du Groupe de travail a été adressée à ces organisations le 23 mai 1972. Les noms de la plupart des témoins entendus par le Groupe spécial ont été communiqués par ces organisations. A la demande du Groupe spécial d'experts, la Division des droits de l'homme a envoyé une lettre au Rév. Père Luis Alfonso da Costa missionnaire combonien qui a bien voulu lui adresser un témoignage écrit.

d) Témoignages recueillis

16. En 1972, le Groupe spécial a entendu un total de 68 témoins sur les questions dont traite la résolution 7 (XXVII) de la Commission des droits de l'homme. Un des témoins a été, à sa demande, entendu en séance privée. La liste de tous les témoins qui ont fait des dépositions en séance publique, répartis en fonction des pays ou des territoires au sujet desquels ils ont parlé, est donnée ci-après. Il convient de noter que deux des témoins ont déposé au sujet de plus d'un pays ou territoire. Les noms des personnes qui ont témoigné au sujet du système de recrutement des travailleurs africains et de questions connexes sont suivis d'un astérisque.

i. République sud-africaine

17. Dix-sept témoins ont été entendus. L'un d'entre eux a témoigné à une séance privée. Les 16 témoins qui ont déposé lors de séances publiques sont les suivants : le Rév. Wilfred Jackson (RT.127, Londres); M. David Sibeko

(RT.128, Londres); M. Quentin Jacobsen (RT.129, Londres); le Très Rév. Gonville French-Beytagh (RT.130, Londres); M. Martin Ennals (RT.130, Londres); M. Hugh F. Lewin (RT.130, Londres); M. George Mbele (RT.130, Londres); M. N. Valticos* (RT.131, Genève); M. Joe Kuzwayo (RT.132, Nairobi); M. Teophilus M. Bidi (RT.133, Dar es-Salam); M. Elias L. Ntloedibi (RT.133, Dar es-Salam); M. Cyprian Manyanda (RT.135, Dar es-Salam); M. Nathaniel Honono (RT.137, Lusaka); M. Lennox Diliza Lande (RT.137, Lusaka); Mlle Edna Mgabaza (RT.138, Lusaka); M. Duma Nokwe (RT.138, Lusaka).

ii. Namibie

18. Les onze témoins suivants ont déposé à des séances publiques : Mgr Colin Winter (RT.129, Londres); M. Martin Ennals (RT.130, Londres); M. N. Valticos* (RT.131, Genève); M. Jackson Kambode* (RT.132, Nairobi); M. Aaron Shindjoba (RT.132, Nairobi); M. Karuete Shapumba Illonga* (RT.132, Nairobi); M. Andreas Shipanga (RT.134, Dar es-Salam); M. Moses Garoeb (RT.138, Lusaka); M. Peter Nanyemba (RT.138, Lusaka); M. Solomon Mifima (RT.138, Lusaka); M. Jesaya Nyamu (RT.138, Lusaka).

iii. Rhodésie du Sud

19. Les dix témoins suivants ont déposé à des séances publiques : Mlle Judith Todd (RT.127, Londres); M. Guy Clutton-Brock (RT.128, Londres); M. Michael Mawema* (RT.128 et 129, Londres); M. Jacob Moyo (RT.129, Londres); M. Herbert Musikavanu (RT.129, Londres); M. Martin Ennals (RT.130, Londres); M. N. Valticos* (RT.131, Genève); M. Attwell Bokwe* (RT.138, Lusaka); M. Richard G. Hove* (RT.139, Lusaka); M. Washington Malianga* (RT.139, Lusaka).

iv. Angola

20. Les 26 témoins suivants ont déposé à des séances publiques : M. Martin Ennals (RT.130, Londres); M. N. Valticos* (RT.131, Genève); M. Pascal Luvuau* (RT.139, Lusaka); M. Paulo Jorge* (RT.139, Lusaka); M. Makuna Mwonyo (RT.139, Lusaka); M. Lumeu Chikulu (RT.139, Lusaka); M. Yata Nsamba (RT.139, Lusaka); le commandant Joao Jacob Caetano (RT.140 et 141, Brazzaville); M. Muila Mavungo (RT.140, Brazzaville); M. Luiz Sebastiao Mateus (RT.140, Brazzaville); M. Tomas Manuel (RT.140, Brazzaville); M. Cesar Armando* (RT.140, Brazzaville); M. Mario de Andrade (RT.141, Brazzaville); M. Sebastien Lubaki (RT.142, Kinshasa); M. Samuel Abrigada (RT.142, Kinshasa); M. Jose Adao Gomes* (RT.142, Kinshasa); M. Manuel Miranda (RT.143, Kinshasa); M. Antonio Martins (RT.143, Kinshasa); Mme Marta Fernandes de Brito (RT.143, Kinshasa); M. Joao Ngonga (RT.143, Kinshasa); M. Pedro Vida Garcia* (RT.143, Kinshasa); M. Domingo Sebastiao Sobrinho* (RT.143, Kinshasa); Dr Sebastiao Roberto (RT.145, Kinshasa); M. François Lele (RT.146, Kinshasa); M. Joseph Panda (RT.146, Kinshasa); M. Louis Kiala (RT.146, Kinshasa).

v. Mozambique

21. Les 11 témoins suivants ont déposé à des séances publiques : M. Martin Ennals (RT.130, Londres); M. N. Valticos* (RT.131, Genève); M. Joaquim Chissano (RT.135, Dar es-Salam); M. Jose Ngolombe (RT.135, Dar es-Salam); M. Corneliu Conforme Chauque (RT.135, Dar es-Salam); Mlle Mariana Matola (RT.136, Dar es-Salam);

M. Silvestre Mueda (RT.136, Dar es-Salam); M. Ernesto Nojólomola (RT.136, Dar es-Salam); M. Faustino Kambeu (RT.138, Lusaka); M. Absalom Bahulé (RT.138, Lusaka); M. Jack Ntundumula (RT.138, Lusaka).

22. Chaque témoin, après avoir donné son nom, âge et profession a été invité à prêter serment ou à faire une déclaration solennelle. Les deux formules proposées étaient les suivantes :

"Je jure de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité" ou

"Je déclare solennellement, en tout honneur et conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité et rien que la vérité."

Le Président a expliqué à chaque témoin le but de l'enquête que le Groupe spécial menait et lui a demandé s'il souhaitait faire une déclaration. Après avoir entendu la déclaration du témoin, chaque membre du Groupe spécial a eu l'occasion de poser des questions. Dans certains cas, le témoin ne parlait ni ne comprenait aucune des langues de travail de l'Organisation des Nations Unies, auquel cas le Groupe spécial a eu recours aux services d'interprètes recrutés sur place. Ces interprètes ont prêté serment ou déclaré solennellement qu'ils feraient de leur mieux pour interpréter de façon précise les déclarations faites lors des séances.

23. Outre les témoignages oraux, le Groupe spécial a reçu un certain nombre de communications écrites portant sur diverses questions qui sont de son ressort en vertu de son mandat.

24. Au Zaïre, le Groupe spécial a visité un camp de réfugiés angolais, près de Kinshasa, où se trouve un hôpital. Le Groupe a entendu des réfugiés malades et des combattants de la liberté blessés, venant de l'intérieur de l'Angola.

25. Le 7 août 1972, au début de sa réunion à Nairobi, le Groupe spécial a entendu une déclaration de M. Don-Nanjira, représentant du Gouvernement du Kenya (RT.132). Le 9 août 1972, lors de sa première réunion à Dar es-Salam, le Ministre des ressources hydrauliques et de l'énergie, M. Elinewinga, Ministre des affaires étrangères par intérim de la République-Unie de Tanzanie (RT.133) s'est adressé au Groupe spécial. La déclaration de M. Elinewinga et celle du Président du Groupe spécial sont reproduites dans l'annexe 1 au présent rapport.

26. Le 17 août 1972, lors de son séjour à Brazzaville le Groupe spécial a recueilli une déclaration du Ministre du Travail et de la Justice du Gouvernement de la République populaire du Congo, assurant l'intérim du Ministre des affaires étrangères M. Ndengue (RT.140). Voir annexe 2.

27. Le 23 août 1972, lors de son séjour à Kinshasa, le Groupe a également recueilli une déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République du Zaïre, M. Karl-I-Bond Ngunza (RT.146). Voir annexe 3.

28. Le Groupe de travail avait l'intention de se rendre au Sénégal, y compris dans la région de Casamance, pour recueillir de nouveaux témoignages sur la situation en Guinée (Bissau), mais n'a pas été en mesure de le faire.

I. NORMES INTERNATIONALES CONCERNANT LES QUESTIONS MENTIONNEES DANS
LA RESOLUTION 7 (XXVII) DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

29. Ces normes internationales - conventions, déclarations et quelques résolutions de l'Assemblée générale - ont été citées ou résumées dans les rapports précédents du Groupe spécial d'experts, en particulier dans son rapport de 1970 (E/CN.4/1020, par. 31 à 70). Etant donné que les renseignements fournis dans ce rapport étaient très détaillés et qu'aucun fait nouveau important n'est survenu dans ce domaine depuis 1970, les normes internationales ne seront indiquées que brièvement ci-après. Les normes de base qui régissent toutes les activités du Groupe spécial d'experts sont les dispositions de la Charte des Nations Unies (en particulier l'Article premier, par. 13, l'Article 2, par. 2, les Articles 55 et 56) et les dispositions générales de la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 2 et 7) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 2 et 3) et des Pactes (art. 2, par. 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; art. 2, par. 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques). Toutes ces dispositions interdisent la discrimination, en particulier la discrimination raciale.

A. Normes relatives à la peine capitale

30. Le Groupe spécial d'experts a tenu particulièrement compte des normes suivantes :

Déclaration universelle des droits de l'homme, article 3;

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, article 5;

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, articles 6, 14 et 15;

Dispositions pertinentes des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 (voir le document E/CN.4/1020, par 40 et 41);

Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

B. Normes relatives au traitement des prisonniers politiques
et des combattants de la liberté capturés

31. Les dispositions suivantes sont particulièrement pertinentes :

Déclaration universelle des droits de l'homme, articles 3, 5, 6, 7, 8, 9 et 10;

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, article 5 a) et b);

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, articles 7, 9 et 10;

Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957;

Dispositions pertinentes des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 (voir le document E/CN.4/1020, par. 45 et 46);

Résolution 2674 (XXV) de l'Assemblée générale, relative au respect des droits de l'homme en période de conflit armé.

C. Normes concernant la condition des Africains dans les "réserves indigènes" et "camps de transit"

1. Droit au libre choix de la résidence et à la libre circulation des personnes

32. Le Groupe spécial d'experts a tenu compte en particulier de la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 13), de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 5) et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 4 et 12).

2. Droit de ne pas être arbitrairement privé de sa propriété

33. Les dispositions suivantes ont été considérées comme particulièrement pertinentes : article 17 de la Déclaration universelle; article premier, par. 2 des deux Pactes relatifs aux droits de l'homme; résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale.

3. Liberté d'expression, de réunion et d'association et droit de prendre part à la direction des affaires publiques

34. Il est bon de citer en particulier les articles 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle, l'article 5 d) viii) et ix) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et les articles 19, 21, 22 et 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

4. Droits relatifs au travail; interdiction du travail forcé

35. On a tenu compte en particulier de l'article 23 de la Déclaration universelle, de la Convention No 105 de l'OIT sur l'abolition du travail forcé, de la Convention No 111 de l'OIT concernant les mesures discriminatoires dans le domaine de l'emploi et de la profession, de l'article 5 e) i) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et des articles 6 et 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

5. Droit à un niveau de vie suffisant, notamment pour l'alimentation, l'habillement et le logement

36. L'article 25 de la Déclaration universelle, l'article 25 e) iii) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ont été pris en considération.

6. Droits relatifs à la santé

37. On rappellera en particulier l'article 25 de la Déclaration universelle, l'article 5 e) iv) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

7. Droits relatifs à l'éducation

38. Le Groupe spécial d'experts a tenu particulièrement compte de l'article 26 de la Déclaration universelle, de la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, de l'article 5 e) v) et vi) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et des articles 13 et 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

D. Normes internationales concernant les graves manifestations de l'apartheid en Afrique du Sud et les graves manifestations de colonialisme et de discrimination raciale en Namibie, en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains sous domination portugaise

39. Sans préjudice d'autres dispositions (voir la section C ci-dessus), une attention particulière a été portée à l'article 6 du statut du Tribunal militaire international de Nuremberg (résolution 96 (I) de l'Assemblée générale), à la Convention de 1948 sur la prévention et la répression du crime de génocide (en particulier les articles premier, II, III et IV), aux articles 129 et 130 de la Convention de Genève du 12 août 1949 sur le traitement des prisonniers de guerre, aux articles 146 et 147 de la Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre, et aux articles premier et II de la Convention internationale de 1968 sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ainsi qu'aux recommandations de la Conférence de Téhéran qui ont été adoptées par l'Assemblée générale (en particulier la résolution VIII de la Conférence).

II. AFRIQUE DU SUD

A. PEINE CAPITALE

1. Références à quelques lois pertinentes

40. Les lois sud-africaines en vigueur qui prévoient la peine de mort ont été reproduites ou analysées dans un rapport précédent du Groupe de travail (E/CN.4/1020, par. 73 à 81) et dans des documents antérieurs qui ont fait l'objet d'une distribution générale.

41. On rappellera que le nombre des infractions passibles de la peine augmenté considérablement depuis 1950. En outre, il est indéniable que le nombre de condamnés à mort exécutés est beaucoup plus élevé en Afrique du Sud que dans tout autre pays du monde.

42. On rappellera, en particulier, que deux lois visant les personnes qui s'opposent à la politique d'apartheid, à savoir le General Law Amendment Act de 1962 (dite "Sabotage Act") 1/ et le Terrorism Act de 1967 2/ prévoient la peine de mort pour certaines infractions. Comme le Groupe de travail l'a exposé dans un rapport précédent (E/CN.4/1020, par. 74 et 75), le Sabotage Act de 1962 transforme certaines infractions relativement peu importantes en crimes de sabotage passibles des peines prévues pour trahison, y compris la peine de mort, si elles étaient commises dans l'intention de produire l'un quelconque des effets énumérés dans la loi. Ces effets étaient souvent définis en termes très vagues, de façon à englober par exemple, tout acte commis dans l'intention de "gêner l'administration des affaires de l'Etat" (alin. j) du paragraphe 2 de l'article 2). L'inculpé doit fournir lui-même la preuve que l'acte n'a pas été commis avec l'intention de produire l'un de ces effets (par. 2 de l'article 2). En outre, il a été souligné (E/CN.4/1020, par. 76) que plusieurs des dispositions de procédure figurant dans le "Sabotage Act" allaient à l'encontre des normes internationales pertinentes de la Déclaration universelle et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou des principes généralement reconnus en ce qui concerne les infractions passibles de la peine de mort : ainsi, la loi dispose que les inculpés seront jugés selon une procédure sommaire sans instruction préparatoire, que le juge ne pourra condamner avec sursis et que les personnes acquittées du crime de sabotage pourront être traduites en justice pour tout autre chef d'accusation découlant des actes invoqués à l'appui des poursuites pour sabotage.

43. Aux termes du Terrorism Act de 1967, toute personne qui commet un acte quelconque avec l'intention de "compromettre le maintien de l'ordre public dans la République" sera coupable de terrorisme dans certaines circonstances et passible des peines prévues pour trahison, notamment la peine de mort. L'accusation

1/ Reproduite in extenso dans le document E/CN.4/AC.22/6, annexe IV.

2/ Reproduite in extenso dans le premier rapport du Groupe de travail, E/CN.4/950, annexe IV.

doit établir que l'acte incriminé pouvait vraisemblablement produire l'un quelconque d'un certain nombre d'effets, notamment celui "de gêner l'administration des affaires publiques". Comme dans le cas du "Sabotage Act", c'est à l'accusé de prouver son innocence. La loi a un effet rétroactif pour une période de cinq ans (par. 1 de l'article 9) contrairement aux dispositions de la Déclaration universelle et du Pacte; en outre, des règles de procédure analogues à celles du "Sabotage Act" figurent dans le Terrorism Act (voir le paragraphe 42 ci-dessus).

2. Analyse des renseignements et des témoignages recueillis par le Groupe spécial d'experts

a) Renseignements concernant les condamnations et exécutions ordonnées par décision judiciaire

44. Dans son dernier rapport (E/CN.4/1050, par. 48 à 50), le Groupe spécial d'experts a reproduit et analysé des renseignements statistiques tirés du rapport annuel du Département des prisons de la République sud-africaine en date du 30 juin 1970, où il est indiqué que durant la période allant du 1er juillet 1968 au 30 juin 1969 le nombre des condamnations à mort prononcées a été de 107 tandis que le nombre des personnes exécutées s'est élevé à 84. Aux 107 personnes condamnées à mort pendant cette période se sont ajoutées 59 autres personnes qui avaient été condamnées avant le 1er juillet 1968, mais n'avaient pas encore été exécutées à cette date. Le nombre total des condamnés à mort incarcérés en 1968-1969 s'est donc élevé à 166.

45. D'après les renseignements fournis au Groupe spécial d'experts, 80 personnes ont été pendues en Afrique du Sud pendant l'année qui a pris fin le 30 juin 1970 ^{3/}, soit 30 p. 100 de moins que pendant les 12 mois précédents. Ce chiffre, qui figure parmi les statistiques reproduites dans le rapport annuel du Commissaire des prisons, présenté au Parlement le 25 mars 1971, marque le premier fléchissement notable du nombre des exécutions enregistré depuis la seconde guerre mondiale. Pendant l'année à l'étude, 28 personnes condamnées à mort ont vu leur peine commuée, trois ont fait l'objet de décisions d'appel en leur faveur et deux autres se sont vu accorder le bénéfice d'un nouveau procès. Le 30 juin 1970, 47 prisonniers attendaient d'être exécutés. Il s'agissait d'Africains dans presque tous les cas. Dans son rapport sur la période allant du 1er juillet 1970 au 30 juin 1971 ^{4/}, le Commissaire des prisons a indiqué que pendant ladite période 100 prisonniers condamnés à la peine de mort avaient été incarcérés. Il y avait parmi 68 Africains (dont deux femmes), 28 Métis, 3 Blancs et un Asiatique. Au 30 juin 1971, 41 prisonniers condamnés à mort étaient incarcérés.

^{3/} The Times, Londres, 26 avril 1971.

^{4/} RP 101/71, Government Printer, Pretoria.

46. Il ressort des statistiques que la plupart des personnes exécutées sont des Africains et cet aspect racial des condamnations à mort prononcées par les tribunaux a été souligné par trois éminents avocats sud-africains 5/ qui devaient témoigner, en 1970, au procès de M. Barend van Niekerk, accusé d'outrage à magistrat pour avoir publié un article sur les condamnations à mort dans le South African Law Journal 6/. M. van Niekerk a été acquitté avant que la défense n'ait achevé de présenter son dossier. Celui-ci a été ensuite publié dans Acta Juridica, revue paraissant sous les auspices de la faculté de droit de l'Université de Cape Town. Les avocats, M. Rex Welsh, Q. C., M. Sidney Kentridge, Q. C., et M. C. Plewman ont déclaré qu'il existait des preuves irréfutables que de 1947 à 1969 plus de 120 personnes non blanches avaient été condamnées à mort pour viol. Pendant la même période, trois Blancs seulement avaient été condamnés à la peine de mort. Pourtant, de 1947 à 1966, 288 Blancs avaient été reconnus coupables du viol de femmes non blanches, tandis que 844 non-Blancs avaient été reconnus coupables du viol de femmes blanches. "Il est donc clair", était-il indiqué dans l'exposé de la défense, "que le nombre des condamnations à mort n'a rien à voir avec le nombre des inculpations ou des condamnations. C'est cette différence qu'il faut expliquer." La défense insistait sur le fait que, pendant cette période, aucun des 288 Blancs n'avait été condamné à mort pour viol, mais que 121 non-Blancs avaient fait l'objet d'une condamnation à la peine capitale. Ces chiffres, de même que les statistiques des condamnations pour meurtre, "appellent une étude approfondie des aspects raciaux de la peine de mort" et ne peuvent s'expliquer "que si l'on admet l'hypothèse d'une politique délibérée de condamnation".

47. M. Ennals (RT.130, p. 30 du texte anglais) a fait état du nombre élevé des condamnations à mort prononcées en Afrique du Sud, qui sont presque exclusivement dirigées contre la population africaine. M. Lewin (RT.130, p. 77 et 87 à 92 du texte anglais) a déclaré qu'en 1966 il avait passé huit mois parmi les prisonniers politiques blancs incarcérés à la prison centrale de Pretoria qui était appelée la "prison de la potence" car c'était là qu'avaient lieu toutes les exécutions. Tous les prisonniers condamnés à mort étaient transférés dans cette prison. Le quartier des condamnés à mort était la seule partie de la prison où toutes les races étaient mélangées, bien que les Blancs et les Africains fussent incarcérés dans des cellules séparées. Telle était la situation jusqu'au début de 1970 lorsqu'un autre "quartier" destiné aux condamnés à mort a été construit derrière la prison centrale. De ce fait, seuls les condamnés à mort étaient maintenant témoins des scènes auxquelles M. Lewin avait assisté en 1966. Chaque semaine, pendant la période que le témoin a passée en prison, une centaine de prisonniers au moins attendaient leur condamnation définitive ou le résultat des recours qu'ils avaient formés. Ces chiffres étaient ceux que M. Lewin avait vu inscrits sur le tableau d'affichage placé dans le hall central. Chaque matin, en se rendant de leur cellule aux ateliers de la prison, les détenus devaient longer

5/ Guardian, 9 août 1971.

6/ Mentionné dans le document E/CN.4/1050, par. 54. Voir aussi South African Law Journal, novembre 1969 et février 1970.

un mur où il y avait une petite porte, à droite de laquelle se dressait le bâtiment de la potence et, à côté, la morgue. Deux fois par semaine, pendant toute la période que le témoin a passée en prison, les détenus se voyaient contraints d'attendre, parfois pendant près d'une demi-heure, pendant que des coups de marteau leur parvenaient de l'autre côté du mur. On s'arrangeait pour qu'ils sachent qu'on était en train de clouer les cercueils des suppliciés. La scène avait généralement lieu le mardi et le jeudi. Le carrelage était souvent recouvert de sciure de bois, mais la sciure ne suffisait pas toujours à cacher les traces de sang. Le témoin a cité (p. 91) le cas d'une femme qui hurlait de détresse pendant qu'on la transportait dans la cour, sous la fenêtre de sa cellule. Il a appris par la suite qu'il s'agissait d'une jeune mère condamnée à mort pour avoir étouffé son enfant et qu'on l'avait amenée du quartier des femmes dans une camisole de force, pour l'exécuter. Le témoin a évoqué (p. 96) l'effet que ces exécutions produisaient non seulement sur les autres prisonniers, mais sur les gardiens. Il a cité le cas d'un jeune gardien qui, après avoir assisté pour la première fois à l'exécution de cinq prisonniers, a dit ensuite qu'il n'aurait jamais pensé voir autant de sang. L'un des suppliciés avait eu la peau du visage entièrement arrachée par la corde au moment de la chute. Le témoin a conclu que la peine capitale, de par sa violence, avait des effets et des répercussions sur l'ensemble de la société.

b) Violations alléguées du droit à la vie

48. Dans son dernier rapport (E/CN.4/1050, par. 59), le Groupe spécial d'experts a rassemblé des renseignements sur le décès de 16 prisonniers politiques survenu dans des circonstances suspectes. Le Groupe tient à préciser qu'il a obtenu la preuve que d'autres cas analogues se sont produits, notamment les cas suivants :

- a) M. Ahmed Timol, arrêté en vertu du Terrorism Act le 22 octobre 1971 et décédé le 27 octobre après être tombé du dixième étage du quartier général de la police de sécurité;
- b) M. Mthayeni Cutshela, arrêté le 21 décembre 1970, en rapport avec le procès des membres du Unity Movement et décédé après avoir subi un interrogatoire prolongé;
- c) M. Moffat Qusane qui, d'après les déclarations d'un témoin (M. Bidi, RT.133, p. 31 du texte anglais), se serait suicidé après une longue période de détention entre les mains des autorités sud-africaines auxquelles il avait été livré par les autorités portugaises du Mozambique.

On trouvera de plus amples renseignements sur ces affaires dans la section suivante.

B. TRAITEMENT DES PRISONNIERS POLITIQUES ET DES COMBATTANTS
POUR LA LIBERTE CAPTURES

1. Référence à des lois pertinentes

49. De nombreuses lois adoptées depuis 1950 autorisent la détention, tant avant le jugement qu'après la décision judiciaire, des personnes soupçonnées ou convaincues de s'être livrées à des activités contraires à la politique d'apartheid. Le texte complet de toutes ces lois a été reproduit, intégralement ou partiellement, dans des documents antérieurs faisant l'objet d'une distribution générale. Les lois qui autorisent la détention des personnes soupçonnées d'avoir commis un délit politique ou même d'avoir eu connaissance d'un tel délit, ainsi que les renseignements dont on dispose concernant l'application de ces lois, sont examinés en détail dans le rapport du Comité spécial sur l'apartheid (A/8770 du 26 septembre 1972), qui a été transmis à la Commission des droits de l'homme conformément à la résolution 2923 A (XXVII) de l'Assemblée générale.

50. La loi dite Suppression of Communism Act No 44 de 1950 (loi sur la répression du communisme), ainsi qu'elle a été modifiée, le General Law Amendment No 76 de 1962 (dit "loi sur le sabotage") 7/ et le Terrorism Act No 83 de 1967 8/ (dite loi sur le terrorisme) ont cela en commun qu'ils prévoient des peines d'emprisonnement pour des infractions politiques définies de manière très large.

51. Les dispositions qui prévoient la détention sans inculpation ni procès sont : l'article 17 du General Law Amendment Act No 37 de 1963 ("loi des 90 jours" qui a été remplacée par la "loi des 180 jours"); l'article 215bis du Criminal Procedure Act No 96 de 1965 ("loi des 180 jours"); l'article 22 du General Law Amendment Act No 62 de 1966 9/; l'article 6 du Terrorism Act No 83 de 1967; ainsi que la Proclamation 400 de 1960, qui est en vigueur au Transkei. Cette proclamation est entrée en vigueur en 1960 lorsque l'état d'urgence a été décrété au Transkei mais elle est restée partie intégrante de la législation. Elle prévoit, entre autres choses, une détention de durée illimitée sans jugement (voir A/8770, par. 60).

7/ Voir document E/CN.4/AC.22/6.

8/ Voir document E/CN.4/950, annexe IV.

9/ L'article 22 autorise tout officier de police à ordonner sans mandat la détention d'un suspect pendant 14 jours et toute nouvelle période que le juge de la Cour suprême peut déterminer. Cette disposition avait apparemment pour but d'autoriser la détention de suspects en Namibie où la "loi des 90 jours" et la "loi des 180 jours" n'étaient pas applicables. Elle n'a guère été appliquée car le Terrorism Act a été décrété l'année suivante.

52. Le Abuse of Dependence-producing Substances an Rehabilitation Centres Act No 41, qui est entré en vigueur en 1971, autorise la détention sans jugement de toute personne soupçonnée de détenir des renseignements sur la possession ou le trafic de drogues jusqu'à ce qu'elle ait répondu de façon satisfaisante à toutes les questions (art. 13). Les personnes arrêtées peuvent être maintenues au secret.

53. On se souvient sans doute que le General Law Amendment Act du 30 juin 1969, dit "Boss Law", a été analysé dans des rapports précédents (voir E/CN.4/1020, par. 101 à 105 et E/CN.4/1050, par. 68-69). Conformément à l'article 29 de cette loi, nul n'est autorisé à déposer devant un tribunal - même, semble-t-il, pour défendre sa propre cause dans un procès pénal - sur toutes questions si le Premier Ministre ou toute personne par lui autorisée certifie que ces questions affectent les intérêts de l'Etat ou la sécurité publique. A la suite de la création, en septembre 1969, d'une commission d'enquête, chargée d'étudier la loi (voir E/CN.4/1050, par. 70), le gouvernement a adopté le General Laws Amendment Act de 1972, qui modifie l'article 10 en stipulant qu'une personne ne peut commettre un délit au regard du Official Secrets Act que si elle le fait sciemment; et l'article 29, en exigeant une déclaration sous serment au lieu d'un certificat du ministre responsable lorsque des éléments de preuve ne sont pas communiqués à un tribunal pour des raisons ayant trait à la sécurité de l'Etat. Cette loi modifiait l'article 7 du Transkei Constitution Act de 1963 en transférant les pouvoirs de police au Transkei, sauf pour les zones habitées par des Blancs, au Gouvernement du Transkei; et le Bantu Laws Amendment Act de 1972 a transféré la direction des prisons du Transkei au Gouvernement du Transkei. Le gouvernement a également promulgué le Security Intelligence and State Security Council Act No 64 de 1972 10/, qui définit les fonctions du Bureau of State Security et institue un State Security Council dont les fonctions consistent à formuler la politique et la stratégie nationales à l'égard de la sécurité de la République et la manière dont elles doivent être appliquées. Cette loi ne tient pas compte de trois recommandations cruciales faites par la commission d'enquête sur le système de sécurité, qui visaient à restreindre la portée du General Laws Amendment Act en ce qui concerne la divulgation de renseignements sur des questions se rapportant à la sécurité de l'Etat 11/. L'une de ces recommandations, qui vise à interdire la divulgation de certains faits devant un tribunal a trouvé place dans les dispositions du General Laws Amendment Act de 1972 (voir ci-dessus).

54. Les personnes condamnées à une peine de prison et, avec certaines exceptions, celles qui sont détenues avant de passer en jugement, relèvent de la loi sur les prisons No 8 de 1959; ainsi qu'elle a été modifiée 12/, et de la réglementation adoptée conformément à cette loi 13/. On se rappellera, en particulier, que l'article 23 1) b) de la loi sur les prisons prévoit la séparation des prisonniers blancs et non blancs et que l'article 36 autorise les châtiments corporels. Les articles 103, 104 et 110 de la réglementation contiennent les dispositions concernant les plaintes et réclamations des prisonniers, les relations avec la

10/ Government Gazette, 14 juin 1972, No 3554.

11/ The Times, Londres, 17 mai 1972.

12/ Voir le document E/CN.4/AC.22/6, annexe V.

13/ Ibid., annexe IV.

famille et les visites des juges et des magistrats. Le Prisons Amendment Act No 9 de 1971 ^{14/} prévoit la décentralisation des "prison boards" (art. premier); mais il a aussi modifié les châtiments imposés aux prisonniers pour les infractions au règlement des prisons (clause 5). La réglementation antérieure limitait l'emprisonnement cellulaire à six jours avec ration alimentaire réduite et à quinze jours avec obligation d'accomplir des travaux peu astreignants. La nouvelle réglementation prévoit l'emprisonnement cellulaire avec régime alimentaire rigoureux pendant une période ne dépassant pas trente jours. La durée du châtiment ainsi que le régime alimentaire prescrit sont maintenant réglementés par la loi (art. 5 b) ii) ^{15/}. A la Chambre d'assemblée, Mme Helen Suzman s'est fortement élevée contre la prolongation de l'emprisonnement cellulaire mais la mesure a été adoptée sous sa forme initiale ^{15/}.

55. Comme il a été signalé dans le rapport précédent du Groupe (E/CN.4/1050) un grand nombre d'Africains sont arrêtés et emprisonnés pour infraction aux lois sur les déplacements et la résidence, en particulier le Bantu (Abolition of Passes and Co-ordination of Documents) Act de 1952 modifié; le Bantu (Urban Areas) Consolidation Act de 1945 modifié; et aux lois sur le travail des Bantous, en particulier, les Bantu Labour Regulations de 1965 et les Bantu Labour Regulations (Bantu Areas) de 1968 ^{16/}. En juin 1971, le Ministre adjoint de l'administration bantoue a annoncé que le gouvernement avait l'intention d'appliquer, à l'égard de ceux qui commettent des infractions aux lois sur les déplacements et la résidence un nouveau régime faisant appel à des centres d'aide et à des centres de reclassement relevant des homelands. Des dispositions instituant un régime de ce type figuraient déjà dans le Bantu Laws Amendment Act No 42 de 1964. Plusieurs centres d'aide ont déjà été créés et d'autres sont prévus. Ces centres d'aide s'efforceraient de "régulariser" la position de ceux qui commettent des infractions de caractère technique, en entrant en contact avec leurs employeurs, le bureau local de la main-d'oeuvre ou les autorités du homeland; si leur position peut être régularisée, les délinquants ne seront pas envoyés en prison mais, dans le cas contraire, ils seront emprisonnés ou envoyés dans des "centres de reclassement" ^{17/}.

2. Analyse des renseignements et des témoignages reçus

a) Renseignements relatifs au traitement des combattants de la liberté capturés

56. Plusieurs témoignages, notamment ceux de M. Bidi (E/CN.4/AC.22/RT.133, p. 29 à 31 et p. 67), de M. Sibake (RT.128, p. 71-75) et de M. Ennals (RT.130, p. 132), puis une communication écrite, en date du 3 août 1972, rédigée à l'intention du

^{14/} Government Gazette, No 3031 du 24 mars 1971.

^{15/} Débats de la Chambre d'assemblée (Hansard) 2, col. 430 à 437; 489 à 494.

^{16/} Voir documents E/4559, par. 83, 84 et E/4791, par. 43, 44.

^{17/} Voir Survey of Race Relations, 1971, op. cit., p. 143-144.

Groupe, contiennent des renseignements sur le sort des combattants de la liberté capturés et remis à la police sud-africaine par les autorités portugaises du Mozambique en 1968. Il y a eu trois cas : ceux de Marcus Mokgotle, Sidney Mbuyazwe et Moffat Qusana, tous membres du Pan-Africanist Congress, qui ont été capturés alors qu'ils se rendaient en Afrique du Sud. M. Ennals (RT.130, p. 32) a déclaré que Mokgotle et Mbuyazwe avaient ensuite été témoins à charge au procès de six membres du Pan-Africanist Congress qui avait eu lieu dans l'Etat libre d'Orange en 1971. M. Ennals (RT.130, p. 32) a informé le Groupe de travail que, si le Comité spécial de l'apartheid avait été prié d'examiner ces cas, la raison en était que les autorités portugaises avaient violé la Convention internationale relative au statut des réfugiés. Le Pan-Africanist Congress a instamment demandé que ces hommes soient remis à la Croix-Rouge pour être rapatriés en Tanzanie, où l'asile politique leur avait été accordée. Contrairement aux démentis du Gouvernement sud-africain, selon lesquels ils se trouvaient dans le pays, M. Ennals a produit une photocopie des trois premières pages du compte rendu officiel du procès intenté à six hommes devant la Cour suprême (Division de l'Etat libre d'Orange), où Marcus Mogatele (*sic*) était cité comme témoin à charge. M. Sibeko (RT.128, p. 96) a déclaré que ceux qui s'étaient vus contraints de servir de témoins à charge dans l'affaire de Welkom avaient été soumis à la torture électrique et à d'autres méthodes de torture. M. Bidi (RT.133, p. 31, 67) a déclaré que, depuis décembre 1971, on ne savait pas où se trouvait Sidney Mbuyazwe et, que le bruit courait que Qusana était mort, l'explication officielle étant qu'il s'était suicidé.

b) Décès de prisonniers politiques dans des circonstances suspectes

57. Il a été fait mention dans les deux rapports précédents du Groupe de travail (E/CN.4/1020, par. 96 et 146 à 153 et E/CN.4/1050, par. 59 et 60 et 80 à 86) de détenus politiques décédés depuis 1963, dans des circonstances pouvant être considérées comme suspectes. Voici la liste des détenus décédés dont le Groupe de travail a pu avoir connaissance :

M. "Looksmart" Solwandile Ngudle, "trouvé pendu dans sa cellule", le 5 septembre 1963;

M. Suliman Saloojee, décédé à la suite d'une chute du haut du septième étage du quartier général de police de sécurité, où il subissait un interrogatoire (9 septembre 1962);

M. James Tyitya, "trouvé pendu dans sa cellule" (janvier 1964);

M. Leon Yum Pin, même constatation officielle (19 novembre 1966);

M. James Hamakwayo, même constatation officielle (date exacte inconnue);

M. Ah Yan, même constatation officielle (5 janvier 1967);

M. Alpheus Maliba, même constatation officielle (1967, date exacte inconnue);

M. J. B. Tubakwe, même constatation officielle (11 septembre 1968);

M. Nichodimus Kgoatle, décédé d'une broncho-pneumonie (4 février 1969);

M. Solomon Modibane, décès attribué à une "cause naturelle" (28 février 1969);

M. James Lenkoe (10 mars 1969);

M. Caleb Mayekiso, même constatation officielle (1er juin 1969);

M. Sijso Ginenishe (juillet 1969);

L'imam Hadj Abdullah Haron (27 septembre 1969);

M. Michael Shivute, arrêté le 16 juin 1969 en application du Terrorism Act et qui est décédé dans la nuit du 16 au 17 juin 1969. Il a été officiellement annoncé qu'il s'était suicidé;

M. Jacob Monakgotla, membre de la tribu Bakubung et inculpé en vertu du Terrorism Act, qui est décédé le 9 septembre 1969, la veille de l'ouverture du procès. L'expert médical a déclaré qu'il était mort d'une thrombose. Il n'y a pas eu d'enquête judiciaire.

58. On se rappellera que les circonstances de la mort de l'imam Haroun, telles qu'elles ont été révélées au cours de l'enquête, ont suscité des protestations et ont amené un membre de la Chambre d'assemblée à présenter, le 15 mars 1970, une requête tendant à ouvrir à un niveau élevé une enquête nouvelle et impartiale sur les circonstances de la mort de l'imam. Il a été annoncé que la police procédait à de nouvelles investigations, mais on a fait savoir, le 30 septembre 1970, que cette nouvelle enquête n'avait révélé aucun fait pouvant justifier une action judiciaire.

59. Il ressort des faits mentionnés dans un document rédigé par l'International Defence and Aid Fund (The Terrorism of Torture de Hilda Bernstein, Londres, avril 1972) que depuis 1963, 19 personnes emprisonnées, en vertu des lois sur la détention, sont décédées pendant leur séjour en prison. Une liste des noms, la date de l'arrestation, la date du décès et les causes officielles du décès figurent en appendice à cette publication. Le nom de M. Sijso Ginenishe, cité plus haut au paragraphe 18, ne figure pas sur la liste. On y trouve en revanche quatre noms supplémentaires, y compris ceux de M. Ahmed Timol et de M. Mthayeni Cutshela, au sujet desquels des renseignements sont parvenus à la connaissance du Groupe de travail (voir plus bas), ainsi que les noms de M. Bellington Mampe (date de l'arrestation inconnue, date du décès 1er décembre 1963, cause du décès "inconnue") et de M. Hangula Shonyeka, arrêté le 26 août 1966; le décès - dont la date est inconnue - serait dû à un "suicide par pendaison" selon les témoignages recueillis lors d'un procès intenté en application de la loi sur le terrorisme 18/.

18/ Bellington Mampe, décédé à la prison de Worcester dans la province occidentale du Cape, attendait l'ouverture de son procès depuis six mois; il est la première personne qui ait trouvé la mort pendant la détention de "90 jours". Hangula Shonyeka a été incarcéré à la prison de Pretoria le 30 août 1966 en vertu de la loi "des 180 jours", et s'est suicidé le 10 octobre 1966, d'après les indications fournies par le Ministre de la police, en réponse à une question, devant le House of Assembly, le 8 septembre 1970. Voir Apartheid is Built on Torture, publié par le Centre d'information du Conseil mondial de la paix, Helsinki, p. 24 et 27. Selon cette brochure, Ephraim Kamati Kaporo, l'un des inculpés du procès des terroristes namibiens, est tombé malade au cours du procès et il est décédé à l'hôpital le 12 octobre 1967. Selon le certificat de décès, la mort était due à des causes naturelles.

60. Outre les personnes mentionnées sur la liste - 11 d'entre elles se seraient suicidées, d'après le gouvernement - deux personnes au moins sont décédées pendant leur détention au Transkei, après avoir été arrêtées en vertu de la Proclamation R400 19/. Il s'agit de Nogeni Gaga et de Pongolosha Hoyo qui sont décédés respectivement les 7 et 8 mai 1965, selon les renseignements fournis par le Ministre de la police. Tous deux seraient morts de "causes naturelles". En outre, des témoignages recueillis par le Groupe de travail font état d'un autre cas, celui de M. Moffat Qusana, qui serait également décédé après son arrestation (voir par. 63).

61. Un témoignage sur la mort de Mthayeni Cutshela a été fourni par M. Honono (RT.137, p. 11) et confirmé par la déposition écrite de Mlle E. D. M. Wilcox et par l'International Defence and Aid Fund. Il ressort des faits mentionnés que l'on est venu à trois reprises chercher M. Cutshela, âgé de 68 ans, à son domicile, pour l'interroger. Il a été conduit plus d'une fois dans la forêt de Mkambathi, où la police avait aménagé un camp où étaient amenés les détenus qui devaient subir un interrogatoire. Plusieurs autres détenus, qui ont ensuite figuré parmi les 13 membres de l'Unity Movement traduits en justice (voir par. 66) ont fait des déclarations sous serment à propos du traitement infligé à Cutshela par la police. Ces déclarations faisaient état de tortures systématiques. Cutshela avait été longuement frappé, soumis à des chocs électriques, etc. Selon ces témoins, il avait atrocement souffert pendant son séjour au camp. On l'avait emmené un matin où il n'avait pas réussi à se lever. Il était mort peu après dans une cellule de la prison de Umtata. Son corps avait été remis à son fils dans un cercueil plombé. Son fils avait indiqué que la police avait conservé le certificat de décès. Selon Mlle Wilcox, un magistrat avait d'abord refusé de faire une enquête sur le décès. A la suite de nouvelles démarches, il avait été indiqué que Cutshela était mort de causes naturelles, à savoir d'hémorragie cérébrale.

62. Il a été fait mention du cas d'Ahmed Timol dans les déclarations écrites du Pan-Africanist Congress (p. 8), de la All Africa Trade Union Federation (p. 13) et de l'International Defence and Aid Fund (p. 1 à 3). Il a été indiqué que M. Timol, instituteur, avait été arrêté le 22 octobre 1971, au titre de la loi sur le terrorisme. Il était décédé le 27 octobre après être tombé du dixième étage du quartier général de police de sécurité à Johannesburg 20/. La police de sécurité avait prétendu qu'il s'était suicidé. Une enquête effectuée après un délai de plusieurs semaines avait révélé qu'Ahmed Timol avait été interrogé par plusieurs membres de la police de sécurité et qu'il avait subi un interrogatoire le jour de sa mort. Les résultats de l'autopsie avaient révélé plusieurs blessures reçues entre trois et dix jours avant le décès. Le magistrat avait déclaré, le 22 juin 1972, que M. Timol s'était suicidé et que personne n'était responsable de sa mort.

19/ House of Assembly Debates (Hansard), 2 et 11 février 1972, col. 164.

20/ Voir également Rapport du Comité spécial de l'apartheid, (Mauvais traitements et tortures infligés aux prisonniers en Afrique du Sud, A/8770, par. 579 à 583).

63. M. Bidi (RT.133, p. 67) a indiqué que l'on avait annoncé le décès - à la suite d'un suicide, était-il affirmé - de M. Moffat Qusana, l'un des trois combattants de la liberté capturés et remis à la police sud-africaine par les autorités portugaises du Mozambique en 1968. Il n'y a eu aucune déclaration officielle à propos de cette affaire.

64. Enfin il convient de noter que, d'après les révélations faites devant le House of Assembly la police sud-africaine a abattu 54 personnes et en a blessé 149 en 1970. Dans de nombreux cas, le Groupe spécial d'experts n'a pas pu recueillir de renseignements sur le fait que le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud a ouvert une enquête à la suite des décès suspects signalés dans le rapport du Groupe. Cependant le Ministre de la police sud-africaine en réponse à une série de questions a donné des renseignements sur des affaires où étaient impliqués quatre policiers qui avaient été reconnus coupables d'actes de violence au cours de l'année, mais qui avaient été autorisés à rester en fonctions. Ils avaient été reconnus coupables d'infractions allant de violences à la tentative de meurtre, mais après enquête du ministère, ils avaient été maintenus en fonctions 21/. Au cours de l'année 1971, il a été révélé qu'au total, 191 policiers avaient été reconnus coupables de voies de fait. Vingt autres avaient été reconnus coupables de violences avec intention de causer des blessures graves et trois, d'homicide volontaire. Vingt-sept des policiers reconnus coupables de violences étaient des récidivistes 22/. Parmi les policiers coupables de violences avec intention de causer des blessures graves, trois étaient des récidivistes. Il est peu probable que ces chiffres comprennent les personnes détenues par la police de sécurité pour être interrogées avant d'être inculpées par un magistrat et d'être incarcérées.

c) Renseignements concernant le nombre de prisonniers politiques et certains procès récents

65. Le rapport du Comité spécial d'Apartheid (A/8770) contient des renseignements sur les arrestations et les procès qui ont eu lieu en 1970 et 1971 pour des infractions aux lois sur la sécurité. Le Groupe de travail a eu connaissance de divers renseignements sur quelques-uns de ces procès, à savoir i) le procès - intenté en application de la loi sur le terrorisme - de 13 dirigeants du Unity Movement of South Africa, qui s'est déroulé à Pietermaritzburg; ii) le procès de six membres du Pan-Africanist Congress à Welkom, dans l'Etat libre d'Orange et iii) le procès du doyen de Johannesburg. Lors de ces procès, il a été fait état de tortures et mauvais traitements qui auraient été infligés à des inculpés et à des témoins détenus; la question sera de nouveau abordée à la section d).

i) Le procès du Unity Movement 23/

66. M. Hcnono (RT.137, p. 7 à 21) a mentionné le procès de 13 dirigeants du Unity Movement of South Africa intenté au titre de la loi sur le terrorisme et au cours duquel la défense a révélé les tortures "diaboliques" infligées aux accusés.

21/ Star du 13 mars 1971, Johannesburg.

22/ Rand Daily Mail du 11 mars 1972, Johannesburg.

23/ Voir aussi A/8770, par. 530 à 537.

Ce procès a duré un an, d'avril 1971 à avril 1972 et l'appel est encore en suspens. Ce procès a montré le lourd handicap qu'impose la loi sur le terrorisme à l'accusé qui doit prouver son innocence et l'incapacité totale des juges à protéger les droits fondamentaux des personnes à un procès équitable, ainsi que l'intervention flagrante du Ministre de la police, au cours du procès. Le témoin a souligné que, malgré cette situation, le Lt. Col. Swanepoel, interrogateur principal du département de la sécurité dans cette affaire, avait déclaré, lorsqu'il avait déposé sous serment, qu'il estimait que la législation actuelle pour combattre le "terrorisme et le communisme" n'était pas "suffisante pour faire face à la situation actuelle".

67. M. Honono et Mlle Wilcox (dans un mémorandum) ont décrit en détail les méthodes d'interrogatoire auxquelles la police a eu recours lors de ce procès. Mlle Wilcox a déclaré qu'avant la fin du procès, 100 témoins à charge avaient déposé. Dans leur grande majorité, ils avaient été gardés à vue ou détenus, parfois depuis plus d'un an, jusqu'à ce que leur tour soit venu de faire leur déposition. Au cours du contre-interrogatoire de l'un des accusés, l'avocat général avait dit : "Je vous signale qu'au moins 140 détenus sont passés par ce camp". Ce chiffre de 140 ne comprenait pas les détention dans les zones urbaines et dans les autres villes de province.

68. Les 13 inculpés ont été condamnés le 6 avril 1972 à des peines de prison allant de cinq à huit ans pour infraction à la loi sur le terrorisme. L'Etat s'est opposé à la mise en liberté sous caution de six des accusés en attendant la décision d'appel. Le procès de M. Joseph Tshukudu Maleka, le quatorzième accusé dont le procès a été ultérieurement séparé de celui des autres inculpés, n'a toujours pas eu lieu 24/.

ii) Le procès de "Welkom" 25/

69. M. Sibeko (RT.128, p. 66) a signalé le fait que cinq des six Africains accusés d'être membres du Pan-Africanist Congress illégal, et de poursuivre les activités du mouvement en organisant des cours d'instruction militaire à l'intention des jeunes, avaient vu leurs peines confirmées en appel. Les accusés avaient été arrêtés en mai 1971. On avait alors indiqué que 140 Africains de Welkom avaient été emprisonnés en même temps et que les personnes qui avaient essayé d'obtenir des renseignements sur la nature des accusations portées contre eux s'étaient heurtées à une fin de non-recevoir (p. 67-70).

iii) Le procès du Doyen de Johannesburg

70. Le Rév. French-Beytagh, ancien doyen anglican de Johannesburg (RT.130, p. 3 à 27) a fourni des renseignements sur le procès qui lui a été intenté au titre de la loi sur le terrorisme, à la suite duquel il a été reconnu coupable de trois

24/ Rand Daily Mail du 29 juillet 1971.

25/ Voir A/8770, par. 577-579.

des dix chefs d'accusation, à savoir : utiliser des fonds du Defence and Aid Fund pour aider des prisonniers politiques, inciter à la violence l'organisation intitulée The Black Sash, inciter à la violence le nommé Kenneth Jordaan, témoin à charge. Le Rév. ffrench-Beytagh a été condamné à cinq ans de prison, peine minimum prévue par la loi et le verdict a été ensuite révoqué par la Cour d'appel. La procédure d'appel avait duré du 2 novembre 1971 au 15 avril 1972 et le Rév. ffrench-Beytagh avait quitté immédiatement l'Afrique du Sud, dans la crainte d'une nouvelle arrestation. Ses observations sur le traitement qui lui a été infligé pendant sa détention sont citées dans les sections pertinentes du présent rapport.

71. Selon des renseignements communiqués au Groupe de travail, lors d'un procès intenté en application de la Loi sur le terrorisme, un métis, James Edward April, a été jugé et déclaré coupable le 10 avril 1971 par la Cour Suprême de Pietermaritzburg qui l'a condamné à 15 ans de prison. Trois chefs d'accusation étaient retenus contre lui : 1) entre juin 1961 et février 1971, en tant que membre de l'African National Congress et de l'Umkonto We Sizwe, il s'était initié "au communisme, aux techniques de guerre et de guérilla, aux méthodes révolutionnaires, à la propagande et aux méthodes de communication secrète dans l'intention de mettre en danger l'ordre public dans la République"; 2) entre le 2 et le 30 août 1967, il était entré en Rhodésie avec des armes et il avait pris part à la lutte armée avec "l'intention d'organiser une révolution armée dans la République et d'y participer"; 3) entre le 29 décembre 1970 et le 17 février 1971, il était entré dans le pays avec un faux passeport et de faux papiers et il avait transporté du matériel destiné à mettre en place un système de communications secrètes. Ces trois chefs d'accusation ont été considérés en bloc aux fins de la sentence, et M. James Edward April a été reconnu innocent du troisième chef d'accusation. S'adressant à la Cour, April a déclaré qu'"un peuple voué au désespoir aurait toujours recours à la violence" et que "l'avenir verrait la victoire du peuple africain sur le Gouvernement fasciste sud-africain" 26/.

72. Selon les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts, le procès de quatre Indiens, dont une femme, inculpés en vertu du Terrorism Act et du Suppression of Communism Act, s'est ouvert le 13 juin 1972 à Pretoria. Les quatre inculpés étaient Mohammed Salim Essop (22 ans), Yousef Hassan Essack (21 ans), Indhrasen Moodley (27 ans) et Mme Amina Desai (51 ans). Les trois hommes avaient été arrêtés lors d'une vaste opération de police et étaient détenus depuis octobre 1971. Mme Desai avait été mise en liberté moyennant une caution de 5 000 rands. D'après le principal chef d'accusation formulé en vertu de la loi sur le terrorisme, ils avaient porté atteinte au maintien de l'ordre public et conspiré en faveur de la cause et des buts du Parti communiste sud-africain ou de l'African National Congress, qui sont tous deux interdits. Ils étaient également accusés d'avoir conspiré avec M. Ahmed Timol, l'instituteur qui, d'après la police sud-africaine, se serait tué en tombant de l'une des fenêtres des bureaux de la police quelques jours après son arrestation. Les quatre inculpés ont tous été condamnés à 5 ans de prison 27/.

26/ Rand Daily Mail du 11 mai 1971, Johannesburg.

27/ Star, Johannesburg, 1er novembre 1972.

73. Selon un mémoire présenté au Groupe d'experts par la All Africa Trade Union Federation (Fédération des syndicats africains), à la fin de 1969, 809 personnes au total purgeaient des peines de prison en vertu des principales lois sur la sûreté de l'Etat. Répondant à des questions posées à la Chambre le 18 mai 1971, le Ministre de la justice a communiqué les chiffres suivants portant sur le nombre de personnes purgeant des peines de prison en vertu des lois sur la sûreté du 1er janvier 1971.

	<u>Blancs</u>	<u>Métis</u>	<u>Asiatiques</u>	<u>Africains</u>	<u>Total</u>
Loi sur le terrorisme	-	-	-	49	49
Loi sur les organisations illégales	-	-	-	125	125
Loi sur la répression du communisme	5	1	1	28	35
Article 21 de la <u>General Laws Amendment Act de 1962</u> (dite "loi sur le sabotage")	6	9	13	212	240
	<u>11</u>	<u>10</u>	<u>14</u>	<u>514</u>	<u>449</u>

En janvier 1972, les chiffres correspondants étaient les suivants 28/ :

	<u>Blancs</u>	<u>Métis</u>	<u>Asiatiques</u>	<u>Africains</u>	<u>Total</u>
Loi sur le terrorisme	-	1	-	50	51
Loi sur les organisations illégales	-	-	-	109	109
Loi sur la répression du communisme	4	1	1	23	29
Article 21 de la <u>General Laws Amendment Act de 1962</u> (dite "loi sur le sabotage")	5	9	13	248	275
	<u>9</u>	<u>11</u>	<u>14</u>	<u>430</u>	<u>464</u>

28/ House of Assembly Debates (Hansard), 25 février 1972, question No 4.

74. On dispose de certains chiffres, qui ne sont pas nécessairement complets, concernant les personnes détenues en vertu des lois qui autorisent la mise en détention sans inculpation ni procès. Le Ministre de la justice et le Ministre de la police ont refusé à plusieurs reprises de fournir des renseignements sur le nombre des personnes détenues pour une période illimitée en application de l'article 6 de la Loi sur le terrorisme 29/, mais on sait qu'en 1971 un certain nombre de personnes ont été détenues en vertu de cette mesure. On a appris au mois de mai que, sur les 16 personnes inculpées en vertu de la loi sur le terrorisme en 1971, 14 avaient été reconnues coupables et 2 non coupables 30/. L'une des deux personnes acquittées par la suite avait été détenue pendant 160 jours 31/. Trente-sept des quarante-sept personnes détenues en application de la loi sur le terrorisme à cette période ont été libérées par la suite, bien qu'un certain nombre d'entre elles aient déposé comme témoins à charge 32/.

75. En vertu de l'article 215 bis de la Criminal Procedure Act (Loi sur la procédure pénale) qui prévoit la détention de témoins à charge éventuels jusqu'à la conclusion de l'action pénale ou pour une période pouvant aller jusqu'à 180 jours, 25 mandats d'arrêt ont été décernés en 1971 et 12 durant le premier trimestre de 1972 33/.

76. Selon le Ministre de la police, 37 Africains ont été détenus en vertu de la loi d'exception pour le Transkei (Proclamation 400) pendant la période du 1er juillet 1970 au 31 mars 1971 34/. Depuis avril 1971, six personnes ont été détenues en application de cette même proclamation 35/.

d) Allégations concernant les tortures et les traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés aux détenus et aux prisonniers politiques

77. Le Groupe spécial d'experts a reçu des témoignages concernant le traitement infligé aux détenus, c'est-à-dire aux prisonniers politiques incarcérés sans procès ou avant d'avoir comparu devant un tribunal pour répondre d'inculpations précises

29/ Voir, par exemple, House of Assembly Debates (Hansard), 4 février 1972, réponse à la question No 18 et 11 février 1972.

30/ House of Assembly Debates (Hansard), 9 mai 1972, question No 4.

31/ Rand Daily Mail, 10 mai 1972.

32/ Rand Daily Mail, 19 avril 1972.

33/ House of Assembly Debates (Hansard), 5 mai 1972, question No 535.

34/ House of Assembly Debates (Hansard), 2 avril 1971, col. 679.

35/ House of Assembly Debates (Hansard), 18 février 1972, question No 231.

ainsi qu'aux prisonniers politiques condamnés en vertu de l'une ou de plusieurs des lois mentionnées au paragraphe 73 et détenus dans un établissement pénitentiaire ordinaire.

78. Trois témoins, qui avaient été détenus eux-mêmes aux fins d'interrogatoire avant leur procès, ont déposé. M. Lewin (RT.130, p. 101 et 102) a dit qu'il avait été soumis à la "torture de la statue" et qu'il avait été contraint de rester debout et immobile au même endroit pendant 24 heures. Deux semaines plus tard il avait subi des sévices au siège de la police de sécurité. Il a fourni une liste des policiers du service de la sécurité qui avaient maltraité des prisonniers. Le Rév. French-Beytagh (RT.130, p. 3, 12 et 23) a déclaré qu'il n'avait été détenu au siège de la police de sécurité que durant huit jours grâce à l'intervention du Consul du Royaume-Uni. Durant les interrogatoires, il n'avait pas subi de violence physique, mais il avait été maltraité psychologiquement. M. Jacobsen (RT.129, p. 27 à 60) 36/ a déclaré qu'il avait été soumis à des interrogatoires continus qui, à deux reprises, avaient duré 48 heures d'affilée et une fois 72 heures. Il était resté au secret durant toute sa détention (voir RT.129, pages 27 et 37). Il avait également été soumis à la "torture de la statue". Un mois environ après son incarcération, il avait tenté de se suicider. Il n'avait pu communiquer avec son avocat que lorsque des accusations précises avaient été portées contre lui.

79. Dans une communication écrite datée du 20 juillet 1972, M. Max Katz, a décrit son arrestation et son incarcération le 18 novembre 1972 ainsi que sa détention au secret pendant trois semaines. Il a été transféré de la prison centrale de Pretoria au siège du service de la sécurité dans les "Compol Buildings"; également à Pretoria pour y subir un interrogatoire de six jours pendant lesquels il n'a pas pu dormir. Cet interrogatoire a été mené par huit membres de la sûreté qui se relayaient par équipes de deux, toutes les quatre heures. L'interrogatoire avait pour but de l'obliger à fournir des renseignements sur ses activités politiques et celles de ses amis. Il a été libéré le 23 décembre. Il avait également été détenu en 1966 dans des conditions analogues.

80. Les tortures infligées aux accusés et aux témoins du procès du Unity Movement ont été mentionnées dans de nombreux témoignages, notamment par M. Honono (RT.137, p. 7 à 11), par des informations parues dans la presse sur les témoignages et plaidoiries de la défense durant le procès, par les déclarations écrites de Mlle E. Wilcox, ainsi que par la brochure sur l'emploi de la torture, établie par l'International Defence and Aid Fund, mentionné au paragraphe 20 ci-dessus. D'après les principales allégations de la défense au cours de ce procès, la police de sécurité avait établi un camp de torture dans la forêt de Mkambathi pour obtenir des aveux des détenus, dont certains avaient comparu par la suite en tant qu'accusés et d'autres en tant que témoins à charge. L'interrogatoire contradictoire de l'un des inculpés a révélé que 140 détenus au moins étaient passés par le camp. Gwendolyn et Alfred Wilcox ont été tenus au secret durant près de neuf mois puis simplement relaxés. Outre le décès de Mthayeni Cutshela mort en détention, on comptait deux tentatives de suicide, celle de Jakhede Nohlaza, âgé de 68 ans, pendant sa détention et celle d'un inculpé, Mogami Josiah Moeng, durant son procès.

36/ Voir également A/8770, par. 595 à 597.

Le mémoire de Mlle Wilcox faisait état de dix cas de torture. Elle citait notamment le cas de Josiah Mogami Moeng qui, après avoir été attaché à un tronc d'arbre les mains liées au-dessus de la tête, avait été fouetté et roué de coups presque sans interruption pendant trois jours et trois nuits tandis que la police s'efforçait de lui arracher des aveux. Pindiso Zimambane a eu les mains attachées par des menottes, on lui a passé des fers aux pieds et des électrodes ont été fixés à ses oreilles. Il a entendu des bourdonnements et éprouvé des sensations douloureuses. Cette torture lui a été infligée à plusieurs reprises jusqu'au moment où, la sensation de douleur aiguë ayant disparu, il a été agité par convulsions et a eu l'impression que toute la partie supérieure de son individu était comme prise dans un étau. Après lui avoir ôté les électrodes des oreilles, on a attaché ses bras à une branche d'arbre au-dessus de sa tête et il est demeuré dans cette position durant toute la nuit. Le lendemain matin, on l'a détaché mais on l'a ensuite attaché par des menottes à un autre arbre et on lui a dit d'appeler lorsqu'il serait décidé à parler. Il a plu durant la deuxième nuit. Pindiso Zimambane a subi de nouveaux sévices; on lui a enfoncé une flèche dans la jambe. Un peu plus tard, on lui a bandé les yeux et on l'a attaché au sol. Il a senti quelqu'un déboutonner son pantalon et il a eu la sensation douloureuse que des aiguilles lui parcouraient le corps depuis les parties génitales et le long de la colonne vertébrale. Il n'a pu dire combien de temps avait duré le supplice, mais il lui a été impossible de dormir ensuite. De temps à autre, il était agité de spasmes et sa tête heurtait le toit du fourgon où on l'avait installé pour dormir durant la nuit.

81. M. Sibeko (RT.128, p. 96) a attiré l'attention sur les tortures subies par les accusés du procès Welkom, ainsi que sur les tortures auxquelles avaient également été soumis ceux qui s'étaient ultérieurement constitués en témoins à charge. Il a estimé que les méthodes de torture étaient nettement plus odieuses que par le passé (p. 107-111).

82. Mlle Mgabaza (RT.138, p. 31-32) a fourni un témoignage sur les expériences subies par Mme F. E. Majola entre les mains du service de la sécurité en mai 1969 et à d'autres occasions. Lors d'une descente de police dans sa maison, sa petite fille de six ans avait été fouillée sous les aisselles. Mlle Mgabaza a également remis au Groupe un document établi par la Fédération démocratique internationale des femmes qui contenait les témoignages de Mme R. V. Nzo dont le mari avait été tenu au secret pendant 237 jours, et de Mme A. N. Ngakane, née Lutuli, dont le mari avait été emprisonné en vertu de la réglementation du Transkei sur l'état d'urgence et avait été détenu pendant 33 mois dans le pénitencier de Robben Island.

e) Renseignements concernant l'organisation des services pénitentiaires et les mauvais traitements infligés aux prisonniers condamnés

83. Divers témoins, parmi lesquels M. George Mbele (RT.130, p. 116 à 142), M. Lewin (RT.130, p. 78 à 81 et 103), M. Ennals (RT.130, p. 54-55), M. Honono (RT.137, p. 12) et M. Ntloedibe (RT.133, p. 56 à 60), ont expliqué l'organisation du système pénitentiaire et le traitement des prisonniers condamnés.

84. Le témoignage de M. Mbele (RT.130, p. 116 à 142 auquel s'ajoute un mémorandum écrit) repose sur la transcription d'une interview enregistrée fournie par un prisonnier récemment libéré après avoir passé un certain nombre d'années à Robben Island. Le nom de ce prisonnier et les détails qui permettraient de l'identifier ont été passés sous silence car, selon M. Mbele, de par la nature même du Prisons Act, les conditions prévalant dans les prisons sont soigneusement cachées au public. M. Mbele a déclaré qu'après 1963 le système pénitentiaire avait été réorganisé à la suite de diverses grèves de la faim faites par des prisonniers politiques en raison du traitement qui leur était infligé en contravention des règlements de la prison. Jusqu'à cette époque, les prisonniers des diverses catégories D à A avaient été placés dans des camps correspondants D à A mais par la suite, la plupart des prisonniers politiques non blancs ont été groupés à Robben Island 37/.

85. Les renseignements concernant Robben Island ont révélé que divers groupes de prisonniers ont fait l'objet d'une ségrégation. Les Namibiens ont été strictement séparés de tous les autres prisonniers; les prisonniers de Pietermaritzburg étaient mis au secret à l'écart; le groupe Rivonia, auquel appartenait Nelson Mandela, vivait dans une section spéciale de la prison, chaque prisonnier occupant une cellule individuelle. Un prisonnier, Benjamin Ramotse, qui a été arrêté au Botswana et remis à la police sud-africaine, était et avait été au secret depuis le début de sa détention dans la prison de l'île. M. Mbele a souligné que d'après ses renseignements, les conditions à Robben Island s'étaient beaucoup détériorées depuis décembre 1970. Depuis cette date, le Département des prisons avait instauré une nouvelle politique de privations et de provocations (RT.130, p. 126). De ce fait, un certain nombre de prisonniers des catégories supérieures avaient été placés dans des catégories plus basses et leurs conditions de vie étaient devenues plus dures et ils avaient perdu certains de leurs privilèges. Une grève de la faim, organisée par les prisonniers en mars 1971, a marqué le point culminant de cette crise. M. Mbele a également donné des détails sur les brutalités infligées aux prisonniers ainsi que sur la nourriture, les études et les distractions. Si les conditions se sont légèrement améliorées à un certain moment, depuis 1970 elles se sont très nettement détériorées (RT.130, p. 137).

86. M. Honono (RT.137, p. 12) a appelé l'attention sur les conditions de vie dans la prison de Ntosasa dans le Transkei, où ont été enfermés certains détenus qui sont ensuite devenus témoins de l'accusation au procès des membres de

37/ A propos des catégories de prisonniers, voir A/8770, par. 599 et note de bas de page 186.

l'Unity Movement à Pietermaritzburg 38/. M. Honono a déclaré que ces conditions n'étaient pas particulières à la prison de Ntosasa mais existaient généralement dans les régions rurales.

87. M. Ntloedibe (RT.133, p. 56-7) décrit les durs travaux auxquels il était astreint dans la prison dans laquelle il a été envoyé (la prison n'a pas été nommée), les fouilles humiliantes auxquelles étaient soumis les prisonniers et les châtiments corporels qui leur étaient infligés par les gardes ainsi que les conditions dans lesquelles les prisonniers devaient recevoir les visiteurs. Il a également décrit comment il avait été mis au secret pendant trois mois et avait été nourri à l'eau de riz. Le seul remède administré à l'hôpital, quel que soit le mal, était l'huile de ricin. M. Ntloedibe a déclaré que l'ensemble des règles minima pour le traitement des prisonniers ne s'appliquaient pas aux prisonniers africains ou autres prisonniers non blancs. M. Emmals (RT.130, p. 54-55) a confirmé cette déclaration et a déclaré que l'Afrique du Sud violait de façon flagrante les règlements qu'elle prétendait appliquer.

88. M. Lewin (RT.130, p. 77) a dit que d'après son expérience, les améliorations qui ont eu lieu ces dernières années sont dues en majeure partie au fait qu'Harold Strachan, après avoir été libéré en 1965, avait exposé les conditions qui régnaient dans la prison et au fait que des prisonniers politiques blancs avaient été transférés dans une nouvelle prison à Pretoria. Mais les prisonniers politiques restaient isolés de leurs autres compagnons de prison. Leurs lettres et leurs visites étaient soumises à des règles plus strictes que celles des prisonniers ordinaires; enfin alors que l'on accordait des réductions de peine et la libération sur parole aux prisonniers ordinaires et que ceux-ci étaient fréquemment amnistiés, ceci était refusé aux prisonniers politiques.

89. Les témoignages de M. Ntloedibe (RT.133, p.61) et M. Kuzwayo (RT.132, p. 46 à 50, 67 à 90, 90 à 96) et de M. Bidi (RT.133, p. 33 à 48) décrivent la façon dont sont appliquées les lois relatives aux laissez-passer pour contrôler la main-d'oeuvre. D'après ces témoins, les agriculteurs blancs peuvent obtenir une main-d'oeuvre parmi les prisonniers en payant une redevance ridiculement basse aux autorités pénitentiaires. Ces témoins ont également révélé que les agriculteurs blancs ne traitaient pas les prisonniers de façon convenable et que les conditions de vie et de travail étaient inhumaines et parfois pires que dans les prisons. M. Kuzwayo (RT.132, p. 87 à 90, 92) a également fait état de colonies agricoles gouvernementales dans lesquelles on envoie les prisonniers récidivistes.

90. Interrogé à la Chambre d'assemblée à propos du nombre des prisonniers loués à des employeurs, le Ministre des prisons a déclaré que comme à l'heure actuelle on ne disposait pas de statistiques, il était impossible de fournir les renseignements demandés 39/.

38/ Des références aux conditions dans cette prison ont été publiées dans l'East London Daily Dispatch, 29 septembre 1971 et 7 octobre 1971.

39/ House of Assembly Debates (Hansard), 4 février 1972, question 20.

91. En 1972, l'attention a de nouveau été appelée sur le grand nombre de prisonniers arrêtés pour infraction à des lois ou règlements de peu d'importance. Un juge de la Cour suprême a déclaré que le système de la justice criminelle devait être réformé. Il commentait le fait que 92 p. 100 des prisonniers étaient en prison pour six mois ou moins 40/. Le rapport du Commissaire des prisons pour la période allant du 1er janvier 1970 au 30 juin 1971 41/ a montré qu'au cours de cette période 174 065 prisonniers condamnés (et 273 844 non condamnés) ont été admis dans des prisons. Sur les 475 065 prisonniers condamnés, 433 954 purgeaient des peines de moins de six mois.

92. En juin 1971, le Ministre adjoint de l'administration des bantous a annoncé que le gouvernement avait l'intention de mettre en place un nouveau système relatif aux personnes ayant enfreint la loi relative aux laissez-passer, en créant des "centres d'aide" et des "centres de réhabilitation" dans les homelands. Ce système a été instauré par les Bantu Laws Amendment Act No 42 de 1964, section 12. Selon la déclaration du Ministre adjoint, le système envisagé représentait une tentative "pour alléger le sort de ceux qui enfreignent ces lois et pour leur éviter, en majorité, les tribunaux et les prisons". Si leur situation pouvait être "légalisée" en établissant une liaison entre les employeurs, le bureau local de la main-d'oeuvre ou l'autorité du homeland, ils n'auraient pas à aller en prison, mais si ce n'était pas le cas, ils seraient emprisonnés ou envoyés dans des centres de réhabilitation 42/. Lorsque ces lois ont été adoptées, on a craint que les centres ne deviennent une source de main-d'oeuvre à bon marché pour les employeurs qui ne pouvaient pas attirer des travailleurs par des moyens normaux. Les centres d'aide pourraient réduire le nombre de personnes coupables d'infraction de peu de gravité à la loi relative aux laissez-passer "mais ceci ne serait que parce que au lieu d'aller en prison, ces personnes seraient envoyées dans des homelands ou dans des régions rurales et employées là où la main-d'oeuvre manque, en particulier dans les fermes blanches" 43/. Certains renseignements à propos du fonctionnement de ces centres d'aide ont été donnés lors de la session de 1972 de la Chambre d'assemblée. Par exemple, il a été révélé que les centres d'aide de Johannesburg s'étaient occupés de 10 098 cas depuis le 1er janvier 1972 mais que seules 52 personnes avaient été employées 44/. Sur les 36 619 cas renvoyés aux centres d'aide de Welkom, 27 800 personnes ont été condamnées à des peines de prison 45/. Le Ministre adjoint de l'administration

40/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 27 juillet 1972.

41/ RP.101/71.

42/ Survey of Race Relation 1971, op. cit., p. 143-144. Voir également Second Bantu Laws Amendment Act, No 30, 1972.

43/ Ibid.

44/ House of Assembly Debates (Hansard), 28 mars 1972, question 451.

45/ House of Assembly Debates (Hansard), 9 février 1972, col. 687.

et du développement des Bantous a déclaré que les lois relatives aux entrées et les autres lois soi-disant restrictives destinées à maintenir l'ordre nécessaire en cette matière, restaient en vigueur 46/.

f) Allégations concernant des violations du droit des accusés de bénéficier d'un procès équitable et des procédures concernant les plaintes et la réparation

93. La plupart des témoignages ont mis en évidence la violation des droits des détenus et des prisonniers passant en jugement. M. Honono a fait observer qu'aux termes du Terrorism Act, c'était maintenant à l'accusé qu'il incombait de prouver son innocence (RT.137, p. 33). Il a aussi indiqué qu'il n'y avait pas de droit d'habeas corpus. M. Bidi (RT.133, p. 31) a cité les cas de Marcus Mokgotle et de Sidney Mbuyazwe qui, quatre ans après leur arrestation, étaient encore entre les mains de la police sans qu'il y ait eu procès ni qu'ils aient obtenu d'assistance d'un conseil.

94. Plusieurs témoins ont souligné les effets sur le déroulement du procès de l'utilisation de témoins à charge qui eux-mêmes avaient été détenus au secret. M. Honono (RT.137, p. 16) a cité les observations de M. Edgar Lockwood qui avait assisté au procès du Unity Movement à Pietermaritzburg. Selon lui, ce procès était une illustration des nouvelles armes que la loi contre le terrorisme plaçait entre les mains du Ministère public. La défense ne savait absolument pas avant le procès ce que les témoins à charge allaient dire. Le procès n'était pas précédé d'une période d'information préliminaire. Tous les témoins importants étaient détenus pendant des périodes d'une durée variable. Pendant leur emprisonnement, ils ne pouvaient pas faire appel à un avocat et n'avaient pas le droit de voir un juge ni de faire savoir à des personnes se trouvant à l'extérieur la façon dont ils étaient traités. Une des caractéristiques de ces procès était le témoignage soigneusement préparé de ceux qui étaient passés par le processus de l'interrogatoire et le fait qu'au moment où les témoins faisaient leur déposition il y avait présents à l'audience quatre ou cinq des policiers qui les avaient interrogés, y compris celui qui avait reçu des témoins leurs déclarations écrites lorsqu'ils étaient prisonniers. Ceci a été confirmé par M. Lande (RT.137, p. 18-20) qui a donné en exemple le cas de deux témoins qui avaient été menacés d'être accusés de faux serment parce qu'ils s'étaient plaints de mauvais traitements qu'ils avaient subis de la part de la police et s'étaient ainsi écartés des dépositions qu'ils avaient préparées à l'avance (RT.137, p. 21). Dans son mémoire Mlle Wilcox a déclaré que les accusations de torture qui avaient été portées lors du procès de Pietermaritzburg étaient absolument essentielles et qu'au cours de ce procès l'existence de tout un système de tortures avait été mise en évidence. Peu après la lecture des chefs d'accusation, les accusés se sont plaints de sévices. La police du Natal a déclaré qu'elle procédait à une enquête sur ces plaintes mais à la mi-août 1971 les résultats de son enquête ont été communiqués à l'Attorney-General du Natal afin qu'il décide s'il y avait lieu d'engager des poursuites contre les policiers cités. En avril 1972, on a annoncé que l'Attorney-General avait décidé de ne pas engager de poursuites contre ces personnes

46/ Ibid.

mais ses collaborateurs ont refusé de donner les raisons de cette décision. Neuf des accusés ont alors décidé d'entamer une action en justice contre le Ministre de la police et de demander une indemnité de 10 000 rands chacun, en évoquant comme motif les sévices et les tortures subis 47/.

95. Selon les dépositions écrites complétant le témoignage de M. Honono, l'avocat chargé de la défense des accusés a dit au tribunal au cours du procès que des personnes qui s'étaient opposées à la politique de l'Etat s'étaient soudainement déclarées en faveur de celle-ci. Elles avaient fait des dépositions conformes à ce que, à leur avis, la police désirait entendre, parce qu'elles étaient terrorisées à l'idée d'être détenues en vertu de la loi contre le terrorisme. L'avocat de la défense a déclaré que le fait que la déposition d'un détenu soit confirmée par celle d'un autre n'était pas suffisant. Il a dit qu'une centaine de témoins à charge avaient été gardés en groupe avant de comparaître devant le tribunal 48/.

96. Le Rév. ffrench-Beytagh (RT.130, p. 21-22) a déclaré que les témoins à charge apparaissaient soudain à la barre, ce qui signifiait qu'il lui était impossible de préparer sa défense à l'avance. M. Jacobsen (RT.129, p. 36) a dit que le premier témoin principal à charge avouait qu'il était terrorisé. Il avait des maux de tête continuels et il avait dû rester assis pendant les trois jours qu'avaient duré sa déposition. Il parlait comme un perroquet. Il était resté au secret pendant près de cinq mois.

97. M. Lewin (RT.130, p. 107) a dit qu'au cours de son procès, il n'avait pas parlé des mauvais traitements que lui avaient fait subir les policiers de la sécurité de peur que le juge ne mette en doute sa bonne foi. Dans un grand nombre de cas, les avocats avaient décidé pour cette raison de ne pas parler au tribunal des tortures subies. Le procès de Pietermaritzburg a été l'un des premiers procès où l'on ait fait un témoignage sur la torture, que le juge a d'ailleurs rejeté immédiatement.

98. M. Honono (RT.137, p. 22) a mentionné l'intervention du Ministre de la police au procès de Pietermaritzburg alors que celui-ci était en cours et que l'affaire n'avait pas encore été jugée. Le Ministre avait parlé de "témoignages tirés par les cheveux et mensongers selon lesquels les détenus auraient subis de mauvais traitements de la part de la police" et la défense avait dit au tribunal qu'il s'agissait là "d'une forme aggravée d'outrage à magistrat et d'une insulte purement gratuite infligée à la défense" 49/.

99. Plusieurs témoins ont fait observer qu'un nombre croissant de procès avaient lieu dans des régions rurales inaccessibles. C'était là, selon les dépositions faites en séance privée (RT.127/Add.1, p. 4-5), une mesure délibérée du Gouvernement sud-africain destinée à rendre difficile la fourniture aux accusés

47/ Voir également Rand Daily Mail, Johannesburg, 22 août 1972.

48/ Sunday Times, Johannesburg, 2 avril 1972.

49/ Voir Cape Times, Cape Town, 12 janvier 1972.

d'une défense juridique. Le Rév. ffrench-Beytagh (RT.130, p. 3) a dit que les certificats médicaux demandant que son procès ait lieu à Johannesburg près d'un service de cardiologie spécial, alors que c'était la ville où le délit avait été commis, avaient été rejetés.

100. M. Sibeko (RT.128, p. 71) a dit que les accusés avaient de plus en plus de difficultés à trouver des défenseurs du fait que le nombre d'avocats expérimentés diminuait en raison des persécutions dont eux-mêmes étaient victimes. Il a également déclaré que certains procès n'étaient pratiquement pas mentionnés dans la presse et que de ce fait l'opinion internationale n'en entendait absolument pas parler (RT.128, p. 66-70). Le Rév. ffrench-Beytagh (RT.130, p. 26) a déclaré qu'il ne considérait pas que d'avoir obtenu gain de cause en appel constituait une justification de la justice sud-africaine. Cela avait été très onéreux et il avait des inquiétudes quant à une dégradation possible des normes judiciaires de la Cour d'appel.

101. M. Sibeko (RT.128, p. 81) a attiré l'attention sur le régime d'assignation à résidence surveillée et de restrictions dont Mangaliso Sobukwé faisait encore l'objet.

102. M. Ennals (RT.130, p. 67) a dit qu'il faudrait que les conventions relatives aux prisonniers de guerre soient appliquées aux combattants de la liberté. Il a souligné la coopération étroite qui existait entre les forces de police de l'Afrique australe, notamment entre les forces rhodésiennes et sud-africaines, et a parlé des expéditions organisées dans les territoires voisins pour capturer les personnes recherchées par les autorités sud-africaines.

C. LA CONDITION DES AFRICAINS DANS LES "RESERVES INDIGENES"

1. Historique

103. Les origines de la politique consistant à placer les Africains dans des "réserves indigènes" et la transformation de celles-ci en homelands bantous (foyers nationaux bantous) ont été décrites de façon assez détaillée dans le rapport de 1970 du Groupe de travail 50/.

2. Récapitulation de la législation en vigueur

104. Les dispositions législatives portant application de la politique d'apartheid dans les "réserves", y compris au Transkei, ont été passées en revue, sous forme résumée, dans un rapport précédent 51/. Ces dispositions sont analysées et reproduites dans les documents E/CN.4/AC.22/17 et Add.1. Elles comprennent le Bantu Homelands Citizenship Act No 26 de 1970 aux termes duquel tout Africain, qu'il vive ou non dans un "homeland" devient citoyen de l'une ou l'autre région placée sous une autorité territoriale et par conséquent un étranger dans la République 52/, et le Bantu Education Amendment Act No 44 de 1970 aux termes duquel les autorités des "homelands" sont habilitées à prendre toutes mesures qu'elles jugent nécessaires en ce qui concerne la création et l'enregistrement des écoles 53/.

105. Au nombre des lois adoptées depuis la fin de 1970 se trouve le Bantu Homelands Constitution Act No 21 de 1971 en vertu duquel le pouvoir de créer des assemblées législatives est enlevé au Parlement pour être confié à l'Exécutif, lorsque les régions intéressées sont considérées prêtes pour l'autonomie. En application de cette loi, le gouvernement a constitué rapidement des assemblées et des conseils exécutifs (ces derniers étant principalement constitués de chefs) et a mis en place des services publics pour desservir les divers "homelands". La nature des pouvoirs varie légèrement d'un homeland à l'autre. Le Transkei possède maintenant une assemblée législative et est une "région autonome" depuis décembre 1963. Des autorités territoriales qui représentent le stade antérieur de développement, avaient été créées en 1961 dans le Ciskei, le Tswanaland, le Lebowa, le Venda et le Machagana. Une autorité territoriale avait été créée en 1969 dans le Sotho du sud et une autre en juin 1970 pour les Zoulous. Des assemblées législatives ont été constituées dans le Tswana en mai 1971, encore que cette région n'ait pas atteint le même degré d'autonomie que le Transkei, dans le Ciskei et le Venda en juin 1971, dans le Sotho du nord et le Machagana en

50/ Voir E/CN.4/1020 et E/CN.4/1020/Add.2.

51/ Voir E/CN.4/1020/Add.2, p. 11-16.

52/ Voir le rapport de 1971 du Groupe de travail E/CN.4/1050, par. 102-103.

53/ L'organisation de l'enseignement bantou est analysée en détail dans le document E/CN.4/1050, par. 108-119.

juillet 1971 et dans le Sotho du sud en octobre 1971, et enfin, dans le Zouloulund en avril 1972. En juin 1972, le homeland des Tswana est devenu territoire autonome selon les modalités appliquées dans le cas du Transkei sous le nom de Bothuthatswana et a été proclamé territoire autonome en septembre 1972 54/. Le Ciskei doit prochainement recevoir le même statut et le Shangaan, le Venda et le Sotho du sud l'ont demandé 55/. Diverses lois votées par les assemblées législatives des "homelands" ont été dûment approuvées par le Président de l'Etat d'Afrique du Sud, promulguées en tant que proclamations et publiées dans la Gazette officielle. A titre d'exemple, il y a lieu de citer la Proclamation R 1629 approuvant la loi No 4 de 1972 de l'Assemblée législative du Machangana prévoyant l'imposition d'un impôt spécial; la Proclamation R 1616 approuvant la loi No 5 de 1972 de l'Assemblée législative du Lebowa prévoyant la fourniture de fonds pour le financement de services; la Proclamation R 1669 approuvant la loi No 5 de l'Assemblée législative du Machangana relative à la création d'un service public.

106. En vertu du Constitution Amendment Act No 1 de 1971, le Président de l'Etat agissant sur avis du Conseil exécutif, peut autoriser par voie de proclamation l'utilisation d'une langue africaine comme langue officielle aux cotes de l'Afrikaans et de l'anglais dans toute région qui a été déclarée territoire autonome.

107. Le Bantu Affairs Administration Act No 45 de 1971 habilite les Bantu Affairs Administration Board (conseils s'occupant de l'administration des affaires bantoues) à superviser les affaires des Africains hors des bantoustans. Les membres de ces conseils sont nommés par le Ministre et sont investis de tous les droits, pouvoirs, fonctions, responsabilités et obligations d'une autorité locale en ce qui concerne l'administration des lois et des règlements affectant les Etats africains dans les régions habitées par les Blancs. En fait, ces conseils s'occuperont de presque toutes les affaires africaines, et assumeront presque tous les pouvoirs et fonctions exercés précédemment par les autorités locales. Au cours du débat portant sur cette mesure au Parlement, un membre du Nationalist Party a révélé que ces conseils seraient utilisés pour accélérer le déplacement des Africains vers les "homelands" 56/.

108. Aux termes du deuxième Bantu Laws Amendment Act No 30 de 1972, des "centres d'assistance" ont été créés auxquels tout Africain arrêté ou condamné pour avoir enfreint la loi sur les laissez-passer peut être envoyé (art. 6 modifiant le Bantu Labour Act, 1964). Le Commissaire aux affaires bantoues de la région où le centre d'assistance se trouve situé peut réunir un tribunal qui aura compétence pour juger le délit commis (art. 6 2) a) et pourra prendre toute décision qui lui semblera équitable en ce qui concerne l'emploi de ce Bantou, y compris de le renvoyer, lui et les personnes à sa charge dans son foyer, ou à son dernier domicile, ou dans tout autre lieu indiqué par le Commissaire ou un autre fonctionnaire aux affaires bantoues (art. 6 3) b). C'est au cours de la session

54/ Proclamation R 224 de 1972, Government Gazette 3666, du 29 septembre 1972.

55/ Voir Barbara Rogers, South Africa : The Bantu Homelands, International Defence and Aid Fund, Londres, Octobre 1972, p. 16.

56/ The Star, Johannesburg, 13 mars 1971.

du Parlement pendant laquelle cette mesure a été adoptée que le Ministre de l'administration et du développement bantous a déclaré : "Les Bantous se trouvant dans la région habitée par les Blancs, qu'ils y soient nés ou qu'ils soient autorisés à y séjourner aux termes de nos lois sur le contrôle des entrées n'ont qu'une seule raison de s'y trouver : c'est pour y faire le travail qu'ils sont autorisés à faire" 57/.

109. Le Transkei Constitution Amendment Act No 31 de 1971 prévoit que le Ministre principal sera élu au scrutin secret et sera habilité à nommer les cinq autres ministres; cette loi prévoit également qu'un nouveau district sera représenté par son chef, ce qui augmente d'un le nombre des chefs à l'Assemblée législative 58/. Le Bantu Laws Amendment Act, 1972 élargit les pouvoirs législatifs de l'Assemblée législative du Transkei de façon à y inclure l'administration et le contrôle des prisons du Transkei, excluant les régions "blanches" des districts de Port St-Johns et de Matatiele.

3. Analyse des témoignages et des renseignements recueillis

a) Droits civils et politiques des Africains dans les réserves

110. M. Bidi (RT.133, p. 26, et le mémorandum écrit du Pan-Africanist Congress) a dit que la politique du "développement séparé" était inexorablement liée à la question des terres. Le cas du Transkei était bien connu : ce territoire était surpeuplé, il comprenait 60 p. 100 de terres non arables et il était resté ce qu'il était lors de sa création - un réservoir de main-d'oeuvre noire à bon marché pour l'économie blanche de l'Afrique du Sud. Le mémorandum mentionnait que le Ministre principal Kaizer Matanzima du "bantoustan" du Transkei et le chef Gatsha Buthelezi du "bantoustan" de Kwa-Zulu avaient réclamé davantage de terres et la possibilité d'utiliser les ports de mer de Port St-Johns et de Richards Bay. La réponse du régime avait été un refus net et immédiat. Le bantoustan de Kwa-Zulu, disait le mémorandum, a deux ans. Lorsqu'il a été créé, on l'a doté d'une assemblée législative et le Ministre de l'administration et du développement bantous a inspecté la région à la recherche d'un site pour y fonder la nouvelle capitale du homeland. On signalait récemment qu'aucune pierre n'avait été retournée ni aucun barrage ou bâtiment construit depuis la visite du Ministre. En attendant, un bâtiment scolaire continuait d'abriter l'Assemblée législative. En outre, le régime refusait de laisser les dirigeants du Kwa-Zulu décider des questions intéressant leur peuple et leur territoire. La même situation ou une situation similaire régnait dans tous les bantoustans.

111. Le Rév. French-Beytagh a dit que la notion d'indépendance des bantoustans était complètement fausse. Il a cité à l'appui le fait qu'aucun effort n'était fait pour former des hommes capables de diriger des Etats indépendants.

112. Selon des renseignements reçus par le Groupe spécial en avril 1972, le chef suprême Kaizer Matanzima a déposé une motion à l'Assemblée législative du Transkei visant à ce que son gouvernement engage des négociations sur la question

57/ House of Assembly Debates (Hansard), 3 février 1972, col. 295.

58/ House of Assembly Debates (Hansard), 2, 1971, col. 441-442.

de l'indépendance mais à la condition que le Gouvernement sud-africain accède à ses demandes en ce qui concerne le territoire. Celles-ci concernaient les régions agricoles blanches adjacentes au Transkei ainsi que l'enclave de terre sud-africaine entourant Port St-Johns, le seul port sur la côte du Transkei 59/. Moins d'une semaine plus tard, le Premier Ministre sud-africain a dit que les revendications territoriales du Ministre principal du Transkei avaient été rejetées une fois pour toutes par le cabinet sud-africain 60/.

113. A l'Assemblée législative de Shangaan à Guyana, le 12 avril 1972, le Pr H. W. E. Ntsanwisi a parlé avec amertume de "la cruauté et de l'illogisme" de la politique de homelands du gouvernement. Il a dit que "l'homme noir était considéré comme un 'étranger de passage' non seulement dans les zones urbaines mais également dans les homelands". Les homelands appartenaient toujours au gouvernement central 61/. Il a critiqué le fait que le gouvernement n'était pas parvenu à trouver une solution satisfaisante au différend de frontière qui opposait les populations des homelands de Shangaan et du Sotho du Nord. Les deux parties ont estimé que les fonctionnaires blancs n'avaient fait qu'entraver leurs entretiens et elles les ont donc exclus des négociations et sont parvenues à un accord de leur propre chef. Le gouvernement a rejeté cet accord et il a insisté pour imposer sa propre solution.

b) Possibilités économiques

114. Le témoignage de M. Bidi (RT.133, p. 26) sur la crise foncière et sur la surpopulation montre bien l'absence de possibilités économiques dans les homelands. Selon les renseignements dont dispose le Groupe spécial 62/, par suite de l'accroissement de la population et du déclin de la population agricole, ces régions sont en fait moins à même maintenant de subvenir à leurs besoins alimentaires. En 1960, la proportion du revenu du territoire par rapport au revenu gagné en dehors du territoire par les travailleurs migrants était de 47 à 53, en 1966 elle était tombée à 42 à 58 63/. Il est de ce fait plus difficile aux bantoustans d'absorber le nombre croissant d'Africains rapatriés des villes. Une étude récente a montré que 12 p. 100 seulement du revenu gagné par les citoyens de Lebowa l'étaient à l'intérieur du homeland 64/.

115. Au chef Lucas Mangope, ministre principal du Bophuthatswana, qui alléguait que toutes les taxes minières acquittées par les sociétés minières du bantoustan devraient être versées à son gouvernement 65/ et non au Gouvernement sud-africain, le Département de l'administration et du développement bantous a répondu que cela

59/ The Guardian, 14 avril 1972.

60/ The Financial Times, 20 avril 1972.

61/ The Guardian, 14 avril 1972.

62/ Merle Lipton, "Independent Bantustans?", International Affairs, vol. 48, No 1, janvier 1972, p. 1 à 19.

63/ The Financial Times, Survey, Londres, 22 juin 1970.

64/ Lipton, op. cit.

65/ The Financial Mail, 18 août 1972.

n'était pas possible 66/; et que l'Afrique du Sud, du fait qu'elle fournissait des services au territoire, devait percevoir ces recettes.

c) Santé publique et hygiène

116. Le Rév. ffrench-Beytagh (RT.130, p. 6) a dit que la dizaine de médecins qui était formée à We tworth, seule école de médecine pour les :on-Blancs, ne pouvait évidemment pas suffire à assurer aux "bantoustans" les services de santé nécessaires.

d) Enseignement

117. Le Rév. ffrench-Beytagh (RT.130, p. 6) a appelé l'attention sur l'enseignement bantou dont le niveau est très faible, sur les écoles secondaires tout à fait insuffisantes et sur ce qu'il considère comme le faux statut des prétendues universités bantoues.

66/ The Financial Mail, 25 août 1972.

D. LA CONDITION DES AFRICAINS DANS LES "CAMPS DE TRANSIT"

1. Aperçu historique

118. Le rapport précédent (E/CN.4/1020/Add.2, par. 65 à 105) fait brièvement l'historique des "camps de transit" (ou centres de regroupement comme les appellent les autorités sud-africaines). Comme il est indiqué au paragraphe 157 du rapport de 1971 du Groupe, les personnes désignées pour les "centres de regroupement" sont : a) Les Africains qui ont été chassés des exploitations agricoles appartenant à des Blancs parce qu'ils étaient trop âgés ou trop infirmes pour travailler; b) les Africains que l'on a fait partir de "black spots" (enclaves noires); c) les familles africaines sans terre venant des réserves; d) les hommes, femmes et enfants que l'on a décidé de renvoyer des zones urbaines parce qu'ils étaient improductifs; e) les épouses ou les familles d'hommes purgeant des peines de prison; f) les anciens prisonniers politiques qui ont purgé leurs peines.

119. On a commencé à avoir une idée plus précise du nombre de centres de regroupement en 1970 lorsque le Ministre a dit au Parlement qu'il y avait dans les homelands bantous 69 communes se trouvant à des stades divers de développement tandis que d'autres (dont le nombre n'a pas été indiqué) en étaient encore au stade de la planification 67/. Selon le Ministère de l'administration et du développement bantous, 119 619 Africains ont été chassés des zones "blanches" et regroupés dans les bantoustans en 1969. Sur ce chiffre, 52 128 ont été chassés des zones urbaines, 44 089 des zones rurales blanches, 23 264 des "enclaves noires", de fermes de mission, etc. et 138 étaient des commerçants 68/. En 1970, le gouvernement a chassé 33 851 Africains des cinq principales zones urbaines pour les installer dans les homelands bantous. Sur ce nombre, 29 717 étaient des hommes et 4 134 étaient des femmes 69/.

2. Récapitulation des lois en vigueur

120. Les rapports précédents ont cité les diverses lois autorisant l'expulsion d'Africains et leur installation dans des zones de regroupement, parmi lesquelles le Bantu (Urban Areas) Consolidation Act, en 1945 70/.

67/ House of Assembly Debates (Hansard), 29 septembre 1970, col. 5263; voir E/CN.4/1050.

68/ RT.58/1971.

69/ House of Assembly Debates (Débats), 12 février 1971, col. 179.

70/ Voir E/CN.4/1050, par. 160-162.

3. Analyse des témoignages

a) Observations générales

121. Plusieurs témoins ont parlé des conditions dégradantes et inhumaines qui règnent dans les camps de regroupement. Les principales victimes de cette politique sont les hommes, les femmes et les enfants africains qu'on force à quitter les régions urbaines et les prétendues "enclaves noires" situées dans les zones "blanches" et les personnes qui sont considérées comme "inemployables", "inutiles" ou "inactives", comme les personnes âgées et les infirmes, les retraités, les veuves, les épouses et les mères abandonnées et les jeunes sans emploi de 13 à 18 ans (RT.133, p. 19 à 21). Ces personnes ont été abandonnées dans le veld, parfois au milieu de l'hiver, avec peu ou pas de couvertures et de vêtements chauds et on leur a donné des tentes comme habitations temporaires. Parfois on a confisqué leur bétail et on leur a à peine laissé le temps de préparer leur départ si bien qu'ils n'avaient, pour vivre, que les rations alimentaires officielles qui étaient très insuffisantes (RT.133, p. 21).

b) Liberté de mouvement et de résidence

122. M. Ennals (RT.130, p. 31) a dit que même si le regroupement n'était pas véritablement un emprisonnement, c'était une restriction et une contrainte très graves. Une politique de réinstallation en masse appliquée aux malades, aux gens âgés, aux veuves et aux femmes avec des enfants à charge constituait un traitement inhumain et dégradant contraire aux dispositions de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

123. Le Rév. Wilfred Jackson (RT.127, p. 76 à 85) a dit qu'il avait été personnellement en contact avec les habitants des zones de regroupement de sa paroisse. Cela se passait à Limehill où les transferts avaient commencé en 1968 mais avaient eu lieu surtout en 1968 et 1969. Il avait vu charger la population dans des camions, après qu'elle eût dû abattre ses maisons; puis on l'avait déchargée en pleine campagne. Bien que le gouvernement ait prétendu que l'on avait aidé la population à construire des maisons, tel n'avait pas été le cas. Il avait également prétendu que l'on avait déplacé la population de manière humaine; ce n'était pas vrai et des difficultés et des injustices graves lui avaient été imposées. L'enquête à laquelle a procédé le Père Cosmas Desmond a révélé que la situation de Limehill était celle d'un grand nombre d'autres régions. Lorsqu'il a quitté l'Afrique du Sud, a dit le témoin, le regroupement continuait et la situation était encore pire que précédemment par suite du grand nombre de gens qui avaient été transférés dans des camps de regroupement.

124. Des dépositions ont été faites par M. Ennals (RT.130, p. 32, 48) et par une personne témoignant en séance privée (RT.127/Add.1 (séance privée), p. 6 et 7) au sujet des prisonniers politiques libérés de prison qui ont été envoyés dans des camps de regroupement, où ils n'ont pas pu trouver de travail pour subvenir aux besoins de leurs familles. Il a été estimé qu'au cours des derniers mois une centaine d'anciens prisonniers politiques avaient perdu jusqu'à leur emploi de manoeuvres dans ces centres. Depuis janvier 1972, 64 cas supplémentaires se sont produits. M. Ennals a dit que les prisonniers relâchés voyaient leur liberté de déplacement limitée à la zone où ils étaient déposés et qu'ils restaient sous la surveillance de la police.

c) Possibilités économiques et emplois

125. Le Rév. Jackson (RT.127, p. 76 et 77) a souligné les effets du système de travail migratoire sur la société africaine. Dans la région qu'il connaît, a-t-il dit, chez les Zoulous, 50 p. 100 de la population masculine n'était chez elle que pendant trois semaines à un mois par an. La politique de transfert intensifiait ce système et ses effets très graves. Dans la région de regroupement de Limehill, l'endroit le plus proche où l'on pouvait trouver du travail était une petite ville située à 19,2 km qui fournissait très peu d'emplois et les grandes villes à près de 60 km de là avaient déjà toute la main-d'oeuvre dont elles avaient besoin. Le gouvernement avait donc créé un autre réservoir de main-d'oeuvre sous forme de camp de regroupement et les hommes devaient quitter cette région pour se rendre vers les villes à la recherche de travail, laissant derrière eux une fois de plus leur famille. Il a été souligné que les camps de regroupement n'offraient aucune possibilité de travail /RT.127/Add.1 (séance privée)/. M. Ntloedibe (RT.133, p. 52) a dit que certains des habitants des zones de regroupement pouvaient cultiver de petits lopins de terre et que le gouvernement distribuait des rations au reste de la population.

126. Les rations ont été décrites par le Rév. David Russell dans un article publié dans le South African Outlook en juin 1971. Les rations mensuelles sont de :

	<u>Enfants de plus de 12 ans et adultes</u>	<u>Enfants de moins de 12 ans</u>
Farine de maïs	20 lb.	15 lb.
Maïs	8 lb.	4 lb.
Haricots	5 lb.	2 lb.
Margarine	1 lb.	1 lb.
Lait en poudre écrémé	2 lb.	4 lb.
Sel	1/2 lb.	1/4 lb.

On notera que ces rations ne comprennent ni thé, ni café, ni sucre, ni savon, ni combustible.

d) Santé publique, hygiène et services médicaux

127. Le Rév. Jackson (RT.127, p. 77) a dit que l'on observait les effets du travail migratoire sur l'état de santé de la population. L'église à laquelle il appartenait avait créé cinq dispensaires dans une certaine région. La grande majorité des maladies que l'on y soignait pouvaient être décrites comme des maladies de "malnutrition" ou "d'avitaminose". Les enfants mouraient faute de soins médicaux /RT.127/Add.1 (séance privée)/. Des rations gratuites étaient distribuées aux retraités et à ceux qui ne recevaient pas d'aide de leur famille.

E. NOUVELLE ENQUETE SUR LES MANIFESTATIONS GRAVES DE L'APARTHEID
DANS LA SITUATION ACTUELLE EN REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

128. On se rappellera que, conformément à la résolution 2 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme, le Groupe spécial d'experts a présenté à la Commission, à sa vingt-cinquième session, un rapport (E/CN.4/984/Add.18) sur la question de savoir si la situation actuelle en République sud-africaine comportait des éléments constitutifs du crime de génocide tel qu'il est défini dans la Convention de 1948. Dans ses conclusions, le Groupe spécial d'experts a déclaré que, d'après l'état actuel de la législation sud-africaine, on ne pouvait pas dire que le Gouvernement sud-africain ait l'intention de commettre un génocide, mais que des témoins estimaient que certains éléments de génocide existaient dans la pratique de l'apartheid.

129. Après avoir examiné le rapport, la Commission a adopté la résolution 21 (XXV) dans laquelle elle a décidé que le mandat du Groupe spécial d'experts comprendrait également une enquête sur "les manifestations graves de l'apartheid qui se rencontrent dans la situation actuelle en République sud-africaine, telles qu'elles sont exposées dans le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/984/Add.18)".

130. Le Groupe spécial d'experts a présenté des rapports sur la question à la Commission à sa vingt-sixième session (E/CN.4/1020/Add.2, par. 106 à 158) et à sa vingt-septième session (E/CN.4/1050, par. 184-210). Au cours des dernières auditions, le Groupe spécial d'experts a continué d'étudier, en se fondant sur des témoignages, la question de savoir si des éléments constitutifs du crime de génocide existaient dans le système actuellement en vigueur et a également examiné d'autres manifestations de l'apartheid, en particulier dans les domaines de l'enseignement, de la santé et de l'emploi; plusieurs témoins ont parlé de la gravité de ces manifestations mais ne les ont pas qualifiées de génocide.

131. Il existe une relation étroite entre le présent chapitre et d'autres aspects des travaux du Groupe spécial d'experts, en particulier en ce qui concerne la condition des Africains dans les "réserves" ou "bantoustans" et dans les "camps de réinstallation", et les problèmes de l'emploi qui sont examinés plus en détail dans le rapport au Conseil économique et social sur les droits syndicaux.

132. M. Ennals (RT.130, p. 63-65) a déclaré qu'il estimait que les premiers éléments du génocide étaient ceux qui avaient trait à la restriction totale des droits de l'homme dans une communauté donnée. C'est pourquoi il estimait que les droits de l'homme étaient en fait la question essentielle à discuter lorsque l'on parlait de l'apartheid. Il fallait donc se référer non seulement à la Convention sur le génocide mais aussi à toutes les déclarations existant et envisager les droits de l'homme du point de vue de l'individu sujet de droits. En Afrique du Sud, on déployait tous les efforts pour légaliser l'oppression et on utilisait tous les instruments juridiques pour assurer la suprématie de la minorité blanche (RT.130, p. 66).

133. Plusieurs témoins se sont efforcés de décrire certaines des origines et des objectifs fondamentaux de la politique d'apartheid. Le Rév. ffrench-Beytagh (RT.130, p. 13) a cité au Groupe spécial d'experts l'essentiel d'un entretien

qu'il avait eu, lors d'un de ses interrogatoires, lorsqu'on lui a soutenu que l'Immorality Act, qui interdit les relations sexuelles entre personnes de races différentes, s'inspirait de la Bible. Lorsqu'il a demandé des références, il est apparu qu'il s'agissait des textes interdisant à un homme de mélanger sa semence à celle d'un animal. Le témoin a fait observer que cela indiquait clairement que l'Africain était considéré comme un animal et non comme un être humain.

134. Plusieurs témoins, notamment M. Bidi (RT.133, p. 18) ont déclaré que loin de s'améliorer ou de se détendre, les pratiques et excès de l'apartheid empiraient. Les manifestations de l'apartheid avaient amené des souffrances et des misères indicibles à des millions d'Africains. Les lois de l'apartheid n'avaient aucun respect pour la vie familiale de l'Africain. Des milliers de familles étaient déracinées et "réinstallées" dans des régions qui manquaient du strict nécessaire pour leur permettre de survivre, de se soigner et de reprendre la vie familiale.

135. Le Rév. Jackson (RT.127, p. 76-80) a insisté sur le fait que le système de main-d'oeuvre migratoire était l'une des manifestations graves de l'apartheid. Ce système avait des effets extrêmement néfastes sur la société africaine et provoquait une rupture de la vie familiale et morale de la population. On en voyait également les effets directs dans l'état de santé des habitants, qui accusaient notamment une malnutrition générale. La législation du gouvernement empêchait le travailleur d'amener sa famille à son lieu de travail. Cette politique était encore accentuée par les déplacements de population et leur "réinstallation".

136. Un grand nombre de témoins ont parlé des conditions dégradantes et inhumaines qui régneraient dans les "camps de réinstallation". M. Ennals (RT.130, p. 31 et 32) a déclaré que la politique de réinstallation en masse appliquée de force aux malades, aux vieillards, aux veuves, aux femmes chargées d'enfants constituait une mesure inhumaine et dégradante et tombait sous le coup de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Rév. Colin Jackson (RT.127, p. 76-85) a cité les graves difficultés et injustices causées aux personnes obligées de détruire leurs maisons puis abandonnées en rase campagne. On a souligné qu'à part un nombre limité de travaux pénibles, il n'y avait aucune possibilité d'emploi dans ces régions. Le gouvernement fournissait des rations minimales pour les retraités et pour les personnes sans soutien de famille (RT.133, p. 33). Des enfants mouraient faute de services médicaux /RT.127/Add.1 (privée)/.

137. M. Sibeko (RT.128, p. 82-85) a décrit les effets des lois sud-africaines relatives au contrôle des entrées sur les personnes âgées, les malades chroniques et les orphelins, les enfants trop jeunes et les personnes ne pouvant plus être utilisées dans l'économie, qu'il a qualifiés de "génocide silencieux". Trois cas ont été cités pour illustrer les effets des règlements relatifs aux laissez-passer et au contrôle des entrées sur les familles africaines et la vie familiale (RT.133, p. 22). Le gouvernement a déclaré que ces contrôles étaient exercés afin d'empêcher "l'entrée inconsidérée des Bantous dans nos villes et dans les régions blanches de la République". M. Bidi a déclaré que les bouleversements et les déracinements avaient provoqué un dénuement, des frustrations et une misère sans précédent (RT.133, p. 24-25).

138. Ainsi qu'il a été décrit dans le chapitre sur le traitement des prisonniers politiques, une proportion énorme de la population africaine était emprisonnée tous les ans pour des délits mineurs au titre de la loi sur les laissez-passer et d'autres lois. Les peines étaient l'arrestation et l'emprisonnement, éventuellement sous forme de travaux forcés dans des fermes. Ces mesures, a déclaré M. Kuzwayo (RT.132, p. 47), étaient conçues pour forcer les Africains à accepter tout type de travail qu'on leur donnait. M. Ntloedibe (RT.133, p. 33-35) a déclaré que des milliers de personnes arrêtées et envoyées dans des fermes n'en étaient pas revenues, et qu'on n'en avait plus jamais entendu parler. On pouvait dire que des hommes étaient morts dans les fermes des Blancs à la suite d'infractions à la loi sur les laissez-passer, c'était là la méthode la plus répandue d'emprisonner les Africains et de les employer comme main-d'oeuvre à bon marché.

139. Ainsi qu'on l'a fait remarquer dans le chapitre relatif à la peine capitale, les personnes exécutées étaient pour la plupart des Africains. Des témoins déposant sur le traitement des détenus et des prisonniers politiques aux mains de la police ont déclaré que l'on pouvait déterminer dans certains cas un schéma des tortures (témoignages écrits de Mlle Wilcox), et que les méthodes de torture étaient bien pires que celles utilisées dans le passé (M. Sibeko, RT.128, p. 96).

140. Le Rév. French-Beytagh (RT.130, p. 6) a fait allusion au niveau inférieur de l'enseignement destiné aux Bantous. Se référant aux récentes manifestations d'étudiants, M. Sibeko (RT.128, p. 87-90) a dit que celles-ci avaient été provoquées par la dénonciation de la discrimination dans le domaine de l'enseignement et les conditions abominables régnant dans les écoles, les collèges et les universités pour Africains. L'expulsion des étudiants ayant pris part aux manifestations était devenue une habitude. Ainsi, de temps à autre, toute une génération d'étudiants africains se voyait privée de la possibilité de terminer des études qui en auraient fait des dirigeants capables de faire connaître les doléances du peuple africain.

Questions relatives à l'emploi

141. Certains témoins ont traité, par oral ou par écrit, des questions qui sont étudiées plus en détail dans le rapport du Groupe spécial de travail présenté au Conseil économique et social, conformément à sa résolution 1599 (L).

142. M. Valticos (RT.131) représentant de l'OIT, a appelé l'attention sur les septième et huitième rapports spéciaux du Directeur général sur l'application de la Déclaration relative à la politique d'apartheid, qui analysaient les récentes lois sur l'emploi ayant pour effet de confirmer et de concentrer les pouvoirs de contrôle de l'administration. Il a fait remarquer que le Ministre de l'administration et du développement bantous avait pratiquement des pouvoirs illimités qui lui permettaient d'interdire qu'un Africain soit employé ou continue de l'être dans une région déterminée, dans une catégorie d'emploi déterminée, dans une profession déterminée ou au service d'un employeur ou d'une catégorie d'employeurs déterminés (RT.131, p. 13-15).

143. Plusieurs témoins, notamment M. Valticos (RT.131), M. Bidi (RT.133, p. 27) et M. Kuzwayo (RT.132, p. 46) ont souligné que les syndicats africains n'avaient pas de droits juridiques et n'étaient pas représentés lors des négociations sur les salaires. Les Africains étaient également privés du droit de grève. L'article 18 du Bantu Labour (Settlement of Disputes) Act de 1953, prévoyait qu'aucun employé africain ne devait être l'instigateur d'une grève ou y participer; c'était là un délit passible de diverses peines. Les travailleurs africains et les syndiqués éventuels étaient poursuivis et persécutés lorsqu'ils essayaient de s'organiser ou de négocier sur leurs conditions d'emploi. Néanmoins les Africains avaient défié ces lois et s'étaient mis en grève, par exemple à Durban et à Port Elizabeth en 1970 (RT.133, p. 27).

144. On a appelé l'attention sur la politique des "emplois réservés" qui assurait la sécurité du travail aux travailleurs blancs mais non aux travailleurs africains (RT.133, p. 27). Les seuls emplois réservés aux Africains étaient pénibles, désagréables et mal payés. Les procédures d'inscription sur les registres de travail mettaient les Africains en butte à l'interdiction d'entrer dans une ville les vouant ainsi au chômage (RT.132, p. 46) et ne leur permettaient pas de choisir leur emploi. Ces lois avaient pour résultat de créer de la main-d'oeuvre bon marché soumise à un véritable esclavage (RT.132, p. 47).

145. Des témoins ont appelé l'attention sur l'énorme disparité entre les salaires des travailleurs blancs et ceux des travailleurs noirs. L'absence d'une législation sur le salaire minimum avait pour résultat que les salaires africains étaient largement déterminés par le jeu de l'offre et de la demande sur le marché selon M. Valticos (RT.131, p. 17). En outre, les Africains étaient mis dans une position d'inégalité car ils n'avaient pas le droit de négociations collectives en vertu de la législation du travail. Néanmoins, le facteur le plus important était la barrière raciale dans les professions qui empêchait les travailleurs africains d'accéder à des postes techniques et qualifiés mieux rémunérés. L'un des effets de cette barrière raciale était qu'en créant une pénurie artificielle de main-d'oeuvre qualifiée, elle valorisait à l'excès les qualifications existantes parmi les Blancs, ce qui expliquait dans une grande mesure la différence extrêmement marquée entre les salaires pour travailleurs qualifiés et non qualifiés. Mais même dans les cas où les Africains et les Noirs s'acquittaient de travaux similaires, par exemple dans la profession médicale et dans l'enseignement, la politique officielle était de maintenir une différence entre les émoluments des différents groupes raciaux. M. Bidi (RT.133, p. 28) a cité des chiffres comparatifs de salaires dans l'industrie extractive, l'industrie du bâtiment, l'industrie manufacturière et les services publics. Il a fait remarquer que les récentes augmentations de salaires dans l'industrie extractive s'étaient élevées à 7,5 millions de rands pour 350 000 employés africains et à 7 millions de rands pour 19 000 mineurs blancs. Donc, alors que le salaire moyen d'un mineur africain n'avait augmenté que de 2,8 rands pour atteindre 13 rands par mois, son homologue blanc avait bénéficié d'une augmentation de 15 rands (p. 27). M. Valticos a parlé des tendances dans le sens d'un relèvement des salaires pour les Africains mais a déclaré que tant que la législation et la pratique maintenaient une discrimination contre les travailleurs non blancs et africains dans les domaines de la formation, de l'enseignement et de l'accès à des professions spécialisées qualifiées, et

continuaient de priver les Africains des libertés syndicales et des droits de négociation, la situation des Africains continuerait d'être mauvaise.

Allégations concernant l'imminence d'une guerre
civile en Afrique australe

146. M. Mark Shope, dans son mémoire écrit, a déclaré qu'à moins qu'il n'y ait des modifications rapides dans le sens d'une plus grande justice politique, économique, culturelle et sociale, une guerre civile éclaterait que ni police ni armée ni canon ne pourraient empêcher. Ce serait "le Blanc", qui empêche le Noir d'exprimer ses aspirations politiques légitimes de la façon démocratique normale, qui porterait essentiellement les responsabilités des violences qui se produiraient en Afrique du Sud.

III. NAMIBIE

147. Les manoeuvres illégales au moyen desquelles l'Afrique du Sud n'a cessé d'étendre sa juridiction sur la Namibie ont été décrites dans les rapports précédents 1/. Dans un rapport antérieur, les membres du Groupe ont également examiné le South West Africa Affairs Act de 1969, qui va encore plus loin dans cette intégration illégale de la Namibie à l'Afrique du Sud du fait qu'il étend considérablement les domaines qui échappent désormais à la compétence de l'Assemblée législative du Sud-Ouest africain 2/. Le transfert à l'Afrique du Sud d'une grande partie des pouvoirs et des fonctions exercés jusqu'ici par le gouvernement du territoire s'est poursuivi pendant la période 1970-1972. A la suite de l'adoption du Bantu Education Amendment Act No. 44 de 1970, qui a conféré au Gouvernement sud-africain le contrôle direct de l'enseignement africain, le Coloured Persons in South West Africa Education Act No. 63 de 1972, le Basters of Rehoboth Education Act No. 85 de 1972 et le Nama in South West Africa Education Act No. 86 de 1972, ont encore accentué ce processus en confiant cette fois le contrôle de l'enseignement au Department of Coloured Relations and Rehoboth Affairs; ces lois ont eu pour effet de séparer complètement l'enseignement des non-Blancs de celui des Blancs 3/.

148. Dans les sections correspondantes du présent chapitre, on trouvera mentionnées les lois concernant directement la peine capitale, le traitement infligé aux prisonniers politiques, le contrôle de la main d'oeuvre, en particulier les nouveaux Regulations for Employment Bureaux (R83, 1972) ainsi que la condition des Africains dans les "réserves indigènes" ou "homelands", qui est définie par des proclamations du Président de l'Etat.

149. Le 4 février 1972, l'état d'urgence a été déclaré en Ovamboland en vertu de la proclamation R 17 4/. Les réunions, assemblées et meetings de tous genres ont été interdits (art.3). La police sud-africaine et les Native Commissioners ont reçu des pouvoirs étendus qui les habilitent à arrêter n'importe quelle personne sans mandat d'arrêt et à détenir toute personne suspectée d'avoir participé ou d'avoir l'intention de participer à tout délit tombant sous le coup de la proclamation (art.19). Toutes ces personnes peuvent être détenues jusqu'à ce que les autorités estiment qu'elles ont répondu de manière satisfaisante à toutes les questions qui leur ont été posées. Aucune personne arrêtée ou détenue n'a le droit, sans le

1/ Voir en particulier les paragraphes 1 à 9 du document de travail présenté par le Secrétariat (E/CN.4/22/12).

2/ E/CN.4/1020/Add.1, par. 2 et 3.

3/ On trouvera des détails sur la politique en matière d'enseignement appliquée par le Gouvernement sud-africain aux paragraphes 283 à 295 du dernier rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1050).

4/ Government Gazette, No 3377.

consentement du Ministre, de consulter un avocat à propos d'aucune question touchant son arrestation et sa détention (art.20). Le droit d'entrer dans toutes les zones interdites a été limité et toute personne qui ne réside pas dans ces zones et qui y entre, qui y reste ou qui s'y trouve est coupable de délit (art. 4). On trouvera décrite dans les sections du présent rapport qui ont trait au traitement des prisonniers politiques et à la grève des travailleurs sous contrat, la manière dont ces pouvoirs d'urgence ont été appliqués.

A. LA PEINE CAPITALE EN NAMIBIE

1. Aperçu de quelques lois pertinentes

150. Comme il a été déclaré dans les rapports précédents du Groupe de travail (E/CN.4/1020/Add.1, par. 5 et E/CN.4/1050, par. 215), les lois sud-africaines qui prévoient la peine capitale ont été illégalement rendues applicables à la Namibie. Parmi ces lois figurent en particulier le "Sabotage Act" (General Law Amendment Act No. 76 de 1962) et les amendements y apportés, et le "Terrorism Act No. 83 de 1967".

2. Analyse des témoignages recueillis par le Groupe spécial d'experts

151. M. Moses Garoeb, ainsi que MM. Nanyemba, Mifima et Nyamu ont fourni des témoignages de la situation qui règne dans la bande de Caprivi depuis 1970. M. Garoeb (RT.138, p. 66) a déclaré que depuis août 1972, la région est devenue virtuellement une zone interdite dans laquelle seuls les membres de la police et le personnel militaire autorisés par le gouvernement ont le droit de pénétrer. Il a dit que pendant cette période de nombreuses personnes ont été tuées et que d'autres ont été forcées de s'enfuir en Zambie ou de se réfugier dans les forêts.

152. En ce qui concerne les événements survenus depuis la grève en 1971/72, M. Shipanga (RT.134, p. 4 et 5) a remis au Président, pour confirmer ses dires, un document signé et confidentiel dans lequel il est question des coups de feu tirés par la police sur la population en Ovamboland. Selon ce document, des soldats et des policiers ont tiré sur la foule rassemblée à Ohangwena. Un certain Mandali a été tué sur place. Le 28 janvier 1972, à Ondobe, la police a tiré des coups de feu sur deux hommes, qui ont été tués. Le dimanche 30 janvier 1972, la police a tué quatre hommes à Epinga. A cette occasion, la police a ouvert le feu sur un groupe de personnes qui avaient participé à un service religieux. Plusieurs personnes blessées à cette occasion sont mortes par la suite. La semaine suivante, une personne participant à une réunion a été tuée à Ongenga. Trois hommes ont été tués au cours d'un raid effectué en hélicoptère par la police à Onanjena mais on n'a retrouvé qu'un seul cadavre. Il est également dit dans ce document qu'il existe à Onangula une fosse remplie de cadavres. On ignore le nombre exact des victimes, mais selon certaines estimations, on pense qu'entre 300 et 400 personnes y sont enterrées. Un important détachement de l'armée est stationné près de cet endroit et en interdirait l'accès. On a également signalé l'existence d'autres fosses de ce genre dans d'autres parties de l'Ovamboland et d'après le mémoire de l'All Africa Trade Union Federation, il existerait des fosses du même genre du côté namibien de la frontière avec l'Angola. Dans ce mémoire, qui a été présenté par

M. Manyandu (RT.135, p. 2 à 6), il est également question d'un cas qui s'est produit à Epinga, où la police a ouvert le feu sur un groupe de paroissiens de l'Eglise anglicane qui venaient de quitter un dimanche un service religieux et qui avaient leurs bibles et leurs livres de cantiques à la main. Tomas Muesihange, Lukas Veike et Benjamin Helumani sont morts sur le coup et Seimba Muixika, Philipus Kotilipa et Kakaibe Nghidinua ont été blessés. Un quatrième blessé est mort par la suite à l'hôpital.

153.M. Shapumba Ilonga (RT.132, p. 28 à 30), a déclaré que, d'après des nouvelles parvenues de Namibie, de nombreuses personnes auraient été tuées pendant la grève. Dans une lettre confidentielle émanant d'un hôpital situé dans le nord du territoire, il était indiqué que ces blessés qui y avaient été admis n'avaient reçu aucun soin et que personne n'avait été autorisé à communiquer avec eux; de l'avis du témoin, ils étaient morts depuis. Depuis le début de la grève, les assassinats et massacres se sont poursuivis dans le nord du territoire. A Ondangua, les habitants de différentes parties de la région ont été rassemblés et enchaînés les uns aux autres pendant trois ou quatre jours (RT.132, p. 31). On les a ensuite emmenés dans des camions, et on ignore où ils se trouvent; certains ont déclaré qu'ils avaient été tués ou qu'ils étaient morts dans des camps. D'autres personnes, qu'on avait enlevées dans les zones où elles vivaient et abandonnées sans nourriture ni eau étaient mortes en essayant de retourner à pied dans leurs réserves.

154.M. Shipanga (RT.132, p. 7 à 10) a dit qu'il pensait que certains prisonniers étaient morts après la grève à la suite des tortures qui leur avaient été infligées. Des cadavres qui se trouvaient à l'hôpital d'Oshikata ont été par la suite enlevés par la police. Un de ces derniers était recouvert d'une couverture. Un membre africain du personnel de l'hôpital avait demandé aux policiers à qui la couverture appartenait. Le policier a répondu "à la prison". Le policier pensait que sept à huit personnes avaient été enterrées; il est possible qu'elles aient été tuées la veille par la police. M. Shipanga (RT.134, p. 22) a dit que dans certains cas les policiers se substituaient aux juges et abattaient sur place ceux qu'ils estimaient coupables.

155.Selon les renseignements dont dispose le Groupe de travail 5/ concernant l'assassinat de quatre hommes à Epinga, le 30 janvier 1972, des pasteurs de l'Eglise anglicane de Namibie s'étaient réunis à Othimbingue pour étudier la situation qui existe en Ovamboland et les problèmes qui se posent aux églises qui y exercent leur ministère et c'est alors qu'ils avaient été informés de l'incident. Selon les pasteurs qui se trouvaient présents à cette occasion et qui ont communiqué les renseignements, un groupe pacifique d'Ovambos anglicans, dont beaucoup avaient à la main des missels et des livres de cantiques, revenait du service religieux qui

5/ Ces renseignements sont contenus dans un communiqué de presse remis par le Rév. Colin O'Brien Winter, évêque de Damaraland, lors d'une conférence de presse qui a eu lieu à Londres le 9 mars 1972 à la Chambre des communes.

s'était déroulé ce dimanche-là. Ils ont rencontré une patrouille armée près de l'église, laquelle se trouve à peu de distance de la route frontalière principale. Lorsque les paroissiens qui quittaient l'église ont vu les soldats, ils ont pris peur et se sont enfuis immédiatement dans toutes les directions dans la brousse. La patrouille s'est alors retirée sur la route frontalière. Certains membres de la patrouille ont abandonné leurs véhicules et se sont cachés dans la brousse. Les Africains en sont sortis et se sont réunis près de l'église. Ils étaient en train de discuter entre eux et de s'interroger sur la raison pour laquelle la patrouille était venue lorsque les hommes armés sont sortis de leurs cachettes et les ont encerclés. Une deuxième fois, les Africains ont essayé de s'enfuir. La police les a sommés de s'arrêter et les a alors fouillés pour voir s'ils avaient sur eux des documents et des armes pouvant être utilisés pour les incriminer. Des témoins oculaires ont dit que les policiers n'ont rien trouvé de compromettant. Un jeune Africain de 19 ans tenait une canne à la main. Un capitaine s'est approché de lui et lui a demandé s'il avait un couteau. Le jeune Africain lui a dit qu'il n'avait pas d'arme. Le capitaine a répondu "Les types comme toi, je les connais" et il aurait essayé de donner un coup sur la tête du jeune homme avec une matraque. Ce dernier a pris peur et a voulu parer le coup, sa tête a été fracassée par les balles. Selon le témoignage, un pasteur anglican aurait en sa possession une partie du crâne du jeune homme. D'autres Africains ont alors essayé à nouveau de s'enfuir, la police a ouvert le feu et trois d'entre eux ont été tués. Trois autres ont été gravement blessés et emmenés à l'hôpital d'Oshakati, où l'un d'eux est mort par la suite. Les noms des morts sont fournis dans le mémoire de l'All Africa Trade Union Federation où il est dit en outre que Matias Ohainengena se trouvait parmi les morts.

156. Selon la police de sécurité sud-africaine, qui a offert une rançon de 1 000 rands pour l'arrestation de Patrick Ijambo, un guérillero qui s'est battu en Ovamboland et dans le sud de l'Angola, le Headman Nicodemus Hilombua, d'Ojavanenge, a été blessé par balles pendant que la police poursuivait Ijambo et est mort par la suite 6/.

6/ Rand Daily Mail, 10 août 1971; Star, 15 août 1971.

B. TRAITEMENT INFLIGÉ AUX PRISONNIERS POLITIQUES ET AUX
COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ QUI SONT CAPTURÉS

1. Aperçu de quelques lois pertinentes

157. Comme il est indiqué dans les précédents rapports du Groupe, les lois de sécurité de l'Afrique du Sud qui prévoient des peines sévères d'emprisonnement et la détention sans jugement du fait d'activités anti-apart eid ont été spécifiquement rendues applicables à la Namibie 7/. Elles comprennent le Prisons Act, loi No 8 de 1959, et le General Laws Amendment Act de 1969. En outre, il existe un certain nombre de proclamations qui concernent exclusivement la Namibie 8/. Plus particulièrement, la promulgation de la Proclamation R 14 relative à l'Ovamboland en 1972 a placé cette région sous le coup de la loi d'urgence. Les pouvoirs étendus que cette proclamation confère à la police et à l'administration sont brièvement exposés aux paragraphes précédents du présent rapport. Dans un rapport antérieur du Groupe (E/CN.4/1050, par. 264 à 267), on a décrit l'incorporation de la police du Sud-Ouest africain dans la police sud-africaine dont les membres ont par conséquent été habilités à exercer les pouvoirs confiés à la police par la législation du territoire sous mandat. Le Directeur général de la police sud-africaine, sous la direction du Ministre, a le commandement des forces tant en Namibie qu'en Afrique du Sud. Le Police Act de la République No 7 de 1958 a modifié la définition du terme "République" de manière à inclure le Territoire du Sud-Ouest africain, étendant ainsi au territoire tous les pouvoirs de la police. Les lois relatives à la sûreté adoptées par l'Afrique du Sud, qui prévoient des peines sévères pour les auteurs de délits politiques et autorisent la détention sans mise en jugement ont été rendues expressément applicables à la Namibie et sont ainsi exécutées par les membres des forces de police sud-africaines stationnées dans le territoire ou détachées auprès de celui-ci.

2. Analyse des témoignages recueillis par le Groupe spécial d'experts

158. On peut analyser les témoignages présentés au Groupe spécial sous diverses rubriques : a) renseignements concernant les arrestations effectuées récemment et nombre de prisonniers politiques; b) allégations concernant des tortures et traitements cruels inhumains et avilissants infligés aux prisonniers politiques;

7/ Voir E/CN.4/1020/Add.1, chap. XIV, par. 9.

8/ Voir E/CN.4/AC.22/12 pour les détails concernant la Native Urban Areas Proclamation No 56 de 1951 qui stipule notamment que tout magistrate ou commissaire aux affaires indigènes peut déclarer qu'un ou une "indigène" résidant dans une zone urbaine est "oisif ou qu'il porte atteinte à l'ordre public" et ordonner qu'il soit arrêté et placé en détention avant d'être expulsé. Voir également E/CN.4/1050 (par. 261 à 263) pour les détails sur la Native Administration Proclamation No 15 de 1928 et les dispositions de la Government Notice No 6 de 1930 qui délimitaient les fonctions des chefs de tribus et de villages qu'elles plaçaient sous le contrôle des Commissaires aux affaires bantoues, de leur personnel et des forces de police.

c) allégations concernant les violations du droit de l'accusé à un procès équitable et public et procédures en matière de plaintes et réparations.

159. Le Groupe de travail a examiné les témoignages analysés ci-après, compte tenu des normes internationales énoncées dans les instruments suivants : la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus.

a) Renseignements concernant les arrestations effectuées récemment et nombre des prisonniers politiques

160. M. Garoeb (RT.138, p. 73) a estimé que 900 personnes environ avaient été arrêtées pendant et après la grève des travailleurs sous contrat. On n'a toujours aucune nouvelle de ceux qui avaient disparu de chez eux. M. Garoeb a dit que nombre de ceux qui avaient été arrêtés étaient détenus non pas en Namibie mais en Afrique du Sud, quoiqu'on ne sache pas exactement où. M. Shipanga (RT.134, p. 5 et 6) a informé le Groupe que les arrestations massives, commencées au début de la grève, ont continué jusqu'en février 1972. Son informateur en Namibie lui a dit avoir vu des cars de police, pleins de personnes arrêtées, qui se dirigeaient vers Ondangua. Seules celles qui étaient au-dessus de tout soupçon avaient été relâchées. M. Shipanga, à qui on avait demandé d'indiquer approximativement le nombre de personnes arrêtées et torturées, a répondu qu'il y en avait des centaines sinon des milliers (p. 12, 33). Les arrestations étaient effectuées au hasard. La police et l'armée s'étaient déchaînées dans le territoire, notamment dans les régions du Nord mais également dans certaines parties du Centre et du Sud de la Namibie. Quand les prisons étaient trop petites pour recevoir tous les prisonniers, on posait des clôtures de fils de fer barbelés électriques que gardaient des sentinelles (RT.134, p. 17). Le camp de Swakopmund dans le désert se trouvait dans une zone restreinte dont l'accès était interdit aux personnes non autorisées. Dans la plupart des cas, rien n'était fait pour assurer le logement des prisonniers. Il y avait des camps à Ondangua, à Oshakati, à Oshikango et à Runtu. Il y en avait également plusieurs à Caprivi, un à Grootfontein, un autre à Windhoek, à Warmbad dans le Sud, et il y avait des prisons à Walvis Bay et à Swakopmund (RT.134, p. 16). Selon le témoignage de M. Llonga (RT.132, p. 31), un grand nombre de personnes qui avaient été arrêtées durant la grève avaient été enchaînées les unes aux autres à Ondangua pendant trois ou quatre jours puis avaient été transportées par camion dans des camps de transit.

161. M. Garoeb (RT.138, p. 67 à 70) a précisé que les personnes qui avaient été arrêtées dans la bande de Caprivi avaient été rassemblées dans leurs villages entièrement brûlés puis elles avaient été emmenées en Afrique du Sud dans des hélicoptères militaires. On ignorait le sort qui leur avait été réservé là-bas, mais selon lui, certaines avaient fini à Robben Island comme prisonniers. D'autres avaient été amenées par avion dans des zones reculées de la Namibie, dans le Sud ou vers le désert de Kalahari, où elles avaient été réparties en différents groupes et dirigées vers des camps.

162. M. Shipanga (RT.134, p. 32) a évoqué la disparition de personnes arrêtées pour avoir pris part aux manifestations durant la visite que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a rendue dans le territoire à Windhoek par exemple, ou qui avaient été photographiées par la police dans l'Ovamboland, par exemple à Oshikati et avaient été arrêtées plus tard chez elles par la police au cours de descentes effectuées au petit matin. On ne savait pas où elles avaient été emprisonnées. M. Ennals (RT.130, p. 49-50) a dit que 88 personnes avaient été traduites devant les tribunaux depuis la visite du Secrétaire général en février. Il a également été fait allusion dans le mémorandum de l'All Africa Trade Union Federation (p. 7) à de multiples arrestations effectuées à la suite de cette visite.

163. M. Shipanga (RT.134, p. 12) et Mgr Winter (RT.129, p. 137) ont également attesté que de nombreux Africains avaient été arrêtés pour avoir enfreint des lois et des règlements sans importance. Il ressort des renseignements dont dispose le Groupe de travail que le 11 juin 1971, des policiers armés ont fait une descente dans la commune de Katatura (Windhoek) où ils ont arrêté près de 800 hommes qui se seraient trouvés illégalement dans le secteur. Les 5 200 occupants du compound ont été fouillés et n'ont été relâchés qu'après que la police eut établi qu'ils se trouvaient légalement dans le secteur. Beaucoup des personnes arrêtées devaient être rapatriées dans l'Ovamboland 9/.

164. Les seuls chiffres officiels concernant le nombre des personnes détenues aux termes de la proclamation d'urgence ont été donnés dans la Chambre d'assemblée par le chef de la police. D'après le Times de Londres le chef de la police a déclaré que 213 personnes avaient été détenues pendant plus de 7 000 jours au total et que 130 personnes avaient été détenues pendant des périodes allant de 1 à 53 jours, que 21 d'entre elles l'avaient été 29 jours, 46 pendant 49 jours et 25 pendant 53 jours. Par ailleurs, 83 personnes étaient toujours emprisonnées 10/.

165. Quant aux prisonniers namibiens à Robben Island, M. Garoeb (RT.138, p. 74-5), a dit que leur nombre se chiffrait à 34, qu'ils étaient tous d'actifs combattants de la SWAPO et que parmi eux se trouvait Herman Ja Toivo.

b) Allégations concernant des tortures et traitements cruels, inhumains et avilissants infligés aux prisonniers politiques

166. Plusieurs témoins ont fait état de l'emploi de tortures contre les prisonniers politiques et des traitements inhumains, cruels et avilissants auxquels ils avaient été soumis pendant leur détention. M. Shipanga (RT.134, p. 5 à 10) a déclaré que son informateur en Namibie lui avait dit que quand ceux qui étaient incontestablement innocents avaient été relâchés vers la fin mars 1972, on leur avait demandé, lors d'une entrevue, de faire part de leur expérience. L'usage de la torture par la police n'était pas le fait de quelques individus isolés mais faisait partie de tout un système. Avant même d'être interrogées, les victimes

9/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 12 juin 1971.

10/ Times, Londres, 13 avril 1972.

étaient frappées et battues à coups de pied. Un témoin oculaire avait évoqué le cas d'un homme frappé à coups de pied par une équipe de policiers blancs qui lui avaient administré des coups de pied dans le ventre, le creux de l'estomac et les organes génitaux puis, quand il s'était effondré par terre, au visage. Ils lui avaient alors dit de parler. Comme il n'avait rien à dire, ils avaient employé d'autres méthodes. On l'avait menacé avec un revolver; puis on avait tiré tout près de son oreille; des chiens avaient été lâchés sur lui; il avait été frappé avec la crosse d'un revolver; il avait été insulté. Les hommes arrêtés et amenés à Oshikango ont été gardés non pas dans une prison mais dans des camions pleins à craquer dans lesquels il leur était impossible de s'allonger pour dormir. Ils n'étaient pas nourris sauf quand les Africains de la région leur apportaient quelque chose. Le matin, ils ont été autorisés à sortir des camions et à satisfaire leurs besoins naturels dans la brousse. Pendant la journée, il leur a fallu se débrouiller de leur mieux. Ils ont été maltraités et torturés. Certains ont été interrogés pendant plusieurs jours de suite. Les policiers africains avaient pour tâche de battre les prisonniers. Ceux-ci devaient également soutenir des poids dans des positions peu commodes. S'ils bougeaient, ils recevaient des coups. Certains ont été suspendus à une barre horizontale par les mains ou par les pieds, la tête en bas puis ont été battus ou ont reçu des coups de pied. Le procédé le plus terrible a été celui des électrochocs. La victime dont les yeux étaient bandés avec une couverture ou un linge humide était assise ou accroupie, le corps ligoté. Les électrodes étaient reliées aux pieds et le courant branché. Si la victime s'évanouissait, on la ranimait avec de l'eau froide. Elle ne pouvait pas voir la machine puisqu'elle avait les yeux fermés mais un homme a réussi à en apercevoir la marque. Il a lu "Honda, made in Japan". Pour finir, les victimes ont été menacées pour les obliger de ne dire à personne ce qu'on leur avait fait et surtout ne pas mentionner les électrochocs. Au bout de quelques jours, ce groupe de prisonniers a été dirigé sur Ondangua. La prison étant trop petite, dix ou onze hommes ont été placés dans un abri en tôle ondulée, dans une pièce mesurant 3,5 mètres sur 3.

167. Mgr Winter (RT.129, p. 122-5) et M. Ennals (RT.130, p. 36 et 37) ont cité le cas du Rév. Olavi Nailenge 11/ qui avait été torturé. Il a déclaré qu'il avait reçu à de nombreuses reprises dans son bureau de Windhoek des renseignements se rapportant à des cas de tortures. Un jour, un Ovambo lui avait montré les marques laissées sur ses doigts par les électrochocs auxquels il avait été soumis lors de sa détention dans la prison de l'Ovamboland. Un autre Ovambo lui avait montré les cicatrices laissées là où une partie de sa barbe avait été arrachée quand la police l'avait mis au secret à Pretoria pendant un an (RT.129, p. 126).

168. Le mémorandum présenté par l'All Africa Trade Union Federation (p. 3) énumère les méthodes de tortures employées : la victime est abattue sur place; elle est soumise aux électrochocs; elle est lâchée d'un hélicoptère; elle est "brûlée et rôtie"; elle est recouverte de paraffine; elle est frappée et battue.

11/ Il ressort des renseignements communiqués au Groupe de travail que le Rev. Olavi Nailenge a été arrêté le 26 janvier 1972, détenu la première semaine à Oshikanga puis transféré à Ondangua le 2 février 1972. (Déclaration de l'Archidiacre d'Odibe faite lors d'une conférence de presse à Londres le 9 mars 1972).

169. Dans un document présenté au Groupe de travail, M. George Mbele décrit les conditions à Robben Island, notamment celles des prisonniers namibiens, telles que les lui a dépeintes un prisonnier récemment relâché. Pour les conditions générales dans l'île, voir chapitre 1, paragraphes 45 et 46. Quant aux prisonniers namibiens, ils étaient isolés des autres prisonniers et vivaient dans des conditions extrêmement mauvaises, plus encore que les autres groupes de prisonniers. Un prisonnier qui avait reçu une balle dans la jambe au moment de son arrestation, n'avait reçu aucun soin en prison et sa jambe, pour finir, avait dû être amputée. Le mémoire donnait des détails sur trois groupes de prisonniers namibiens incarcérés à Robben Island. En février 1968, 30 Namibiens ont été condamnés en vertu du Terrorism Act; 19 ont été condamnés à la prison à vie, un certain nombre à 20 ans de prison et d'autres pour des périodes allant de 2 à 5 ans. En août 1969, six hommes ont été condamnés en vertu du Terrorism Act, cinq à la détention à vie et le sixième à 18 ans de travaux forcés. La police avait tiré sur l'un des accusés, Gaus Shikomba. Un médecin a déclaré devant le tribunal qu'il avait constaté une cicatrice de 23 centimètres sur 9 causée par une balle et il avait été procédé à une greffe. La blessure était très grave mais Shikomba "avait l'usage de ses jambes". Enfin, dans un procès à huis clos qui a eu lieu à Pretoria à la mi-1970, 10 hommes ont été accusés et condamnés en vertu du Terrorism Act.

170. M. Ennals (RT.130, p. 43 à 45) a dit que leur incarcération à Robben Island, à 1 000 miles de chez eux, créait d'énormes difficultés supplémentaires à leurs familles qui devaient aussi faire des démarches longues et complexes pour obtenir l'autorisation d'aller voir leurs parents en prison. En fait, cette permission leur était refusée. Il fallait encore y ajouter les frais de voyage s'ils recevaient l'autorisation. M. Ennals a déclaré que l'emprisonnement de Namibiens à Robben Island était absolument anormal et qu'il symbolisait l'autorité que l'Afrique du Sud exerce sur la Namibie. Il a ajouté que l'ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, que l'Afrique du Sud prétend reconnaître, comportent entre autres le droit pour les prisonniers de communiquer, sous la surveillance nécessaire, avec leurs familles et avec des amis honorablement connus, à intervalles réguliers, à la fois par correspondance et en recevant des visites. Le Gouvernement sud-africain a déclaré reconnaître qu'il fallait se préoccuper particulièrement de maintenir et d'améliorer les relations entre un prisonnier et sa famille, selon le meilleur intérêt de l'un et de l'autre. Aucun de ces principes n'a été respecté. M. Ennals a déclaré (RT.130, p. 37) qu'il était affligeant que la punition englobe les parents de prisonniers politiques namibiens. Il a cité l'exemple de Mme Elisabeth Toive, veuve âgée dont tous les efforts pour rendre visite à son fils, emprisonné à vie à Robben Island, ont été vains. On a signalé au Comité de la Croix-Rouge qu'il y avait des obstacles presque insurmontables aux visites dans les prisons puisque, avant d'y être autorisé, il fallait s'adresser au moins à quatre services gouvernementaux.

171. M. Ennals a également appelé l'attention (RT.130, p. 37) sur le cas de M. Nathaniel Mahuilili, président par intérim de la SWAPO, frappé d'interdiction en vertu de la Suppression of Communism Act de 1950 (loi sur la répression du communisme). M. Mahuilili était un ancien détenu, accusé, avec 36 autres Namibiens, au titre de la Terrorism Act de 1967 (loi sur le terrorisme). Il a été reconnu innocent du principal chef d'accusation - participation à des activités terroristes -

mais il a été condamné pour d'autres motifs en vertu de la Suppression of Communism Act (loi sur la répression du communisme). Il a reçu une sentence exécutoire de cinq ans d'emprisonnement, suspendue pendant 59 mois et, d'après des observateurs indépendants, il était de ceux contre lesquels le tribunal n'a pu trouver la moindre preuve de participation à des actes de violence. Il est resté sous la surveillance de la police pendant longtemps et a mené une vie solitaire; l'ordre d'interdiction qui le frappait maintenant l'isolait encore davantage. Selon les renseignements qu'a reçus le Groupe, c'est la première fois qu'un Namibien est frappé d'interdiction en vertu de la Suppression of Communism Act qui est entrée en vigueur dans le territoire en 1966.

c) Allégations touchant les violations du droit de l'accusé à un procès juste et public et des procédures de plainte et de réparation

172. Les témoignages recueillis sur les arrestations et les détentions qui ont eu lieu récemment, surtout depuis la déclaration de l'état d'urgence en Ovamboland, disaient en substance que les droits des détenus avaient été manifestement violés. Les arrestations effectuées grâce aux pouvoirs donnés à la police et à l'administration par proclamation, surtout par la Proclamation R 14 qui confère des pouvoirs d'urgence à la police, avaient laissé ces détenus sans recours juridique, puisqu'ils étaient précisément empêchés de consulter un avocat. En outre, la plupart des arrestations avaient eu lieu dans des endroits écartés, inaccessibles en raison de l'état d'urgence; on ne possédait même pas de renseignements complets quant à l'ampleur de ces arrestations.

173. M. Shipanga (RT.134, p. 22) a dit que, en dépit du prétexte qu'il s'agissait là d'un système destiné à protéger l'ordre public, les tribunaux étaient des tribunaux "kangourous" (irréguliers).

174. Selon la déposition d'un témoin entendu en séance privée (RT.127/Add.1, p. 8 et 9), les procès consécutifs à la grève s'étaient tenus dans des régions écartées et inaccessibles de la Namibie. Cela rendait difficile, voire impossible, de fournir une assistance juridique aux accusés et ces derniers ne pouvaient aisément faire venir des témoins pour assurer leur défense. Cela n'était nullement motivé par la compétence des différents tribunaux mais prévu par le ministère public, de propos délibéré, afin de rendre les choses aussi compliquées et chères que possible pour les accusés.

175. M. Garoeb (RT.138, p. 59 et 60) a appelé l'attention sur le cas de M. Brendan Simbwaye, vice-président de la South West Africa Peoples' Organization et exerçant la profession d'instituteur. M. Simbwaye a enseigné dans la bande de Caprivi jusqu'en 1964 et y a été arrêté pour ses activités politiques. On l'a emmené à Pretoria et de là, à la fin de 1968, en Namibie où il a été détenu dans le sud du territoire, près de Keetmanshoop. En 1970, la nouvelle de son prochain procès est parvenue secrètement de la prison et a été révélée mais par la suite, on n'a plus jamais entendu parler d'un procès. M. Simbwaye était toujours détenu. Il n'a été officiellement inculpé d'aucun acte, criminel ou politique, durant toutes les années qu'a duré son incarcération. Selon les derniers rapports, il aurait été transporté du sud vers le nord du pays où il était encore incarcéré et sa santé se dégradait.

C. CONDITIONS DES AFRICAINS DANS LES "RESERVES AUTOCHTONES"

176. La présente partie met à jour les rapports précédents du Groupe de travail sur la condition des Africains dans les "réserves" ou les "homelands". Il semble ressortir des preuves et des renseignements dont dispose le Groupe de travail qu'il n'y a pas en Namibie de "camps de transit" semblables à ceux qui ont été créés en Afrique du Sud. Dans certains cas, des personnes ont été consignées dans certaines zones à l'intérieur des réserves, mais il s'agissait d'interdictions individuelles limitées à des endroits spécifiquement assignés et non pas du déplacement de catégories entières de personnes non autorisées à offrir leurs services en dehors des camps de transit ou dans l'impossibilité de le faire. Il y a eu, bien entendu, des déplacements forcés de populations africaines (voir E/CN.4/1050, par. 268, 269 et 304) au moment où le gouvernement a mis en oeuvre sa politique de vaste réorganisation des "homelands", mais il faut les distinguer de la politique pratiquée en Afrique du Sud, qui vise à installer dans des camps de transit, aux fins de surveillance, certaines catégories (décrites dans le document E/CN.4/1050, par. 157), en particulier celles qui sont jugées improductives (les vieillards, les malades et les veuves) ainsi que certains prisonniers politiques, une fois qu'ils ont purgé leur peine. Les références à des "camps de concentration" lors des témoignages entendus par le Groupe (et surtout celui de M. Shipango, RT.134) semblent viser non pas le déplacement ou la réinstallation de la population groupée dans des camps, mais plutôt des camps absorbant le trop-plein des prisons ou des installations d'urgence utilisées par la police pour la détention des prisonniers.

1. Historique

177. Le système des réserves autochtones organisé par l'administration allemande avant la période du mandat, repris par la suite et élargi par le Gouvernement sud-africain, a été décrit dans les premiers rapports du Groupe de travail 12/. L'application de la politique des "homelands" ou des "bantoustans", telle qu'elle est exposée dans le rapport de la Commission gouvernementale de 1964, a été également décrite 13/.

2. Aperçu des lois promulguées depuis le 30 décembre 1970

178. Depuis la fin de 1970, de nouvelles mesures ont été prises en vue de la création de prétendus "homelands" à l'intention de groupes ethniques, conformément à la Self-Government of Native Nations in South West Africa Act No 54 de 1968 (loi sur l'autonomie des nations autochtones dans le Sud-Ouest africain) 14/.

12/ Voir E/CN.4/1020/Add.1 du 30 janvier 1970, chap. XV, par. 29 à 36.

13/ Voir A/8723/Add.2, par. 11 à 40; pour un résumé des recommandations de la Commission Odendaal, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 23 (A/8424/Rev.1), chap. VII, annexe, par. 51.

14/ Pour un résumé de cette loi, voir E/CN.4/1020/Add.1, par. 39.

179. La Namaland Consolidation and Administration Act No 79 de 1972 (loi sur le remembrement et l'administration du Namaland) 15/ prévoyait qu'une zone unifiée du territoire serait réservée sous le nom de Namaland à l'usage exclusif du peuple Nama qui l'occuperait. La surveillance préalablement exercée par le Ministre sud-africain de l'administration et du développement des Bantous incombe désormais au Minister of Coloured Affairs /sect. 8 (1)/. Le "homeland" se compose de quatre réserves existantes (Berseba, Tses, Soromas et Gideon) ainsi que des terres domaniales principalement occupées par les Namas dans certains districts. Trois anciennes réserves habitées par des Namas n'ont pas été incorporées dans le "homeland" : Bondels, Neuhof et Warmbad. La loi dispose notamment que "toutes les terres du Namaland sont biens privés, le droit de propriété étant dévolu au Ministre"; celui-ci peut y autoriser l'extraction des minéraux et affecter le montant des redevances "comme il l'entend, aux fins de favoriser le bien-être des habitants et d'assurer le développement général du Namaland".

180. La Bantu Laws Amendment Act No 23 de 1972 (loi portant modification des lois applicables aux Bantous), qui est une loi modifiant un certain nombre de lois, a changé les noms de Okavango en Kavango et Ovambo en Owambo (sect. 8) et a légèrement étendu les pouvoirs des conseils législatifs, mais seulement pour les questions concernant le peuplement et l'enregistrement des titres de propriété, le contrôle et la réglementation de la circulation routière, les naissances, les mariages, les décès et les mariages coutumiers, la nomination des chefs (avec l'approbation préalable du Président de l'Etat) et la création de municipalités (avec l'approbation préalable du Ministre) (sect. 9).

181. La Development of Self-Government for Native Nations in South West Africa Act No 54 de 1968 habilitait le Président d'Etat (aux termes des sections 3, 4 et 6) à créer par proclamation des assemblées législatives du "homeland" sans en référer au Parlement. La proclamation R 6 de février 1972 instituait un conseil législatif pour le Caprivi oriental 16/. Il est formé de 28 membres, y compris le chef qui siège d'office et 13 membres pour chacune des autorités tribales des Mafwe et des Basubia. Il existe un conseil exécutif de quatre membres. La création de quatre départements du Conseil législatif a été publiée six mois plus tard 17/. Ce sont les Departments of Authority Affairs and Finance, Agriculture and Works, Education and Culture et Justice and Community Affairs (Départements de l'administration et des finances, de l'agriculture et des travaux publics, de l'éducation et de la culture, de la justice et des affaires communautaires). Les pouvoirs du Conseil se limitaient à édicter des ordonnances, sous réserve de l'approbation du Président de l'Etat, portant essentiellement sur des questions qui sont du ressort des départements précités. Le Caprivi oriental qui, depuis juillet 1971, relève de la juridiction du Commissaire général pour les autochtones du Sud-Ouest africain, alors qu'il dépendait directement auparavant du Gouvernement sud-africain, devient donc le troisième "homeland", après l'Ovamboland et l'Okavangoland, à recevoir le titre de "homeland" et à être doté de pouvoirs autonomes limités.

15/ Government Gazette No 3578, 21 juin 1972.

16/ Government Gazette No 3373, 2 février 1972.

17/ Proclamation 232 de 1972, datée du 15 septembre 1972.

182. Plusieurs décrets du Conseil législatif de l'Ovamboland ont été approuvés par le Président de l'Etat et édictés par voie de proclamation. Entre autres : le décret No 3 de 1972 (Owambo Trading and Licensing Enactment) 18/ qui stipulait le contrôle des sociétés et des entreprises commerciales des "membres de la nation owambo" et l'octroi de licences; le décret No 5 de 1972 (Owambo Nation Registration Enactment) 19/ qui exigeait l'inscription des membres de la nation owambo et l'octroi des certificats; le décret No 7 de 1972 20/ qui changeait les noms de "Ovamboland" en "Owambo" et le titre "Ovamboland Legislative Council" (Conseil législatif de l'Ovamboland) en "Owambo Legislative Council" (Conseil législatif owambo).

3. Analyse des témoignages

a) Droits politiques et pouvoirs de la police

183. Dans son témoignage sur la bande de Caprivi, aussi appelée Caprivi oriental (RT.138, p. 66), M. Garoeb a signalé que depuis août 1972 cette région était pratiquement interdite, puisqu'on n'y accédait qu'avec l'autorisation formelle du Gouvernement sud-africain. Depuis 1971, la région était en vérité une zone militaire, où patrouillaient chaque jour des hélicoptères de l'armée ainsi que des vedettes militaires sur le Zambèze et les rivières Chokwe et Cuando. Bien que la bande de Caprivi eût été proclamée bantoustan, elle était en fait une base militaire sud-africaine (p. 67).

184. Dans son témoignage, M. Shipanga (voir par.166 du présent rapport sur le traitement des prisonniers politiques) a décrit les pouvoirs étendus que s'arrogeait la police en matière d'arrestation et de détention.

185. Mgr Winter (RT.129, p. 137) a dit que les Africains, loin de penser que les bantoustans conféraient à leurs habitants des droits politiques, considéraient leur installation dans ces bantoustans comme un châtiment pour s'être opposés à l'administration allemande et aux Gouvernements sud-africains successifs avec lesquels ils avaient refusé de coopérer. Tel était le cas des Hereros qui devaient être installés prochainement dans le désert de Kalahari. On n'avait pas demandé leur avis aux populations qui occupaient les diverses réserves : on les avait mises de force dans ces réserves que l'on convertissait maintenant en "homelands".

186. Mgr Winter (RT.129, p. 121-5) a cité des passages d'un communiqué du conseil tribal des Damaras où l'on peut lire :

"Nous, peuple Damara, avons été privés de notre dignité et de notre liberté, et nous sommes obligés de porter des laissez-passer. Nous tenons à faire remarquer que, dans la situation actuelle, c'est nous, les premiers

18/ Proclamation R 1626 du 15 septembre 1972.

19/ Proclamation R 1628 du 15 septembre 1972.

20/ Proclamation R 1668 du 15 septembre 1972.

occupants de ce pays, qui portons des laissez-passer alors que des étrangers s'y déplacent en toute liberté. Nous n'avons ni liberté d'expression ni liberté de circulation dans notre propre pays. Nous voulons préserver l'unité et la fraternité qui lient les habitants du Sud-Ouest africain mais nous sommes contraints de vivre à part en 'entités séparées'. Nous subissons dans notre pays une certaine forme d'esclavage puisqu'on ne s'intéresse à nous que comme main-d'oeuvre. Il n'y a pour nous aucune chance de vivre libres... Nous sommes opposés à la politique des homelands. Nous sommes systématiquement spoliés et l'on fait de nous des étrangers dans notre propre pays. On ne peut donner aux Damaras la souveraineté territoriale sur un petit lopin de terre qui, pour eux, n'est qu'une basse-cour 21/."

187. Selon les renseignements disponibles, le chef du Conseil du homeland Kovango a annoncé que le Conseil tribal auquel il appartenait avait décidé à l'unanimité de demander au Gouvernement sud-africain d'accorder l'autonomie au territoire. Il a déclaré que le Kovango avait suffisamment évolué pour justifier cette mesure, et que le Conseil exécutif voulait donner au peuple du Kovango un rôle plus actif dans le choix des membres du Conseil législatif. Si l'autonomie était accordée, le Conseil procéderait à une élection pour permettre au peuple de choisir les membres de l'organe législatif 22/.

b) Déplacements forcés de populations africaines

188. En dehors du témoignage de Mgr Winter mentionné au paragraphe 185 ci-dessus, il n'y a pas eu de nouveaux témoignages relatifs à des déplacements forcés de populations africaines.

189. Selon les renseignements dont dispose le Groupe de travail, il existe des projets officiels destinés à persuader les Bochimans nomades de transporter leur "homeland" à Tsumkwe, entre les zones réservées aux Okavangos d'une part, et aux Hereros, d'autre part. Le but déclaré de cette mesure était de diminuer les pertes de bétail subies par les éleveurs blancs dans les régions les plus éloignées du secteur sud. Il était prévu de mettre en vente en plusieurs points de la nourriture, du tabac et d'autres fournitures et on espérait que les nomades accepteraient des emplois afin de pouvoir payer 23/. Le 11 août 1970, le Premier Ministre a annoncé qu'un commissaire aux affaires relatives aux Bochimans avait été désigné, et que l'on étudiait, avec l'aide de divers experts, la création d'un territoire bochiman qui leur serait finalement réservé 24/.

190. Il est particulièrement intéressant, dans le cadre de la présente enquête, d'apprendre que le gouvernement se prépare à retrancher du "homeland" de Kaokaoveld la bande littorale qui fait toute la longueur du Kaokaoveld et de compenser cette

21/ Voir également le Financial Mail, Johannesburg, 4 août 1972.

22/ Summary of World Broadcasts, ME/4045/B/4, émissions en anglais de Johannesburg à destination de l'étranger, 1600 GMT, 17 juillet 1972.

23/ Star, 10 novembre 1969, reproduit dans Survey of Race Relations, 1969, op. cit., p. 264.

24/ Hansard 4, 1970, col. 1450, cité dans Survey of Race Relations, 1970, op. cit., p. 286.

perte par l'adjonction d'une tranche de 266 000 hectares prise sur la réserve de gibier d'Etosha. Les détails des propositions ont été envoyés à la Commission d'enquête sur l'administration bantoue de la Chambre d'assemblée. Le Ministre adjoint au développement bantou a dit que la bande littorale de 804 000 hectares était inhabitable, ne portait aucune récolte, et ne renfermait aucun gisement minéral valant la peine d'être exploité. En échange de cette bande littorale, le "homeland" du Kaokaoveld verrait ses frontières repoussées jusqu'à l'intérieur de la réserve de gibier 25/. Des informations en provenance d'Afrique du Sud indiquent que, en ce qui concerne le homeland Damara, le gouvernement se propose d'échanger certaines régions de terres arables actuellement occupées par des Blancs à l'est contre des zones situées dans les parties méridionale et centrale du territoire. Cette question est examinée dans la section relative aux possibilités économiques (par. 197).

c) Liberté individuelle, liberté d'expression, droit d'association et de réunion

191. Les témoignages relatifs à ces questions ont été mentionnés à la section B ci-dessus.

192. En outre, Mgr Winter (RT.129, p. 127-30) a fait état de la suppression des procédures juridiques normales qu'il a pu constater dans le cas de sa propre expulsion et de celle de trois collaborateurs de son diocèse. Il s'agit du Père Stephen Hayes, de M. David de Beer et de Mlle Tony Halberstadt, tous trois citoyens sud-africains. Le Père Hayes et M. de Beer étaient, au moment de la déposition de Mgr Winter, assignés à résidence. Les personnes expulsées avaient mis l'administration au défi de les faire comparaître devant un tribunal public et de leur intenter un procès.

193. Le même témoin a également fait état de l'interdiction signifiée au dirigeant de la SWAPO, l'évêque de Walvis Bay (voir par. 171).

d) Possibilités économiques

194. Mgr Winter a déclaré (RT.129, p. 137) que la raison d'être de la politique des bantoustans est d'entretenir un réservoir de main-d'oeuvre africaine dans des zones semi-désertiques à peine capables d'assurer la survie des habitants qui y sont assignés. A cause de l'insuffisance des moyens de survie et de développement, les Noirs tombaient dans un état de dépendance totale à l'égard de la population blanche qui avait le contrôle des richesses minérales, des mines et des zones industrielles. La politique consistant à découper la Namibie en six mini-Etats ne servait qu'à perpétuer le tribalisme et empêchait d'améliorer le sort de la population ainsi morcelée (p. 138 à 140).

195. M. Shipanga (RT.134, p. 26) a dit que les réserves avaient été créées pour que les Africains y finissent leurs jours, car on attendait d'eux qu'ils passent leur

jeunesse à travailler pour les Blancs. Cela valait pour les hommes; les femmes et les enfants étant condamnés à la pauvreté puisque le sol de ces régions n'était pas fertile.

196. D'après les renseignements dont dispose le Groupe de travail^{26/}, le "homeland" envisagé pour les Damaras s'étend sur 4,8 millions d'hectares dans une région désertique. D'après le recensement de 1970, 7 736 Damaras sur 64 973 y vivaient. Pour subsister, la majorité d'entre eux travaille à proximité dans les mines d'étain ou bien élève des chèvres et des moutons. Hormis les dix chefs à qui les autorités versent une rente d'environ 30 livres par mois, il n'y a pratiquement rien dans la région pour permettre à un Damara d'exercer une activité économique. C'est apparemment parce qu'il reconnaît le bien-fondé des objections de ceux qui disent que la terre proposée comme "homeland" ne peut subvenir aux besoins des Damaras que le Département de l'administration et du développement bantous a envisagé la possibilité de substituer à la partie méridionale et centrale du territoire, qui paraît inutilisable, les terres arables qu'occupent les Blancs à l'est. Si ce n'était l'intérêt que présentent pour les prospecteurs et les géologues la présence possible d'anomalies géologiques et les chances d'y découvrir des matières contenant de l'uranium^{27/}, cette région n'est guère qu'un désert. Des concessions ont été accordées dans deux régions du Damaraland pour l'étude des anomalies découvertes par le Service de la carte géologique. Pour la concession de Spitzkop, les droits de prospection ont été accordés à la Bantu Mining Corporation, aux sociétés David Graaf Investments et Di Gamma Mining (filiale d'Anglo-Vaal) et au Dr Peter le Riche. A Trekkopje, des concessions ont été accordées aux sociétés Goldfields, O'Kiep Copper et Desert Finds (Pty)^{28/}. Un journal financier sud-africain a publié le commentaire suivant : "Ce n'est qu'avec le temps qu'on saura si ces régions produiront des résultats aussi prometteurs que Rossing, près de Swakopmund, où la société Rio Tinto Zinc a obtenu une concession pour la prospection de l'uranium". Mais même si elles donnent ces résultats, cela ne changera rien pour les Damaras, puisque les découvertes de pétrole, de pierres et de minéraux précieux et d'uranium dans les "homelands" demeurent la chasse gardée de l'Etat qui, seul, peut décerner les droits d'exploitation. Dans ces conditions, tout ce que les Damaras peuvent espérer de mieux, c'est la création de quelques emplois supplémentaires dans les mines^{29/}.

197. On a rapporté^{30/} que le Ministère du développement et de l'administration bantous autoriserait prochainement des fermiers blancs à s'installer, en tant qu'"agents", dans une zone de pâturages d'une superficie de 300 000 hectares dans les "homelands" de Kavango et d'Ovambo. Les conditions dans lesquelles ces "agents" seraient nommés n'avaient pas encore été arrêtées en détail, mais ils seraient vraisemblablement nommés pour dix ans et pourraient, s'ils le désiraient, renouveler leur contrat pour une période supplémentaire de cinq ans. Les fermiers du Sud-Ouest africain manifestaient déjà un intérêt considérable pour ce projet, qui était entrepris

^{26/} X-RAY, Africa Bureau, Londres, octobre 1972.

^{27/} Ibid.

^{28/} Financial Mail, 4 août 1972, p. 386.

^{29/} Ibid.

^{30/} Star, Johannesburg, 6 mai 1972.

avec la pleine coopération des gouvernements des "homelands" d'Ovambo et de Kavango. Les "agents" auraient pour tâches de mettre en valeur la terre qu'ils occupaient conformément au désir du Ministère, d'employer des Africains des "homelands", de leur donner une formation en matière d'élevage et d'entreprendre les travaux de conservation des sols prescrits par le Ministère. Le porte-parole du Ministère était convaincu que ce projet, tout comme l'autre projet agricole actuellement à l'examen, servirait au mieux les intérêts des deux "homelands".

198. Selon les renseignements dont le Groupe spécial disposait, le budget du Conseil législatif de l'Ovamboland pour 1970-1971 se répartissait comme suit :

	<u>Rands</u>
Services administratifs et finances	45 501
Affaires communautaires	119 400
Travaux publics	1 887 700
Enseignement et culture	1 043 500
Affaires économiques	7 900
Justice	35 500
Agriculture	289 400
	<hr/>
	3 428 901 ^{31/}

En outre, le Ministère de l'administration et du développement bantous et le Ministère de l'éducation bantoue ont affecté une somme de 101 000 rands au titre des traitements de 30 fonctionnaires (blancs) détachés ^{32/}. L'origine des recettes n'était pas indiquée. Parmi celles-ci, on peut citer le produit des impôts auxquels sont soumis les habitants de l'Ovamboland et les fonds fournis par le South African Bantu Trust et les Ministères de l'administration bantoue et de l'éducation bantoue. En prenant comme base de calcul le chiffre de la population de l'Ovamboland pour 1966 (270 000 habitants), on obtient une dépense par habitant de 12,6 rands pour l'année ^{33/}.

e) Emploi

199. Cette question fait l'objet d'un exposé détaillé dans le rapport sur le recrutement des travailleurs africains en Namibie que le Groupe spécial présentera au Conseil économique et social conformément à sa résolution 1599 (L).

^{31/} Bulletins officiels 793 et 796 du 29 mai 1970, cités dans Survey of Race Relations 1970, p. 285.

^{32/} R.P. 2/1970 Vote 27, ibid.

^{33/} Ruth First, "The Bantustans : The Implementation of the Odendaal Report", document miméographié présenté à la Conférence internationale sur la Namibie, Bruxelles, mai 1970.

f) Santé

200. M. Shipanga (RT.134, p. 26) a dit au Groupe spécial que le taux de mortalité était extrêmement élevé, surtout chez les enfants et les personnes âgées.

201. Mgr Winter (RT.129, p. 147) a déclaré qu'à sa connaissance, il n'y avait pas de médecins africains dans l'Ovamboland. Il s'était entretenu avec des médecins blancs qui avaient travaillé à l'hôpital d'Oshikati, établissement modèle créé par le gouvernement à des fins de propagande, et ceux-ci lui avaient dit que certains de leurs collègues étaient venus à cet hôpital non pas pour aider les Noirs qui étaient malades mais pour "s'entraîner avec le bistouri".

g) Education

202. Mgr Winter (RT.129, p. 147) a dit que le gouvernement essayait d'enlever entièrement à l'Eglise la responsabilité de l'enseignement. Il pouvait compter sur les doigts de la main les diplômés noirs que l'Afrique du Sud avait formés. Il n'existait aucun médecin ou ingénieur né en Namibie. Les tentatives que l'Eglise avait faites à Windhoek pour former un jeune juriste avaient échoué car celui-ci avait été boycotté par les Blancs pour avoir défendu gratuitement des Noirs traduits en justice. Ceux qui voulaient instruire les Noirs pour les affranchir de leur condition d'esclave en étaient empêchés par le gouvernement; la tactique de celui-ci consistait à retarder la délivrance des autorisations nécessaires pour recruter des instituteurs et à ordonner fréquemment la déportation d'enseignants. D'après les estimations des autorités ecclésiastiques, 1 000 élèves noirs avaient été expulsés de leurs écoles pour des raisons de conscience ou parce qu'ils avaient refusé de se soumettre au régime d'apartheid (p. 122).

203. Dans sa note, l'Union syndicale panafricaine a décrit en détail la fermeture du lycée et de l'école normale d'Onguediva à la suite d'une manifestation organisée par les élèves pour protester contre l'apartheid et appuyer la décision de la Cour internationale de Justice. Trois élèves ont été gravement blessés par la police. Cet incident s'est déroulé le 6 août 1971. Deux semaines plus tard, le 21 août, 300 élèves ont été expulsés arbitrairement du lycée d'Onguediva et la moitié d'entre eux n'ont pu se faire admettre dans aucune école du territoire. Leur expulsion était motivée par le fait qu'ils avaient protesté contre les punitions corporelles infligées à certains élèves qui s'étaient opposés à ce qu'on les soumette à une propagande en faveur de l'apartheid pendant les cours.

D. MANIFESTATIONS GRAVES DU COLONIALISME ET DE LA DISCRIMINATION
RACIALE EN NAMIBIE

204. On se souvient que la Commission des droits de l'homme a décidé, dans la résolution 21 (XXV) qu'elle a adoptée à sa vingt-cinquième session, que le mandat du Groupe spécial d'experts comprendrait une enquête sur les manifestations graves du colonialisme et de la discrimination raciale qui se rencontraient dans la situation régnant en Namibie. Conformément à cette résolution, le Groupe spécial a présenté un rapport préliminaire (E/CN.4/1020/Add.1, par. 1 à 70) à la Commission à sa vingt-sixième session et un second rapport portant la cote E/CN.4/1050, à sa vingt-septième session.

205. A ses sessions de 1972, le Groupe spécial, en se fondant sur les récits de témoins, a poursuivi son examen de la situation en Namibie pour y déceler des indices du crime de génocide, ainsi que d'autres manifestations de l'application de la politique d'apartheid au Territoire.

206. Il existe un rapport étroit entre le présent chapitre et d'autres aspects des activités du Groupe spécial, en ce qui concerne notamment les conditions de vie des Africains dans les "réserves indigènes" et les problèmes de main-d'œuvre (qui sont examinés en détail dans le rapport au Conseil économique et social, conformément à sa résolution 1599 (I)) et en ce qui concerne également le traitement des prisonniers politiques.

207. La plupart des témoins ont été d'avis que les méthodes utilisées par le gouvernement constituaient dans l'ensemble des manifestations graves du colonialisme et de la discrimination raciale et des violations non moins graves des droits de l'homme, qu'il s'agisse de l'application de la politique des bantoustans, des conditions de vie des travailleurs sous contrat et de celles des Africains dans les "réserves", du traitement infligé aux combattants de la liberté, aux prisonniers politiques africains et aux personnes incarcérées en vertu de lois d'exception, ou qu'il s'agisse de la politique relative aux droits syndicaux, à la santé et à l'éducation.

208. Mgr Winter (RT.129, p. 137) a déclaré que la politique du Gouvernement sud-africain à l'égard des Hereros était une politique de génocide. Cette allégation de génocide figure également dans le témoignage écrit de l'Union syndicale pan-africaine.

209. Mgr Winter (RT.129, p. 138) a déclaré que les Namubiens étaient opposés aux bantoustans dans lesquels ils voyaient une tentative, de la part des Blancs, de diviser pour régner. La politique d'apartheid ne reposait sur aucun fondement théologique; il s'agissait d'une doctrine hérétique aussi néfaste que la théorie de la race des seigneurs qu'Adolf Hitler avait essayé d'imposer (p. 151).

210. Pour M. Illonga (RT.132, p. 31), la politique des bantoustans mettait en danger non seulement la vie des populations d'Afrique australe mais aussi celle des populations des autres régions du continent. M. Shipanga a dit que les bantoustans constituaient de véritables camps de concentration (RT.132, p. 26) et que le temps

qui passait aggravait la situation des Namibiens dont beaucoup étaient chaque jour tués, torturés ou arrêtés (p. 27).

211. Mgr Winter (RT.129, p. 121-131) a exposé dans ses grandes lignes la politique officielle en montrant qu'elle avait pour effet de contribuer à la pauvreté des réserves et au désespoir de leurs habitants, situation qui régnait en Namibie depuis un siècle et qui irait en s'aggravant au fur et à mesure que la politique des bantoustans entrerait en vigueur. Les habitants de diverses réserves n'avaient pas le choix; ils devaient, contre leur gré, aller dans les bantoustans (p. 137). Le témoin a cité l'exemple des Damaras (p. 121) qui accusaient les Blancs de les spolier systématiquement et de faire d'eux des étrangers dans leur propre patrie. Selon Mgr Winter, le Gouvernement sud-africain (RT.129, p. 121) empêchait les Africains de progresser réellement en leur donnant une éducation inférieure et exempte de tout contrôle (sic) et en leur refusant le droit d'aspirer à autre chose qu'aux tâches les plus serviles. Le gouvernement était en outre prêt à utiliser n'importe quelle méthode, y compris la torture, la déportation, la mise en résidence surveillée et l'emprisonnement, pour imposer son autorité à une population qui désirait se soustraire à sa tyrannie.

212. M. Garoeb (RT.138, p. 68-70) a appelé particulièrement l'attention sur l'intention exprimée par le gouvernement de créer un bantoustan dans la bande de Caprivi, mesure qui allait à l'encontre des résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui stipulaient que la Namibie devait conserver son unité territoriale et ne pas être fragmentée. Ce témoin a déclaré que la situation en Namibie s'était aggravée depuis la visite du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, non pas nécessairement à cause de cette visite, mais simplement parce que c'était dans la nature des choses.

213. M. Garoeb (RT.138, p. 67) a également souligné que la bande de Caprivi était utilisée par les Sud-Africains comme une base militaire. C'était à partir de bases situées dans la bande, et à partir de camps qui y étaient établis, que la police, l'armée et les forces de sécurité sud-africaines lançaient des opérations, non seulement sur la frontière entre la Namibie et la Zambie, mais également sur celle qui séparait la Namibie de l'Angola.

214. La répression féroce qui s'est abattue sur la Namibie, surtout lors des grèves de 1971 et de 1972 et pendant la période qui a suivi, où les arrestations massives de Namibiens et de chefs de mouvements de protestation se sont multipliées et où les prisonniers politiques ont subi des traitements cruels et inhumains, a été qualifiée par les témoins de l'une des manifestations les plus graves de la politique d'apartheid et de colonialisme.

215. Parlant de la proclamation des pouvoirs d'exception dans les régions nord de la Namibie et du traitement des combattants de la liberté capturés, M. Shipanga (RT.134, p. 23-25) a cité un passage d'une lettre que le sénateur Jack Leock a lu à des parlementaires sud-africains blancs et dans laquelle le fils du sénateur, qui servait alors dans les forces armées sud-africaines en Namibie, disait qu'il ramènerait au Premier Ministre le scalp d'un terroriste. Les actes de brutalité et de sadisme, aux dires du témoin, étaient devenus la spécialité du régime sud-africain illégal en Namibie.

216. Plusieurs témoins ont rapporté que pendant la grève la police avait abattu plusieurs personnes et en avait torturé d'autres. M. Shipanga (RT.134, p. 4-5) a rapporté en détail les incidents qui se sont déroulés pendant le mois de janvier 1972, et notamment celui où 4 hommes ont été tués à Epinga après un service religieux. L'Union syndicale pan-africaine a confirmé ces faits dans sa note. M. Illonga (RT.132, p. 28-30) a lui aussi signalé que des personnes avaient été tuées ou maltraitées pendant la grève. M. Garoeb (RT.138, p. 73) a déclaré qu'un nombre considérable de personnes avaient été arrêtées pendant cette période. M. Shipanga (RT.132, p. 28-30) a lui aussi signalé que des personnes avaient été et incarcérées dans des camps. Plusieurs témoins, parmi lesquels M. Shipanga (RT.134, p. 4-5), Mgr Winter (RT.129, p. 122-125) et l'Union syndicale panafricaine ont cité le cas de personnes torturées par la police. D'autres témoignages ont montré que le droit des accusés à bénéficier d'un procès équitable n'était pas respecté (M. Shipanga, RT.134, p. 22; M. Garoeb, RT.138, p. 59-60).

217. M. Ennals (RT.130, p. 54-55) a dit que la façon dont les autorités sud-africaines traitaient les prisonniers constituait une infraction flagrante aux règles qu'elles prétendaient observer. L'Afrique du Sud s'était abstenue lors du vote sur la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, mais elle avait adopté l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus élaboré par l'Organisation des Nations Unies et en avait fait le règlement de son administration pénitentiaire; elle ne respectait cependant pas ces règles. Le témoin a demandé instamment (RT.130, p. 67) que les conventions relatives aux prisonniers de guerre soient appliquées au traitement des combattants de la liberté capturés.

218. M. Shipanga (RT.134, p. 25) a parlé des mauvaises conditions sanitaires dans lesquelles vivait la population africaine. Mgr Winter (RT.129, p. 147) a appelé l'attention sur l'absence de médecins africains et sur la dureté et le manque de sensibilité de certains membres blancs du personnel médical travaillant dans les hôpitaux de l'Ovamboland.

219. M. Shipanga (RT.134, p. 23-25) a contesté les statistiques démographiques que le Gouvernement sud-africain avait données et qui selon lui avaient pour but de masquer la réalité. A son avis, la population namibienne atteignait un chiffre supérieur à celui qui avait été donné officiellement et dépassait certainement le million.

220. En ce qui concerne la politique du gouvernement en matière d'éducation, Mgr Winter (RT.129, p. 147) a dit que le gouvernement créait des difficultés à ceux qui voulaient éduquer les Africains pour les affranchir de leur condition d'esclave. D'après les estimations des autorités ecclésiastiques, 1 000 élèves africains avaient été expulsés de leurs écoles pour des raisons de conscience et parce qu'ils avaient refusé de se soumettre à la politique d'apartheid (p. 122-125).

221. En ce qui concerne les droits syndicaux, M. Kambode (RT.132, p. 16) a dit que le gouvernement interdisait les syndicats et qu'il était illégal de se mettre en grève. Au cours de la grève qui a eu lieu récemment, des travailleurs ont été envoyés dans l'Ovamboland afin que le gouvernement puisse les remplacer par des "jaunes". Des syndicalistes militants ont été arrêtés et tués et des "jaunes" ont été amenés pour les remplacer afin que le travail puisse continuer. Le gouvernement a répondu à la grève de 1971-1972 en déclarant l'état d'urgence.

E. MESURES DE REPRESSION PRISES APRES LA VISITE DU SECRETAIRE GENERAL

222. Ayant recueilli au cours de ses déplacements des éléments d'information indiquant que le Gouvernement sud-africain avait pris des mesures de répression contre les personnes qui avaient manifesté lors de la visite en Namibie du Secrétaire général, le Groupe spécial a jugé nécessaire d'adresser une lettre au Président de la Commission des droits de l'homme pour appeler son attention sur le fait que, selon les renseignements fournis au Groupe par des représentants qualifiés de certains mouvements de libération comme le SWAPO et par des personnalités éminentes telles que Mgr Colin Winter, évêque de Damarland, la situation en Namibie s'est sensiblement aggravée et que, d'après les témoignages entendus par le Groupe, il ne fait plus de doute pour lui que de nombreuses arrestations ont été opérées en Namibie à la suite des manifestations qui ont marqué la visite du Secrétaire général, notamment lors de son arrivée à l'aéroport de Windhoek. (Pour le texte de cette lettre, voir annexe 4).

223. Un télégramme a été envoyé de toute urgence au Secrétaire général pour appeler son attention sur ces événements (pour le texte du télégramme, voir annexe 5).

224. Ultérieurement, le 9 novembre 1972, le Président du Groupe spécial a prié M. Mani, membre du Groupe, de faire parvenir au Secrétaire général les procès-verbaux pertinents des auditions de témoins (E/CN.4/AC.22/RT.128-130, 132, 134 et 138). Le 22 décembre 1972, il a été dûment accusé réception de ces procès-verbaux au nom du Secrétaire général.

225. A ce propos, le Groupe spécial tient à remercier le Secrétaire général et le Président de la Commission des droits de l'homme d'avoir bien voulu prêter leur attention aux communications précitées.

IV. RHODESIE DU SUD

226. En ce qui concerne la procédure illégale par laquelle le régime rebelle de Rhodésie du Sud a proclamé unilatéralement l'indépendance de ce territoire le 11 novembre 1965 et a adopté une soi-disant "constitution", on est prié de se reporter au document E/CN.4/AC.22/13, paragraphes 1 à 11, et au rapport du Groupe (E/CN.4/1020/Add.1, par. 72 à 74).

227. Une nouvelle "constitution" adoptée par l'"Assemblée législative" le 17 novembre 1969 est entrée en vigueur le 2 mars 1970. Les autres textes législatifs qui l'accompagnaient, le "Constitutional Flectoral Act" et le "Land Tenure Act", ont également été adoptés par l'Assemblée législative le 17 novembre 1969. Les dispositions pertinentes de la "Constitution" ont été analysées dans le rapport du Groupe (E/CN.4/1020/Add.1, par. 72 à 74).

228. Le "Land Tenure Act", dont certaines dispositions sont considérées expressément comme des clauses rigides de la nouvelle "Constitution", remplace le Land Apportionment Act et supprime la catégorie actuelle des "terres non réservées". En vertu de cette loi, les terres de Rhodésie du Sud sont réparties en trois catégories - terres africaines, terres européennes et terres nationales.

229. L'"Electoral Act", dont certaines parties constituent des clauses rigides spéciales de la "Constitution", régit le droit de vote. Entre autres mesures, cette loi subordonne l'inscription sur les listes électorales à des conditions de revenu et d'instruction plus difficiles à remplir que les conditions actuelles.

230. Le "Land Tenure Act" et l'"Electoral Act" ont été examinés en détail dans le rapport présenté par le Groupe de travail en 1971 (E/CN.4/1050, sect. C) et il a été question des lois concernant la peine capitale et le traitement infligé aux prisonniers et aux détenus politiques dans les sections A et B de ce même rapport.

231. Il convient de faire observer qu'en vertu des diverses résolutions pertinentes de l'ONU - et telle est également la position du Royaume-Uni - la Rhodésie du Sud est toujours considérée comme une colonie de la Couronne britannique et qu'en conséquence toutes les conventions internationales signées et ratifiées par le Royaume-Uni sont également applicables à la Rhodésie du Sud.

232. Parmi les faits nouveaux récents qui intéressent la législation de la Rhodésie du Sud, on peut citer les propositions de règlement du Gouvernement du Royaume-Uni 1/ et la Déclaration des droits qui fait partie des clauses de règlement dont sont convenus le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth, sir Alec Douglas-Home et M. Ian Smith, chef du régime rhodésien 2/. L'incidence de ces textes sur la question de la peine capitale et le Law and Order (Maintenance) Act (loi relative au maintien de l'ordre public) est examinée dans les sections pertinentes mais il convient de noter que la Déclaration des droits a maintenu la peine capitale et n'a pas touché au Law and Order (Maintenance) Act.

1/ S/10405.

2/ Rhodesia, Report of the Commission on Rhodesian Opinion under the Chairmanship of Lord Pearce, HMSO, Cmd 4964.

La Déclaration des droits n'aurait aucun effet sur la législation en vigueur avant la promulgation de la Constitution prévue dans les propositions de règlement. L'article pertinent des propositions de règlement est l'article 84 B (p. 22) qui dispose ce qui suit :

"Aucun tribunal ne déclarera qu'une disposition quelconque d'une loi promulguée ou d'un instrument réglementaire adopté avant la date fixée comme indiqué à l'article 14 de la Déclaration des droits représente un abus de pouvoir pour la raison que cette disposition est incompatible avec les dispositions de la Déclaration des droits énoncées au chapitre VI de la Constitution rhodésienne de 1961 ou au chapitre VII de la Constitution rhodésienne de 1965, suivant le cas."

Il convient de faire observer que l'expression "date fixée" désigne "la date d'entrée en vigueur de la loi de 1972 portant amendement de la Constitution". Pratiquement, cette date est celle à laquelle on espérait que le Parlement britannique et le Parlement rhodésien modifieraient simultanément la Constitution rhodésienne illégale (1969) en vigueur actuellement pour la rendre compatible avec les dispositions prévues dans les propositions de règlement. Il convient de rappeler que les propositions de règlement prévoient la reconnaissance de la Constitution de 1969 en tant qu'instrument de gouvernement fondamental d'une république de Rhodésie 3/.

3/ A/AC.109/L.760, par. 14.

A. LA PEINE CAPITALE

1. Aperçu de quelques lois pertinentes

233. La peine capitale est prévue par la législation rhodésienne; elle l'était même avant la déclaration unilatérale d'indépendance en 1965. Les textes législatifs pertinents sont énumérés dans le rapport présenté par le Groupe spécial en 1970 4/ et dans la note du Secrétariat sur les dispositions de la législation rhodésienne applicables aux prisonniers et aux détenus politiques et aux personnes gardées à vue 5/. On se rappellera que ce rapport indiquait que la loi relative au maintien de l'ordre public punit toute une variété d'infractions de la peine de mort. En 1968, l'article de cette loi qui rendait la peine capitale obligatoire dans certains cas a été abrogé et on a rendu aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour prononcer cette condamnation compte tenu des particularités du cas. Il convient cependant de noter que malgré l'abolition du caractère "obligatoire de la peine capitale" celle-ci n'a pas disparu de la liste des peines prévues par la loi. On peut soutenir que cette abolition pourrait entraîner une réduction du nombre des condamnations à mort. Mais il existe un très grand nombre d'actes qui sont considérés comme des crimes capitaux; c'est à l'accusé qu'il incombe de faire la preuve de son innocence; les cas où l'on considère qu'il y a eu atteinte à la sécurité de l'Etat sont jugés à huis clos et il semble donc que l'abolition du caractère obligatoire de la peine capitale ne doive entraîner que des améliorations minimales.

234. La Déclaration des droits contenue dans les propositions de règlement 6/ a maintenu la peine capitale. L'article pertinent dispose que "nul ne peut être intentionnellement privé de la vie, si ce n'est en exécution d'une condamnation d'un tribunal qui l'a reconnu coupable d'un crime" 7/.

2. Analyse des renseignements reçus par le Groupe spécial d'experts

235. Les renseignements reçus par le Groupe peuvent être répartis en deux catégories, à savoir : a) renseignements concernant les cas où la peine de mort a été prononcée à l'issue d'une procédure judiciaire et b) renseignements concernant le décès, dans des circonstances suspectes, de personnes qui se trouvaient en prison ou dans un camp de détention.

a) Renseignements concernant les cas où la peine de mort a été prononcée à l'issue d'une procédure judiciaire

236. Les données statistiques relatives aux prisonniers qui ont été condamnés à mort sont extrêmement fragmentaires et le Groupe spécial ne connaît donc pas le nombre exact de prisonniers qui attendent leur exécution dans une cellule de condamnés à mort. Selon une déclaration du régime rhodésien datée du

4/ E/CN.4/1020/Add.1, par. 75 à 77.

5/ E/CN.4/AC.22/13, annexe III.

6/ S/10405.

7/ Ibid.

16 décembre 1968 8/, 92 condamnés dont le cas n'avait pas encore été révisé étaient en prison à cette date. Le 7 mars 1969, 49 d'entre eux ont vu leur peine commuée en une peine d'emprisonnement à vie et le 19 août 1969, 19 autres ont bénéficié de la même mesure 9/. Si l'on suppose qu'aucune nouvelle condamnation à mort n'a été prononcée pendant cette période, il n'aurait dû rester que 14 personnes dans les cellules de condamnés à mort à la date du 19 août 1969. Mais, le 15 septembre 1972, le régime rhodésien annonçait que 4 prisonniers avaient été exécutés le même jour et que la peine capitale prononcée contre 55 autres était commuée en une peine d'emprisonnement à vie 10/. Ces chiffres donnent à penser qu'il a dû y avoir 11 nouvelles condamnations entre le 19 août 1969 et le 19 septembre 1972. La déclaration du régime rhodésien n'indique pas le nombre des prisonniers qui attendent leur exécution ou leur grâce dans une cellule de condamnés à mort.

237. Le caractère fragmentaire des renseignements relatifs au nombre des détenus condamnés à mort ressort des témoignages recueillis par le Groupe spécial. Mlle Judith Todd (RT. 127, p. 11) a déclaré que 200 autres personnes environ avaient été condamnées à mort depuis le 11 novembre 1965 et attendaient dans les cellules de condamnés à mort de Salisbury. Elle a cependant insisté sur le fait que ce chiffre de "200" était approximatif; le nombre des condamnés à mort pouvait être aussi bien 188 que 220 (RT. 127, p. 42). M. Guy Clutton-Brock (RT. 128, p. 27) a déclaré ignorer le nombre des personnes qui étaient sous le coup d'une condamnation à mort. Il ne pouvait que faire des suppositions et il estimait qu'il pouvait y en avoir une quarantaine (RT. 128, p. 27-30). M. Attwell Bokwe (RT. 138) a fourni une liste de personnes "condamnées à mort" depuis 1963 qui figure en annexe au texte de la déclaration qu'il a lue devant le Groupe spécial. Cette liste comprend les 67 noms suivants :

- | | |
|-----------------------|------------------------|
| 1. Benoni Sibanda | 13. Shoty Mkandla |
| 2. Galist Guri | 14. Dani Mkosi Ndlovu |
| 3. James Butche | 15. Boniface |
| 4. Lloyd Gundu | 16. Raymond Chiwashire |
| 5. Jikonayi Mabena | 17. George Kawenda |
| 6. Peter Dube | 18. Masawi Moya |
| 7. Linos Manzongo | 19. Amen Chikwakwada |
| 8. Robert Mholwa | 20. Simon Macebo |
| 9. Moses Makamadza | 21. Samson Mudzingwe |
| 10. Jonatham Chatyiwe | 22. James Mpofu |
| 11. Fanwell Mayangata | 23. Herbert Sambo |
| 12. Elijah Masibi | 24. Mathew |

8/ A/7623/Add.1, 22 septembre 1969, par. 59.

9/ E/CN.4/1050, par. 334.

10/ Voir le Guardian, 16 septembre 1972; voir également le bulletin de l'Agence France Presse du 15 septembre 1972.

- | | |
|-------------------------|--------------------------|
| 25. John Hlazo | 47. Dokotela Ndlovu |
| 26. Justin | 48. Jacob Mtandwa |
| 27. Office | 49. James Chatiwa |
| 28. Rabede Sibanda | 50. Hezekiah Moyo |
| 29. Albert Ncube | 51. Rhodes Rose |
| 30. Matswawayi Thomson | 52. Josiah |
| 31. Alexander Chirwa | 53. Bernard Sibanda |
| 32. Simon Runyowa | 54. Thomas Moyo |
| 33. Lazarus | 55. Myandeni Ernest |
| 34. Jankison | 56. Samuel Kagoyo |
| 35. Isaac Mpofo | 57. Isiah Mupinda |
| 36. Bernard Mangwarira | 58. Eliaken Gondo |
| 37. Samuel Sikhosana | 59. Stanley Rambakupotwa |
| 38. Canaan Masanuka | 60. Moffat Redebe |
| 39. Paul Chatiwa | 61. Sylvester Ndliziyo |
| 40. Paul Chinowaita | 62. Amos Sagonda |
| 41. Stephen Bhebe | 63. Josiah Moyo |
| 42. Silambula | 64. Mjinisi Pula |
| 43. Dani Makacha Ndlovu | 65. Sly Masuku |
| 44. Herbert Chimsoro | 66. Ngcobo |
| 45. Antony Cherume | 67. Kopotsha |
| 46. Isaac Muyisinda | |

238. Il semblerait, selon les témoignages recueillis, que la politique du régime rhodésien consiste à ne pas procéder à des exécutions massives de condamnés à mort. Comme M. Clutton-Brock l'a déclaré (RT. 128, p. 27-30), en dehors des cinq exécutions de 1968 11/ et des quatre exécutions de septembre 1972 12/, la politique suivie par le régime a consisté à gracier progressivement les condamnés et à commuer leur peine en une peine d'emprisonnement ordinaire. "Ils n'ont pendu personne" a ajouté ce témoin. Selon Mlle Todd, "le régime de Smith a eu peur de toucher à ces gens (de les exécuter) tant qu'il se trouvait dans un état d'illégalité ... parce que le bourreau lui-même pourrait plus tard être condamné pour meurtre" (RT. 127, p. 42). Elle était à peu près certaine que ces gens seraient exécutés en masse si le régime rhodésien était reconnu. Elle pensait que son père, M. Garfield Todd, avait été arrêté et détenu par le régime parce qu'il avait déclaré publiquement qu'en acceptant les clauses des propositions pour un règlement on légaliserait le régime, ce qui entraînerait l'exécution de 200 prisonniers sous le coup d'une condamnation à mort (RT. 127, p. 11). M. Clutton-Brock a également déclaré que, à son avis, le

11/ Voir A/7623/Add.1, 22 septembre 1969, par. 4 et 6.

12/ Ibid., par. 7.

statut illégal du régime freinait les exécutions de condamnés à mort. "Le régime a peur de pendre les gens parce qu'il pourrait avoir à rendre compte par la suite" (RT. 128, p. 21). Selon M. Mawema, le tollé général provoqué par les exécutions de 1968 avait dissuadé le régime de procéder à de nouvelles exécutions. Il a ajouté que le régime "détenait beaucoup de gens qui avaient été condamnés à mort par les tribunaux, en particulier des combattants de la liberté" (RT. 129, p. 21).

b) Renseignements concernant le décès, dans des circonstances suspectes, de personnes qui se trouvaient en prison ou dans un camp de détention

239. Il convient de rappeler qu'au cours des réunions que le Groupe spécial a tenues en 1970, certains des témoins ont parlé, dans leurs déclarations, de la mort mystérieuse de M. Léopold Takawira qui avait été détenu dans une prison de Salisbury 13/. En dehors du décès de M. Takawira, dont plusieurs témoins ont fait état, notamment Mlle Todd (RT. 127, p. 32-6, 61) et M. Mawema (RT. 22, p. 22), M. Musikavanu a cité le cas de plusieurs autres personnes mortes dans des circonstances suspectes alors qu'elles se trouvaient en prison ou qu'elles étaient détenues ou gardées à vue (RT. 129, p. 108-111).

Il s'agit des personnes suivantes :

M. Chacha, mort en détention à la prison de Gwelo, en 1970.

M. Edward Mangena, mort en détention à la prison de Gwelo, en 1971.

Mme Miriam Mushambi, morte pendant qu'elle se trouvait au camp de détention de Whawha, en 1970.

M. Jakalasi Katanda, mort en détention à Gonakudzingwa (le témoin n'a pas indiqué de date).

M. Romulus Sibiya, mort en détention à Gonakudzingwa. Dans son témoignage, M. Jacob Moyo (RT. 129, p. 67) a déclaré que Romulus Sibiya était mort à son domicile une semaine après avoir été libéré de Gonakudzingwa.

M. Nimrod Khumalo, mort dans des circonstances analogues à la prison de Bulawayo, en 1971.

M. Mashawira, mort alors qu'il était gardé à vue par la police à Salisbury (la date du décès n'a pas été précisée).

M. Moyo (RT. 129, p. 66) et M. Hove (RT. 139, p. 106) ont déclaré que M. Nimrod Khumalo faisait partie d'un groupe de 21 personnes ayant fui le pays pour échapper à une arrestation; le droit d'asile lui ayant été refusé au Botswana, il avait été ramené en Rhodésie où il avait été arrêté et torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive.

13/ E/CN.4/1050, par. 350.

c) Exécution sommaire de combattants de la liberté

240. On trouvera une analyse détaillée des témoignages recueillis sur les exécutions sommaires de combattants de la liberté dans la section consacrée au "traitement infligé aux combattants de la liberté", mais, dans la mesure où elles impliquent des pertes en vies humaines, il convient d'en parler brièvement dans la présente section.

241. M. Bokwe (RT 138, p. 7, 18-20) a déclaré que les combattants de la liberté capturés étaient fusillés sans jugement. Il a cité à titre d'exemple le cas d'un combattant de la liberté, Jonathan Ncube (pseudonyme) capturé par les forces de sécurité rhodésiennes au cours des combats de janvier et février 1970. Selon ce témoin, le prisonnier a été fusillé à bout portant et "lorsque l'ennemi a découvert qu'il vivait encore, il a été attaché à un hélicoptère par une corde, la tête en bas". Dans sa déposition sur la même question, M. Musikavanu a parlé du nombre de combattants de la liberté qui ont été fusillés sommairement après avoir été capturés par les forces de Smith. Selon ce témoin "certains d'entre eux trouvent indubitablement la mort au combat, mais le plus grand nombre sont faits prisonniers puis ont les fait défiler et ils sont exécutés sommairement, car le régime veut éviter la publicité d'un procès comme dans le cas de Dlamini et de Mlambo". Toujours selon le même témoin, "la plupart des combattants que l'on dit morts au combat ont été capturés et exécutés sommairement ensuite" (RT. 129, p. 107). Le témoin a cité le cas d'un combattant de la liberté que les forces rhodésiennes avaient fait prisonnier et tué pour assouvir leur vengeance (RT. 129, p. 108-110).

B. TRAITEMENT INFLIGE AUX PRISONNIERS POLITIQUES ET AUX COMBATTANTS
DE LA LIBERTE QUI SONT CAPTURES

1. Historique

242. Le phénomène de l'emprisonnement politique est apparu en Rhodésie du Sud avec l'adoption du Public Order Act (loi sur l'ordre public) de 1950. On connaît peu de cas d'arrestations et de condamnations en vertu de cette loi. Les cas connus sont ceux de M. Joshua Nkomo, qui, en 1953, a été inculpé pour avoir, soi-disant, importé de Londres des documents interdits et reconnu coupable et celui d'un certain Mangombe, cheminot, qui a été emprisonné pour avoir participé à la grève des chemins de fer de 1956. Auparavant, cette loi avait également été utilisée lors de la grève des mineurs de Wankie : tous les organisateurs de la grève des mineurs avaient été arrêtés, inculpés et emprisonnés pendant une durée variable parce qu'ils étaient réputés avoir enfreint la loi. Depuis lors, plusieurs mesures ont été introduites dans la législation, ce qui a beaucoup étendu la gamme des activités qui constituent désormais des délits politiques. La plus sévère de cet ensemble important de lois relatives à la sécurité est le Law and Order (Maintenance) Act de 1960 (loi sur le maintien de l'ordre public) et les nombreux amendements qui y ont été apportés par la suite. On trouvera une analyse détaillée de cette loi dans une note du Secrétariat (E/CN.4/AC.22/13, annexe 11, p. 1).

243. Le phénomène de la détention et de l'interdiction de personnes pour raisons politiques est apparu sur la scène rhodésienne en 1959 avec la proclamation de l'état d'urgence et l'adoption, par la suite, du Preventive Detention (Temporary Provisions) Act (loi sur la détention préventive - Dispositions temporaires) de 1959 et du Unlawful Organisation Act (loi sur les organisations illicites) de 1959. On trouvera un aperçu de cette dernière loi dans l'annexe II de la note du Secrétariat (E/CN.4/AC.22/13). On se souviendra que 500 hommes et femmes ont été incarcérés, sans inculpation et sans jugement, après la proclamation de l'état d'urgence. Certains devaient demeurer en détention jusqu'à ce jour (M. Daniel Madzimbamuto). Depuis lors, la Rhodésie du Sud a toujours eu dans ses prisons et ses camps une population de détenus et d'internés.

244. Les activités des combattants de la liberté se sont intensifiées à partir de la proclamation unilatérale de l'indépendance par le régime illégal rhodésien en 1965. Ils sont le produit de l'évolution politique du pays en particulier depuis la proclamation unilatérale de l'indépendance par le régime rhodésien en 1965. Les principaux instruments législatifs appliqués par le régime rhodésien pour lutter contre les combattants de la liberté sont les diverses lois sur la sécurité et en particulier les divers amendements au Law and Order (Maintenance) Act et aux règlements relatifs au maintien de l'ordre public en cas d'urgence. Ces instruments autorisent les opérations des forces rhodésiennes de sécurité contre les incursions de "terroristes" et en vue d'appréhender ces terroristes.

2. Aperçu des lois pertinentes

245. Comme il est indiqué dans les paragraphes qui précèdent, les lois et règlements qui prévoient des peines d'emprisonnement pour les combattants de la liberté et leur mise en détention sans jugement ont été analysés en détail dans les rapports de 1969 et de 1970 du Groupe de travail (E/CN.4/984/Add.5 et E/CN.4/1020/Add.1), ainsi que dans le document de travail établi par le Secrétariat (E/CN.4/AC.22/13).

246. On notera que le Public Order Act a été abrogé et que le Preventive Detention (Temporary Provisions) Act a cessé d'être en vigueur à la date prévue. En fait, les deux lois ont été remplacées par le Law and Order (Maintenance) Act. Le Unlawful Organisation Act a également été abrogé, mais une autre loi, portant le même nom et conçue dans le même but a récemment été introduite dans la législation (à savoir le Unlawful Organisation Act No 55 de 1971). Les dispositions suivantes ont également été décrétées récemment : i) la reconduction des pouvoirs du "Ministre" en vertu de l'article 52 du Law and Order (Maintenance) Act de 1972; ii) la prolongation de l'état d'urgence et le maintien en vigueur de tous les règlements qui en découlent (1972) et iii) le "Departure from Rhodesia (Control) Amendment Act" (Amendement à la loi sur le contrôle des personnes qui quittent la Rhodésie) de 1972.

a) "Unlawful Organisation Act No 55 de 1971" 14/

247. La loi autorise le "Président de la Rhodésie" à déclarer illicite toute organisation s'il estime que a) ses activités peuvent mettre en danger, troubler ou entraver la défense, la sécurité ou l'ordre public; b) l'organisation est affiliée à une organisation interdite, sert les objectifs et propage les opinions d'une organisation étrangère à la Rhodésie; c) elle est l'organisation mère d'une organisation illicite; d) l'organisation est le successeur d'une organisation illicite et e) l'organisation est composée en grande partie, mais pas nécessairement en majorité, de personnes qui ont occupé ou qui occupent des fonctions dans des organisations illicites, ou qui ont été à la tête de telles organisations, ou est dirigée ou contrôlée, directement ou indirectement, par de telles personnes [art. 3, 1) et 2)]. L'article 6 de la loi habilite le Président à ordonner à toute personne de cesser d'être membre d'une organisation déclarée illicite ou de renoncer aux fonctions qu'elle y exerce. Le Président a également le pouvoir d'interdire à quiconque de devenir membre de toute organisation ou catégorie d'organisation spécifiée dans la sommation pendant la période visée dans la loi et ne dépassant pas trois ans, ou accepter d'y exercer des fonctions, ou participer de quelque autre manière à ces activités. Le paragraphe 2 de l'article 6 énonce les peines prévues en cas d'infraction à la loi. Quiconque enfreint les termes d'une sommation qui lui est adressée conformément à cette loi est passible d'une amende d'un maximum de 200 dollars rhodésiens ou d'une peine de prison de cinq ans, ou des deux.

14/ Le document A/AC.109/L.760 (par. 84 et 85) a appelé l'attention sur cette loi alors qu'elle n'était encore qu'un projet dont était saisi le Parlement.

b) Reconduction des pouvoirs ministériels de promulgation de décrets d'interdiction en vertu du Law and Order Act

248. La "Chambre d'Assemblée rhodésienne" a adopté une motion (voir Rhodesia : Parliamentary Debates, House of Assembly, 18 août 1972, col. 302), tendant à reconduire jusqu'en août 1977 le pouvoir qu'a le "Ministre de l'ordre public" de frapper d'interdiction, sans jugement, certaines personnes en vertu des articles 50 et 51 du Law and Order (Maintenance) Act. Il est nécessaire de reconduire périodiquement les pouvoirs qu'a le Ministre de promulguer des décrets d'interdiction parce que l'article 52 de cette loi prévoit que le pouvoir de promulguer des décrets d'interdiction conféré au "Ministre" aux termes des articles 50 ou 51, ne s'étend pas au-delà d'une date déterminée, à moins que le "Président" ne prolonge la période pendant laquelle ces pouvoirs peuvent être exercés, en application d'une résolution de la "Chambre".

c) Etat d'urgence

249. Le 16 juin 1972, le "Parlement" rhodésien a prorogé pour 12 mois l'état d'urgence et tous les règlements qui en découlent.

d) "Departure from Rhodesia (Control) Amendment Act 1972"

250. Cette "loi" a été modifiée par le Parlement en août 1972 (voir Rhodesia : Parliamentary Debates, 22 août 1972, col. 390). La "loi" confère au "Ministre" de l'information, de l'immigration et du tourisme" le pouvoir de s'opposer légalement au départ de toute personne de Rhodésie si le "Gouvernement" estime qu'il n'est pas de l'intérêt public d'autoriser cette personne à quitter le pays.

251. La portée du "Departure from Rhodesia Amendment Act" apparaît clairement si on le rapproche de l'article 23A du Law and Order (Maintenance) Amendment Act No 12 de 1970. Cet amendement prévoit [art. 6 1)] que "toute personne résident en Rhodésie qui participe à un cours de formation, en Rhodésie ou hors de Rhodésie, aux fins de promouvoir un objectif politique se rend coupable d'un délit". On notera que le 4 septembre 1972, le Ministre de l'information, de l'immigration et du tourisme, M. Pieter van de Byl, dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés aux termes du paragraphe 1 de l'article 3B de la loi, a annulé le passeport de l'évêque Muzorewa, chef de l'African National Council ^{15/}. D'autres aspects de cette "loi" sont examinés dans la section relative à des "Manifestations graves du colonialisme".

^{15/} Le décret d'annulation du passeport d'un évêque, M. Muzorewa, est reproduit dans Moto du 16 septembre 1972. Paradoxalement, le décret contient des données qui ne concordent pas avec celles du passeport auquel il est censé s'appliquer. Le décret vise en effet le passeport délivré à M. Muzorewa, le 10 juin 1969, et portant le No 88475. D'après le rédacteur en chef de Moto, le numéro du passeport de M. Muzorewa est 88318 et il lui a été délivré le 12 juin 1969.

252. La "loi" a une application extra-territoriale. Par exemple, il est illégal pour un Rhodésien d'assister à une réunion, hors de Rhodésie, d'une organisation déclarée illicite en Rhodésie.

3. Analyse de témoignages

253. Définition de quelques termes. En Rhodésie, il y a trois catégories différentes de prisonniers politiques :

- a) Prisonniers politiques purgeant une peine de prison : Il s'agit de prisonniers ayant été incarcérés après avoir été condamnés par les tribunaux pour avoir violé une des nombreuses lois relatives à la sécurité. Le régime rhodésien ne reconnaît pas le statut de "prisonnier politique", mais prétend qu'il s'agit de criminels condamnés par les tribunaux en vertu de la législation en vigueur. Dans cette catégorie de prisonniers, on trouve des personnalités comme le Révérend Ndabaningi Sithole, dirigeant de la Zimbabwe African National Union (ZANU), qui a été condamné à six ans de prison le 12 février 1969 par la Haute Cour de Rhodésie 16/.
- b) Détenus : Les détenus sont internés sans être passés en jugement, dans des prisons ou des camps, en vertu de décrets "ministériels" rendus aux termes du Law and Order Act (loi sur l'ordre public et/ou aux termes des Emergency Powers (Maintenance of Law and Order) Regulations (Règlements régissant les pouvoirs d'exception (maintien de l'ordre public)).
- c) Suspects : Il s'agit de personnes détenues par la police aux termes de la clause des 30 jours prévue par les "Règlements d'exception" 17/.
- d) Combattants de la liberté : Ils peuvent se trouver dans l'une ou l'autre des trois catégories susmentionnées, selon leur cas et selon le stade du processus engagé.

Le "Secretary for Law and Order" ("Secrétaire chargé du maintien de l'ordre public") indiquait en 1970 que tous les combattants de la liberté qui avaient été arrêtés avaient déjà été condamnés par les tribunaux 18/. Il indiquait en outre que sur les 137 détenus qui se trouvaient en prison à ce moment-là, il y avait des terroristes et des saboteurs qui avaient été capturés 19/.

16/ Voir A/7623/Add.1, 22 septembre 1969, par. 60.

17/ Voir Emergency Powers (Maintenance of Law and Order) Regulations, 1970 : art. 45.1).

18/ Rapport du Secrétaire chargé du maintien de l'ordre public pour l'année se terminant le 31 décembre 1970, p. 3.

19/ Ibid.

254. M. Ennals a attiré l'attention sur le fait que de plus en plus fréquemment des prisonniers politiques condamnés étaient encore détenus après avoir purgé leur peine (RT.130, p. 38). Sa déclaration est corroborée par un article publié dans Moto, hebdomadaire rhodésien dans lequel il est dit que certains prisonniers ont été transférés au camp de détention de Gonakudzingwa à la fin de leur peine d'emprisonnement à la prison de Salisbury 20/.

255. Les témoignages entendus par le Groupe peuvent être classés sous les rubriques suivantes :

- a) Allégations concernant le nombre des prisonniers et organisation des services pénitentiaires;
- b) Allégations de traitement cruel, inhumain ou dégradant infligé aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté;
- c) Allégations de mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté capturés, en ce qui concerne i) le logement, ii) le régime alimentaire, iii) l'habillement, iv) les soins médicaux et v) autres conditions;
- d) Allégations de violations du droit des accusés à un procès équitable et public, et des procédures de dépôt des plaintes et demandes de réparation.

256. Comme par le passé, le Groupe a examiné les témoignages à la lumière des normes internationales contenues dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments pertinents 21/.

- a) Allégations concernant le nombre des prisonniers et l'organisation des services pénitentiaires

257. Aucun témoin n'a donné le nombre exact de prisonniers politiques purgeant leur peine en Rhodésie. Mlle Todd (RT.127, p. 42) a parlé de 200 personnes condamnées à mort et a signalé (p. 21 à 25) qu'au moment où la Commission Pearce se trouvait en Rhodésie il y a eu plus d'un millier d'arrestations. Par la suite, la Commission Pearce devait préciser que le Gouvernement rhodésien lui avait indiqué le nombre total de personnes arrêtées et détenues pendant toute la période au cours de laquelle la Commission se trouvait en Rhodésie 22/, à savoir :

20/ Moto, 7 octobre 1972.

21/ Voir E/CN.4/1050, par. 338 et 339.

22/ Op. cit. par. 350.

	<u>Au 27 janvier 1972</u>	<u>Au 28 février 1972</u>	<u>Au 11 mars 1972</u>
Nombre d'arrestations	1 119	1 607	1 736
Nombre de condamnations	176	647	689

Les autres personnes incriminées attendaient d'être jugées ou ont été acquittées ou libérées sans procès.

258. Les dépositions faites par les témoins ne donnent pas le nombre exact de détenus se trouvant en Rhodésie. Par exemple, Mlle Todd a déclaré (RT.127, p. 32 à 35) qu'elle n'était pas sûre de leur nombre total mais que beaucoup de personnes étaient détenues depuis huit ou neuf ans. M. Ennals (RT.130, p. 38) n'a donné de chiffre que pour les prisonniers détenus après l'expiration de leur peine de prison, et qui étaient au nombre de 33. Il a cité (RT.130, p. 39) en particulier M. Welshman Mabhena, qui a fini en juin 1966 de purger une peine infligée pour délits politiques, mais qui est toujours détenu à Gonakudzingwa. Il ressort d'une lettre émanant des détenus qui se trouvent dans la prison de Remand à Salisbury et adressée à M. Lardner-Burke "Ministre de la justice et de l'ordre public" qu'il y a 34 détenus à Salisbury seulement 23/. Le nombre de personnes détenues dans les autres prisons n'est pas connu. Selon le régime illégal, il y avait en novembre 1971 93 détenus africains dont 31 devaient être libérés aussitôt que les formalités nécessaires seraient effectuées 24/. Ce chiffre ne comprend pas M. et Mme Chinamano, ni M. Garfield Todd ni les personnes qui ont été arrêtées et détenues pendant le séjour de la Commission Pearce en Rhodésie.

259. En ce qui concerne le nombre des combattants de la liberté, celui-ci est enrobé de mystère et gardé secret par le régime de peur que la révélation de leur nombre ne jette l'alarme dans le public.

260. L'organisation et l'emplacement des prisons et des autres lieux de détention sont indiquées dans le rapport du Groupe spécial d'experts pour 1970 (E/CN.4/1050, par. 340) et dans celui du Rapporteur spécial (E/CN.4/949/Add.2).

b) Allégations de traitement cruel, inhumain ou dégradant infligé aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté

261. Les mauvais traitements subis par les prisonniers politiques purgeant leurs peines et les détenus d'une part, ainsi que par les combattants de la liberté et les prisonniers de droit commun d'autre part revêtent des formes différentes.

262. Mlle Todd (RT.127, p. 26) a déclaré que son père et elle-même ont l'un et l'autre été gardés au secret en prison pendant cinq semaines. A son avis, sa cellule dans la prison de Chikurubi devait être "acceptable" étant donné qu'elle disposait d'un lit, d'une table, et d'une douche à eau froide mais le plus pénible était, selon elle, d'être gardée au secret (RT.127, p. 27-30).

23/ L'Observer de Londres a présenté des extraits de cette lettre le 29 octobre 1972 sous le titre "Les souffrances inhumaines des prisonniers de Smith".

24/ Voir A/AC.109/L.760; voir aussi S/10405, par. IV.

263. Mlle Todd a décrit l'épreuve de l'alimentation forcée à laquelle elle a été soumise (RT.127, p. 37-40). Elle avait commencé une grève de la faim pour protester contre la suspension des activités politiques normales en Rhodésie pendant la visite de la mission Pearce, contrairement à ce qui avait été promis, et elle considérait que la décision de la nourrir de force était une décision politique, coïncidant avec la conférence de presse au cours de laquelle M. Smith a nié qu'elle soit en train de faire la grève de la faim. Pour essayer de la nourrir de force, on a dû s'y reprendre à 12 ou 13 fois ce jour-là et elle avait fini par s'évanouir sur le sol de sa cellule. C'est le jour suivant que l'on a réussi à la nourrir de force.

264. M. Mawema (RT.129, p. 11) a expliqué comment on exigeait des prisonniers, en les menaçant de lâcher un chien policier, qu'ils se mettent nus chaque fois qu'un policier se présentait. M. Musikavanu a décrit un cas semblable (RT.129, p. 97) dans les termes suivants : "Je reçus l'ordre de me mettre complètement nu et, sans aucun respect pour ma personne et pour ma dignité, chaque partie intime de ma personne a été minutieusement examinée; on a exigé que j'exécute une danse véritablement très humiliante à la fin de laquelle je me penchais en avant et on m'examinait l'anus pour s'assurer que je n'y cachais aucun produit de contrebande ou des informations que j'aurais pu introduire dans la prison à l'intention des détenus".

265. M. Moyo (RT.129, p. 87) a insisté sur les brutalités commises par la police et les chiens lâchés sur les détenus. "Tous les matins, la police venait nous réveiller ... pour l'appel et si un des détenus tardait à se lever, il recevait des coups de pied." M. Moyo se souvient du jour où un policier a sauté sur la poitrine de Kumira encore endormi, parce qu'il était en retard pour se lever. M. Moyo (RT.129, p. 87) se souvient également du cas de Nzaca Nkomo "qui n'avait plus de pantalon, un chien policier l'ayant mangé, et qui avait également été blessé à un oeil".

266. Quant aux combattants de la liberté et aux suspects gardés à vue, leurs geôliers pousseraient la cruauté jusqu'à les battre et les soumettre à des décharges électriques, à les enfermer dans des "chambres froides", voire tirer sur eux sans autre forme de procès.

267. Mlle Todd (RT.127, p. 12-15, 53-55) a cité le cas d'un étudiant africain de 21 ans environ du nom de Kwirirai Shoko qui avait été arrêté à une réunion dans la région de Bellingwe. Elle avait appris que M. Shoko avait été violemment battu par le C. I. D. africain pendant qu'on l'interrogeait dans la brousse assez loin pour que les autres prisonniers ne l'entendent pas et qu'on essayait de le forcer à donner des renseignements sur les organisateurs de la campagne du "non". M. Guy Clutton-Brock (RT.128, p. 11), pensait que les policiers européens hésitaient à battre les prisonniers dans leur cellule" mais que les policiers africains en civil du C. I. D. le faisaient car "le régime choisit à cet effet des personnes très frustes et même dépourvues de sens moral".

268. M. Mawema (RT.129, p. 11), ancien détenu, a dit que certaines personnes étaient attachées par les jambes à un poteau, la tête en bas, frappées sur tout le corps et qu'elles recevaient des coups de pied dans la poitrine. M. Mawema

a ajouté qu'on les empêchait de dormir tout au long d'interrogatoires qui duraient 24 heures sur 24 afin de venir à bout de leur résistance. M. Mawema a également décrit de quelle manière on infligeait les châtiments corporels. La victime était complètement déshabillée, attachée à un poteau et maintenue par des ceintures autour du cou, du dos et des genoux, puis frappée à coup de bâton. On la baillonnait pour qu'elle ne puisse être entendue au cas où elle crierait (RT.129, p. 21). M. Moyo (RT.129, p. 86) a dit à propos des sévices qu'il a lui-même subis à la prison de Gwelo qu'il avait été frappé avec un bâton et qu'on lui avait ainsi brisé les dents, dont les racines avaient été extraites à l'hôpital de Whawha. M. Mawema (RT.129, p. 11) a également déclaré qu'on infligeait des décharges électriques aux combattants de la liberté gardés à vue et qu'ils recevaient des coups violents. On se souviendra qu'au cours des auditions de 1970, un des témoins (voir E/CN.4/1050, par. 139) a déclaré que M. Bhebe, ancien chauffeur de Joshua Nkomo était devenu sourd et infirme à la suite de ce genre de sévices.

269. M. Moyo, dans son témoignage (RT.129, p. 66) sur la mort en prison de M. Nimrod Khumalo, a abordé la question de la "chambre froide" utilisée pour torturer les suspects. A son retour du Botswana où il s'était vu refuser l'asile, M. Khumalo a été arrêté en Rhodésie et soumis à un interrogatoire intensif. Il était placé de temps en temps dans une chambre frigorifique. Lorsque les policiers jugeaient qu'il était suffisamment glacé, ils l'emmenaient dans un bureau où ils le questionnaient. Ils le pinçaient de temps en temps à l'aide d'une paire de pinces. A la suite de ces tortures constantes, M. Khumalo a fini par mourir en prison. On se rappellera que dans l'affaire Bhebe dont il a été question ci-dessus (E/CN.4/1050, par. 349), la police avait également arraché les ongles des mains au détenu à l'aide d'une paire de pinces.

270. M. Musikavanu (RT.129, p. 111-112) a dit que le pénitencier de Guromonzi servait de centre de torture. Il y avait des cellules individuelles dans lesquelles des canalisations amenaient de l'eau glacée. Les prisonniers étaient détenus indéfiniment. M. Musikavanu a cité le cas de M. Nevison Mukanganga qui avait été détenu dans cette prison parce qu'il était soupçonné de posséder des armes. Lorsqu'il est sorti de cette prison, mentalement, il n'était plus qu'une loque. Il y avait également contracté de l'asthme et des rhumatismes.

271. M. Musikavanu (RT.129, p. 11) a également soutenu que des suspects blessés par les coups qu'ils avaient reçus n'ont pas été relâchés de peur que leurs blessures ne permettent de prouver qu'ils avaient été victimes de voies de fait; ils ont été gardés indéfiniment en détention. Selon M. Musikavanu, c'est ce qui est arrivé à M. Mukanganga après qu'il eut été torturé dans la prison de Guromonzi.

272. M. Clutton-Brock (RT.128, p. 21) et M. Ennals (RT.130, p. 67) ont souligné que les combattants de la liberté, lorsqu'ils étaient capturés, n'étaient pas traités comme des prisonniers de guerre mais comme des criminels. De l'avis de M. Clutton-Brock, ils étaient soumis à un régime d'incarcération stricte qui leur rendait la vie particulièrement pénible. Selon M. Ennals, il y a tout lieu de demander que les dispositions des conventions relatives aux prisonniers de guerre

soient appliquées aux combattants de la liberté. Il a suggéré qu'une mission de l'Organisation des Nations Unies soit envoyée en Rhodésie où un gouvernement illégal emprisonne les gens, les maltraite et leur impose diverses interdictions.

273. M. Bokwe (RT.138, p. 21) a tout particulièrement insisté sur le type de sévices réservé à ceux qui avaient été arrêtés en vertu de la clause des 30 jours pour s'être ouvertement opposés aux propositions de règlement. On n'avait guère pu obtenir d'informations sur leur sort en tant que détenus car ils avaient été transportés subrepticement et déplacés par la suite d'un lieu de détention à l'autre. Ils auraient été privés de nourriture pendant plusieurs jours et continueraient encore d'être maltraités. Pour les punir, on les aurait laissés sans chaussures dans des endroits pleins d'épines.

c) Allégations de mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté en ce qui concerne le logement, le régime alimentaire, l'habillement, les soins médicaux et autres conditions

i. Logement

274. Divers témoins ont parlé de la question des conditions matérielles dans les prisons. M. Musikavanu (RT.129, p. 98) a estimé que l'espace réservé à la réclusion était très petit. Six prisonniers étaient entassés dans une cellule mal aérée d'environ 2,4 mètres sur 1,80. Au cours de la journée, 90 prisonniers étaient gardés dans une cour d'environ 36 mètres sur 23 (RT.129, p. 99-100). M. Musikavanu a également déclaré que la cellule était infestée de puces et de poux (RT.129, p. 98). Selon M. Mawema (RT.129, p. 11), les prisonniers dormaient sur le ciment nu et froid et c'est ainsi qu'il avait eu une crise de rhumatismes qui depuis s'était transformée en maladie chronique. Mlle Todd, d'après ce qu'elle pouvait voir de sa propre cellule, a estimé que chaque dortoir de prison dans la section des Africains contenait 20 prisonniers et n'avait aucune installation sanitaire intérieure.

275. M. Bokwe (RT.138, p. 7) a déclaré que dans le camp d'internement de Gonakudzingwa les détenus vivaient dans des baraquements de tôle galvanisée qui étaient des vrais fours lorsqu'il faisait chaud et de véritables réfrigérateurs lorsqu'il faisait froid. Gonakudzingwa était également situé dans une zone de marais impaludée près de la frontière du Mozambique où de nombreux détenus ont contracté diverses maladies.

ii. Régime alimentaire

276. Selon M. Musikavanu (RT.129, p. 99-100), le régime alimentaire était déficient en vitamines et manquait de variété. Le régime était composé à 98 p. 100 d'hydrates de carbone et jour après jour la nourriture était essentiellement à base de maïs. Par suite de ce régime alimentaire déficient (RT.129, p. 101) les prisonniers ont contracté des troubles dus à la malnutrition et M. Musikavanu, en ce qui le concerne, a perdu quatre dents.

277. Les prisonniers détenus à la prison Remand de Salisbury ont exposé des griefs analogues dans une lettre adressée au Ministre de la justice et de l'ordre public le 1er août 1972 25/. Dans la lettre, les prisonniers se plaignaient de ce que "la nourriture de l'échelon III était extrêmement mauvaise, délibérément mal préparée, et ce de façon permanente, et impropre à la consommation humaine". Les auteurs ajoutaient : "Vos prisons sont devenues des institutions où les hommes contractent la tuberculose et d'autres maladies... Un de nos compagnons, qui est tuberculeux, a contracté cette maladie à la prison de Khami".

iii. Habillement

278. Aucun témoignage n'a été recueilli sur ce point. Cependant, il faut appeler l'attention sur la quatrième liste (vêtements) de l'échelon 3 (hommes) des règlements de la prison (Federal Govt. Note No 42 de 1956). A ce sujet, on se reportera au document E/CN.4/949/Add.2 (p. 353). Il n'est prévu que deux chemises et deux shorts. Selon la lettre des détenus de Salisbury dont il est question au paragraphe 277 ci-dessus, des choses aussi essentielles que des chemises, des pantalons, des chaussures, des oreillers, des serviettes, des brosses à dents, de la pâte dentifrice, des cuillères, etc., font cruellement défaut.

iv. Soins médicaux

279. M. Musikavanu (RT.129, p. 101) a déclaré que d'autres prisonniers avaient perdu la vue par suite de leur détention. M. Amos Mkwanzu, par exemple, est devenu complètement aveugle et trois autres prisonniers ont perdu partiellement la vue. Les autorités avaient refusé de donner des lunettes à ceux qui en portaient normalement. Les prisonniers avaient dû faire appel à des organisations internationales pour obtenir satisfaction mais ils devaient payer la moitié du prix des lunettes étant donné le grand nombre de personnes qui en avaient besoin. M. Musikavanu a déclaré que les bouleversements provoqués dans la famille des détenus, par la détention du soutien de famille, étaient également à l'origine d'ulcères ou de cas d'hypertension.

280. M. Moyo (RT.129, p. 67) a témoigné de la pénurie de médecins dans les camps de détention. C'est pour cette raison que M. Romulus Sibiya avait dû quitter le camp pour aller acheter des médicaments dans un magasin extérieur; à la suite de quoi, il avait été battu et était mort après avoir été libéré. Mlle Todd (RT.127, p. 61) a déclaré que la mort de M. Takawira était due à l'incurie caractérisée des médecins de la prison dans laquelle il était détenu. M. Mawema (RT.129, p. 12) a déclaré qu'on avait refusé d'hospitaliser M. Takawira pendant ses six dernières années de détention.

v. Autres conditions

281. Des témoins ont déclaré que la vie en prison privait les détenus de toutes les facilités de l'existence, notamment de la possibilité de communiquer avec

25/ Voir note 23 ci-dessus.

leur famille. Selon M. Musikavanu (RT.129, p. 108-110), les prisonniers ne pouvaient communiquer avec leur famille et lorsqu'ils avaient manifesté le désir de s'instruire, ce droit leur avait également été refusé. M. Musikavanu a ajouté que les prisonniers ne pouvaient voir leur famille qu'une fois par semaine à travers une vitre très épaisse. Il n'y avait aucun contact physique au cours de la visite. Les communications s'effectuaient par téléphone.

d) Allégations de violations du droit des accusés à un procès équitable

282. Le témoignage de Mlle Todd (RT.127, p. 12-15, 31, 32-35) faisait état de cas de détention aux termes d'arrêtés ministériels et d'arrestations au titre de la clause des 30 jours des règlements d'urgence (Emergency Powers Act), et dans les deux cas il n'y a aucun moyen de recours aux tribunaux pour obtenir réparation. Mlle Todd a cité le cas de M. Shoko pour prouver combien les avocats sont impuissants face aux lois sur la sécurité. Après l'arrestation de M. Shoko, Mlle Todd a confié son cas à un avocat. Lorsque l'avocat a contacté la police, on lui a répondu que M. Shoko était détenu au titre des règlements d'urgence (Emergency Powers Regulations): dans ce cas, l'avocat ne peut rien faire pour son client. Quand on a demandé à Mlle Todd si un détenu pouvait voir son avocat (RT.127, p. 32-35), elle a fait remarquer qu'il était inutile d'en avoir un, puisqu'il n'y avait aucune possibilité de saisir les tribunaux. Elle a parlé de M. Joshua Nkomo qui a été détenu depuis avril 1964 sans inculpation ni jugement et de M. Daniel Madzimbamuto qui, de la même façon, avait été détenu pendant plus de 13 ans.

283. Mlle Todd a déclaré (RT.127, p. 26) que son propre cas et celui de son père avaient été examinés par le "Review Tribunal" mais qu'ils avaient refusé de s'y présenter, ce tribunal devant décider s'il y a lieu de maintenir les intéressés en détention et non pas si le détenu est coupable d'une infraction particulière. Le tribunal était composé de trois juges mais la section spéciale de la police y était également représentée et faisait office d'accusateur. L'intéressé n'était pas autorisé à voir les témoins et ne recevait qu'une copie extrêmement censurée du document le concernant (RT. 127, p. 26). On ne l'informait pas des preuves existant contre lui ni des raisons pour lesquelles les juges décidaient de le garder en détention. Mlle Todd considérait que le procès était une "farce" et c'est pourquoi elle ne s'était pas présentée au tribunal.

284. On rappellera que depuis l'adoption de la loi sur le maintien de l'ordre public (Law and Order (Maintenance) Act) l'accusé, s'agissant d'une affaire politique, n'est plus protégé par l'ancienne tradition juridique en vertu de laquelle l'intéressé est innocent tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée 26/.

C. LA SITUATION DES AFRICAINS DANS LES "RESERVES INDIGENES"
ET DANS LES CAMPS DITS DE "TRANSIT"

1. Historique

285. L'expression "réserves indigènes" n'est plus utilisée en Rhodésie du Sud. Elle a été supprimée en 1962 en vertu des dispositions de la Constitution de 1961, lorsque les réserves indigènes et les régions indigènes spéciales ont été regroupées pour former les "zones tribales" qui ont été confiées à un conseil d'administration et réservées à l'usage exclusif des membres des tribus. Il s'agit d'un simple changement de nom, car toutes les lois et conditions qui s'appliquaient aux réserves auparavant demeurent applicables, pour l'essentiel, aux zones tribales actuelles. On trouvera dans le rapport du Groupe de 1970 des renseignements détaillés sur l'historique des réserves indigènes en Rhodésie du Sud ainsi qu'un résumé des lois pertinentes (E/CN.4/1020/Add.1).

286. On peut dire qu'il existe deux catégories de "camps de transit" en Rhodésie du Sud, selon le sens que l'on donne à cette expression. Il y a tout d'abord les "villages de réinstallation" rhodésiens, expression qui semble équivaloir aux "camps de transit" sud-africains, créés par le Gouvernement sud-africain pour y reléguer tous les Africains sans terre chassés des zones dites "blanches" 27/.

287. Les transferts de population se font en effet depuis des dizaines d'années en Rhodésie. C'est ainsi qu'en 1950 le gouvernement a décidé d'opérer le transfert des Africains dits "non autorisés" des zones européennes, sans que les terres dont ils étaient chassés aient nécessairement été destinées à être immédiatement occupées par des Européens 28/. Les Africains ainsi transférés ont été placés dans des "poches" de réinstallation situées dans les zones aujourd'hui dites tribales. L'expulsion du chef Tangwena et de son peuple, des habitants de Stapleford dans la vallée de Nyamukwarara et de nombreux autres 29/ constituent des illustrations récentes de cette politique. On trouvera un compte rendu détaillé de ces événements dans l'analyse des témoignages qui figure dans la section "déplacements massifs de population".

288. La deuxième forme de camps de transit est celle qu'ont décrite M. Bokwe (RT.138) et M. Malianga (RT.139) lorsqu'ils ont témoigné devant le Groupe spécial d'experts. M. Bokwe (RT.138, p. 7) les a qualifiés de camps de travail où les chômeurs, et en particulier les jeunes ayant quitté l'école, sont gardés et contraints de travailler ou envoyés dans des fermes de Boers où ils perçoivent une très faible rémunération (p. 13). M. Malianga (RT.139, p. 116) les a qualifiés de centres de la main-d'oeuvre : les chômeurs y restent environ un mois puis sont envoyés dans des centres où il peut y avoir du travail pour eux. M. Bokwe a déclaré qu'il y avait de tels camps dans plusieurs centres et que les gens étaient envoyés dans les régions dont ils semblent être originaires d'après le système d'identification appelé certificats d'immatriculation ou stupas (RT.138, p. 13-15).

27/ Voir E/CN.4/1050, par. 156 et 157.

28/ H. Dunlop, "Land and Economic Opportunity in Rhodesia", Rhodesian Journal of Economics, vol. 6, No 1, 1972.

29/ Rapport du secrétaire aux affaires intérieures pour l'année se terminant le 31 décembre 1970.

2. Résumé de la législation en vigueur

289. On trouvera dans les rapports du Groupe de travail pour les années 1970 et 1971 (E/CN.4/1020/Add.1 et E/CN.4/1050, respectivement) un exposé très complet des lois intéressant les Africains dans les zones tribales. Au cours de la période considérée, aucun fait nouveau important n'a été enregistré dans le domaine législatif.

3. Analyse des témoignages

a) Déplacements massifs de population

290. Il ressort des témoignages et des renseignements dont dispose le Groupe que les autorités rhodésiennes poursuivent leur politique de déplacements massifs de population. Mlle Todd (RT.127), M. Clutton-Brock (RT.128) et M. Bokwe (RT.138) ont tous appelé l'attention sur les déplacements d'Africains de leurs terres fertiles traditionnelles vers des zones incultes et arides. Ils ont tous fait état du cas de la tribu Tangwena dont le Groupe d'experts a déjà parlé dans ses précédents rapports. Dans ce dernier cas, les faits nouveaux mentionnés par Mlle Todd (RT.127, p. 67-70) et par M. Bokwe (RT.138, p. 6) sont l'incendie des huttes des Tangwena en juillet 1972 et la manoeuvre faite pour forcer à se rendre les membres de la tribu, qui étaient dans la montagne, en prenant des enfants comme otages. D'après certains témoignages ces enfants étaient placés dans un camp se trouvant près de Salisbury. M. Clutton-Brock (RT.128, p. 31-35) a cité d'autres cas de déplacements de population dans la réserve de Wheya, où les gens ont vu leurs récoltes détruites et leurs barrières arrachées et par la suite plus de 100 personnes, séparées en deux groupes, ont été emprisonnées, et dans les basses terres, dans la zone du chef Mtema et à Mutambara, où la population a été chassée de ses terres. Il a déclaré que des cas de ce genre se produisaient sans cesse sur les terres des missions et dans les zones "blanches".^{30/}

291. Les renseignements donnés dans des publications officielles du "gouvernement" corroborent ces témoignages. Selon le rapport annuel du "Secrétaire aux affaires intérieures" pour l'année se terminant en décembre 1970 ^{31/}, 5 000 personnes vivant dans la vallée Nyamukwarara à Stapleford, près d'Umtali, devaient être réinstallés dans les zones tribales. Il est indiqué dans le rapport que dans le Matabeleland, les zones tribales de Bubi, Lupane et Nkai ont reçu au cours de l'année considérée des familles qui vivaient auparavant dans des forêts voisines. Il est indiqué en outre qu'entre mai et septembre 1972, 11 000 squatters ont été emmenés de Chilimanzi et réinstallés dans le district de Queque. Cette dernière opération a intéressé 92 villages.

292. Le document de travail A/AC.109/L.760 en date du 8 février 1972 a signalé que le régime avait l'intention d'expulser 3 500 Africains de la mission Epworth, 1 000 de la mission catholique de Chishawasha et 5 000 de Stapleford, de terres appartenant à la Commission forestière.

^{30/} Voir à ce sujet : Rhodesia : The ousting of the Tangwena, Christian Action Publication Ltd London.

^{31/} Rapport du Secrétaire aux affaires intérieures pour l'année se terminant le 31 décembre 1970.

b) Droits politiques

293. M. Clutton-Brock (RT.128, p. 46) a insisté sur l'absence de droits politiques de la population des terres tribales, et de la population africaine en général. De l'avis de ce témoin, le ministère des affaires intérieures s'inspire, dans sa politique, des théories nazies et cherche à exercer un contrôle total sur la vie des Africains. D'après M. Bokwe (RT.138, p. 6), le régime rhodésien introduit le système sud-africain des bantoustans sous le couvert de "provincialisation". Il s'agit de donner des droits politiques symboliques aux Africains dans les soi-disant assemblées provinciales. M. Christopher Munnion ^{32/} a décrit la provincialisation comme une régionalisation du type bantoustan, impliquant la création de deux assemblées africaines régionales dans le Matabeleland et dans le Mashonaland. Le chef aura le rôle prépondérant dans les assemblées.

c) Liberté individuelle, liberté d'expression, liberté de réunion et d'association

294. On se rappellera qu'au niveau national le Departure from Rhodesia (Control Act) (loi régissant les départs de la Rhodésie) restreint la liberté qu'ont les Africains de quitter le pays. A l'intérieur du pays, la liberté de mouvement est étroitement limitée par les règlements stipulant que nul ne peut quitter son district résidentiel sans l'autorisation du chef ou du commissaire de district. D'après M. Moyo (RT.129, p. 68-70), quiconque se rend dans la région d'un autre chef sans autorisation sera poursuivi, soit devant le tribunal du chef, soit devant le tribunal du commissaire de district.

295. Les mesures prises par la police à Humbani, où, d'après Mlle Todd (RT.127, p. 16), la police est intervenue lors d'une réunion convoquée pour examiner le Livre blanc sur les conditions d'un règlement constitutionnel, offrent un exemple de violations du droit de réunion et d'association. Avant le début de la réunion, la police a arrêté un certain nombre de personnes qui s'étaient occupées d'organiser des réunions de discussion sur le Livre blanc. L'intervention de la police a déclenché des actes de violence. Le 29 juin 1972, le "gouvernement" a imposé d'autres restrictions à l'organisation de réunions politiques dans les zones africaines. Le nouveau décret interdit d'organiser des réunions dans les zones africaines sans l'autorisation du commissaire de district. Le décret interdit également d'organiser des réunions en plein air dans les zones africaines.

d) Accès à la vie économique

296. Dans les zones tribales, les possibilités, du point de vue économique, dépendent surtout de la répartition des terres et de leur qualité. Les témoignages recueillis sur cette question sont tous convergents. Tous les témoins ont insisté sur la répartition injuste des terres entre les Européens et les Africains. M. Moyo (RT.129, p. 71) a déclaré que les terres africaines étaient situées dans le "low veldt" alors que celles des Européens se trouvaient dans le "high veldt". D'après Mlle Todd (RT.127, p. 67-70), des centaines de milliers de personnes ont été emmenées des régions fertiles dans des régions pauvres.

^{32/} Daily Telegraph, 14 juillet 1972.

297. On sait que d'après un témoin entendu lors des auditions de 1970 (M. Blackney, E/CN.4/1050, par. 385), les cartes géologiques publiées par le "gouvernement" révèlent que 2 p. 100 seulement des terres que l'organisme gouvernemental chargé de l'étude décrit comme propres à l'exploitation forestière, à la culture des arbres fruitiers, et à l'élevage intensif des bovins, se trouvent dans les zones africaines alors que 98 p. 100 se trouvent dans les zones européennes; que 18 p. 100 seulement des terres propres à la culture intensive se trouvent dans les zones africaines tandis que 82 p. 100 sont aux mains des Européens, et que par contre 100 p. 100 des terres impropres à toute forme d'exploitation agricole se trouvent dans les zones africaines et qu'il n'y en a pas dans les zones européennes. Cette différence de qualité des terres africaines et des terres européennes limite dans une large mesure les possibilités économiques des Africains dans les zones tribales.

e) Education

298. Les dépenses au titre de l'enseignement continuent à avantager l'enfant blanc. Les fonds consacrés à l'éducation des Africains en 1970 s'élevaient à 17 104 380 dollars rhodésiens contre 16 329 652 dollars rhodésiens pour l'éducation des Blancs. Compte tenu du nombre d'élèves dans chaque groupe, on a dépensé pour chaque enfant africain à peu près dix fois moins que pour un enfant blanc 33/. Alors qu'en 1970, 637 000 enfants africains et 33 046 enfants blancs fréquentaient les écoles primaires, on trouvait dans les établissements d'enseignement secondaire 23 365 enfants blancs contre 26 183 enfants africains seulement 34/.

299. Le 25 août 1971, le régime de Smith a retiré leur bourse d'études à 24 étudiants africains de l'Université de Salisbury parce qu'ils avaient pris part à une manifestation 35/. Le régime a continué à intensifier sa politique d'apartheid en matière d'enseignement. Le 3 février 1971, le Ministre de l'éducation a écrit aux évêques catholiques pour les informer des quotas raciaux qui devaient être respectés dans des écoles multiraciales. Dans les écoles à majorité blanche, le nombre d'élèves africains inscrits ne devrait pas normalement dépasser 6 p. 100 de l'effectif total inscrit. Dans les écoles fréquentées essentiellement par des Asiatiques et des Métis, le pourcentage des Africains ne devrait pas être supérieur à 15 p. 100 36/.

33/ The African Predicament in Rhodesia, Minority Rights Group, Londres. Rapport No 8, janvier 1972.

34/ Ibid.

35/ Voir A/AC.109/L.760, par. 76.

36/ Guardian, Londres, 18 février 1971.

D. MANIFESTATIONS GRAVES DU COLONIALISME ET DE LA DISCRIMINATION
RACIALE EN RHODESIE DU SUD

300. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 21 (XXV), a décidé que dans le cadre de son mandat le Groupe spécial d'experts effectuerait une enquête portant sur les manifestations graves du colonialisme et de la discrimination raciale en Rhodésie du Sud. En application de cette résolution, le Groupe spécial d'experts a présenté un rapport préliminaire à la vingt-sixième session de la Commission (E/CN.4/1020/Add.1, par. 71 à 111) et a fait figurer des renseignements à ce sujet dans ses rapports à la vingt-septième session (E/CN.4/1050, par. 393 à 419) et à la vingt-huitième session (E/CN.4/1076, par. 79 à 85) de la Commission. En 1972, le Groupe spécial d'experts a continué de recevoir des dépositions sur les manifestations graves du colonialisme et de la discrimination raciale, notamment sur les mesures de répression prises contre la population africaine, l'alliance militaire de la Rhodésie du Sud avec l'Afrique du Sud, les mesures adoptées en matière de distribution des terres et de déplacements forcés, le traitement des prisonniers politiques, les atteintes aux droits syndicaux et les possibilités d'emploi.

a) Mesures de répression prises contre la population africaine

301. Au cours de son enquête sur les manifestations du colonialisme et le recours à des mesures de répression contre la population africaine, le Groupe a prêté une attention particulière aux agissements du régime et de ses forces de police pendant la mission que la Commission Pearce a effectuée en Rhodésie en vue de déterminer dans quelle mesure les termes convenus entre le Gouvernement britannique et le régime illégal rhodésien étaient acceptables. (Le texte intégral des propositions de règlement figure dans le document S/10405 du Conseil de sécurité en date du 1er décembre 1971.) A la fin de son enquête, la Commission a conclu que "la population de la Rhodésie dans son ensemble ne considère pas ces propositions comme une base acceptable pour l'indépendance".

302. M. Mawema (RT.128, p. 127-130) a souligné que le nombre des personnes tuées lors des manifestations qui se sont déroulées pendant la mission Pearce était en fait de 31, alors que le gouvernement avait fait état de 14 victimes.

303. Mlle Todd (RT.127, p. 8-10) a souligné que le Livre blanc stipulait expressément que les activités politiques normales seraient autorisées avant et pendant l'enquête de la Commission, mais le régime n'a pas tenu parole. A son avis (RT.127, p. 12-15), son incarcération en vertu des lois d'urgence s'expliquait notamment par le fait qu'en décembre 1971 et au début de janvier 1972, elle avait pu communiquer à la presse et à la Commission Pearce des informations sur la répression policière dans les zones tribales. Ces informations provenaient d'une des premières régions du pays où la population commençait à rejeter les conditions du règlement. Les autorités ont déployé une activité intense par l'intermédiaire des administrateurs, du "Ministère des affaires intérieures" et de la police et, vers la fin décembre, la première vague d'arrestations massives a eu lieu.

M. Garfield Todd, père de Mlle Todd, ainsi que M. et Mme Josiah Chinamano (connus tous quatre sous le nom de "prisonniers Pearce" en raison de leur opposition aux conditions du règlement) étaient encore en prison (RT.127, p. 7, 8-10). Mlle Todd a dit qu'elle ne pouvait donner aucune évaluation exacte du nombre de personnes arrêtées pendant cette période puisqu'elle était elle-même incarcérée mais, d'après

des informations en provenance de la région de Belingwe, où elle a son domicile, les arrestations qui ont suivi le départ de la Commission Pearce ont été si nombreuses que la police a dû louer des autocars privés pour conduire les détenus en prison (RT.127, p. 62-65). Pendant le séjour de la Commission Pearce dans le pays, la répression a été menée de manière à assurer un vote positif; dans la période qui a suivi le départ de la Commission, elle visait à obtenir un renversement de la tendance négative. Elle se poursuivait, et l'armée et la police restaient très actives. Au début de janvier, un groupe de police paramilitaire connu sous le nom de Police Support Unit avait été dirigé sur la région d'Humbani pour procéder à un ratissage; des centaines d'hommes avaient été arrêtés et l'on avait même battu des enfants pour leur faire dire où se trouvait leur père (RT.127, p. 16).

304. Mlle Todd a dit (RT.127, p. 12) que le régime Smith tenait tant à un règlement avec le Gouvernement britannique qu'il avait lancé une nouvelle vague de répression sur les zones africaines de Rhodésie, notamment dans les zones tribales. Le "Ministre des affaires intérieures" avait averti les chefs qu'ils seraient déposés s'ils faisaient preuve de faiblesse et "ne gouvernaient pas convenablement" pendant le séjour de la Commission Pearce dans le pays. Mlle Todd pensait que cet avertissement visait les chefs qui avaient eu assez de courage pour dire "non". Elle a en outre donné à entendre (RT.127, p. 17-20) que les chefs seraient invités à user plus largement du pouvoir qu'ils ont, dans les tribunaux qu'ils président, d'imposer l'administration publique du fouet. Cela risquait d'accroître les risques de violence, a-t-elle dit, car il était inévitable que l'exercice de ces pouvoirs entraîne une réaction. M. Mawema (RT.128, p. 118) a dit qu'après que la Commission Pearce eut déposé ses conclusions, le "gouvernement" avait entamé une chasse aux sorcières parmi les chefs de tribus et les notables qui n'avaient pas accepté les propositions de règlement. Ceux-ci ont été rassemblés au centre d'endoctrinement de Domboshawa, aux environs de Salisbury, et sommés d'indiquer leur position à l'égard de la politique gouvernementale. Comme les chefs sont au service du gouvernement, il était logique que leur déposition soit envisagée au cas où ils ne seraient pas en accord avec sa politique. Cette action du "gouvernement" entraînait dans le cadre d'un effort pour constituer une délégation d'Africains qui se serait rendue à Londres pour présenter une pétition demandant que la conclusion négative de la Commission soit reconsidérée.

305. M. Clutton-Brock (RT.128, p. 46) a qualifié le régime rhodésien de nazi et a dit que le "Ministère des affaires intérieures" avait cherché à s'assurer un contrôle absolu sur la vie africaine. Selon ce témoin, ces efforts allaient jusqu'à l'utilisation d'informateurs payés; cette pratique s'était largement répandue, si bien que les Africains avaient peur de livrer leur pensée quand ils ne savaient pas à qui ils s'adressaient. M. Musikavanu (RT.129, p. 106) a dit que les mesures de sécurité avaient transformé le pays en un état policier.

306. M. Mawema (RT.128, p. 121) a appelé l'attention sur les efforts du "gouvernement" pour faire obstacle aux activités du Conseil national africain. On a notamment cherché à priver cette organisation de toute ressource financière. Quand le Conseil national africain a fait un appel de fonds dans la population, des centaines de personnes ont été arrêtées et incarcérées dans les campagnes pour avoir versé une contribution. M. Mawema a précisé que le nom de deux seulement des personnes incarcérées avait été divulgué, car les arrestations avaient été faites en vertu d'un article de la loi qui n'exige pas la publication des noms (RT.128, p. 126). En fait, cela signifiait que le gouvernement était en train de priver la population

de ses dirigeants locaux, ce qui lui laissait le champ libre pour faire signer une pétition protestant contre les résultats négatifs du référendum.

b) Répartition des terres et déplacement forcé de populations africaines

307. Plusieurs témoins ont indiqué que l'on invoquait le Land Tenure Act de 1969 comme instrument juridique pour déplacer de force des Africains hors de leurs territoires traditionnels, et les dépouiller de leurs terres. De nombreux témoins ont mis l'accent sur le cas des Tangwena qui ont été arrachés à leurs terres. Mlle Todd (RT.127, p. 67-70) a expliqué que cette tribu possédait un territoire de 4 600 ha dans une région appelée Inyanga qu'ils occupaient avant l'arrivée de l'homme blanc en Rhodésie et elle a parlé de la résistance opposée par ce peuple pendant des années, aux tentatives faites pour le déplacer. On avait appris, peu de temps avant l'audition par le Groupe spécial, que la dernière opération de police contre les Tangwena avait été effectuée à l'aide d'hélicoptères. Leurs huttes avaient été brûlées et leurs récoltes détruites. Les Tangwena s'étaient enfuis de leurs foyers mais une école, située sur le territoire d'une ferme coopérative africaine des alentours appelée Nyafaru, s'était occupée de leurs enfants. La police avait retiré les enfants de cette école pour les conduire à Salisbury où ils étaient quasiment retenus comme otages. M. Mawema (RT.129, p. 16) a déclaré que, selon des informations qu'il avait recueillies, les enfants des Tangwena étaient gardés dans une maison pour vieillards, où ils étaient nourris par le "Département des affaires sociales". Leurs parents, a-t-il dit, étaient dispersés dans les collines ou avaient franchi la frontière du Mozambique. M. Clutton-Brock (RT.128, p. 11) a déclaré que, selon les informations qu'il possédait, la police s'était saisie d'environ 120 enfants.

308. M. Clutton-Brock a cité (RT.128, p. 31-35) plusieurs autres exemples de déplacements de populations africaines, entre autres dans la réserve de Wheya, où les récoltes de la population ont été détruites et les clôtures arrachées. Les actions judiciaires intentées par la suite avaient abouti à l'emprisonnement de 65 personnes dans un premier temps, puis de 50 autres; M. Clutton-Brock pensait que les poursuites n'étaient pas encore terminées. Il y avait également eu des troubles, a-t-il dit, dans les régions irriguées placées sous l'autorité du Chief Mutema, et à Mutambara, dans les basses terres. Il y avait eu aussi des cas de populations expulsées des terres des missions et des terres réservées aux Européens. C'était là les cas les plus récents qu'il pouvait se rappeler.

309. M. Mawema (RT.128, p. 121) a déclaré que des gens avaient été déplacés de la Mission d'Epworth, de la Mission de Shishewasha et aussi de la région de Melsetter, à l'est du pays. On leur avait retiré des terres fertiles, et des territoires proches des zones urbaines pour les conduire sur une terre lointaine dans la vallée du Zambèze, qui est aride, où l'on ne peut trouver d'eau qu'en pratiquant des forages, et où il faut marcher longtemps pour atteindre des points d'eau. Dans ces régions où on les réinstallait, rien n'était organisé sur le plan social ou éducatif. Les gens étaient abandonnés en pleine nature pour survivre du mieux qu'ils pouvaient.

310. M. Clutton-Brock (RT.128, p. 7) a expliqué qu'aujourd'hui aucun Africain ne se voyait reconnaître le droit de se trouver où que ce soit dans son propre pays, que ce soit dans les régions africaines ou européennes. Sur les terres africaines, l'Africain était totalement soumis aux chefs et aux headmen qui pouvaient ne pas lui attribuer de terre et qui, eux-mêmes, se trouvaient soumis à de très vives pressions de la part du "Ministère des affaires intérieures" qui avait progressivement exercé son emprise sur tous les secteurs de la vie africaine, de l'agriculture, de l'éducation et de l'administration. Les chefs et les headmen étaient convoqués par le Commissaire du district et avertis qu'ils ne percevraient pas leur allocation financière tant que les conversations "subversives" ne cesseraient pas dans leurs villages.

c) Autres exemples de manifestations graves du colonialisme et de la discrimination raciale en Rhodésie du Sud

311. D'après un article de presse^{37/} (voir Le Monde du 25 janvier 1973 et le Times du 20 janvier 1973) "à partir de cette semaine, les commissaires provinciaux qui administrent les 'terres tribales' de Rhodésie ont le pouvoir d'infliger des amendes d'un montant illimité aux communautés africaines sans entendre leur défense ni recourir aux tribunaux. A défaut de paiement, le bétail sera saisi". Si ces faits sont exacts cela constituera des chatiments collectifs contre les Africains.

312. La presse de Rhodésie du Sud révèle d'autres exemples de manifestations graves du colonialisme et de la discrimination raciale, dont les suivants :

1. Le Paper on Revised Policies présenté à la conférence annuelle du Rhodesian Front en octobre 1972 contenait les points importants ci-après :^{38/}

"Chaque communauté devrait avoir des services de santé séparés et ces derniers devraient être implantés, chaque fois que cela est possible, dans la zone qui lui est réservée.

"Les cultures devraient être différentes selon la zone de résidence et les magasins se trouvant dans une zone déterminée ne devraient être tenus que par des membres de la communauté intéressée.

"Des villes nouvelles devraient être créées dans la zone africaine de manière que les Africains travaillant dans la zone européenne soient logés dans des cités sur les terres africaines (à savoir tribales) voisines; on ne devrait plus autoriser les Africains à devenir propriétaires de leurs maisons (c'est-à-dire à en avoir la jouissance permanente) à l'intérieur des zones européennes."...

^{37/} Voir Le Monde, du 25 janvier 1973, p. 13, et le Times (Londres) du 20 janvier 1973, p. 5.

^{38/} Property and Finance, No 200, octobre 1972, Salisbury, p. 3.

"L'objectif visé par le Land Tenure Act (loi relative au régime foncier) devrait être réaffirmé."...

313. On croit savoir que 34 hôtels, restaurants et boîtes de nuits de Salisbury auraient obtenu des licences aux termes de la nouvelle loi réglementant les ventes de boissons alcooliques aux Africains 39/.

"Parmi ces établissements figurent les trois principaux hôtels multiraciaux de Salisbury - le Jameson, l'Ambassador et le Meikle.

"Aux termes des nouveaux règlements qui entreront en vigueur dès demain, les débits de boissons africains situés dans les zones européennes fermeront à 19 heures pendant la semaine, à 13 heures le samedi et toute la journée le dimanche et les jours de fête.

"Les licences autorisent les hôtels à servir des boissons alcooliques aux Africains résidents après 19 heures pendant la semaine et 13 heures le samedi".

314. La Rhodesia Broadcasting Company (Société de radiodiffusion de Rhodésie) a mis à l'index deux personnalités bien connues, Bob Cary, écrivain et président du Settlement Council, et l'actrice Beryl Salt 40/. L'interdiction stipule que ni l'un ni l'autre ne doivent être associés en aucune manière aux programmes diffusés sur le réseau général. Les présentateurs de programmes ont reçu des consignes écrites leur enjoignant de ne pas mentionner les noms de ces personnes et de ne pas utiliser leurs textes. M. Cary avait qualifié d'"affreusement stériles" la Société de radiodiffusion de Rhodésie et la Télévision de Rhodésie. "Leur seule ligne de conduite est une attitude négative qui se résume à ne pas porter préjudice aux relations entre les races" avait-il déclaré. "Mais elles ne font rien non plus pour améliorer les relations entre les races".

39/ The Rhodesia Herald, 31 octobre 1972, p. 4.

40/ The Sunday Mail, Salisbury, 5 novembre 1972, p. 1.

d) Droits syndicaux et possibilités d'emploi

315. M. Musikavanu (RT.129, p. 106) a expliqué que la ségrégation dans l'emploi n'avait pas un caractère légal mais administratif et se manifestait par le fait que les emplois étaient réservés aux travailleurs blancs. Cette politique consistait à conserver leur emploi aux électeurs qui étaient blancs bien entendu. Au lieu de former des artisans africains, on encourageait l'immigration de Blancs. A leur sortie de l'école, de nombreux jeunes étaient en chômage, en raison de la politique de réservation des emplois.

316. M. Valticos (RT.131, p. 26), représentant de l'Organisation internationale du Travail, a déclaré au Groupe spécial que l'OIT n'avait aucun renseignement sur la Rhodésie parce qu'elle n'avait plus de contact direct avec le régime de Salisbury et que le Gouvernement britannique, qui est officiellement responsable de la colonie, a déclaré qu'il n'était plus en mesure de fournir de renseignements.

317. Il ressort des informations que l'on possède que le régime de M. Smith ne fait aucun cas des droits syndicaux. Le 25 juin 1972, le régime a utilisé l'armée pour briser une grève des employés des autobus à Salisbury et à Bulawayo, qui avait commencé le 12 juin pour soutenir leurs revendications salariales auprès de la compagnie de transport. A Salisbury, 60 chauffeurs ont été condamnés pour avoir pris part à ce que le régime a appelé une grève illicite et 67 autres ont été poursuivis à Bulawayo 41/.

318. La disparité dans les possibilités d'emploi entre les Européens et les Africains apparaît à l'examen des chiffres ci-dessous qui sont communiqués par le Ministre de la fonction publique, et qui indiquent la répartition raciale des employés de l'Etat titulaires, à la date du 31 décembre 1971 42/ :

Européens	10 842
Africains	827
Métis	254
Asiatiques	13

319. L'écart considérable qui existe entre les gains moyens des Européens et des Africains offre une preuve supplémentaire de la discrimination raciale qui s'exerce contre les Africains. Les chiffres sont ceux de l'année 1970 43/. On trouvera ci-dessous un tableau comparatif du nombre des travailleurs européens et africains, ainsi que de leurs gains moyens par secteurs :

41/ Financial Times de Londres et Guardian de Londres, 27 juin 1972.

42/ Hansard, 28 juillet 1972, col. 1692.

43/ Monthly Digest of Statistics, juin 1971.

<u>Secteur</u>	<u>Nombre de personnes employées</u>		<u>Salaire annuel moyen</u>	
	<u>Africains</u>	<u>Européens</u>	<u>Africains</u>	<u>Européens</u>
			(Dollars rhodésiens)	
Agriculture	306 300	4 360	153	2 457
Mines	52 200	3 650	334	4 456
Industries de transformation	103 600	20 100	478	3 606
Electricité/eau	4 200	1 520	448	3 840
Construction	48 400	8 560	428	3 273
Finance/assurances	2 800	7 140	714	3 280
Restauration/hôtellerie	46 600	20 460	454	2 654
Transports	17 500	4 910	626	3 600
Administration publique	27 600	11 960	409	3 129
Éducation	20 600	6 400	590	2 709
Santé	7 600	3 310	579	2 388
Domestiques	113 100	Néant	256	Néant
Divers	25 300	9 320	430	2 442
Total :	775 800	106 700	312	3 104

On constate que le gain moyen d'un Européen s'établit à 3 104 dollars rhodésiens, alors que celui d'un Africain est de 312 dollars rhodésiens.

e) La coopération entre l'Afrique du Sud et le régime illégal de la Rhodésie du Sud

320. Selon certains témoins, on pouvait voir un indice de la collaboration entre les deux régimes dans l'accroissement de leur coopération dans le domaine de la police et des questions militaires, mais également dans l'adoption de l'apartheid comme modèle de discrimination raciale en Rhodésie.

321. M. Musikavanu (RT.129, p. 102) a expliqué que la politique rhodésienne était appelée politique de développement séparé, mais qu'il s'agissait en réalité d'apartheid. Les lois ségrégationnistes, comme le Land Apportionment Act de 1960, que l'on avait simplement transformé en "Land Tenure Act" en 1969, avaient pour effet de diviser strictement le territoire en secteurs blancs et secteurs africains. Le "Land Tenure Act" avait raffermi la politique d'apartheid en Rhodésie. Les villes se situaient dans les secteurs "blancs", ce qui signifiait que les Africains qui y vivaient n'y étaient que tolérés. Dans les régions urbaines, l'Urban Areas Act divisait encore les quartiers d'habitations en communes africaines et faubourgs blancs. Dans les faubourgs blancs, les domestiques africains ne pouvaient vivre avec leur famille et ils ne disposaient d'aucun moyen d'éducation ou autre à l'endroit où ils travaillaient. Toutes les installations publiques étaient soumises

à la ségrégation (RT.129, p. 103-105) et les Africains vivaient dans l'humiliation quel que soit le niveau auquel ils étaient parvenus. M. Mawema (RT.129, p. 6) pensait, lui aussi, que le Land Tenure Act servait de fondement à la discrimination et au racisme.

322. A propos de la coopération directe entre les deux régimes, M. Ennals (RT.130, p. 61) a insisté sur la très étroite coopération qui existait entre les forces de police des pays d'Afrique australe et de façon certaine, entre les polices rhodésiennes et sud-africaines. M. Clutton-Brock (RT.128, p. 57-60) a déclaré qu'il existait dans la vallée du Zambèze un renfort de police important, intervenant généralement "en coulisse". Il avait eu connaissance de cas de Sud-Africains qui avaient rejoint les forces de police rhodésiennes.

323. Plusieurs témoins, parmi lesquels M. Moyo (RT.129, p. 82) et M. Ennals (RT.130, p. 67) ont cité le cas de Rhodésiens qui se sont vu refuser l'asile dans d'autres pays d'Afrique australe et ont été restitués à la Rhodésie. M. Ennals a déclaré qu'il y avait eu 18 ou 21 personnes ainsi restituées par le Botswana à la Rhodésie, parce que d'autres Etats Membres de l'ONU n'étaient pas disposés à leur accorder asile. M. Moyo (RT.129, p. 66) a rapporté le cas de 21 personnes qui avaient été expulsées du Botswana vers la Rhodésie. Il a déclaré (RT.129, p. 82) que 129 combattants de la liberté qui s'étaient rendus en Zambie avaient été expulsés vers la Rhodésie, dont quatre avaient été condamnés à mort et 18 à des peines de prison d'une durée allant de 5 à 15 ans.

324. M. Ennals a exprimé son inquiétude (RT.130, p. 38) devant le nombre croissant de prisonniers politiques condamnés maintenus en détention après l'expiration de leur peine. Les prisonniers ainsi détenus étaient nombreux, certains à Gonakudzingwa, 26 à la prison Remand de Salisbury, et un nombre indéterminé à la prison Gwelo. Il était, selon lui, vraisemblable (RT.130, p. 39) que l'on prolongeait la détention de ces personnes parce qu'elles n'étaient pas disposées à prendre un engagement de loyauté à l'égard du "gouvernement" actuel. Prolonger ainsi la détention de ces personnes constituait une atteinte à l'autorité des magistrats qui avaient rendu la sentence initiale, et la police commettait un abus de pouvoir caractérisé en outrepassant les décisions des tribunaux.

V. TERRITOIRES AFRICAINS SOUS DOMINATION PORTUGAISE

325. Le Groupe spécial d'experts a examiné, en 1972, les témoignages de 44 personnes concernant les territoires africains administrés par le Portugal, au cours de réunions tenues à Londres, à Genève, à Nairobi, à Dar es-Salam, à Lusaka, à Brazzaville et à Kinshasa.

326. Comme pendant son précédent voyage en Afrique, le Groupe spécial a entendu des témoins venus des zones de combat de l'Angola et du Mozambique déposer sur ce qu'ils avaient récemment vu et entendu. Leurs dépositions faites, ils sont retournés au combat.

327. Le Groupe spécial n'a pas eu l'occasion d'entendre des dépositions concernant directement la Guinée (Bissau). Toutefois, il prend note avec préoccupation des témoignages concernant l'intensification des actes de répression, des massacres, des bombardements et des destructions de villages, d'hôpitaux, d'écoles, de champs cultivés, de récoltes et de bétail appartenant aux habitants et des autres atrocités commises par les forces portugaises dans ce territoire. Ces témoignages figurent dans le rapport sur la visite, effectuée en avril 1972 dans les zones libérées de la Guinée (Bissau), par la Mission spéciale du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que dans les déclarations faites devant le Comité spécial et lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale par M. Amilcar Cabral, secrétaire général du Partido Africano da Independencia da Guiné e Cabo Verde (PAIGC) 1/, (assassiné à Conakry le 20 janvier 1973).

328. Les normes internationales concernant la peine capitale, le traitement des prisonniers politiques et les manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale ont été examinées en détail dans le rapport précédent du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1020) et il en est fait mention dans le chapitre I du présent rapport.

1/ Voir A/8723/Add.3 et A/C.4/SR.1986.

A. PEINE CAPITALE DANS LES TERRITOIRES AFRICAINS
SOUS DOMINATION PORTUGAISE

1. Dispositions législatives

329. On trouvera au chapitre XXI, section A, du rapport du Groupe spécial d'experts à la vingt-sixième session de la Commission (E/CN.4/1020/Add.1), un aperçu de quelques lois pertinentes relatives à la peine capitale. La législation portugaise en la matière n'a pas été modifiée.

2. Analyse des dépositions

a) Témoignages concernant l'Angola

330. Selon le témoignage de M. Makina Mwonyo, sa femme et la femme de son frère cadet ont été torturées à Muye, dans le district de Moxico (Angola) par des soldats portugais, qui leur ont demandé de les conduire aux camps des combattants de la liberté. Tous ceux qui vivaient dans ces camps, y compris son oncle et d'autres parents, ont été torturés, entassés dans des véhicules et conduits au-delà d'un petit cours d'eau appelé le Chikului. Ils ont été cruellement battus, puis ils ont été emmenés dans un camp de détention où il y avait des baraquements. Selon M. Mwonyo, sa grand-mère et d'autres personnes qui s'étaient enfuies des baraques où elles avaient été mises au secret lui ont appris que, trois jours après leur emprisonnement, son grand-père Chinjina et son oncle Kapalingua avaient été tués par des soldats portugais et jetés dans la rivière Muye. Les soldats auraient émasculé son grand-père avant son arrivée au casernement. De plus, ils ont plusieurs fois violé sa femme et la femme de son jeune frère; ils les ont ensuite tuées (un dimanche en mars 1972) et jeté leurs corps dans le Muye. Son fils âgé de deux ans, qui se trouvait avec les deux femmes, a été battu et laissé pour mort mais un de ses amis, soldat noir angolais, qui se trouvait là lorsque les Portugais ont enlevé les cadavres, a vu que l'enfant était encore vivant. Il a caché l'enfant dans la brousse et a réussi à y conduire le témoin. M. Mwonyo a déclaré que son fils portait des cicatrices et avait perdu les doigts d'une main (RT.139, p. 47 à 65).

331. Selon le témoignage de M. Lumeu Chikulu, en avril 1972, les Portugais ont attaqué son village, Chimowole, situé dans le district de Moxico, dans l'est de l'Angola. Après avoir capturé tous les habitants du village, jeunes et vieux, soit environ 100 personnes, ils les ont conduits dans un des camps stratégiques, appelés ndandanda, dans le district de Vunonge. Le lendemain matin, les administrateurs portugais ont commencé à demander à chacun des Angolais capturés pourquoi ils avaient choisi de rester dans la jungle et d'y vivre avec les guérilleros. Lorsque le chef du village a répondu que les habitants avaient choisi de lutter contre le colonialisme, tous ont été mis en prison dans le district de Kangamba, d'où ils ont réussi à s'échapper en compagnie de deux amis, Jonas Alberto et João Jelamiya, pour rejoindre les combattants de la liberté du MPLA. Aux dires du témoin, les soldats portugais ont choisi cinq personnes parmi le groupe capturé, y compris le chef du village, leur ont lié les jambes et les bras, les ont exécutés, les ont arrosés de pétrole et ont mis le feu à leurs cadavres, qui ont été réduits en cendres (RT.139, p. 68 à 80).

332. Selon le témoignage de M. Yata Nsamba, celui-ci s'est joint en novembre 1971 à un groupe spécial des forces portugaises réservé aux Noirs, appelé le G. E., avec lequel il est resté 24 jours. Le 24 décembre 1971, les Portugais ont rassemblé tous les habitants du village stratégique de Kameya, dans le district de Moxico (Angola) et leur ont demandé ce qu'ils voulaient pour Noël. Le chef Mayengu, le chef Kapapelo, le chef Kameya et le chef Muzaza, qui vivaient dans le ndandanda, ont demandé s'ils pourraient aller chasser pour avoir de la viande. Les Portugais ont alors annoncé à la population présente que ses chefs avaient demandé l'autorisation d'aller chasser alors qu'ils savaient parfaitement qu'il y avait des guérillas dans la brousse. Selon M. Nsamba, au lieu de les laisser aller à la chasse, les Portugais ont décidé de tuer tous les chefs : ils ont tiré sur eux devant tout le monde, les ont ensuite coupés en petits morceaux qu'ils ont fait cuire. Le 25 décembre 1971, les soldats portugais ont rassemblé tous les gens du village, y compris le témoin, et les ont forcés à la pointe du fusil à manger la chair des chefs. M. Nsamba a assuré les membres du Groupe spécial que non seulement il avait été témoin des faits qu'il rapportait mais que lui-même avait mangé de la chair des chefs (RT.139, p. 81 à 100).

333. M. Muila Mavungo a déclaré qu'il avait été détenu comme prisonnier politique à la prison de São Nicolau de 1963 à 1971 et, chaque fois que les prisonniers qui cherchaient à s'en évader étaient capturés, on les obligeait à croiser les bras et on les exécutait à coups de fusil. Il a cité le cas de José Pambo, qui aurait été tué et de cinq autres prisonniers politiques qui ont été capturés alors qu'ils cherchaient à s'enfuir et tués sur place (RT.140, p. 36).

334. Le témoin, M. Luis Sebastian Mateus, a déclaré qu'il avait été prisonnier politique à la prison de Quitexe (Angola) en 1971; on lui a lié les mains derrière le dos avec un fil de fer et il a été enfermé dans une petite cellule d'un peu plus d'un mètre carré, où il ne pouvait que se tenir debout. La police le battait souvent jusqu'à lui faire perdre connaissance; il a été privé d'eau pendant les deux semaines de son emprisonnement et la seule chose qu'on lui ait donné à manger a été les deux oreilles du cadavre de son camarade Moises Antonio, originaire de Combatela, qui avait été tué en prison. Le témoin a déclaré avoir été jugé dans un camp militaire et condamné à mort parce qu'il était fils d'un assimilado. Quelques jours avant la date de son exécution, on l'a fait sortir de sa cellule pour lui faire prendre un peu de soleil et il a réussi à s'évader pendant que son gardien était allé boire. Ses parents et ses quatre frères et soeurs avaient été arrêtés dans le village de Luege et emprisonnés avec lui à la prison de Quitexe. Son père était encore en prison, mais sa mère et ses frères et soeurs ont été tués par les Portugais, soi-disant pour empêcher son père de s'évader (RT.140, p. 51 à 62).

335. Selon le témoignage de M. Manuel Miranda, lui-même et deux autres combattants de la liberté sont tombés dans une embuscade le 25 octobre 1971 près du fleuve Lué, alors qu'ils se rendaient de Quissingueta à Quixico. Ils ont été pris; ses camarades ont été blessés, transpercés avec des baïonnettes et tués sur place; lui-même a été cruellement battu et fait prisonnier 2/ (RT.143, p. 3).

2/ Voir également le paragraphe 371 ci-après.

336. Selon Mme Marta Fernandes de Brito, le 1er juin 1972, alors qu'elle se rendait dans une plantation située dans la zone de Mata-Kanga (Angola) avec sa belle-soeur et deux garçons, ils ont été attaqués par des soldats portugais qui s'étaient infiltrés dans la plantation. Le témoin a réussi à s'enfuir mais les soldats ont capturé sa belle-soeur et les deux garçons et les ont tués (RT.143, p. 27 et 28).

337. Selon la déposition de M. Pedro Vida Garcia, le 17 juillet 1971, au cours d'un raid effectué par les forces militaires et la milice portugaises, plusieurs habitants du village de Muenga (Angola) ont été brûlés à mort avec tous leurs biens. Ils avaient été accusés d'avoir abrité des parents qui étaient prétendument membres du mouvement nationaliste ou servaient de boîte à lettres aux guérillas. Les victimes de l'opération, qui a eu lieu la nuit, ont été la famille de Manuel Antomica, Marcelo Ngongo, Adao Kinguengu et sa femme Nsumba, ainsi que leurs enfants. Aux dires du témoin, le 28 novembre 1971, des guérilleros d'une cellule clandestine du village de Mussela ont été arrêtés, torturés et ensuite assassinés dans des conditions inhumaines au cours d'une descente des forces portugaises. Parmi les victimes se trouvaient Moises Tussamba, Nsambo Gozo et Mwana Vakasi, tous combattants de la liberté. Selon le témoin Vida Garcia, le village de Catalambanza, dans le district de Zaïre, a fait l'objet d'un raid similaire le 8 février 1972 et les maisons ont été brûlées à la bombe et à la grenade incendiaire et beaucoup d'habitants sont morts brûlés. En outre, la police de sécurité (DGS) a arrêté 250 jeunes Angolais, élèves de diverses écoles rurales, accusés de s'être livrés à des activités contre l'Etat et les a sauvagement assassinés en septembre 1971 dans les environs de Luanda. Au cours d'un autre incident qui a eu lieu en juillet 1972 sur la route reliant Enrique de Carvalho à Malange, des troupes portugaises ont attaqué un groupe de réfugiés à la mitrailleuse et l'ont arrosé d'herbicides; les réfugiés ont été gravement blessés (RT.143, p. 46 à 56).

338. Selon M. Domingo Sebastiao Sobrinho, chaque fois que les Portugais s'infiltrèrent dans les zones nationalistes et capturent un autochtone dans la forêt, ils le tuent sur place. Le témoin a déclaré avoir vu ses compatriotes angolais tués après avoir été torturés, à l'époque où il travaillait dans la région d'Uige pour l'administration portugaise. Il a cité, en particulier, le cas de João Neto Serafin, l'infirmier diplômé de l'hôpital central de Luanda, qui a été accusé d'avoir collaboré avec les guérillas le 20 janvier 1970 et dont on a arraché les yeux avant de le tuer. De nombreux élèves infirmiers ont été tués par les Portugais, le 4 mars 1970, notamment : Carlos Domingos Agostinho, Concalito Manuel Jr, José Francisco Horacio, Adriano Faijó et Jorge Ferjó Neto. Des personnes exerçant d'autres métiers ont également été tuées, entre autres Joaquim Lucas, Joas Moniz et Antonio Salvador Caifalo (RT.143, p. 62 à 65 et 66).

339. Aux dires de M. Sebastien Lubaki, selon des renseignements reçus de la région orientale par le Parti démocratique de l'Angola, plus de 3 000 autochtones africains ont été tués et plus de 17 000 arrêtés pour être regroupés dans des camps de concentration dans le désert de Mocimedes. Parmi les personnes arrêtées, nombreuses auraient été celles qui ont rejoint les maquisards après de longues journées de marche. En mars 1972, à 4 heures du matin, les forces de police et l'armée portugaise ont encerclé le quartier africain de Luanda, à Sambizanga, et les habitants ont été assaillis par les brigades de sécurité qui ont enfoncé les portes des maisons et se sont mises à frapper violemment hommes, femmes, enfants, sans distinction. L'objet de la perquisition était de trouver des armes qui auraient été infiltrées par un parti angolais pour provoquer des troubles le 15 mars, à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la révolution. Selon

le témoin, les forces portugaises ont assassiné six personnes présumées coupables dont une femme mère de deux enfants, Mme Isabel Jovita, originaire de Nambuanguongo, dont le mari, Luiz Romeira, soupçonné d'atteinte à la sécurité de l'Etat, avait été assassiné dans le même village. D'autres personnes ont été exécutées : Rui Mesquita, originaire de Dembos, qui avait vécu aux environs de Casa Branca, et Manuel Koko, chauffeur, originaire d'Ambrizette, qui se trouvait à Luanda en visite chez des parents. Un cas semblable, au cours duquel deux jeunes Angolais ont été assassinés, a eu lieu à Uige le 13 juillet 1972 (RT.142, p. 6 et 7).

340. Selon M. Lubaki, les commandos portugais soumettent les combattants qu'ils capturent aux tortures les plus cruelles lorsqu'ils les interrogent sur la position des maquisards et les tuent ensuite. Il arrive souvent, dans les régions dont l'accès a été rendu difficile aux forces portugaises, qu'après les interrogatoires et les tortures, les prisonniers africains soient forcés, avant d'être tués, de leur servir de guide dans le maquis. M. Lubaki a déclaré qu'au cours de l'année 1971, les rapports de fin d'année des commandements opérationnels des trois fronts de combat du Frente Nacional para a Libertação de Angola (FNLA) ont fait état de 32 soldats africains de l'Armée de libération nationale de l'Angola (ALNA) capturés par les forces portugaises. Sur ce nombre, huit ont été tués sur place, après torture; 12 ont été tués dans les postes portugais après torture et interrogatoire; trois ont été utilisés comme guides, après torture et interrogatoire et ont ensuite été tués. Sept autres ont été portés disparus et deux ont réussi à s'évader. En outre, le 22 septembre 1971, à la suite d'une grande offensive lancée contre le secteur nationaliste de Cazage, à l'est de l'Angola, les forces portugaises ont réussi à capturer huit combattants de l'ALNA qui avaient été blessés au cours des opérations et qui se trouvaient dans un poste de secours. Malgré leur état, les forces portugaises les auraient emmenés et les auraient fait parader dans les villages qu'ils contrôlaient pour intimider les villageois. Elles ont fini par les achever devant une foule de paysans convoqués pour l'exécution. Leurs corps ont été brûlés au pétrole (RT.142, p. 12 à 37).

341. M. Lubaki a fourni la liste suivante des combattants de la liberté angolais capturés et assassinés par les forces portugaises en Angola :

"Soldats angolais capturés par les forces portugaises en Angola et assassinés. Sources d'information : a) les cellules du parti et les partisans vivant dans la clandestinité dans le secteur portugais; b) rapports des commandements opérationnels de l'ALNA.

<u>Nom</u>	<u>Date</u>	
José Tshissengue	17 janvier 1971	Blessé, interrogé sur les opérations de l'ALNA; son corps a été mis en pièces. Sumbo/Lunda, front nord-est.
Samuel Koko et Antonio Alberto	23 mars 1971	Blessés; amenés à un poste militaire dans la région de Musserra, interrogés et torturés. Ils ont été assassinés au sabre devant l'unité réunie. Musserra/Zaire, front nord-centre.

<u>Nom</u>	<u>Date</u>	
Ernesto Chilunga	28 mars 1971	Capturé par une patrouille ennemie infiltrée dans le maquis alors qu'il se rendait d'un village stratégique à un autre en compagnie d'un autre soldat, qui a été tué. Torturé, interrogé, a servi de guide à la patrouille portugaise et a été assassiné le 2 avril à Cahungula/Lunda, front nord-est.
José Tshiwaka	1er avril 1971	Capturé après une opération des nationalistes contre une garnison portugaise dans la région de l'Alto-Tshikapa. Sort inconnu. Alto-Tshikapa/Lunda, front est.
Maria Helena Futila	19 avril 1971	Blessée et conduite au poste portugais de Nova Chaves. A été violée, torturée et assassinée le 20 avril. Nova Chaves/Lunda, front est.
João Nunes Gabriel	2 mai 1971	Capturé au cours d'une opération de l'ALNA contre la ville de Kibaxi. Torturé, interrogé, a servi de guide aux unités portugaises et a réussi à s'évader le 19 juin au cours d'une de ces missions. Front nord-centre.
Rui Pascoal Capapela, Ernesto Gomo et Manuel Chitundo	23 mai 1971	Blessés, faisaient partie d'une équipe de secouristes de l'ALNA. Capturés en pleine brousse par des forces portugaises alors qu'ils transportaient un vieux malade à un poste médico-social nationaliste dans la région de Cazage. Le malade a été achevé sur place tandis que les soldats étaient ligotés, emmenés et jetés de l'hélicoptère en plein vol. Lunda, front est.
Armando Kafumu	5 juin 1971	Capturé à Dondo/Luanda. Sort inconnu.
Gabriel Landu	12 juin 1971	Capturé au cours d'une opération éclair dans le centre commercial portugais de Muxauluando. Torturé et interrogé pendant dix jours.

<u>Nom</u>	<u>Date</u>	
Gabriel Landu (<u>suite</u>)		Il a été attaché à une camionnette et tiré pendant quelques minutes le long d'une artère du centre, ce dont il est mort. Luanda, front nord-centre.
Cristina Kilengue	12 juin 1971	Blessée, laissée sous la protection d'un camarade qui a été tué, à Santa-Cruz, front nord-est. Sort inconnu.
Pedro Kingengo	15 juin 1971	Capturé au cours d'une attaque nationaliste contre la plantation gardée "Transmontana". Purement et simplement tué. Cuanza/Nord, front nord-centre.
Kutu Kitonda	30 juin 1971	Blessé; capturé au cours d'une opération contre l'aéroport militaire portugais de Toco après avoir été blessé par des éclats de grenade. Assassiné après tortures et interrogatoire.
Jorge Makandi	5 juillet 1971	Capturé au cours d'une attaque éclair des nationalistes contre la compagnie sucrière de l'Angola à Caxito. Torturé et interrogé; a servi de guide aux forces portugaises et a réussi à s'évader au cours d'une de ces missions le 2 août 1971. Caxito/Luanda, front nord-centre.
Miguel Tufu et João Marcos	9 août 1971	Capturés par des forces portugaises infiltrées dans le secteur libéré de Luso. Torturés et assassinés. Luso/Luanda, front est.
Reis Zombo Zinga	19 août 1971	Capturé par des forces portugaises infiltrées dans le secteur nationaliste de Lubalo. Torturé, interrogé, a servi de guide aux unités portugaises qui l'ont tué au cours d'une de ces missions. Lubalo/Luanda, front nord-est.
Mputu Makiadi	7 septembre 1971	Capturé après avoir été blessé au cours d'une opération à Muriege. Il a été brûlé vif devant le poste administratif de la ville en présence des unités de l'OPVDCA. Muriege/Luanda, front est.

<u>Nom</u>	<u>Date</u>	
Bernardo Futila	23 septembre 1971	Capturé au cours d'une opération de l'ALNA contre un poste militaire portugais à Tembo. Torturé et interrogé, il a été assassiné le même jour. Tembo/Malange, front nord-est.
Miguel Moises	3 novembre 1971	Capturé en patrouille suite à une embuscade ennemie à Camaxilo/Lunda, front nord-est. Sort inconnu.
Caluis Tshimutira	12 novembre 1971	Capturé en patrouille suite à une embuscade ennemie. Sort inconnu. Dendo/Luanda, front nord-centre.
Kuti Kamulette	11 décembre 1971	Capturé après avoir été blessé par un éclat de grenade alors qu'il se rendait seul d'un village à un autre dans le secteur de Bembe. Amené au poste de Bembe, il a été torturé, interrogé et ensuite assassiné.

La majorité des assassinats en brousse se font à l'arme blanche."
(RT.142, p. 16 à 20).

b) Témoignages concernant le Mozambique

342. M. Corneliu Conforme Chauque a déclaré avoir été témoin en mars 1971, du massacre de 15 personnes, dont trois enfants, par des soldats portugais dans le village de Matundo (Mozambique), après que les villageois eurent refusé, selon lui, de dire s'ils cachaient ou s'ils nourrissaient les personnes passant par la région. Les soldats auraient cogné les enfants contre des troncs d'arbres. M. Chauque a déclaré avoir vu le 3 mars 1971 des soldats portugais interroger un jeune garçon venant à bicyclette de Moatize, renverser sa bicyclette, brûler ses effets personnels et le battre jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Le témoin a également rapporté que le 24 juin 1971, après avoir donné la chasse à des jeunes filles d'une mission catholique située dans la région de Moatize, les soldats portugais "ont fait tout ce qu'ils avaient envie de faire" jusqu'à ce que le prêtre revienne à la mission et ils se sont alors enfuis. Pendant le raid, un soldat aurait sorti son poignard et transpercé le cou d'un jeune homme de l'école de la Mission, qui est décédé par la suite à l'hôpital de Moatize..

343. M. Chauque a ajouté que le 3 avril 1972, à la suite de l'explosion d'une mine, qui a endommagé un véhicule de l'armée sur la route de Moatize à Zobwe, les soldats portugais se sont rendus au village de Mbola et ont demandé aux villageois s'ils avaient entendu l'explosion. Sur leur réponse négative, les soldats auraient rassemblé toutes les femmes enceintes qu'ils pouvaient trouver et en ont assassiné trois en leur ouvrant le ventre à la baïonnette et en arrachant les fœtus; puis ils ont tué d'autres femmes qui n'étaient pas enceintes à la baïonnette ou en les frappant à la tête. Selon ce témoin, les soldats ont ratissé le village pour tuer les femmes enceintes parce que selon eux, "si on laisse la vie sauve aux femmes enceintes, on ne viendra jamais à bout du FRELIMO". M. Chauque a déclaré qu'en

plus de ce massacre de femmes, il avait assisté à l'assassinat d'un élève d'une école technique, âgé de 17 ans. Ce garçon et deux camarades d'école étaient en train de traverser le pont du Zambèze en revenant de Tete à Matundo, en septembre 1971, quand ils ont rencontré des soldats portugais. Lorsqu'ils ont refusé de dire d'où ils venaient, les soldats leur ont donné la chasse. L'un des garçons a été rattrapé et jeté dans la rivière où il s'est noyé (RT.135, p. 96 à 108).

344. Selon le témoignage de Mlle Mariana Matola, les autochtones du Mozambique sont chassés de leurs villages et contraints de vivre près des routes. La nourriture est insuffisante et les champs cultivés sont éloignés. On leur demandait constamment s'ils éprouvaient de la sympathie à l'égard du FRELIMO. S'ils rencontraient les Portugais, ils étaient battus et tout leur bétail et leurs volailles étaient volés. Se rendant compte qu'ils allaient être persécutés, ces gens ont commencé à quitter cette région, mais après être tous partis, ils ont été pourchassés et capturés un par un. Ceux qui se cachaient ont été atteints par les bombes lancées par un avion portugais. Selon le témoin, dix personnes sont mortes un jour à la suite des bombardements. Ceux qui pouvaient courir ont réussi à s'échapper, mais certains ont été blessés et sont restés là où ils étaient. Pendant ce temps, d'autres autochtones du Mozambique se sont heurtés aux Portugais qui ont essayé de les amadouer pour qu'ils reviennent vivre aux côtés des soldats. Après avoir persuadé quelques-uns des autochtones, les soldats portugais les auraient enfermés dans des maisons auxquelles ils auraient mis feu. Le témoin a ajouté qu'elle-même, son frère et un groupe de personnes qui avaient essayé de cultiver la terre dans des régions relativement éloignées des forces portugaises ont vu leurs champs et leurs récoltes bombardés en 1968, et pour survivre, ils ont décidé de revenir et de s'efforcer de sauver toute la nourriture qu'ils pourraient trouver dans leurs villages. En revenant, ils sont tombés dans une embuscade près du village de Catur, dans le district de Niasa. Le frère du témoin, Akimo Saidi, âgé de 16 ans, a été tué par une balle dans la tête; après quoi, les soldats portugais auraient commencé à le couper en morceaux avec des couteaux.

345. Mlle Matola a déclaré qu'elle a adhéré au FRELIMO, mais qu'elle n'est pas restée longtemps au village parce que les forces portugaises ont attaqué la base et tué trois de ses camarades. Elle a déclaré également que lorsqu'elle se trouvait à la base de Gungunhana, son groupe a été repéré par un avion portugais et que quatre autres camarades, âgés de 14 à 15 ans, ont été tués. Deux d'entre eux, Amina et Canturo ont été tués en juin 1969 par des soldats débarqués par hélicoptère (RT. 36, p. 6 à 16).

346. Selon le témoignage de M. Silvestre Mueda, on a fait monter dans un véhicule quatre autochtones de Mangasa, Cacha Cacha, Leso et Lyambedo (Mozambique) qui s'efforçaient de ne pas être recrutés par l'armée portugaise pour travailler dans le village stratégique de Chai dans le district central de Pemba, et on les a amenés dans une vallée où ils ont été tués par des balles, par un groupe de soldats qui les entouraient. Aucune des victimes n'aurait été enterrée (RT.136, p. 17 à 20, 22, 25, 31 et 36).

347. M. Ernesto Erbert Njolomola a déclaré qu'un jour de juillet 1970, des soldats portugais sont venus dans le village de Chimpene dans la province de Tete (Mozambique), qu'ils l'ont emprisonné ainsi que ses parents, qu'ils les ont attachés avec du fil de fer, battus et emmenés à l'administration de Furancongo.

Là, on les a à nouveau accueillis avec des coups et on leur a demandé s'ils connaissaient des guérilleros du FRELIMO. Sur leur réponse négative, les Portugais les auraient fouettés et battus avec une palmatoria 3/. Les jours suivants, ils ont été astreints à des travaux forcés sous la surveillance de soldats portugais. Ensuite, les soldats les ont attachés et les ont ramenés à la prison où ils étaient mal nourris. Très souvent, ils allaient dormir le ventre vide et de temps à autre on ne leur donnait que du sel à manger. Après avoir été emprisonnés quelque temps, ils ont été relâchés.

348. M. Njolomola a déclaré que les soldats portugais sont venus une deuxième fois dans son village, qu'ils ont détruit sa maison et qu'ils ont emmené tous ses biens : poulets, bétail, etc. Cette fois, M. Njolomola et ses parents ont été emmenés à Tete où ils auraient été longuement et cruellement battus, puis enchaînés pour dormir. Comme ils affirmaient à nouveau ne pas connaître de guérilleros du FRELIMO, les Portugais auraient dit : "Non, vous cachez, vous abritez les guérilleros; nous le savons très bien, parce que ce sont des membres de votre propre famille". Sur ce, le témoin et ses parents auraient été à nouveau battus et avertis qu'ils seraient tués s'ils ne disaient pas la vérité. Selon M. Njolomola, une fois revenus à la prison les soldats portugais auraient coupé les doigts et les orteils de sa mère en sa présence et l'auraient forcée à les manger. Le témoin a déclaré que sa mère, Mme Aphale Talabuko, était enchaînée lorsque les soldats l'ont forcée à mettre ses doigts sur un billot et les ont coupés avec un couteau. Elle a été hospitalisée pendant deux jours et elle est décédée à son retour, après avoir été battue. Ce témoin déclare en outre que lorsqu'il a été convoqué pour être informé du décès de sa mère, les policiers ont essayé de l'obliger à découper un morceau du corps de sa mère pour qu'il le mange. Sur son refus, les policiers ont commencé à le battre. Ils l'ont finalement relâché après quelques jours supplémentaires d'emprisonnement, parce qu'il était mineur (RT.136, p. 41 à 61).

349. Au nombre des témoignages écrits présentés par la Fédération démocratique internationale des femmes figure celui de Mme Joanina Moka qui a déclaré que le 24 avril 1971, alors qu'elle avait quitté le village de Kumemba situé dans le district de Mueda (Mozambique) pour emmener son bébé chez le docteur, des soldats portugais lui ont donné la chasse. Alors qu'elle s'efforçait de s'enfuir, les soldats ont tiré des coups de feu qui ont atteint son épaule et la jambe de son bébé. Elle a déclaré qu'elle-même et son bébé avaient été laissés pour morts dans la brousse; plus tard, ils ont été emmenés par des combattants du FRELIMO dans un hôpital où le bébé de Mme Moka a dû être amputé de la jambe 4/.

3/ La palmatoria ou pagaie, est un gros instrument de bois troué en de nombreux endroits, et muni à son extrémité d'une poignée arrondie. On empoigne cet instrument et on frappe à toute force la paume ouverte de la main; les trous ont un effet de succion sur la chair, de sorte que chaque coup cause une douleur de plus en plus intense. Il paraît qu'on utilise quelquefois cet instrument pour frapper le pied ou la partie postérieure de l'individu (voir E/CN.4/AC.22/21, par. 22).

4/ "Les femmes d'Afrique du Sud, d'Angola, du Mozambique, du Portugal témoignent contre l'apartheid, contre la terreur colonialiste et fasciste", Documents et informations No 5/1971, Berlin, Fédération démocratique internationale des femmes, p. 14 et 15.

350. Selon le témoignage écrit de Langton Notisse présenté au Groupe spécial à Dar es-Salam, les soldats portugais sont venus au village de Froco en juillet 1971. Ils ont arrêté José Saidi et lui ont demandé s'il savait où se trouvaient les "terroristes". Sur sa réponse négative, ils lui ont mis une corde au cou et l'ont passée à travers le toit de sa hutte et se sont mis à tirer. José Saidi a été suspendu par le cou devant tous les villageois. M. Notisse a déclaré également qu'en juillet 1971, près du village de Chinanga, un homme appelé Dique revenait des champs une hache à la main. Les soldats l'ont interpellé et lui ont demandé d'où il venait. Il a répondu qu'il venait de son champ. Les soldats lui ont alors demandé sa hache, ont séparé la tête de la hache de son manche avec lequel ils l'ont frappé à mort sur la tête. Les soldats ont emmené le corps. Le témoin a déclaré que plus tard, il a trouvé dans la brousse le corps, dévoré par les chiens et les cochons. Il a reconnu Dique à ses vêtements, étant donné que son visage avait déjà été complètement dévoré. Le témoin a également déclaré que le même mois, un camion militaire a été détruit par une mine près du village de Candomire. Les soldats sont venus dans le village et se sont mis à frapper les habitants avec des bâtons; un homme et une femme en sont morts. Les soldats ont emmené les corps à Changara, les ont mis sur un tas de bois auquel ils ont mis le feu après l'avoir aspergé d'essence.

351. Selon un témoignage écrit fourni par M. Duarte Namashinga, le témoin et un groupe de 10 personnes, dont huit femmes et un bébé - tous des civils - sont tombés dans une embuscade près de Namopa le 25 septembre 1971. Le témoin a déclaré que l'armée portugaise avait ouvert le feu et tué son ami Estevao ainsi qu'une femme dont le père s'appelle Andola. Les autres ont été capturés. Au début, les soldats voulaient tuer tout le monde, mais ils ont finalement décidé de garder les prisonniers restants en vie pour les interroger. Les soldats auraient violé toutes les femmes, dont la soeur du témoin. En prison, on l'a frappé sur la tête et sur tout le corps, mais il est parvenu à s'échapper en janvier 1972.

352. Selon un témoignage écrit fourni par M. Macossa, en 1971, des soldats portugais sont venus dans le village de Daqui pour punir les habitants accusés d'aider le FRELIMO. Quatre-vingts soldats sont arrivés, emmenant toute personne suspectée d'être en relation avec le FRELIMO. Le témoin a déclaré que les soldats leur ont ordonné de creuser des trous et qu'ils ont ensuite ouvert le feu sur eux. Beaucoup ont été tués. Parmi les morts figurait Tembo Malizani, que le témoin connaissait bien.

353. Selon un témoignage écrit fourni par M. Machaia Duwa, les soldats portugais sont venus dans le village de Moganil en avril 1972, ont capturé un fermier autochtone tombé dans leur embuscade et l'ont arrêté, ainsi que sa femme, sa fille et leur gendre. Les soldats les auraient torturés pour les obliger à leur indiquer où se trouvaient les "turras", c'est-à-dire les soldats du FRELIMO. Selon le témoin, ils ont alors attaché les prisonniers, et après les avoir fait se déshabiller complètement, ils ont fait un feu de bois et avec des morceaux de bois enflammés, ils ont brûlé les organes génitaux des hommes et des femmes. Le témoin a déclaré qu'il ne connaissait pas le nom des deux femmes, mais qu'il connaissait le nom du père, Mogani, et celui du gendre, Murema. Les soldats auraient également pillé le village et volé 90 livres rhodésiennes, et également tué le bétail.

M. Duwa a déclaré également qu'en mai 1972, les forces portugaises ont dévasté le village de Duwa Songo, volant et tuant des vaches, des ânes et des chèvres et dérobant également des vêtements. Il a ajouté qu'en février 1972, à l'approche des soldats, les villageois de Xidecunde ont essayé de s'enfuir, mais que 16 d'entre eux ont été capturés, dont des hommes, des femmes, certaines enceintes, et des bébés. Les Portugais les auraient enfermés dans une maison et auraient alors jeté une grenade à l'intérieur, tuant toutes les personnes, sauf une femme appelée Madigei qui a perdu un bras arraché par la grenade.

354. Dans un témoignage écrit, M. Alexandre Franco Nkhalamba Thawe a déclaré avoir été témoin de nombreux forfaits pendant sa détention, notamment de 16 cas de meurtre caractérisé ou de décès dus à des violences. Le dernier cas concernait un groupe de 40 personnes emprisonnées à Machava. Dénoncées par des agents qui s'étaient infiltrés, ces personnes ont été soumises à un traitement cruel et menacées de mort si elles refusaient de trahir leur cause ou leurs camarades, emprisonnés ou non. Selon le témoin, elles ont été emprisonnées dans des cellules spéciales, déshabillées et aspergées plusieurs fois par jour au tuyau d'arrosage. Pendant plusieurs jours, elles ont été privées de nourriture et d'eau potable, et on ne leur donnait que des aliments très salés. M. Alexandre Franco Nkhalamba Thawe a déclaré que 12 personnes étaient mortes à la suite de ce traitement entre avril et octobre 1970 : João Maduna, Alberto Mudao, Bila, Jaime Nphantumbo, Carlos Juma, Alexandre Nchicoma, João Agostinho Chitete, Jose Salimo et deux autres personnes dont il ne connaissait pas le nom.

355. Dans un témoignage écrit, le père Luis Alfonso da Costa 5/, récemment expulsé du Mozambique, donne le compte rendu chronologique suivant des massacres et des assassinats de Noirs africains dans environ un tiers du territoire du district de Tete :

Le 4 mai 1971 : les soldats portugais abattent avec des armes à feu un certain Aroni (Mucumbura).

Le 7 mai 1971 : 14 paysans de Kapinga et Catacha sont tués par l'armée portugaise. Voici leurs noms : Guidibo, Mariamo, Grizi, Zeze, Tapureta, Caropora, Fungurane, Pitroce, Maizi, Matias, Kenete, Diquissoni, Langisse et Jona.

Le même jour à Mahanda, les troupes tuent Chimuchamu, Ringuitoni, Joane, Pensura, Wacheni, Gomo, Sanhadadza Saimoni.

Le 8 mai 1971 : l'armée tue quatre personnes auprès du magasin de M. Gabriel, village d'Antonio. Les victimes se nommaient Januário (fumo), Charedzera, Kasswasswaira et Chirega.

5/ "Encore une année d'agonie ... sans espoir de résurrection", Diocèse de Tete, Mozambique, mai 1971/mai 1972, p. 1, 2 et 3. Document présenté au Groupe spécial d'experts.

Juillet 1971 : l'armée tue à Estima M. Therere.

Fin juillet (?) 1971 : ont été morts /sic/ à Chicôa : Augusto Fone Chirenje et Luciano Clement tous les deux de Chinhandá (Estima).

Le 23 août 1971 : l'O.P.V. tue à Maiyombe M. Patrício après lui avoir déchiré tous les documents d'identification dont il était porteur.

Le 26 août 1971 : les Commandos abattent à coups d'armes à feu à Inhamajanela António Neti, âgée de 10 ans.

Du 3 au 9 septembre 1971 : l'armée rhodésienne vient aider les troupes portugaises et massacre 18 personnes. Voici leurs noms : Jacob Zenda (18 ans), Sanfur Aroni (12 ans), Paulo Zirise (12 ans), David Jorge (marié), Pini, Singa (vieillard), Rónica Singa (mariée-enceinte), Matiguiiri (marié), Retina (marié), Ester (mariée), un bébé d'Ester et un autre de Matiguiiri, une fille de 10 ans, deux garçons entre 12 et 14 ans; deux cadavres ne sont pas identifiés. Tous les morts cités après et y compris Singa ont été brûlés après la mort.

Le 9 septembre 1971 : les guérilleros tuent le chef coutumier Chiundiza.

Le 14 septembre 1971 : les Commandos forcent Sande Dausse (15 ans) à leur servir de guide. Il perd sa vie dans une rencontre entre les guérilleros et les troupes à Inhacamba.

Le 16 septembre 1971 : les guérilleros vont au village d'internement de Mfidzi et tuent M. Ferrao Coelho.

Le 19 septembre 1971 : les soldats tuent Passagem Vinho à Cateme après l'avoir torturé, puisqu'il ne s'arrêtait de demander l'argent qu'ils leur avaient volé.

Le 30 septembre 1971 : les troupes tuent à Cambewe (Moatize/Tete) 7 personnes : Chandiguera (marié - 60 ans), Agostinho Chandiguera (marié), Sózinho Chaguluka (25 ans), Cinto Chandiguera (marié), Eduardo Chandiguera (marié), Kalua Siale (physiquement déformée, 25 ans) et un cadavre non identifié. Ils n'ont pas posé des questions aux victimes. Ils ont tiré tout simplement.

Fin septembre et début octobre 1971 : la troupe jette deux bombes à Inhagalankope tuant Mapalata (mariée) et Duzíria (mariée).

Le 23 octobre 1971 : les soldats abattent à coups d'armes à feu trois travailleurs de l'Ermoque (compagnie chargée de la construction de la route Tete-Songo) au village de Inhamachola. Voici leurs noms : Sinalo Tacho (marié), Vunzani Sani (marié) et Mauzissi Salamaia (marié).

Le 4 novembre 1971 : les Commandos brûlent en vie 16 personnes au village de António (Mucumbura). Les victimes s'appellent : Helena (femme du chef coutumier Buxo, tué par le FRELIMO), Ester Helena Buxo (10 ans), Margaretta Helena Buxo (8 ans), Maria Helena Buxo (6 ans), Tarifei Helena Buxo (un mois), Majozi (65 ans), Rute (mariée), Kufa Rute Chidekunde (13 ans),

Massa Ruto Chidekunde (8 ans), Rosa Rute Chidekunde (6 ans), Rebeca Rute Chidekunde (7 mois), Dzudzai (mariée - 20 ans), Rorosi (2 ans), Haiti (70 ans) et deux autres personnes que les missionnaires n'ont pas pu identifier. Auprès du magasin de M. Gabriel se trouvaient les cadavres brûlés d'autres cinq personnes, complètement défigurées. Parmi eux on reconnaissait celui d'un enfant de 2 à 3 ans.

Le 12 novembre 1971 : M. Caldas, chef de l'O.P.V. tué à Inhacapiriri Keni Dirao.

Après le 15 décembre 1971 : les troupes tuent Nyamphunga Chaleke (60 ans), femme de Gervásio Kairiga, à Chirodzi. Elle a été tuée par représailles parce que son mari s'était enfui d'Estima où il était prisonnier.

Le 19 décembre 1971 : à Chacolo les Commandos tuent trois personnes : Laeni Tikha (marié), Saeni Alfai (marié) et Maki Codo (marié).

Le 10 février 1972 : à Inhaticoma la troupe abat à coups d'armes à feu Kudeka Laisse qui cherchait ses enfants cachés dans la brousse par crainte de la troupe.

Le 6 mars 1972 : les Commandos tuent deux personnes à Inhantondo : Gedece Telha et l'enfant qu'elle portait dans son ventre, étant près d'accoucher.

Le 16 mars 1972 : les troupes passent à tabac jusqu'à la mort un vieillard de 70 ans à António (Mucumbura).

Le 18 mars 1972 : la troupe abat à coups d'armes à feu au village d'António : António Chinaca (58 ans) et Saeni (71 ans). On les a tués quand ils ouvraient la porte de l'étable.

Le 20 mars 1972 : la D.G.S. (Pide) de Mucumbura torture jusqu'à la mort M. Macaza (68 ans) du village d'António.

Le 20 mars 1972 : la troupe tue en les passant à tabac un couple du village de Chimandabue, brûlant après les victimes.

B. TRAITEMENT INFLIGE AUX PRISONNIERS POLITIQUES ET AUX COMBATTANTS DE LA
LIBERTE QUI SONT CAPTURES

1. Référence à quelques lois pertinentes

356. La législation relative à cette question, notamment les décrets-lois concernant l'ancienne police de sûreté ou police secrète, Policia Internacional e de Defesa de Estado (PIDE), ainsi que les lois prévoyant sa suppression et son remplacement par une Direction générale de la sûreté (DGS) sont étudiées en détail dans le document E/CN.4/AC.22/14 ainsi que dans les rapports précédents du Groupe spécial d'experts [E/CN.1020/Add.1, chap. XXII et E/CN.4/1050, chap. V B)/].

357. Une nouvelle loi (Décret No 239/72 du 18 juillet 1972), dont on trouvera le texte ci-après, régleme l'application des mesures de sécurité et la détention sans jugement de prisonniers dans le cas d'actes contre l'intégrité territoriale de l'Etat 6/ :

"Considérant que la situation actuelle dans les provinces d'outre-mer ne permet pas de supprimer immédiatement le régime juridique des mesures administratives de sécurité;

Considérant, toutefois, qu'il est souhaitable de réviser le système actuellement en vigueur dans les provinces d'outre-mer, qui réduit le champ d'action du gouvernement et limite l'application de ces mesures au cas où sont commis des actes qui peuvent mettre en danger l'intégrité territoriale de la nation;

Eu égard aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 109 de la Constitution et à la résolution de l'Assemblée nationale publiée dans le Diário do Governo le 27 décembre 1971;

Par mesure d'urgence et conformément au paragraphe 3 de l'article 136 de la Constitution,

Dans l'exercice des pouvoirs conférés par le paragraphe 1 de l'article 136 de la Constitution et conformément au paragraphe 2 de cet article, le Gouvernement décrète et je promulgue par la présente les mesures suivantes, pour qu'elles aient force de loi dans les provinces d'outre-mer :

6/ Selon des nouvelles publiées dans le No 218 de "Noticias e Fatos" du 17 novembre 1972, un bulletin d'information publié par la Casa de Portugal (New York) et le New York Times du 3 décembre 1972, un décret du Ministère de l'intérieur, daté du 16 novembre 1972, a abrogé les dispositions autorisant la détention de prisonniers politiques pour une période de six mois à trois ans par mesure de sécurité, conformément au décret-loi No 40550 du 12 mars 1956. Le texte du nouveau décret n'a pas encore paru; toutefois, il contiendrait des dispositions en vertu desquelles, selon le Code pénal portugais, sont considérées comme délits passibles d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans des infractions telles que le fait de former un groupe qui sape l'ordre social ou porte atteinte à la sécurité de l'Etat, d'y adhérer ou de lui apporter un soutien financier. D'après les mêmes sources, cette nouvelle situation a provoqué la libération de 13 prisonniers politiques à la fin du mois de novembre.

Article 1

1. Les mesures administratives de sécurité s'appliquent uniquement aux personnes qui commettent des actes susceptibles de porter atteinte à l'intégrité territoriale de la nation ou qui sont complices de tels actes et peuvent consister en :

- a) Un internement dans une colonie agricole; et
- b) La mise en résidence dans une localité désignée à cet effet.

2. Les mesures administratives de sécurité sont de trois ans au maximum; elles peuvent être prolongées de trois nouvelles années si les circonstances qui en ont nécessité l'application subsistent; elles ne sont pas appliquées concurremment avec une peine privative de liberté ou une mesure de sécurité de caractère judiciaire.

Article 2

La mesure prévue à l'alinéa a) de l'article 1-1 s'applique seulement lorsqu'il ressort, des circonstances, après enquête, que c'est là la mesure la plus appropriée dans le cas en question.

Article 3

1. Les mesures administratives de sécurité sont prises sur décision accompagnée d'un exposé des motifs sur lesquels elles se fondent et spécifiant quelle est la mesure à appliquer et quelle est la durée de son application, à l'issue d'une procédure établie par la Direction générale de la sécurité (DGS) après que l'accomplissement d'actes tels que ceux décrits à l'article 1 ou la complicité dans l'accomplissement de ces actes a été prouvée.

2. Ces mesures peuvent être mises en oeuvre dans la province où la personne à laquelle elles s'appliquent se trouve, dans une autre province ou dans la métropole portugaise.

3. S'il est déterminé à un quelconque moment qu'il serait souhaitable de mettre fin à l'exécution de cette mesure, la Direction générale de la sécurité peut rouvrir la procédure et proposer de mettre fin à l'application de cette mesure.

Article 4

1. Les mesures administratives de sécurité entraînant l'internement ou la mise en résidence hors de la province relèvent de la compétence du Ministre des provinces d'outre-mer devant lequel l'affaire est renvoyée pour exécution lorsque la province juge bon de proposer d'éloigner la personne en question de la province.

2. Les mesures entraînant un éloignement de la province sont imposées par le Gouverneur." 7/

2. Analyse des témoignages

358. Le secrétaire général d'Amnesty International, M. Martin Ennals, a déclaré que son organisation disposait de très peu de renseignements sur la situation des personnes qui avaient été capturées dans les territoires africains administrés par le Portugal. Dans certains cas, des personnes appartenant à un mouvement de libération étaient envoyées, après leur capture, au Portugal pour y être jugées ou étaient parfois envoyées dans une des îles au large de l'Angola telles que le Cap-Vert. Elles pouvaient être soumises à divers types d'emprisonnement extrêmement pénibles sur lesquels il est très difficile d'obtenir des renseignements.

359. De l'avis de M. Ennals, il y avait toute raison de demander que les Conventions de Genève de 1949 relatives aux prisonniers de guerre soient réellement appliquées au cas des combattants de la liberté. Alors que le Comité international de la Croix-Rouge et l'Organisation des Nations Unies s'efforçaient de réviser les dispositions relatives au traitement des prisonniers non seulement en temps de guerre mais également en période de conflit armé, M. Ennals a estimé qu'il était très important, dans l'intérêt des combattants de la liberté eux-mêmes, de forcer le Portugal à reconnaître qu'il devait leur appliquer le traitement des prisonniers de guerre (RT.130, p. 67).

360. Dans les témoignages soumis par écrit par le Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA) figurent les observations et les conclusions d'un avocat belge, Me Marie-Thérèse Cuvellicz, observateur de la Ligue belge de droits de l'homme, qui a assisté à Lisbonne à la première partie du procès du prêtre angolais Pinto de Andrade et d'autres personnes détenues au Portugal pour leurs relations avec le mouvement de libération des territoires africains administrés par le Portugal.

Le texte du rapport de l'avocat est reproduit ci-dessous :

"DETENTION PREVENTIVE

Il est dès à présent établi qu'il est toujours fait usage des dispositions réglementaires citées par Me BERENBOOM, délégué de la Ligue au procès de certains membres du M. O. D. Des personnes arrêtées sont pendant une période trois mois entre les mains de la police sans aucune intervention du pouvoir judiciaire. Cette période de trois mois peut être prolongée par deux périodes de 45 jours dans les mêmes conditions. En principe, à l'issue de ces six mois, on devrait être soit libéré, soit renvoyé devant la juridiction compétente. Pour les dix prévenus du procès en question, la détention préventive a dépassé cette période.

7/ Diário do Governo, première série, No 166, 18 juillet 1972.

Il existe, en droit portugais, poursuit le rapport, une procédure en 'habeas corpus' assez compliquée mais le risque de cette procédure pour l'avocat qui l'introduit est grand car si l'institution saisie de cette procédure estime que la requête en 'habeas corpus' n'est pas fondée, l'avocat est passible de peines de prison ou d'amendes.

Pour les prévenus du procès 'de Andrade' la détention préventive 'sensu stricto' s'est prolongée comme suit :

Alvai, José de Melo Sequeira Santos, depuis le janvier 1970;
Raúl Jorge Lopes Feio, 27 janvier 1970; José Coelho da Cruz, 27 janvier 1970;
Maria José Pinto Coelho da Silva, 27 janvier 1970; Diana Marina Dias Andringa
27 janvier 1970; António Manuel Garcia Neto, 2 février 1970; Rui Filipe
de Matos F. Martins Ramos, 14 novembre 1969; António José Ferreira Neto,
octobre 1969; Fernando Emílio de Campos F. Sabrosa, 29 février 1970;
Joaquim de Rocha Pinto de Andrade, 7 avril 1970.

En principe, en vertu des textes, la personne arrêtée doit pouvoir entrer immédiatement en contact avec son avocat. En pratique, il n'en est rien.

Dans le procès 'de Andrade', poursuit Me Cuvelliez, j'ai pu rassembler des renseignements à propos de :

- DIANA MARINA DIAS ANDRINGA: cette jeune femme journaliste, de race blanche, originaire de Luanda, appartenant à la bourgeoisie d'affaires portugaises était connue à Lisbonne pour ses opinions de gauche. Son mari était en prison. Elle avait pris la précaution de donner un mandat à son conseil (également conseil de son mari). Elle fut arrêtée le 27 janvier 1970. Son conseil, muni du précieux document, tenta en vain de lui rendre visite immédiatement. Il ne put la voir pour la première fois que le 22 ou 23 avril 1970, à la prison de Caxias où il a pu s'entretenir seul avec elle. Mais une cloison sépare l'avocat de sa cliente et pour se comprendre, il faut parler à voix très haute. La correspondance entre l'avocat et le client est ouverte; parfois elle est saisie et se trouve dans les dossiers de la police. Le conseil doit demander chaque fois l'autorisation de voir son client et préciser l'heure et la date.

Parmi les faits reprochés à l'accusée, il y a deux articles refusés par la censure et non publiés. La jeune femme est accusée d'avoir approuvé le M. P. R. Elle se déclare pour sa part solidaire du peuple angolais mais non du K. P. L. A.

- JOAQUIM PINTO DE ANDRADE : a pu voir son conseil librement. L'avocat a conféré avec lui autant de fois qu'il le voulait, ce qui lui a permis de préparer minutieusement sa défense, laquelle repose sur le racisme dont ce prêtre noir a été victime et sur une persécution de 10 ans. C'est la première fois que ce Père est jugé.

TORTURES

A part Joaquim Pinto de Andrade, note le rapport, tous les accusés se plaignent d'avoir subi des tortures physiques dont la plus commune semble être celle du sommeil, qui consiste à en priver la personne arrêtée par toutes sortes de moyens (notamment médicaments). J'ai notamment entendu Mme Diana Andringa dire au tribunal qu'elle avait subi la torture du sommeil pendant six jours et six nuits, ce qui pour un 'connaisseur', en l'espèce une femme qui avait été arrêtée il y a quelques années pendant 17 à 18 mois et avait subi la même épreuve, paraissait très dur.

Il est assez remarquable et également angoissant pour notre conception de la torture que dans l'esprit des Portugais interrogés à ce sujet, la torture du 'sommeil' apparaît comme anodine au point qu'ils ont tendance à l'oublier et à ne pas la nommer lorsqu'ils sont interrogés d'une manière générale sur la torture. Ce n'est qu'en approfondissant l'interrogation à ce propos qu'ils la citent.

Les menaces sont citées pour mémoire : menace de séjour en 'camps'.

Les femmes sont interrogées le jour par des hommes et la nuit par des femmes (question de bienséance) et les interrogateurs se succèdent de quatre en quatre heures, observe Me Cuvelliez.

...

CONCLUSIONS

Le procès ouvert à charge des accusés dits 'militants du M. P. L. A.' tel que j'ai pu l'étudier par l'acte d'accusation, la procédure à l'audience et les éléments fournis par la défense est une dérisoire et affligeante comédie, une parodie de justice du fait notamment :

- De l'absence du pouvoir judiciaire durant l'instruction préparatoire;
- De la durée de la mise à la disposition de la police des prévenus;
- De l'usage de tortures;
- Des conditions d'incarcération;
- Du défaut d'instruction sérieuse à l'audience;
- Du défaut de publicité véritable à l'audience;
- Des entraves mises à la défense des prévenus.

Au cours de ce procès, les droits de l'homme sont manifestement violés ^{8/}.

..."

^{8/} "MPLA - Rapport à l'intention du Groupe *ad hoc* d'experts de la Commission de l'ONU des droits de l'homme", annexe IV, Lusaka, août 1972, citant un article de *La Cité* (Belgique) du 19 février 1971.

a) Témoignages relatifs aux événements survenus en Angola

361. M. Pascal Luvualu a déclaré que l'Angola est devenu une vaste prison; il a cité en exemple de nombreux camps de concentration tels que Bié, Péu-Péu (Huila), São Nicolau et Baía dos Tigres (Moçamedes), Forte Rocades (Kuenes), Menonge (Kwando-Kubango), où les méthodes rappelleraient les plus noires périodes du nazisme. Le témoin a dit que ceux qui réussissaient à s'enfuir racontaient des histoires effrayantes d'exécutions sommaires (RT.139, p. 2-11).

362. Selon M. Mario de Andrade, il existe trois catégories de prisonniers politiques qui déterminent, pour ainsi dire, l'effet de l'opinion sur les conditions dans lesquelles ces prisonniers sont détenus. Certains prisonniers sont gardés dans le camp de concentration de São Nicolau, dans une région reculée de l'Angola elle-même. D'autres prisonniers politiques angolais sont tout autant isolés dans la prison de Tarrafal sur une des îles du Cap-Vert. Enfin, d'autres sont emprisonnés au Portugal et, en vertu de la législation portugaise, auraient la possibilité de se défendre et même d'être jugés. M. Andrade a déclaré que les renseignements relatifs aux prisonniers politiques dépendaient de la personnalité du détenu. Les simples travailleurs autochtones étaient les plus mal traités. Toutefois, certains Angolais emprisonnés à Tarrafal, tels que l'écrivain Luandino Vieira, les poètes Antonio Jacinto et Antonio Cardoso et le combattant de la liberté Armindo Fortes, réussiraient à susciter plus d'intérêt. Ceux détenus au Fort de Peniche, au Portugal, parmi lesquels le témoin a cité son frère, le père Pinto de Andrade, auraient réussi à s'opposer aux autorités portugaises au cours du procès des dix nationalistes angolais. M. de Andrade a en outre déclaré qu'il disposait de données précises sur la discrimination qui règne entre les prisonniers de Tarrafal, même pour des questions de nourriture et de santé, en ajoutant que Cardoso, un des détenus de cette prison, était devenu fou (RT.141, p. 51-53).

363. M. de Andrade et M. J. J. Caetano ont soumis au Groupe spécial un témoignage par écrit contenant des renseignements sur la manière dont le camp de concentration de São Nicolau est divisé, ainsi que les noms de plusieurs prisonniers politiques angolais qui seraient détenus dans cette prison, au Fort de Peniche (Portugal) et dans la prison de Tarrafal; le texte de ce document est reproduit ci-après :

"QUELQUES ANGOLAIS DETENUS AU CAMP DE CONCENTRATION
DE SÃO NICOLAU

LE CAMP DE CONCENTRATION DE SÃO NICOLAU SITUE DANS LE DESERT DE MOÇAMEDES EST COMPOSE DE TROIS PARTIES DONT CHACUNE EST APPELEE A SON TOUR CAMP. LE CAMP No 1 EST CELUI OU LES CONDITIONS D'EXISTENCE SONT LE MOINS MAUVAISES; DANS LE CAMP No 2 ELLES SONT MEDIOCRES ET DANS LE CAMP No 3 ELLES SONT TRES MAUVAISES.

Tout dernièrement, il a été possible de déceler quelques noms des prisonniers, qui y furent déportés en 1971 et en 1969, pour rejoindre les presque 4 000 déportés de São Nicolau. Les voici :

- 1 - JOSE JACINTO SILVA VAN-DUNEN - Né en 1940. Ecole secondaire complète. Sergent milicien de cavalerie. Arrêté et déporté en 1971.
- 2 - LUIZ EDGAR CEITA - Né en 1947. Ecole secondaire complète. Topographe. Ex-sergent de l'armée portugaise. Arrêté et déporté en 1971.
- 3 - CARLOS JORGE - Né en 1949. Cours secondaire incomplet. Sergent milicien. Arrêté et déporté en 1971.
- 4 - JOSE VIEIRA RODRIGUEZ MINGAS - Né en 1944. Fonctionnaire des services de santé. Arrêté et déporté en 1971.
- 5 - JOAO BONECO - Cours secondaire complet. Arrêté et déporté en 1971.
- 6 - MOISES CAMABAIA - Etudiant universitaire et fonctionnaire. Arrêté et déporté en 1971.
- 7 - CARLOS MANUEL MESQUITA OCTAVIO - Arrêté le 4 janvier 1970. Libéré au début du mois d'avril. Nouvellement arrêté en janvier 1971. Déporté en avril 1971.
- 8 - JOAO CAHEIRO - Etudiant. 18 ans. Arrêté en 1970. Déporté en 1971.
- 9 - JOAO MATIAS - 19 ans. Cinq années d'école secondaire. Arrêté et déporté en 1970.
- 10 - MANUEL VAN-DUNEN - Caporal de l'armée de l'air. Arrêté en février 1972.
- 11 - MARIO GRINGO - Arrêté et déporté en 1969.
- 12 - ROMULO - Deux fois arrêté. Se trouve aujourd'hui à São Nicolau.
- 13 - ANTONIO LOTTY - Deux fois arrêté. Se trouve aujourd'hui à São Nicolau.
- 14 - VALENTIM - Etudiant ingénieur. Arrêté en 1969. Déporté au Tarrafal (archipel du Cap-Vert) le 29 mars 1970. Fin 1971 transféré à São Nicolau.

MENACES DE DEPORTATION A SAO NICOLAU

- 1 et 2 - GUIMARAES et MAJOR NETO - Ils manquèrent un détournement d'avion. Furent arrêtés en 1971.
- 3 - AUGUSTO SILVA - Fonctionnaire de la D.T.A. (Division des transports aériens). Arrêté pour la troisième fois en janvier 1972.

ANGOLAIS ARRETES AU PORTUGAL (FORT DE PENICHE)

Du 'PROCES DES DIX', cinq ont fini leur temps de prison et sont libérés. Restent encore en prison :

- 1 - ALVARO JOSE DE MELO SEQUEIRA SANTOS
- 2 - ANTONIO MANUEL GARCIA NETO
- 3 - RUI DE MATOS F. MARTINS RAMOS
- 4 - ANTONIO JOSE FERREIRA NETO
- 5 - JOAQUIM DA ROCHA PINTO DE ANDRADE

D'après le verdict, chaque patriote fut condamné à une amende de 20 escudos par jour (17 500 escudos).

ANGOLAIS ARRETES AU TARRAFAL (ARCHIPEL DU CAP-VERT)

On ignore le chiffre exact du groupe des plus anciens dont font partie :

- 1 - JOSE VIEIRA MATEUS DA GRACA (l'écrivain très connu LUANDINO VIEIRA) qui doit finir sa condamnation en 1974.
- 2 - ANTONIO JACINTO poète très connu.
- 3 - ARMINDO FORTES condamné à 25 ans de prison...
- 4 - ANTONIO CARDOSO

Un autre groupe fut arrêté à Luanda à la veille des élections de députés de l'Assemblée portugaise, le 25 octobre 1969, sous l'accusation de vouloir faire exploser des bombes; un troisième groupe fut arrêté au mois de novembre de la même année et inculpé de participation dans un des détournements d'avions vers Pointe Noire (R.P. du Congo). Sous la menace d'être passés par les armes, ils furent contraints de signer une 'confession' selon laquelle ils se proposaient de tuer Marcello Caetano.

En voici quelques noms :

- 5 - ALBERTO CORREIA NETO - Arrêté le 4 janvier 1969. 20 ans. Etudiant en médecine.
- 6 - ALCINO BORGES DE CARVALHO - 19 ans. Arrêté le 4 janvier 1969. Etudiant en médecine.
- 7 - ALDEMIRO VAZ DA CONCEICAO . 20 ans. Lycée technique. Soldat de l'Ecole d'application militaire. Arrêté le 12 décembre 1969.

- 8 - ANDRÉ MATEUS NETO - 43 ans. Menuisier. Ancien militant du MPLA.
- 9 - ANTONIO GONCALVES CAPITA - 25 ans. Ouvrier.
- 10 - AUGUSTO KIALA BENJE - 30 ans. Ouvrier de la DIAMANG et participant des événements du 4 FEVRIER 1961. Ayant déjà souffert six ans de prison à Luanda.
- 11 - BERNARDO LOPES TEIXEIRA - 20 ans. Fonctionnaire du PEUPLEMENT.
- 12 - EDUARDO SANTANA VALENTIM - 25 ans. Etudiant ingénieur. Transféré actuellement au camp de São Nicolau.
- 13 - FRANCISCO CAETANO - 23 ans. Peintre de l'île de Luanda.
- 14 - GILBERTO SARAIVA DE CARVALHO - 29 ans. Ex-sous-lieutenant (prisonnier de guerre).
- 15 - JAIME GASPAR COHEN - 21 ans. Etudiant. Arrêté le 12 décembre 1969.
- 16 - JUSTINO PINTO DE ANDRADE - 23 ans. Etudiant en médecine.
- 17 - PAIVA DOMINGOS DA SILVA - 40 ans. Participant des événements du 4 février. Neuf ans en plusieurs camps de concentration. Il avait été libéré de São Nicolau et après trois mois il fut arrêté à nouveau.
- 18 - TITO ARMANDO DOS SANTOS - 36 ans. Tailleur.
- 19 - VICENTE PINTO DE ANDRADE - 20 ans. Etudiant du Lycée commercial.

Il y a encore 23 autres patriotes angolais non identifiés..."
(Voir également RT.141, p. 51, 52 et 53).

364. M. Makina M. Onyo a témoigné qu'après la capture de plusieurs combattants de la liberté dans leur propre camp à Muye, dans le district de Moxico, en mars 1972, à l'occasion de laquelle quatre de ses parents avaient été tués par les forces portugaises 9/, sa grand-mère et d'autres Angolais avaient été enfermés dans la prison de Muye. Elle aurait réussi à s'échapper et aurait déclaré au témoin que les prisonniers politiques étaient atrocement torturés dans cette prison, où on les forcerait à boire de l'urine et à manger des "ordures". Elle a également déclaré qu'un de ses oncles, un frère cadet de celui que les soldats portugais avaient tué à Muye, avait eu les oreilles coupées par les soldats et avait été forcé de creuser des tombes pour d'autres gens qui avaient été tués. La

9/ Voir par. 330 ci-dessus.

raison pour laquelle ils lui auraient coupé les oreilles serait qu'il ne pouvait entendre convenablement, étant donné qu'il était à moitié sourd, et ne pouvait donc comprendre les militaires lorsque ceux-ci l'appelaient.

365. Le témoin Mwonyo a également déclaré qu'avant qu'il ne quitte la Zambie pour se présenter devant le Groupe spécial d'experts en juillet 1972, les forces portugaises étaient venues dans son village pour attaquer les villageois. Tandis que ceux-ci s'enfuyaient, une petite fille de deux ans environ, du nom de Kabuyi, aurait été capturée par les soldats portugais qui lui auraient enfoncé dans la gorge un bâton acéré et l'aurait laissée là (RT.139, p. 52-65).

366. M. Nsamba, ancien militaire de la branche spéciale de l'armée portugaise, a attesté qu'après avoir assisté au meurtre de quatre chefs dans le village stratégique de Kameya 10/ et s'être échappé de ce village, il aurait été à nouveau emprisonné par les Portugais. Il a déclaré que pendant leur séjour en prison, lui-même et d'autres prisonniers politiques auraient été forcés à boire de l'urine et à laver les fesses de leur geôlier avec leurs mains. Le témoin a montré des cicatrices sur ses mains et son front, qui auraient été causées par des cigarettes allumées que les gardiens de la prison auraient appliquées sur ces parties de son corps. En février 1972, M. Nsamba a réussi à s'échapper une deuxième fois et à rejoindre les combattants de la liberté (RT.139, p. 81-85 et 92).

367. M. Muila Mavungo a déclaré qu'il avait été arrêté par la police secrète (PIDE) à Buco-Zau (Angola) en septembre 1963, parce qu'on le soupçonnait d'appuyer le mouvement de libération et qu'il avait été interrogé et battu violemment chaque jour jusqu'à ce qu'il soit gravement blessé, avec trois dents cassées. Il avait été par la suite transféré au camp de concentration de Menongue, dans le district de Cuando-Cubango, près du Missombo; les prisonniers y étaient placés sur des planches de bois, on leur tirait dessus et on les poussait dans la rivière où ils mouraient. Le témoin a déclaré qu'après deux ans de séjour à Menongue, il avait été transféré à la prison de São Nicolau (district de Moçamedes) où il a travaillé avec 4 000 autres prisonniers à casser des pierres pour construire des maisons. Lorsqu'il est arrivé à São Nicolau en 1965, il n'existait que deux maisons; quand il est parti en 1971, c'était presque une ville. Les prisonniers auraient vécu dans ce camp avec leurs femmes et leurs enfants dans de petites huttes pour cinq ou six personnes, les femmes dans des huttes séparées et auraient effectué, côte à côte, le même dur travail dans les champs et les mines de sel. Le témoin a également déclaré que les prisonniers recevaient de la nourriture pourrie et peu d'eau, étant donné qu'il fallait parcourir quatre kilomètres environ pour en trouver. Selon M. Mavungo, un administrateur de São Nicolau du nom de Lima, a, une fois, infligé à un prisonnier 500 coups de canne à titre de punition et comme le prisonnier n'a pas été soigné immédiatement,

10/ Voir par. 332 ci-dessus.

il est mort en prison. Il y aurait eu sept à huit morts par jour dans la prison, par suite soit de maladie soit de sévices graves commis par les gardes. Le témoin a en outre déclaré qu'il croyait que pendant son séjour en prison, en juin 1967, un groupe d'étrangers, dont un représentant de la Croix-Rouge 11/, un ecclésiastique américain et quelques Français, s'étaient rendus à São Nicolau et auraient été surpris des conditions de vie qui y régnaient, à la vue de prisonniers marchant, pratiquement nus, malgré le grand froid. A la suite de cette visite, l'état de l'habillement des prisonniers aurait changé. M. Mavungo a déclaré qu'après avoir été emprisonné pendant 11 ans, sans jugement, il a été relâché en 1971 (RT.140, p. 26-50).

368. M. Tomas Manuel a témoigné qu'il avait été arrêté en 1966 et mis en prison à Caxito (district de Luanda) où il avait été entassé avec 20 autres prisonniers politiques dans une petite cellule, et c'est dans cette cellule qu'ils devaient satisfaire leurs besoins naturels. Le témoin a dit que les prisonniers étaient affamés car il n'y avait pas de nourriture et qu'ils étaient battus sans cesse; que les gardes leur enlevaient leurs vêtements et qu'ils devaient donc dormir nus sur le sol. M. Manuel aurait réussi à s'échapper en soudoyant un garde de la prison avec 100 escudos (RT.140, p. 64-66).

369. Selon M. Lubaki, les unités opérationnelles portugaises font subir aux combattants de la liberté qu'elles capturent les tortures les plus cruelles en les interrogeant et les tuent ensuite. D'après ce que l'on sait, les Angolais capturés sont obligés par les Portugais, avant d'être tués, à leur servir de guide ou d'éclaireurs dans la brousse, afin de les aider à repérer les camps de guerilleros 12/ (RT.142, p. 12-15 et 28).

11/ Le rapport annuel de 1966 du Comité international de la Croix-Rouge, p. 5, contient des renseignements sur la visite de son représentant, M. Hoffmann en Angola, le 22 juin. Il est dit dans le rapport qu'au cours de sa mission, M. Hoffmann a inspecté un camp de prisonniers dans le district de Cuando-Cubango à une quinzaine de miles de Serpa Pinto, le "Campo de Trabalho de Missombo", centre de détention dans le district de Moçamedes, et le "Campo de Recuperação Social de São Nicolau"; il y est dit en outre que dans tous les endroits qu'il a visités, le délégué avait toute liberté d'enquêter sur les conditions de détention. A la page 14 du rapport annuel de 1970, il est dit que M. Hoffmann s'est rendu à Luanda pour présenter aux autorités portugaises le délégué et le docteur délégué qui, du 1er au 17 novembre, ont visité deux prisons, un hôpital militaire et un "camp de redressement", où ils ont vu près de 1 340 détenus politiques. Les rapports sur ces visites auraient été envoyés par le CICR aux autorités pénitentiaires.

12/ Voir aussi par. 340 ci-dessus.

370. M. José Adao Gomes a témoigné avoir été capturé par 22 soldats portugais à Kizele (Angola) le 22 avril 1970, alors qu'il était armé et portait l'uniforme de membre du mouvement nationaliste. Après avoir été jeté en prison, battu et interrogé de nombreuses fois, il avait été conduit devant un officier au poste militaire portugais de Santa Eulalia où on l'avait interrogé et battu de nouveau en le traitant de terroriste. Le témoin a déclaré qu'on l'avait ligoté avec une corde, qu'on lui avait accroché au dos un sac rempli de boîtes de conserves et qu'on l'avait obligé à monter dans un hélicoptère. Quand l'hélicoptère s'était trouvé à environ 15 mètres d'altitude, un sous-lieutenant l'avait, paraît-il, jeté dans la brousse. Il s'était fait très mal et du sang s'était mis à lui couler de la bouche, du nez et des yeux. L'hélicoptère était revenu et lorsque les Portugais s'étaient aperçus qu'il n'était pas mort, ils l'avaient, paraît-il, traîné par la corde sur environ 10 mètres, lui causant ainsi des blessures supplémentaires, et l'avaient ensuite emmené en prison où il avait perdu connaissance. On lui avait fait des piqûres pour le faire revenir à lui et il était resté en prison cinq mois. Ensuite, a-t-il dit, il avait été emmené dans une senzala ou village stratégique 13/, où on l'avait fait travailler sept jours par semaine, de 6 heures à 19 heures, sans le payer, jusqu'à ce qu'ils réussisse à s'échapper avec 23 autres personnes en avril 1971. Le témoin, qui a comparu devant le Groupe spécial en boitant et en s'appuyant sur une canne, a déclaré que sa chute d'hélicoptère lui avait disloqué la colonne vertébrale et d'autres os et lui avait causé une blessure au pénis qui avait nécessité l'introduction d'un tube de plastique pour lui permettre d'uriner (RT.142, p. 51-85).

371. M. Manuel Miranda, soldat du mouvement nationaliste angolais, a indiqué qu'il avait été capturé, avec deux autres camarades, le 25 octobre 1971, près de la rivière Lué. Il a déclaré que ses compagnons avaient été tués par les forces portugaises et qu'il avait, quant à lui, été battu et emprisonné au poste de Nambugangongo. Le témoin a dit qu'il avait été ensuite emmené dans la brousse, accompagné par des soldats portugais, et qu'on l'avait obligé à marcher toute la nuit sans lui ôter ses liens, jusqu'au moment où ils étaient tombés dans une embuscade tendue par les forces de l'ALNA qui avait coûté la vie à deux Portugais. En conséquence, le commandant du bataillon avait donné des instructions pour que le témoin soit privé de nourriture et constamment battu, puisqu'il avait été envoyé pour guider les soldats portugais vers les positions nationalistes et avait, au lieu de cela, fait tomber les soldats dans une embuscade. Le témoin a déclaré qu'il avait été transféré dans une autre prison où il avait rencontré six camarades capturés plus tôt qui avaient été blessés à la suite des tortures qu'on leur avait infligées. Ces mêmes combattants de la liberté avaient disparu un par un. Le témoin a dit que le 3 janvier 1972 il avait comparu devant un commandant qui lui avait appris que les Portugais l'avaient épargné pendant l'embuscade afin qu'il puisse guider leurs forces à travers la zone où il avait été capturé. On l'avait obligé à servir à nouveau d'éclaireur et on l'avait ligoté en lui laissant toutefois une main libre pour qu'il puisse, au moyen d'une machette, se frayer un passage dans la brousse. Mais après avoir parcouru environ

13/ Voir aussi par. 401 ci-dessous.

23 kilomètres, le caporal qui l'accompagnait avait relâché le bout de la corde qui lui liait encore les membres suffisamment longtemps pour permettre au témoin de s'enfuir. Ensuite, a-t-il dit, il avait rejoint le maquis (RT.143, p. 3, 4-5, 6).

372. M. Antonio Martins a parlé du bombardement d'hôpitaux et d'écoles à l'intérieur de l'Angola 14/, au cours duquel un de ses élèves, Domingo Rodriguez Miguel, âgé de 14 ans, avait été capturé vivant par les forces portugaises à l'école de São Fernandes le 7 mars 1972. Aux dires du témoin, les Portugais l'avaient emmené à 25 kilomètres de là et lui avaient coupé le bras droit et l'oreille gauche avec une machette avant de le relâcher. Le jeune garçon était paraît-il rentré chez lui en portant l'oreille et le bras qu'on lui avait coupés et quatre mois plus tard, après avoir été soigné dans un hôpital, il s'était engagé dans le mouvement nationaliste (RT.143, p. 11-17).

373. M. Pedro Vida Garcia a déclaré que sur tout le territoire de l'Angola, et plus particulièrement dans les zones proches des régions touchées par la guerre de libération, les forces portugaises organisaient fréquemment des raids pour surprendre ceux qui coopéraient avec les guérilleros. Au cours de ces raids, elles arrêtaient arbitrairement un grand nombre de personnes auxquelles elles faisaient subir des tortures pour finalement les tuer. Plusieurs raids semblables s'étaient produits en 1971 à Kinkunzu, Mussela et Catalambanza 15/ (RT.143, p. 39-46).

374. M. François Lele, président du parti Nto-Bako, a révélé qu'il y avait plus de 40 000 prisonniers qui vivaient dans des conditions inhumaines et dégradantes en Angola, privés de tout dans un lieu infesté de maladies. Il a déclaré que pendant leur transfert de la prison de São Paulo, les prisonniers Andres Mazoa et Paul Kralu avaient été forcés, sous la menace du fouet, de marcher jusqu'à la côte de l'Atlantique, à 35 kilomètres de la capitale, avec des charges de sable sur la tête. Le témoin a fourni les noms des prisons situées dans la région de Luanda; ces prisons étaient les suivantes : San Pedro de Boiro, à huit kilomètres de Luanda; une prison civile; la prison de la PIDE; la prison de droit commun de São Paulo; les camps de concentration de Damba, de la Baie des Tigres, de Moçamedes - à 160 kilomètres de Luanda - et de Serpa Pinto (RT.146, p. 12 et 13-15). Le témoin a dressé la liste suivante des personnes se trouvant actuellement incarcérées à Luanda :

14/ Voir ci-après le paragraphe 414.

15/ Pour plus de détails, voir le paragraphe 337 ci-dessus.

"Alberto de Cruz (actuellement à Carmona)

Samuel Teixeira (idem);
Samuel Cesar (idem);
Paul Muila (Sanza Pombo);
Simon Kiala (Kimbele);
Samuel Kosi (Macocola);
François Suamono (Buenga);
Simon Bambili (Bcu);
Paul Kiala (Bcu);
Elias Morais (Macocola);
Kosi Farao (Damba);
Manuel Lelo (Damba);
Pedro Panda (Damba);
Joao Miezi (Damba);
Fernando Pinto (Purim);
Joao Pedro Mbola (Maquela);
Joao Purgante (Macocola);
José Manuel (Bengo);
Tomaz Antonio (Sanza Pombo);
Antonio Coelho (Sanza Pombo);
Moises Mateus (Sanza Pombo);
Daniel Kanza (Sanza Pombo);
Mafuani Makundi (Massau);
Joao Laurengo (Sanza Pombo);
Caetano Laurengo (Sanza Pombo);
Pedro Mbanza (Sanza Pombo);
Joao Marcos Pedro (Sanza Pombo);
Fonceira Muanza (Macocola);
Mateus Zulumongo Sok (Sanza Pombo);
Paulo Alberto Cataquisto (Sanza Pombo);
Guilhermo (Sanza Pombo);
Pedro (Sanza Pombo);
Rigiador Kimoyoyo (Macocola);
Joaquim Pires (Macocola);
Marcos Nzumbo (Macocola);
Francisco Maluta (Macocola);
Antonio Maiala (Macocola);
Andreade Marindo (Macocola);
Raul Buala (Macocola).

En 1970, Francisco Kadiemba et les frères Cato avaient été arrêtés et envoyés à l'île de São Nicolao dans la province de Moçamedes. Au cours de la même année, les Portugais avaient arrêté les chefs de tribu suivants :

Le chef Mpambu de la région de Sanza Pombo;
Le chef Ngonga de la région de Mukaba;
Le chef Ngonga Nzau de la région de Kwilu Pombo;
Le chef Kongo de la région de Carmona.

Ces quatre chefs révolutionnaires avaient été transférés, les yeux bandés, à la prison de l'île de São Nicolao." (RT.146, p. 16 et 17)

375. Selon M. Lele, les membres de son parti emprisonnés avaient contracté diverses maladies telles que la bronchite, le paludisme, etc. On les avait ligotés avec du fil électrique et on leur avait fait manger du poisson pourri et des haricots; on les avait obligés à manger de la terre pendant qu'on les fouettait et on avait lâché des chiens sur eux. M. Lele a déclaré que le Secrétaire général de son parti, M. Alberto da Cruz, avait été assassiné par les Portugais à Ucuá, près de Luanda (RT. 146, p. 17).

b) Témoignages concernant des événements qui se sont produits au Mozambique

376. Dans son témoignage, M. Joaquim Chissano a indiqué que les mesures de répression utilisées par les Portugais à l'encontre des Africains noirs, surtout après le déclenchement de la lutte armée pour la libération nationale, s'étaient considérablement aggravées au cours des deux années écoulées et avaient donné lieu à des excès inimaginables (RT. 135, p. 8-10). Le témoin a cité un journal sud-africain, The Star, qui a rapporté dans son numéro du 6 novembre 1971 que dans le district de Tete, des soldats portugais avaient forcé les mères à écraser leurs enfants avec des pilons et avaient ordonné aux civils de quitter leur village. Le lendemain, selon le journal, les villageois avaient été attaqués à partir d'hélicoptères alors qu'ils se dirigeaient vers un autre lieu et sauvagement massacrés (RT. 135, p. 17).

377. Selon M. Chissano, ceux qui protestaient lorsque l'armée portugaise du Mozambique se livrait à de tels actes étaient emprisonnés; c'est ce qui était arrivé à quatre prêtres, deux Portugais, les pères Sampaio et Mello, et deux Espagnols qui avaient été arrêtés en Rhodésie par la police de ce pays et transférés au Mozambique. Ces quatre prêtres catholiques attendaient d'être traduits devant un tribunal militaire portugais pour avoir dénoncé, du haut de leur chaire, le massacre de civils par les Portugais à Mukumbura en avril 1972. Les quatre prêtres étaient au secret depuis leur arrestation et n'avaient pas été autorisés à faire appel à des avocats pour se défendre.

378. M. Chissano a déclaré qu'aucune des atrocités commises par l'armée portugaise n'avait jamais donné lieu à une enquête ou à un procès, ce qui prouvait bien que toutes ces atrocités, loin d'être des cas isolés, étaient de pratique courante et délibérée. A son avis, on trouvait la justification de ces actes dans les écrits du commandant en chef de l'armée portugaise du Mozambique, le général Kaulza de Arriaga qui, dans ses "Leçons de stratégie" (Cours d'état-major, 1966-1967, vol. XII) affirmait que :

"... La stratégie portugaise en Afrique doit viser à établir un équilibre entre la population blanche et la population noire." (RT. 135, p. 16, 17, 23)

Le témoin assurait en outre que dans cette perspective, le général Kaulza de Arriaga, après avoir salué "l'exportation des esclaves africains vers le Brésil comme une bonne chose", avait proposé d'orienter pour l'instant l'action des Portugais vers les objectifs suivants :

"... D'une part, l'accroissement de la population blanche; d'autre part, la limitation de la population noire." (RT. 135, p. 16, 17, 23)

379. M. José Ngolombe a indiqué qu'il avait été arrêté à Beira le 9 mai 1964 par des agents de la PIDE. Il avait été envoyé dans une prison de Lourenço Marques, où la police s'était mise à le battre avec des fers et à le frapper à coups de gourdin ou palmatoria 16/, afin de lui arracher des renseignements sur le FRELIMO. Le témoin a dit qu'il n'était jamais passé en jugement mais avait été envoyé à la prison de Machava où il était resté jusqu'en juillet 1965, dans une cellule où les autres prisonniers et lui étaient serrés comme des sardines. On ne leur donnait pas d'eau, on les battait et on les forçait à regarder leurs camarades de détention souffrir sous la torture et être ensuite assassinés. Il avait été transféré à la prison de Malaban 17/ en juillet 1965 et ensuite de la prison de Malaban à la prison de Machava et vice-versa à peu près chaque année jusqu'à sa libération le 9 février 1971.

380. Selon M. Ngolambe, la prison de Machava, que l'on dit être la prison centrale, renfermait 3 000 prisonniers 18/. La nourriture que l'on y distribuait consistait en os bouillis. La meilleure partie de la soupe, qui contenait toute la graisse, était distribuée aux prisonniers de droit commun; le reste était donné aux prisonniers politiques qui, en raison de leur alimentation, étaient atteints de maladies d'estomac et d'hémorragies internes. Lorsqu'ils se trouvaient à Machava en octobre 1967, les 80 prisonniers politiques de son groupe n'avaient aucun vêtement si ce n'est quelques toiles de sac provenant de sacs de farine. Tous ceux qui se plaignaient de ce que la toile de sac était trouée se faisaient battre et étaient envoyés dans les plantations tout nus pour y travailler.

16/ Voir par. 347 et note 3 ci-dessus.

17/ Voir E/CN.4/1050, par. 468, où Malaban, qui renferme 20 000 prisonniers, est décrit comme étant le camp de concentration le plus vaste.

18/ Voir A/CN.4/8050, par. 474.

381. M. Ngolombe a révélé en outre que lorsqu'il était arrivé à Machava en janvier 1971, il avait été mis dans le quartier neuf de la prison avec un groupe de 30 prisonniers. On leur avait dit que tous ceux qui continueraient à parler du FRELIMO ne quitteraient jamais la prison. Ces 30 personnes avaient refusé d'obéir aux ordres et avaient en conséquence été isolées dans le nouveau quartier, sans vêtements, pendant la saison froide. On jetait de l'eau sur le plancher lorsque les prisonniers devaient rentrer se coucher et ils étaient privés de nourriture. Au dire du témoin, sur les 30 personnes emprisonnées dans ce quartier neuf, sept seulement avaient survécu. Toutes les autres y avaient trouvé la mort en raison de la mauvaise qualité de la nourriture et de la sévérité des punitions. Au nombre des morts se trouvaient Salimo, Joel, Joao Chitete, Alexandro Mixicoma et Juma. Certains des camarades qu'il connaissait étaient restés à Machava : il les avait vus lors de leur transfert du quartier 8 au quartier 9. Mais il n'avait jamais revu les autres. Le témoin a assuré qu'au cours des sept années qu'il avait passées en prison, il avait vu 50 personnes mourir par suite des coups et des mauvais traitements qu'elles avaient reçus. Il a déclaré qu'il avait été lui-même violemment frappé, ce qu'attestait le fait qu'il avait perdu une dent en prison alors qu'il subissait des sévices semblables.

382. M. Ngombole a révélé qu'au cours de son séjour à la prison de Malaban deux représentants de la Croix-Rouge avaient visité la prison, d'abord M. George Hoffman, en juin 1966, puis un homme du nom d'André, en 1968 et tous les deux avaient eu l'occasion de voir des prisonniers politiques nus ou vêtus de toiles de sac et avaient également pu se rendre compte du genre de nourriture qu'on leur donnait. Le témoin a déclaré que les représentants de la Croix-Rouge n'étaient jamais allés à la prison de Machava car les autorités portugaises y détenaient des gens qu'elles ne montraient à personne et qui restaient constamment enfermés. Le témoin était convaincu qu'il avait été relâché à la suite des visites effectuées par la Croix-Rouge car les Portugais avaient honte de ce que les visiteurs découvraient (RT.135, p. 58-95).

383. M. Silvestre Mueda a déclaré, dans son témoignage, qu'il avait été capturé par les forces portugaises après avoir reçu une balle dans le pied alors qu'il s'enfuyait de la vallée de Muidumbe avec sa famille. Il a dit qu'il avait été enfermé dans une cellule où les prisonniers devaient satisfaire tous leurs besoins car personne n'était autorisé à en sortir. Plus tard on l'avait sorti de prison et on l'avait emmené au village stratégique de Chai, village entouré de fils de fer barbelés, où on l'avait frappé à coups de palmatoria parce qu'il avait refusé de porter des armes, comme le lui demandaient des soldats auxiliaires, et d'aller dans la brousse combattre à leurs côtés. Dans ce village stratégique il avait été obligé de travailler dans les champs afin de gagner de quoi payer les impôts, sous la surveillance constante de soldats auxiliaires. Lorsqu'une ou plusieurs personnes voulaient satisfaire leurs besoins naturels, elles devaient montrer leurs cartes d'identité afin de pouvoir franchir la porte et devaient rester près de celle-ci, quelquefois les hommes et les femmes ensemble, afin que les soldats puissent les voir. Le témoin a déclaré qu'il avait été à nouveau incarcéré à la prison de Mueda pendant quelques mois et avait été ensuite transféré à la prison Macomia où il était resté un an sans passer en jugement. Il a dit que les prisonniers n'avaient pas de vêtements et qu'en prison ils dormaient à même le sol avec une toile de sac en guise de couverture (RT.136, p. 17-20, 21, 22-25, 26, 27, 31, 32, 33-35, 36, 37-40).

384. M. Ernesto Erbert Njolomola a indiqué dans son témoignage que soupçonné de cacher des guérilleros du FRELIMO 19/, il avait été emprisonné avec ses parents dans le village de Chimpene en juillet 1970. Ils auraient été fouettés et battus à coups de palmatoria, enchaînés, et n'auraient reçu pour toute nourriture que du gros sel trois fois par jour pendant deux semaines. Le témoin a déclaré que par suite des sévices qu'on lui avait infligés et de la nourriture qu'on lui avait donnée en prison, il souffrait de l'estomac et tout son corps lui faisait mal (RT.136, p. 46, 51, 52, 61).

385. Selon le témoignage écrit fourni par le Père Luis Afonso da Costa, missionnaire combonien expulsé du Mozambique en 1972, les faits que l'on connaissait actuellement confirmaient que les prisonniers politiques étaient soumis à la torture dans plusieurs régions du Mozambique. Il a cité divers cas, tel celui de Xavier Tomas, professeur assistant à l'une des missions catholiques, qui aurait été violemment frappé à trois reprises au point de tomber dans le coma; il a également cité les cas de Manuel Chawanda, hospitalisé avec un bras cassé à Tete après avoir été fouetté; de Gouveia Chaola, 70 ans, qui à la suite de coups reçus avait été atteint de gangrène aux paumes de la main; de M. Macaza, 68 ans, qui aurait succombé aux coups que lui avait assénés la police secrète (DGS) le 20 mars 1972. Le Père da Costa poursuit son témoignage en ces termes 20/ :

"En attendant écoutons ce que nous dit Auguste Luís qui a été emprisonné à Estima. Il nous racontera un peu de ce qu'il a pu voir et ce qu'il a subi lui-même. Parmi d'autres :

- On pliait le doigt de la victime par la troisième phalange en la pressonnant contre la deuxième et on l'attachait après avec un bout de ficelle en plastique (mika). L'opération était exécutée sur tous les doigts l'un après l'autre.

- On obligeait les prisonniers à dormir attachés les uns aux autres par les mains et les pieds.

- On attachait une corde au cou de la victime, on le faisait passer sur une poutre et on tirait lentement. Quand le bourreau constate que la victime était en train d'étouffer, il la laisse s'asseoir quelque temps sur un bâton. Nombreux sont ceux qui perdaient conscience, d'autres...

- Les bras en croix, on attache le prisonnier par les bras à un bâton. Puis on serre chaque pied avec un bout de corde qu'on fait passer sur une poutre. Ils soulèvent alors la victime par les pieds conservant les jambes écartées pour pouvoir frapper à leur aise avec le fouet et les grosses règles.

- On rosse jusqu'à faire jaillir le sang."

19/ Voir également par. 347 et 348 pour plus de détails.

20/ Voir "Encore une année d'agonie ... Sans espoir de résurrection", op. cit., p. 5.

386. Dans sa déclaration écrite, M. Joao Carlos Antonio Nhamizinga a raconté que le dimanche 16 janvier 1972, vers 6 heures du soir, il attendait avec quelques amis l'autobus à un arrêt connu sous le nom de "Bar Paraiso" dans la région de Manga. Des soldats étaient arrivés et avaient demandé aux passagers leurs documents d'identité tout en les insultant en même temps. Ils avaient jeté les documents sur le sol et lorsque les passagers avaient protesté, ils avaient ôté leur ceinture et commencé à les frapper. Le témoin a déclaré avoir eu un bras cassé et à dit que l'un de ses amis, Bauchande, avait eu une fracture du crâne. Le même jour, les soldats avaient tué deux personnes dans la région de Manga en les frappant à coup de ceinture. M. Nhamizinga ne connaissait pas le nom des victimes mais il avait vu les corps. Les soldats, a affirmé le témoin, n'avaient pas respecté les femmes; en effet, ils avaient essayé de les violer et les avaient frappées ainsi que leur famille lorsqu'elles avaient voulu se défendre. Au cours des vacances de Pâques de 1971, a-t-il dit, dans le village de Massanga, des soldats étaient arrivés dans une jeep et avaient essayé de violer sa cousine mais celle-ci avait réussi à leur échapper.

387. Le témoin a déclaré également que les Portugais voulaient forcer tout le monde à s'"assimiler". Ils avaient envoyé à toutes les sociétés des listes sur lesquelles figurait le nom de toutes les personnes devant être "assimilées" et celles qui refusaient étaient renvoyées et sur leur carte d'identité était inscrite une annotation en rouge. La police arrêtait tous ceux qui avaient cette annotation rouge sous prétexte qu'ils étaient des "terroristes". Le témoin a déclaré qu'il avait été forcé de prendre le statut "d'assimilé" à la CELMOQUE, société où il travaillait et que celle-ci avait reçu la liste en février 1972. Cette campagne d'"assimilation", a-t-il dit, est également une façon de forcer les gens à s'engager dans l'armée car une personne une fois "assimilée" est obligée de faire son service militaire. Deux personnes qu'il connaissait - Jose Nacete et Joaquim Luis - avaient été arrêtés par le PIDE-DGS pour avoir écouté radio FRELIMO. Elles avaient été arrêtées en novembre 1971 à leur domicile dans la région de Vaz (Nova Chipangara) et étaient demeurées six mois dans la prison de la PIDE. Le témoin a également déclaré que dans la prison de la PIDE, dans la région de Ponta Gea, à Beira, les Portugais torturaient et tuaient les gens. Selon les témoignages, une des méthodes utilisées par les Portugais pour tuer consiste à enfermer les prisonniers dans une cellule qui se trouve dans une grotte. Lorsque la marée monte, la mer inonde la grotte et les personnes se noient.

388. Selon la déposition écrite présentée au Groupe à Dar es-Salam le 11 août 1972 par M. Alexandre Franco Nkhalamba Thave, instituteur à la mission anglicane de Messumba (Niassa), celui-ci a été arrêté le 11 septembre 1964. Libéré officiellement le 8 janvier 1971, il est resté en prison jusqu'au 26 février 1971, soit près de sept années mais il n'est jamais passé en jugement. Selon son témoignage, de septembre à octobre 1964, il a été incarcéré dans la prison de Vila Cabral; le 10 octobre, il a été envoyé au pénitencier de Lourenço Marques où il est resté jusqu'au mois de mars 1965; de mars à juillet 1965, il a été enfermé dans la prison de Machava. En juillet, il a été transféré au camp de travail de Pinto Teixeira à Mabalane; en 1968,

il a été renvoyé à Machava puis de nouveau à Pinto Teixeira en 1969 où il devait rester jusqu'au 8 janvier 1971; il a été ensuite ramené à Lourenço Marques où il devait enfin être libéré en février 1971.

389. Il a déclaré également que la période d'interrogatoire était l'époque la plus dangereuse et la plus critique. C'était alors que de nombreux prisonniers avaient perdu la vie. Lors de leur interrogatoire, les prisonniers avaient été soumis à la torture. Selon les témoignages, les tortures les plus courantes consistent à :

- a) Etre "repasé" dans le dos avec un fer à repasser;
- b) Etre suspendu par les mains au plafond;
- c) Etre forcé de rester pendant des jours à genoux sur du sable;
- d) Recevoir des décharges électriques;
- e) Etre forcé d'avaler des pilules ou de recevoir des injections qui détraquent le système nerveux;
- f) Etre enfermé dans une chambre froide;
- g) Etre fouetté, être frappé à coups de "palmatoria" ou à coups de casse-tête;
- h) Etre frappé à coups de "palmatoria" perforée;
- i) Etre attaché par des cordes et battu par six policiers;
- j) Lorsque le prisonnier s'évanouit, on le fait revenir à lui en lui lançant de l'eau et les tortures reprennent.

De nombreux prisonniers meurent à la suite de ces tortures, a déclaré le témoin; d'autres, dans les zones de guerre, avaient été tués par les soldats. L'un de ses amis, Estavao Njilamo, était mort à Machava à la suite des coups qu'il avait reçus lors de son interrogatoire. De nombreux prisonniers étaient couverts de cicatrices; certains en sortaient mutilés ou handicapés. Selon le témoin, au cours de la période 1965-1968, les militaires venaient chercher les prisonniers dont l'interrogatoire était terminé et s'en servaient pour repérer les mines en les faisant marcher devant leurs convois militaires. Les prisonniers avaient les yeux fermés avec du papier collant ou bandés avec des mouchoirs et ils étaient attachés à une corde de 10 mètres environ au bout de laquelle on les faisait marcher. Les véhicules les suivaient. Le témoin a déclaré que l'armée n'utilisait plus de prisonniers pour détecter les mines mais des personnes capturées dans les zones de guerre. Selon les témoignages, après l'interrogatoire, tout - le travail forcé, l'assistance médicale, la nourriture, les dortoirs, l'eau - servait à punir les prisonniers politiques.

390. M. Thawe a déclaré que dans la prison de Mabalane, la nourriture était de très mauvaise qualité. Elle consistait essentiellement en balle de riz et en maïs, de la qualité donnée normalement aux volailles. A Machava, c'était encore pire. Le témoin a dit avoir vu à plusieurs reprises des personnes s'évanouir de faim, et parfois même en mourir. Une quantité de nourriture qui aurait pu suffire pour une personne était distribuée à quatre personnes et après 1966 la situation avait encore empiré. On donnait aux prisonniers une demi-tasse de riz, 3/4 de tasse de haricots, pas de sucre et jamais de viande, à part de petits os dont on avait "soigneusement raclé" toute la viande. La diarrhée, due à la mauvaise nourriture, était fréquente.

391. M. Thawe a dit qu'à Mabalane, les prisonniers dormaient à même le sol et que ce n'était qu'à partir de 1967 que des couvertures leur avaient été distribuées, à des intervalles de deux ans. Mais la situation était bien pire à Machava où au moment de son départ, il y avait quelque 4 700 prisonniers qui partageaient les trois quartiers réservés aux prisonniers politiques. Les gens y étaient entassés comme des sardines en boîte, compressés les uns contre les autres, les pieds de l'un dans la figure de l'autre. Dans ces conditions, selon les témoignages, les épidémies étaient fréquentes et se propageaient facilement parmi les prisonniers. Il était visible que les dortoirs servaient à mettre fin à la vie des prisonniers. A Mabalane comme à Machava, a poursuivi le témoin, il y avait des robinets et des douches. Néanmoins, pendant la saison chaude (la saison des pluies), les autorités avaient l'habitude de couper l'eau et de ne la rouvrir que tous les deux jours, alors que pendant la saison froide (saison sèche) il y avait de l'eau tous les jours sauf de 3 à 5 heures du matin. A Mabalane, à partir de novembre 1967, les vêtements n'ont plus été distribués que tous les deux ans. Or, les vêtements étaient rapidement réduits en lambeaux à cause du travail pénible que les prisonniers étaient obligés de faire. Parfois il n'y avait pas de couvertures et s'il y en avait, celles-ci étaient déchirées et pleines de puces.

392. Quant aux périodes de promenade, le témoin a déclaré que les prisonniers de la prison de Machava pouvaient sortir deux fois par jour mais que la durée totale de ces sorties n'était même pas d'une heure. Les prisonniers étaient enfermés le reste du temps. A Mabalane, les prisonniers avaient plus de temps pour sortir parce qu'il s'agissait d'un camp de travaux forcés. M. Thawe a encore déclaré que parfois les prisonniers avaient à se déplacer. S'ils devaient prendre le train, on les enfermait dans des wagons à bestiaux. S'il fallait qu'ils voyagent par bateau, on les jetait dans les cales comme des sacs. Selon les témoignages, des prisonniers sont morts et d'autres sont devenus handicapés à la suite de ce traitement. Au cours de ces traversées par mer, des amis et des parents de M. Thawe avaient été tués ou blessés comme par exemple un professeur du nom de David qui avait été tué lors de la traversée de Mozambique à Lourenço Marques. Le chef Mohequene de Chinanga (Metangula) avait été également tué au cours de la même traversée ainsi qu'un jeune garçon nommé Aide, de Nampula, dont le crâne avait été fracturé. Son corps aurait été jeté à la mer. Selon les témoignages, le Rév. Père Paulo Litumbi aurait eu les deux jambes brisées et ne pouvait plus marcher qu'avec des béquilles. Aidao Lilinga et Jaime Farahane, tous deux enseignants, auraient eu les bras brisés.

393. Le témoin a également déclaré que les plaintes n'étaient pas acceptées. En 1968, six prisonniers dont lui-même avaient adressé par écrit une plainte à l'inspecteur de la Section des prisonniers de la PIDE à Machava. La réaction des autorités avait été de les enfermer dans des cellules disciplinaires. Ils y étaient restés au secret du 6 août 1968 au 6 juillet 1969, soit 11 mois.

394. M. Thawe a dit en outre qu'à la prison de Mabalane les prisonniers, dont lui-même, étaient soumis au régime des travaux forcés. La journée de travail, qu'il fasse beau ou qu'il pleuve, durait de 5 heures du matin à 5 heures du soir. Les prisonniers travaillaient dans des plantations à creuser des canaux d'irrigation, et au cours de leur travail ils étaient insultés et battus par les gardiens de prison. Les produits des plantations, riz, maïs, kenaf, etc., n'étaient pas destinés à leur consommation; on ne leur donnait que des feuilles d'onion et des tomates et des papayes pourries. Les prisonniers étaient également forcés de travailler au domicile des agents de la PIDE de 5 heures du matin à 7 heures du soir. D'autre part, a ajouté le témoin, à la prison de Machava, à partir de janvier 1971, les prisonniers avaient été obligés de travailler sur les chantiers du port, comme dockers et dans les chemins de fer.

395. Quant aux enterrements, il était permis à Mabalane d'enterrer les prisonniers décédés. On autorisait 20 ou 30 prisonniers à suivre les cortèges funéraires et à enterrer décemment leur camarade. A Machava toutefois, les prisonniers ne savaient absolument pas ce qui arrivait aux morts. D'après ce qu'on disait, on se servait des corps comme engrais pour les plantations de bananiers et d'arbres fruitiers.

396. M. Thawe a indiqué également que les prisonniers venant du camp de concentration d'Ibo étaient extrêmement maigres; d'autres avaient des parties du corps enflées ou souffraient d'anémie. A Ibo la police militaire surveillait les prisonniers, principalement les prisonniers de guerre. Ils étaient enfermés tout le temps et n'avaient pas le droit de se promener. Dans les cellules, les moitiés de tonneaux servaient de toilettes. Le matin, les prisonniers, nus, se mettaient à la file et étaient forcés d'aller se baigner dans la mer et d'amener avec eux les demi-tonneaux pour les nettoyer. Pour aller à la mer et en revenir, ils devaient passer entre des rangées de soldats armés de batons et de fouets et ils étaient battus. En revenant de la mer, les tonneaux étaient pleins d'eau salée que les prisonniers étaient forcés de boire. Le témoin prétend qu'à la suite de ces punitions, il y a eu plus de décès dans le camp d'Ibo que dans n'importe quelle autre prison.

C. GRAVES MANIFESTATIONS DE COLONIALISME ET DE DISCRIMINATION RACIALE

1. Allégations concernant l'internement d'Africains dans des villages entourés de barbelés

a) Témoignages relatifs à l'Angola

397. Dans son témoignage, M. Pascal Luvualu a déclaré que les agriculteurs angolais étaient placés dans des villages stratégiques, appelés "ndandanda" ou "villages de la paix" ou encore aldeamentos en portugais, et que les habitants de ces villages ne connaissaient guère autre chose que la famine, la maladie, l'inaction forcée, la souffrance et vivaient sous le contrôle très strict des autorités militaires, politiques et administratives. Quant aux villages, ils étaient entourés de barbelés et les Africains vivaient, paraît-il, dans un état de terreur constante et ne pouvaient se déplacer qu'avec un sauf-conduit. M. Luvualu a dit que les Portugais avaient eu recours au système des villages stratégiques au fur et à mesure que progressait la lutte pour la libération, surtout depuis la création du front oriental, afin de détourner la population du mouvement de libération nationale, de l'empêcher de prendre part à la lutte, et de la soustraire à l'influence du MPLA. Les habitants des villages stratégiques n'étaient pas originaires de ces localités, mais constituaient des groupes hétérogènes dont les membres venaient de villages disséminés dans tout l'Angola (RT.139, p. 2, 11, 36, 37).

398. M. Joao Jacob Caetano a indiqué que dans l'est, le sud-est, le nord-est, le nord et le nord-ouest de l'Angola, les populations rurales étaient contraintes à quitter les zones de guérilla pour être regroupées dans des villages stratégiques - le premier village de ce genre avait été créé en 1963 - et placées sous la surveillance de miliciens armés. Ils souffraient dans bien des cas de la faim à cause du faible rendement de la terre et éprouvaient des difficultés du fait des différences linguistiques d'une région à l'autre. Par exemple, en 1969, la population des villages de Piri, Ngombe, Quibaxi, Katende, Ngombe et Mukiana ainsi qu'une partie de la population du village de Kibaxe de la région de Dembos, dans le district du Cuanza septentrional, a été transférée aux villages de Bonza, près de São Salvador, et de Quienza, près de Madimba dans le district de Zaïre, à l'extrême nord-ouest du territoire (RT.141, p. 11 et 12).

399. M. Caetano a dit que les habitants des "ndandandas" étaient étroitement gardés et surveillés. Leurs contacts avec les habitants d'autres villages étaient restreints. Ils ne pouvaient se déplacer librement et, pour ce faire, devaient d'abord consulter les autorités, sans le consentement desquelles ils ne pouvaient même pas se rendre aux champs. Et même lorsqu'ils y étaient autorisés, ils étaient accompagnés par des miliciens. La milice avait pour but de contrôler les masses autochtones pour les empêcher de prendre contact avec les combattants de la liberté qui se trouvaient dans le maquis. Les personnes séquestrées dans ces villages qui, selon le témoin, méritaient le nom de camps de concentration, ne pouvaient même pas transporter de savon, de sucre ou de sel de peur que ces articles parviennent aux maquisards.

400. M. Caetano a dit encore que les habitants des villages stratégiques n'y étaient pas nécessairement pour des raisons politiques : les Africains que la police de sécurité (DGS) soupçonnait d'être en rapport avec le mouvement nationaliste étaient déportés de leur village vers des camps plus éloignés tels que São Nicolau ou Missombo, mais leur famille était obligée d'habiter les "ndandandas", qui existaient pratiquement dans l'ensemble du territoire, puisque actuellement tout l'Angola était soumis à l'action militaire et politique du MPLA. Il y aurait de 200 à 600 familles dans chaque village stratégique. Le témoin a déclaré qu'à un certain moment il avait été en contact avec des organisations politiques des villages stratégiques grâce auxquelles le MPLA avait pu libérer les habitants des villages stratégiques du secteur de Galungo Alto, à environ 80 km de Luanda (RT.141, p. 22-25, 31 et 32).

401. M. Adao Gomes a déclaré qu'il avait été transféré d'une prison située à Nambugangongo (Angola) à une senzala de paz 21/ ou "village de paix" qui, selon lui, est un village de mort, un camp de concentration. Il a ajouté que les habitants des villages stratégiques, y compris les femmes, étaient tous d'anciens prisonniers dont l'arrestation était ancienne ou récente. Ces personnes n'étaient pas autorisées à quitter les camps et devaient se livrer aux travaux forcés (RT.142, p. 77-86). Le témoignage de M. Gomes a été confirmé par celui de M. Pedro Vida Garcia qui a déclaré que pour mieux contrôler la population, les Portugais avaient créé des "villages de paix" qui, en fait, ressemblaient davantage à des camps de concentration ou à des plantations dont les esclaves étaient soumis aux travaux forcés (RT.143, p. 51-55).

402. Selon M. Lumeu Chikulu, en avril 1972 les forces portugaises ont fait prisonnière toute la population du village de Chimowole, dans le district de Moxico, et ont emmené les 100 personnes environ qui la composaient dans un des ndandandas. Le témoin et ses amis Jonas Alberto et Joao Jelamiya sont restés au camp jusqu'à ce qu'ils réussissent à s'évader, mais ceux qui, comme le chef du village, avaient dit qu'ils préféreraient rester dans la forêt, ont été abattus en présence des autres 22/ (RT.139, p. 72, 76-80).

403. M. Yata Nsamba a déclaré dans sa déposition que lui-même et d'autres personnes avaient été emmenés de force dans un village stratégique appelé Kameya. Les habitants de ce village étaient originaires d'endroits différents, certains de régions situées à plus de 100 miles, et ils étaient obligés de construire eux-mêmes leurs maisons. Les maisons qui s'y trouvaient déjà servaient de casernement aux

21/ Le dictionnaire portugais définit le mot senzala comme un "quartier noir". Voir également le paragraphe 364 ci-dessus.

22/ Voir également le paragraphe 331 ci-dessus.

soldats portugais. Les habitants des ndandandas n'avaient pas la permission de cultiver de jardins pour eux-mêmes; les Portugais leur donnaient à chacun une petite mesure de grains de maïs. Ils devaient aller chercher eux-mêmes leur nourriture, parfois à deux ou trois jours de route du village (RT.139, p. 96 et 97).

b) Témoignages relatifs au Mozambique

404. Dans sa déposition, M. Faustino Kambeu a déclaré que, comme la lutte armée au Mozambique avait ses assises à la campagne, où vivent environ 90 p. 100 de la population, les Portugais avaient recours au massacre, à la destruction systématique des récoltes et de la population civile, et au déplacement de celle-ci "vers les villages soi-disant protégés qui, en fait, sont des camps de concentration" (RT.138, p. 43).

405. La déposition écrite du Père Luis Alfonso da Costa, missionnaire catholique portugais récemment expulsé du Mozambique, apporte les renseignements suivants au sujet des villages stratégiques de ce territoire :

"La première chose à faire est les appeler par leur propre nom : des camps de concentration. Ils sont entourés de fil barbelé; les internés ont besoin d'une autorisation écrite des gardes pour se rendre sur les locaux de travail, etc. On force les gens à entrer dans un village d'internement pour la protéger d'un ennemi que ce n'est pas un ennemi, mais que le gouvernement a transformé en ennemi. On n'accorde la moindre compensation pour la destruction des affaires de ces gens. On force le peuple à changer de village d'internement selon l'intérêt de la situation militaire. On oblige les gens à aller vers ces camps de concentration où le contrôle sur les habitants devient plus facile. C'est le but essentiel des soi-disant villages d'internement (aldeamentos). Effectivement le document "Visite à Montepuez - mars 1969" décrit les villages d'internement de la région et donne l'ordre de suivre partout dans le district de Tete la même politique de villages d'internement. On lit dans le chapitre (a) - formation de village d'internement - : 'il est rectangulaire en se rapprochant du carré, en terrain plat; le nombre de paillotes varie entre 200 et 300. Quelques-uns en ont 400, mais selon les renseignements obtenus il n'est pas à conseiller d'en construire avec plus de 250 pour qu'il y ait le maximum de possibilités de contrôle sur les habitants : toutes les paillotes sont en ligne, à vue d'oeil...' La sécurité dont parlent les autorités et qu'on trouverait dans le village d'internement se traduit ainsi : quand le FRELIMO attaque les gardes ou les troupes du village d'internement; quand une mine explose à l'intérieur; quand il arrive quelque chose assez près ... c'est la population qui paie les pots cassés. Elle est toujours la fautive. On arrête 10, 15, 20 personnes ou davantage pour leur donner la prime de la protection : torture, prison, travaux forcés, et encore pire 23/".

23/ "Encore une année d'agonie ... sans espoir de resurrection", op. cit., p. 7 et 8.

406. Dans un autre document, le Père da Costa a écrit :

"... On n'a demandé au peuple aucun avis au sujet du choix et de la formation des villages d'internement. On est même allé jusqu'à refuser d'écouter ceux qui ont eu le courage de parler, comme la délégation du village de Mancomba conduite par M. Vasco qui est allée au poste administratif de Marara pour demander à l'Administrateur Nunes V. Santana de ne pas les obliger à changer à nouveau de place. Ils étaient venus sous la terreur dans ce village d'internement et maintenant l'ordre arrive de partir ailleurs au village Adiceni, où les conditions de survie sont encore plus précaires (eau potable très loin, etc.). On ne tient pas en considération les conditions de vie de la population. La seule chose dont on a tenu compte c'est exclusivement la stratégie militaire et quand celle-ci est dépassée à cause de l'habileté militaire des guerilleros du Front de libération de Mozambique (FRELIMO), sans le moindre scrupule, on déplace les gens. C'est ce qui est arrivé aux 420 chefs de famille qui se sont trouvés concentrés dans le village d'internement de Mfidzi (Ferrao Coelho). La même chose encore avec le village d'internement de Bandala où il y a eu plus de 60 familles déplacées, et la même chose aux villages de Matsatsa, Matema, Mancomba, Chirodzi, etc. Et combien de gens, parce qu'ils ont refusé d'obéir ou parce qu'ils ont protesté, ont été arrêtés, forcés à travailler, torturés et même tués. C'est ce qui arrivera entre autres, à un groupe de vieillards de la zone administrative de Vila Gamito. ... Un missionnaire m'a raconté que dans une peuplade de la zone de Angónia environ 200 personnes qui avaient quitté pendant la nuit le village d'internement pour retourner dans leur premier logement ont été trouvées mortes le lendemain : l'armée portugaise avait rasé, détruit les maisons et tué les habitants. A celui qui refuse de se laisser fixer 'au pieu des chèvres' (corral de cabras - c'est ainsi que les Africains appellent les villages d'internement) il ne lui reste qu'une seule possibilité de défendre sa liberté, fuir. En entrant dans un village d'internement, véritable camp de concentration, il n'a pas la moindre possibilité d'être libre : entrer et sortir à l'heure fixée, présentation d'une carte de contrôle, barbelés, etc... Chose surprenante, ces villages d'internement sont bâtis d'après les plans beaucoup plus complets que les plans d'urbanisation des villes mozambicaines. Tout est préétabli : des rues de 20 m de large, deux avenues de 30 m de large, chaque maison de 7 m 50 sur 4 avec un terrain de 20 m x 20 m. Un ordre parfait dans un monde concentrationnaire. Un peuple obligé à un mode de vie qu'il n'a pas choisi, mais qui lui est imposé par la force. ... Les populations sont obligées de travailler gratuitement pour abattre les arbres, pour construire les abris des milices et des chefs européens, pour la construction des routes, etc... Aucun des habitants ne peut s'absenter du village d'internement sans une carte mentionnant son nom, le village auquel il appartient et le motif du déplacement (travail, besoin d'aller à l'hôpital, etc.) ... Si à proximité d'un village d'internement éclate une mine, ou si une embuscade du mouvement de libération attaque la troupe portugaise, c'est la population qui subit les représailles : femmes, enfants, vieillards, jeunes, sont arrêtés, torturés, exilés et souvent tués. C'est ce qui est arrivé dans le village d'internement de la zone de Chipera. Selon le récit des militaires, une mine a éclaté à l'intérieur du village d'internement faisant sauter une voiture militaire. On a rassemblé la population qui fut ensuite passée par les armes et tout le village fut rasé. ... 24/".

2. Allégations concernant les bombardements aériens de villages habités et de champs cultivés et l'emploi d'armes chimiques

a) Témoignages concernant l'Angola

407. Les témoignages concernant l'intensification des bombardements et l'emploi d'armes chimiques par les forces portugaises contre les villages habités et les champs cultivés dans les régions contrôlées par le mouvement nationaliste de l'Angola ont été rendus publics par M. D. Arslan Humbaraci, fonctionnaire du Service zambien de l'information, au nom du Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA). Selon le rapport, l'emploi de produits chimiques par l'aviation portugaise a été constaté pour la première fois le 1er mai 1970, date à laquelle on a vu cinq avions survoler à basse altitude les rives du fleuve Luena, dans l'Angola oriental, et répandre des produits chimiques sur des champs de manioc, qui est la culture alimentaire de base, et des hélicoptères de l'aviation sud-africaine ont aidé à répandre de l'acide cacodylique, du picloram et d'autres produits chimiques nocifs aux fins de défoliation et de répression de la population africaine 25/.

408. M. Pascal Luvualu a déclaré qu'à côté des pratiques tortionnaires traditionnelles, les forces portugaises perfectionnent en Angola leurs méthodes de répression et d'extermination massive, leur activité opérationnelle étant caractérisée par une politique de "terre brûlée", par des bombardements intensifs sur des populations pacifiques et par l'emploi du napalm et d'autres agents chimiques et toxiques (RT.139, p. 8 à 10). Le témoignage de M. Luvualu a été confirmé par un autre témoin, M. Pedro Vida Garcia (RT.143, p. 56).

409. Selon M. Joao Jacob Caetano, l'armée portugaise emploie en Angola toutes sortes de matériels et de moyens de guerre. Divers types de bombes seraient lancés sur la population civile : bombes de type classique et bombes du type "ananas"; bombes au napalm ordinaire capables de dégager des températures entre 900 et 1 300° et bombes au napalm Progel PTI capables de dégager une température de 2 000°. M. Andrade a déclaré avoir été témoin d'un bombardement au napalm dans la zone de Ngalama, dans le district de Cuanza-nord, le 27 novembre 1967; en outre des avions portugais ont bombardé au napalm une école dans une zone sous contrôle du mouvement nationaliste : 13 enfants sont morts de brûlures et 16 ont été grièvement blessés, parmi ces derniers, 10 ont succombé plus tard à leurs blessures. De plus, les Portugais se servent d'armes chimiques en Angola depuis 1965, ayant intensifié l'arrosage chimique de champs cultivés après 1970 (RT.141, p. 12, 13 à 15).

410. M. Caetano a aussi vu utiliser des bombes au napalm à Ngalama le 27 novembre 1967 (RT.141, p. 36). Les forces portugaises ont également utilisé le napalm en 1971 et en 1972 et les journalistes soviétiques qui ont visité le front oriental du mouvement de libération ont eu l'occasion d'observer les effets produits par ces produits chimiques en Angola (RT.141, p. 33 à 35). Une analyse faite aux Pays-Bas des échantillons que ses camarades avaient recueillis dans le territoire

25/ Voir Guardian, 6 juillet 1971; Le Monde (Paris), 9 juillet 1971; Standard (Londres), 7 juillet 1971; Morning Star (Londres), 8 juillet 1971; The Standard (Tanzanie), 8 mai 1971.

a montré que ces produits chimiques étaient les suivants : acide dichlorophénoxyacétique 2.4; acide trichlorophénoxyacétique 2.4.5; acide cacodylique, pichloram et tordon qui, à son avis, avaient été fabriqués en République fédérale d'Allemagne (RT.141, p. 17, 47).

411. Selon le témoignage de M. Sebastien Lubaki, depuis 1963 l'armée portugaise a mis au point un certain nombre de produits chimiques de nature destructive destinés à une guerre de répression dirigée contre les êtres humains, les plantes et le sol même pour forcer les nationalistes angolais à capituler. Ces produits sont devenus de plus en plus violents au fur et à mesure que la lutte nationaliste s'est développée et leur capacité de destruction était telle qu'ils constituaient, associés aux bombes de type classique, les principales armes des forces portugaises contre les Africains. Depuis 1969, le Haut Commandement de la révolution angolaise a continuellement reçu des rapports faisant état de bombardements chimiques et d'épandages de défoliants, d'herbicides et de stérilisants du sol par les forces portugaises sur toute l'étendue du front opérationnel dans les régions libérées, où des centaines d'hommes, femmes et enfants ont péri, des centaines de kilomètres de territoire ont perdu leur couche végétale et des centaines de plantations ont été détruites. Ces produits étaient largués en général par des avions-cargos adaptés aux opérations de ce genre, qui survolaient à basse altitude les régions visées, protégés par des avions à réaction et souvent par des hélicoptères Alouette qui cherchaient à empêcher une riposte ou une intervention quelconque des partisans ou des combattants angolais. Les produits utilisés par l'armée portugaise auraient été de trois types : herbicides et défoliants, stérilisants du sol; et agents létaux entraînant l'incapacité. Les objectifs de la guerre chimique menée par les Portugais sont les suivants : 1) réduire au minimum la couverture d'arbres des forêts pour augmenter la visibilité des forces aériennes et empêcher ainsi la construction de villages et de postes nationalistes dans certaines régions stratégiques; 2) détruire les plantations des combattants et des populations pour les forcer à abandonner les régions libérées; et 3) forcer les combattants à quitter les régions libérées, polluées et contaminées en capitulant ou en se réfugiant dans des zones plus accessibles aux forces portugaises. M. Lubaki a donné la description détaillée suivante des effets des produits chimiques utilisés sur certaines plantes et sur les êtres humains, ainsi que de leurs conséquences pour le territoire :

Agents stérilisants du sol. Caractéristiques : liquides; prennent un aspect très concentré lors de l'aspersion par des avions de type Dakota. Couleur : blanc. Odeur : DDT et aigre. Saveur : acide. Effets sur les plantes et sur le sol : défoliation des plantes plus rapide que par les herbicides. Le terrain devient complètement improductif et seules certaines herbes rustiques poussent quelques mois après la contamination.

Nous croyons que ces produits sont soit des herbicides très concentrés, soit des herbicides associés à d'autres agents, car ils réunissent les caractéristiques des uns et des autres.

Tout comme les herbicides et défoliants, ces produits sont nuisibles, même pour les hommes. Leur ingestion par mégarde ou par imprudence lorsqu'on mange des plantes contaminées provoque en général des diarrhées et des coliques, en général mortelles. De même, des enfants atteints par ces agents ont été victimes de troubles oculaires, pulmonaires et intestinaux. Deux bébés de quelques mois sont morts, victimes de ces ingestions, après des convulsions angoissantes qui ont duré 30 et 42 minutes respectivement.

Agents létaux. Caractéristiques : gaz. Couleur : blancs ou gris. Odeur : aigre. Saveur : acide. Effets sur les hommes : a) toux associées à des convulsions; activation et inflammation des yeux, b) sensations de brûlure sur la peau; toux, vomissements, fatigue générale.

Nous avons remarqué que dans certaines régions les produits de type létal que nous trouvons ne provoquent pas les mêmes effets que dans d'autres régions chez les personnes contaminées. Autrement dit, dans certaines régions, ces effets sont très violents et presque toujours mortels; dans d'autres, ils le sont moins et sont rarement mortels. Nous croyons que les forces portugaises partagent les concentrations selon un schéma harcèlement-génocide.

La conséquence la plus néfaste à court et à long terme de cette guerre honteuse de répression reste assurément la pollution. Par son action, le colonialisme portugais condamne l'Angola comme territoire et comme nation à payer le tribut de sa honteuse présence par l'horreur d'une atmosphère intenable, la stérilité d'un sol auparavant si fertile, la destruction de la faune et de la flore du pays et, surtout, la disparition de milliards d'insectes que la nature exige pour sa préservation et sa croissance. Le colonialisme portugais laissera derrière lui le choléra, la tuberculose, la lèpre, la typhoïde et toute une série de maladies qui résultent des conditions inhumaines dans lesquelles il mène sa guerre de répression; bref, une misère physique corroborée par la destruction de villages, de familles et d'êtres humains.

Voici, à titre d'exemple, un tableau statistique de certains domaines de la situation médico-sanitaire de 1969 à 1971 :

Maladies	1969	1970	1971
Tuberculose	59 cas	119 cas	537 cas
Typhoïde	102	237	1 068
Lèpre	19	87	249
Asthme	893	2 976	3 672
Diarrhées mortelles	473	1 561	2 937
Avortements	353	693	1 007
Naissances prématurées	87	322	653

A quoi attribuer cette progression sinon à l'intensification par les forces portugaises de l'utilisation de produits chimiques dans leur répression? Par ailleurs, c'est un fait qui explique aussi que, parmi les réfugiés angolais en République du Zaïre, le nombre des maladies mortelles augmente car ces mêmes réfugiés ont dû traverser des centaines de kilomètres de brousse contaminée avant de parvenir au Zaïre (RT.142, p. 7, 8 à 10, 11, 12).

412. M. Samuel Abrigada a déclaré que la guerre chimique est menée dans la zone du nord de l'Angola, qui s'étend du Bas-Zaïre jusqu'à 150 kilomètres de l'Ouganda et jusqu'au 31^e parallèle; dans la zone du centre, qui couvre les districts de Malange et de Cuanza-sud et dans la zone de l'est, qui couvre les districts de Luanda et de Mexico. La zone nord est constituée par les districts d'Uige, du Zaïre, de Luanda et de Cuanza-nord. La guerre chimique est surtout pratiquée là où se trouve la forêt vierge parce que c'est là que la population autochtone va souvent chercher refuge. Le témoin a confirmé les renseignements fournis par M. Lubaki, selon lesquels la

détérioration de la situation médico-sanitaire en Angola de 1969 à 1971 26/ a été une conséquence de la guerre chimique (RT.142, p. 34 à 36 et 41 et 42).

413. Le Dr Sebastião Roberto, médecin au centre de Sara de l'hôpital de Kingantoko situé près de Kinshasa (Zaire), où la plupart des réfugiés malades venant de l'intérieur de l'Angola sont reçus et traités, a déclaré que certains patients victimes de blessures causées par le napalm ou d'autres produits ou agents ont été accueillis au centre de Sara, la plupart étant morts en route. Le Dr Roberto a reçu trois patients souffrant de brûlures sérieuses et a pu en sauver deux; la troisième personne, une femme, est morte parce qu'elle avait été trop sérieusement touchée. En 1972, il a reçu plusieurs patients atteints de diarrhée, mais tous sont morts. D'après une analyse faite dans un grand laboratoire, à la demande du Dr Roberto, il ne s'agissait pas de cas de choléra comme il l'avait pensé tout d'abord, mais d'une diarrhée causée par des produits chimiques. Pour conclure, le docteur a déclaré que les traces de produits chimiques révélées par les analyses prouvent catégoriquement que des armes chimiques ont été employées par les forces portugaises en Angola (RT.145, p. 2, 6 à 11).

414. Selon le témoignage de M. Antonio Martins, secrétaire à l'éducation dans les zones libérées de l'Angola, 39 écoles ont été détruites par des bombardements entre 1970 et 1972 dans les régions de Caxito, d'Ambriz, de Dembos et de Cuanza-nord, et les villages et les écoles sont bombardés tous les jours, généralement entre huit heures et midi et entre 14 heures et 15 heures, ce qui rend impossible un enseignement normal. Comme les écoles sont en général construites sous les arbres, les produits chimiques répandus chaque jour par les forces portugaises font tomber les feuilles, découvrant ainsi les écoles. Le produit chimique répandu est une substance qui fait penser à un nuage, un liquide blanc qui fait l'effet de l'huile sur les feuilles. Selon le témoin, les avions bombardent les écoles dès qu'ils les découvrent; certains enfants peuvent s'échapper mais d'autres sont tués sur place. Onze élèves ont été tués dans l'école Santa Maria à Kikulungo; 12 dans la région d'Ambriz; 2 dans la région de Caxito et 4 dans celle de Santa Cruz. De plus, M. Martins a lui-même été témoin du bombardement de l'école de São Fernandes à cinq kilomètres de chez lui, le 7 mars 1972, à 10 heures : un de ses élèves, Domingos Rodrigues Miguel, capturé vivant, a eu le bras droit et l'oreille gauche coupés par des soldats portugais débarquant de six hélicoptères 27/. Le bombardement aurait été effectué par huit avions à réaction, dont trois du type Dakota adaptés aux opérations dans la jungle et deux bombardiers, suivis d'hélicoptères. De plus, le 12 janvier 1972, à Coba (Conseil d'Ambriz), dans le district de Luanda, un hôpital sur lequel flottait visiblement un drapeau de la Croix-Rouge a été détruit par des bombardements : six patients ont été tués. Le témoin se trouvait là lorsque la première bombe est tombée et a réussi à se sauver avec son fils aîné qui, malade, était soigné dans cet hôpital. Les bombardements quotidiens compromettent la stabilité des programmes scolaires dans les zones libérées. Lorsqu'un avion de reconnaissance survole une certaine région, on sait que les bombardiers arrivent derrière et les instituteurs sont obligés de prendre des dispositions pour transférer les élèves dans une autre école en dehors de la zone de bombardement (RT.143, p. 9 à 22).

26/ Voir le paragraphe 411 ci-dessus.

27/ Voir également le paragraphe 372 ci-dessus.

415. Selon le témoignage de Mme Marta Fernandes, de 1970 à 1972 les forces portugaises ont intensifié les bombardements, qui ont lieu tous les jours. Ils visent généralement les centres civils et urbains de la région de Mata-Kanga et le témoin a vu des femmes enceintes avorter et des femmes mettre au monde des enfants qui sont morts quelques minutes ou quelques heures après. C'est ainsi que Mme Joana Kanga est morte le 12 juin 1971 à la suite d'un accouchement dans une région bombardée par des avions portugais où il n'existait aucun moyen de se protéger, et que Mme Conceicao Zinga et Mme Rebecca Conga sont mortes dans les mêmes conditions, l'une le 2 octobre 1970 et l'autre le 15 juin 1972. De plus, aux dires de Mme Fernandes, dans la région où elle vit, les épandages de produits chimiques, qui avaient tout d'abord été effectués une fois l'an, étaient devenus de plus en plus fréquents et sont maintenant effectués tous les trois mois, causant des maladies comme la pneumonie et la tuberculose (RT.143, p. 27 et 28).

b) Témoignages concernant le Mozambique

416. Selon une nouvelle récemment parue dans la presse 28/ dont le Groupe d'experts a eu communication, l'aviation portugaise, avec l'aide de mercenaires sud-africains, a employé des armes chimiques contre des positions nationalistes dans les jungles du Mozambique septentrional. Des avions fortement armés, escortant d'autres avions chargés de répandre des défoliants, auraient, au cours de missions secrètes effectuées pendant les premières semaines d'avril 1972, détruit les approvisionnements alimentaires des guérillas. Un des produits chimiques utilisés dans les zones du district de Cabo Delgado aurait été le convolvotox qui non seulement tue les plantes à larges feuilles mais aussi empêche la fertilisation. La base d'opération aurait été celle de Nangololo et, alors que les avions sud-africains rasaient la jungle au faîte des arbres, arrosant la région d'agents chimiques, des avions portugais du type Harvard fondaient devant eux, pointant leurs mitrailleuses et leurs roquettes sur la brousse, tandis que, plus haut, deux avions à réaction Fiat lançaient des bombes de 50 et de 100 kg.

417. Selon la déposition de M. Chissano, l'armée portugaise a employé des armes chimiques dans la zone libérée de Cabo Delgado (Mozambique) depuis le début de 1972, dans le dessein de détruire les moyens de subsistance de la population. Il a été cité le témoignage de M. Atanasio Saidi, expert agricole, qui a signalé que les cultures de manioc, de patate, de banane de papaye et de citrouille avaient été touchées et détruites. Il a confirmé la nouvelle de presse citée dans le paragraphe précédent. De plus, des bombes au napalm et autres, telles que des bombes soufflantes, ont été utilisées et le témoin connaît des cas de personnes tuées ou blessées par les bombardements au napalm. Les Portugais bombardent les cultures principalement pour affamer non seulement les soldats du FRELIMO mais aussi la population civile et pour contraindre cette dernière à aller dans les villages stratégiques et dans les camps de concentration (RT.135, p. 13 à 15, 16, 31 à 41, 47).

418. Selon la déposition écrite soumise par M. Atanasio Saidi, au début de 1972, dans la province de Cabo Delgado, dans la région qui s'étend entre la route de

28/ Sunday Times (Londres), 9 juillet 1972.

Mocimboa da Praia à Mueda et le fleuve Messalo, les Portugais ont commencé à utiliser des herbicides en vue de détruire les cultures. Quatre avions ont été utilisés pour ces opérations : deux d'entre eux répandaient les herbicides pendant que les deux autres les protégeaient. Deux ou trois jours après l'épandage, la plupart des plantes ont commencé à se dessécher. Après quoi, les patates ont pourri. Les bananiers, les cachoutiers, les maniocs et les papayers ont complètement séché sur tige.

419. Selon Mlle Mariana Matola, des avions militaires portugais ont bombardé des champs cultivés, détruisant les cultures et, de ce fait, obligeant les villageois à abandonner leurs villages pour des régions plus difficilement accessibles aux Portugais, près de Catur dans la province de Niassa (Mozambique) (RT.136, p. 6 à 10). Un autre témoin, M. Faustino Kambeu, a signalé des massacres massifs, des raids aériens systématiques sur les cultures et la population civile, des déplacements de populations qui ont été transférées de leurs villages à des "villages protégés", qui ne seraient que des camps de concentration (RT.138, p. 44/45).

3. Allégations relatives à la discrimination raciale

a) Ampleur de la discrimination raciale

420. En dépit de l'abrogation de la loi de 1954 relative au statut des personnes indigènes de nationalité portugaise dans les provinces de Guinée, d'Angola et du Mozambique - connue sous le nom de Statut indigène - par le décret-loi No 43893 du 6 septembre 1961, M. Joaquin Chissano s'est plaint de ce que le Statut indigène soit encore appliqué au Mozambique où l'on utilise des papiers d'identité différents pour établir une distinction entre les Portugais de race blanche et les Africains autochtones. Il y a d'une part la carte d'identité réservée aux Portugais de race blanche (bilhete de identidade) et, d'autre part, le carnet d'identité à l'usage des Africains autochtones (caderneta de identidade). La carte d'identité pour les Portugais de race blanche n'est qu'une simple carte; le carnet d'identité réservé aux Africains de race noire ou autochtones (indigena, appelé maintenant autoctona) est un carnet constitué de plusieurs pages sur lesquelles doit figurer le récépissé des impôts que chaque Africain ou autoctona doit acquitter comme on avait coutume de le faire avant l'abolition du Statut indigène en 1961 (RT.135, p. 11, 12, 41, 42). Un autre témoin, M. Kambeu a déclaré que pour prétendre au titre d'assimilado (aujourd'hui registrado), un Africain (autoctona) devait parvenir à un certain niveau d'instruction et pouvait obtenir une carte d'identité comparable à celle que détenaient les Portugais de race blanche. Toutefois, M. Kambeu a souligné que les Africains de race noire qui avaient été classés parmi les registrados (anciennement appelés assimilados) étaient considérés par les autorités portugaises comme un groupe distinct, et les cartes d'identité qui leur étaient remises pouvaient à tout moment leur être retirées. C'était là une liberté que l'on ne prenait pas avec les cartes d'identité remises aux Portugais de race blanche (RT.138, p. 48 et 51).

421. M. Chissano a déclaré que lorsqu'un Portugais sortait le soir après 9 heures, personne ne lui demandait de présenter ses papiers d'identité, mais lorsqu'un Africain de race noire se trouvait dans les rues, la nuit, il était interpellé et la police lui demandait de présenter son caderneta indigena. Sur présentation de son carnet d'identité on le laissait partir, mais il n'était pas autorisé à demeurer dans les rues après 9 heures du soir. Il y avait partout des signes de discrimination, a poursuivi M. Chissano : sur les lieux de construction du barrage de Cabora Bassa, où une partie du village de Tsongo était réservée aux Européens et l'autre aux travailleurs noirs; dans l'armée, où il n'y avait pas d'officiers portugais qui soient noirs, à l'exception d'un ou deux nommés en vertu de la nouvelle stratégie de la guerre psychologique; dans les restaurants de Lourenço Marques ou Beira, où l'on était servi par des Noirs et jamais par des Blancs; dans les champs, où l'on ne voyait jamais un homme blanc soumis au travail forcé dans les plantations de canne à sucre; à l'église, où les chaises des premiers rangs étaient réservées aux Blancs tandis que pour les Noirs, lorsqu'il y avait des chaises, celles-ci étaient toujours placées à l'arrière et à l'écart. M. Chissano a donné des détails sur la discrimination dont avaient à souffrir les Noirs africains au sein de l'Eglise du Mozambique, et a déclaré que l'Eglise catholique avait toujours travaillé en accord avec le Gouvernement portugais.

La religion catholique était considérée comme la religion officielle et les prêtres collaboraient avec les autorités portugaises en exhortant les Africains à obéir à l'Etat. Avant toute cérémonie religieuse, les fidèles étaient tenus de chanter l'hymne national portugais et devaient saluer les couleurs portugaises. Si les Africains n'observaient pas ce règlement à l'église, ou s'ils s'asseyaient là où ils n'avaient pas le droit de le faire, ils étaient frappés de sanction, par l'administrateur portugais ou par le Chefe do posto et non par le prêtre, bien que l'incident se fût déroulé dans l'église. Le témoin a déclaré que certains prêtres avaient été emprisonnés pour s'être élevés contre l'utilisation de l'Eglise à des fins politiques par les Portugais (RT.135, p. 11, 12, 41 à 45).

422. M. Paulo Jorge a confirmé le témoignage écrit 29/ du père Waldo Garcia de la congrégation du Saint-Esprit, récemment expulsé de l'Angola où, pendant de nombreuses années, il avait été professeur au grand séminaire de Nova Lisboa, témoignage selon lequel en Angola les Blancs et les Noirs fréquentaient des églises distinctes, certaines paroisses étant exclusivement réservées aux Blancs tandis que les Noirs se rendaient à ce que l'on appelait les missions. D'après M. Jorge, notamment dans les grandes villes, il y avait des églises que fréquentaient Blancs et Noirs, mais pendant l'office les Blancs prenaient place d'un côté et les Noirs de l'autre; en outre, ils y entraient par des portes différentes. Aux dires du témoin, les prêtres acceptaient cette politique car ils y étaient pratiquement contraints par la police de sécurité (DGS) (RT.139, p. 13 à 15 et p. 16; voir également RT.141, p. 11 (témoignage de M. Caetano)).

423. M. Chissano a mentionné les cas de Me Domingos Aronca, avocat, et de MM. Dinis Mondlane et Joao Baptista, qui sont une parfaite illustration de la discrimination raciale dont sont victimes les habitants autochtones des territoires africains sous domination portugaise. Me Aronca a été arrêté, inculpé sous de faux chefs d'accusation et transféré au Portugal pour des raisons de sécurité. Etant tombé malade, il a signé une pétition avec d'autres avocats pour obtenir sa libération. Alors que les avocats de race blanche étaient libérés sur parole, Me Aronca avait été gardé en prison (RT.132, des pages 24 à 26).

424. Le témoignage de M. Faustino Kambeu, membre exécutif du Comité révolutionnaire du Mozambique (COREMO), fait état de discrimination dans le domaine politique ainsi que dans celui des droits civils. Une déclaration faite par le Gouverneur militaire actuel, le général Kaulza de Arriaga, a été citée afin de démontrer que les possibilités de participer au gouvernement central offertes aux Africains indigènes étaient fort limitées, la promotion des Africains étant tenue pour préjudiciable aux intérêts du colon blanc. Cette déclaration est ainsi conçue :

"Nous ne serons capables de garder le pouvoir blanc en Angola et au Mozambique - ce qui est l'objectif national - que si l'accroissement de la population blanche est proche ou dépasse légèrement celui des negros evoluidos 30/; parce que si le contraire se produit, deux choses

29/ Voir "Angola in arms", bulletin d'information publié par le MPLA en Tanzanie, vol. 2, avril-mai 1972, p. 7.

30/ "Negros evoluidos" peut se traduire par "Noirs évolués".

arriveront certainement : ou nous établirons l'apartheid ... ou nous aurons des gouvernements noirs, avec les résultats que nous avons déjà vus." (RT.138, des pages 36 à 39).

425. Selon M. Kambeu, la situation déplorable des autochtones africains dans les domaines de l'économie et de l'enseignement leur rendait difficile l'acquisition des qualifications requises pour des postes plus élevés. Le recrutement du personnel dans la fonction publique avait révélé des pratiques discriminatoires et certaines tendances racistes, la situation étant encore aggravée par l'arrivée constante de colons blancs. L'objectif de la colonisation blanche dans les territoires était de réduire autant qu'il se pouvait les possibilités offertes aux Africains d'obtenir des emplois mieux rétribués. Le témoin a cité également une autre déclaration politique faite par le gouverneur Kaulza de Arriaga à ce propos; elle est ainsi conçue :

"Le povoamento (la colonisation) ne vise pas à contrebalancer la croissance démographique noire; il a pour but de faire contrepoids à la population noire évoluée, car il n'est pas gênant que les Noirs tribaux aient une expansion démographique plus marquée. Le problème, ce sont les Noirs évolués. Etant donné que nous n'avons pas, grâce au ciel, la possibilité de donner une instruction à tous les Noirs, il se peut - il est pratiquement sûr - que nous puissions amener suffisamment de Blancs pour contrebalancer les Noirs évolués."

Dans le domaine de l'économie, la discrimination raciale s'exprimait dans les termes suivants :

"S'il faut que les allocations familiales soient élevées dans la métropole, c'est-à-dire au Portugal, afin que la population puisse avoir beaucoup d'enfants, il ne peut en être de même pour les Noirs; autrement, eux aussi auraient beaucoup d'enfants." (RT.138, p. 40 et 41)

426. M. Sebastiao Sobrinho a affirmé qu'il n'existait aucune égalité dans le territoire entre les Angolais autochtones et les Portugais de race blanche. Il a évoqué la question des cartes d'identité distinctes, précisant que lorsqu'un père faisait enregistrer son enfant nouveau-né et demandait un certificat de naissance, le certificat portait le dessin d'un être humain avec une queue de bête, si l'enfant était noir, alors que le certificat de naissance d'un enfant blanc ne portait pas ce détail. Il a également mentionné des cas où les soldats portugais abusaient des femmes angolaises, voyant en elles de simples instruments de plaisir. M. Sebastiao Sobrinho a déclaré que lorsqu'un Portugais désirait avoir la fille d'un Angolais de race noire, le père ne pouvait s'y opposer car il risquait de perdre la vie. Par contre, un Angolais de race noire n'oserait jamais avoir de rapports avec une Portugaise de race blanche car il serait aussitôt massacré (RT.143, des pages 62 à 65 et p. 66).

b) Travail forcé et discrimination en matière de salaires 31/

427. M. Ennals a déclaré que la discrimination en matière de conditions de travail et de salaires était la règle dans les territoires africains sous domination portugaise. Son témoignage comprend également deux rapports sur le travail forcé (RT.130, p. 41).

428. M. Luvualu a déclaré que 57 p. 100 des salariés étaient des travailleurs soumis au régime du travail forcé surtout dans les secteurs primaires où on enregistrait le chiffre effrayant de 89 p. 100. Il a également affirmé que des formes particulièrement atroces de travail forcé consistaient à réquisitionner des femmes et des enfants pour la construction et l'entretien des routes, et à châtier la population sous des prétextes fallacieux en la contraignant au travail non rémunéré. Au lieu d'employer une main-d'oeuvre salariée, l'Administration portugaise envoyait toujours la police contacter le chef traditionnel qui mobilisait alors les Angolais pour l'entretien des routes, pour la fabrication de briques ou pour la construction de maisons réservées à l'Administration, et cela sans salaire. Quand une femme ne pouvait travailler parce qu'elle était malade, de très jeunes enfants la remplaçaient. Le témoin en avait fait l'expérience à l'âge de 12 ans. Il a ajouté que si les femmes et les enfants refusaient d'effectuer le travail qui leur était assigné, ils étaient "réquisitionnés"; d'autre part ils devaient toujours apporter leur nourriture pour s'alimenter quand ils travaillaient sur les routes ou ailleurs. Lorsqu'ils avaient achevé le travail auquel ils avaient été affectés, ils étaient autorisés à retourner chez eux (RT.139, p. 7, p. 42 à 45 et p. 46).

429. D'après le témoignage de M. Sebastiao Sobrinho, pendant la récolte du café, les Angolais autochtones étaient envoyés dans les plantations des colons portugais. A la fin de la récolte, les Angolais recevaient une couverture ordinaire, 900 escudos 32/ sur lesquels ils devaient prélever les impôts, et des vêtements, soit deux chemises et une paire de pantalons. Sur les 900 escudos qu'il touchait, le travailleur devait acquitter ses impôts, et s'il n'avait pas assez d'argent pour cela, il était obligé de recourir à l'aide des membres de sa famille. S'il ne parvenait toujours pas à réunir le montant nécessaire, il était très sévèrement puni. Même ses enfants étaient obligés de travailler pour les colons portugais pendant la récolte du café. A la fin de la récolte, ils recevaient quelques vêtements, une chemise et une paire de pantalons kakis, une couverture et 60 escudos. Le témoin a ajouté que les femmes étaient tenues de travailler sur les routes, à tous moments, sans être payées. Quelquefois elles recevaient du poisson pourri ou de la farine de manioc, ce qui permettait ainsi aux Portugais de tromper l'opinion publique et d'affirmer qu'ils les traitaient bien. Les portugais infligeaient souvent aux travailleurs angolais le châtiment de la palmatoria 33/;

31/ Des renseignements détaillés sur les syndicats, le recrutement forcé de travailleurs et le travail forcé figureront dans le rapport que le Groupe spécial d'experts présentera au Conseil économique et social conformément à la résolution 1599 (L) du Conseil.

32/ Un escudo vaut 0,035 dollar.

33/ Voir note 3, par. 347, pour une description de la palmatoria.

le minimum étant de 100 coups. Si l'Angolais ne terminait pas le travail qui lui avait été assigné sur la plantation, il recevait 50 coups de palmatoria sur les mains, 25 sur les pieds et 25 sur les fesses. Parallèlement, certains chefs de poste utilisaient le fouet. Quand ils avaient à réprimander les Angolais, au lieu de s'en tenir aux réprimandes verbales, ils les fouettaient (RT.143, p. 61 et des pages 62 à 65). M. Luvualu a également fait état dans son témoignage de la discrimination dont était victime, en matière de salaire, le travailleur angolais, citant à ce propos un rapport secret du Dr Afonso Mendes, Directeur de "l'Institut du travail, de prévoyance et d'action sociale de l'Angola". Le salaire mensuel moyen du travailleur rural ou assimilé, toujours d'ethnie africaine, était de 600 escudos, soit 22 dollars, tandis que le salaire du travailleur non rural, essentiellement d'origine européenne, était six fois plus élevé (RT.139, p. 7). D'après la déposition de M. Vida Garcia, dans les plantations le salaire moyen d'un travailleur était de 9 escudos par jour, et il n'y avait ni école, ni assistance médicale (RT.143, des pages 51 à 55).

430. Un autre témoin, M. Paulo Jorge, a rappelé qu'en dépit d'une loi établissant l'égalité des salaires pour un même travail, il y avait discrimination raciale, car un Angolais de race noire ne percevait pas un salaire identique à celui d'un Portugais blanc, et pourtant la loi affirmait qu'ils étaient tous deux citoyens portugais (RT.139, p. 32).

431. D'après le témoignage de M. Muila Mavungo qui a été incarcéré à São Nicolau de 1963 à 1965, les familles - y compris les femmes et les enfants - que l'on avait emprisonnées dans ce camp étaient astreintes aux mêmes travaux pénibles que les prisonniers de droit commun, dans les carrières, les champs ou dans les mines de sel (RT.140, p. 37 à 40) 34/.

432. Dans sa déposition écrite, M. Kemiasse Macossa a déclaré qu'en avril 1971, à la frontière, les autorités portugaises lui avaient confisqué son argent et son poste de radio pour "acquittement d'impôts", sans lui remettre de reçu. Il a déclaré qu'un mois plus tard les soldats sont arrivés à Massapa et ont emmené quatre personnes : Quediasse, Castro, Henriques et lui-même. Ils ont été conduits à Mague pour la construction d'un aéroport. Ils y ont travaillé deux mois, à la suite desquels il leur a été remis 50 escudos, mais ils n'ont été ni nourris ni logés. Ils devaient subvenir à leurs besoins et étaient battus lorsqu'ils s'arrêtaient de travailler, même s'ils le faisaient de brefs instants. Il a en outre affirmé qu'à Mague, il y avait d'autres personnes obligées de travailler dans les mêmes conditions qu'eux-mêmes.

433. M. Adao Gomes a déclaré qu'en avril 1971 il avait été interné dans un village stratégique et les autres prisonniers politiques et lui-même avaient été contraints au travail forcé non rémunéré. En dépit de la douleur permanente qu'il ressentait, à la suite d'un déplacement de la colonne vertébrale, on l'a obligé à travailler de 6 heures du matin à 7 heures du soir, sept jours par semaine sans aucun repos 35/ (RT.142, p. 81 à 85).

34/ Voir paragraphe 333 ci-dessus.

35/ Voir également le paragraphe 370 ci-dessus.

434. M. Chissano a transmis les renseignements qui lui ont été remis par un ouvrier de Cabora Bassa qui avait fui pour rejoindre les combattants de la liberté. Selon cet ouvrier, la majorité des gens qui construisent le barrage de Cabora Bassa sont originaires de provinces fort éloignées de cette région. Toutefois, les personnes originaires de la province elle-même et des régions où le FRELIMO est bien connu, ne sont pas emmenées au barrage. Ainsi, afin de recruter des travailleurs pour Cabora Bassa, on emploie la même méthode que celle utilisée pour amener la main-d'oeuvre sur les plantations de canne à sucre : le recrutement forcé.

435. D'après M. Chissano, il y a plusieurs façons de procéder pour imposer le travail forcé dans les territoires africains sous domination portugaise. L'une est de refuser un emploi aux gens à l'endroit où ils veulent travailler, afin de pouvoir affirmer plus tard qu'ils sont chômeurs. Comme il est interdit d'être chômeur, on les affecte de force à un travail. L'autre procédé consiste à aller trouver le chef de tribu et lui demander de fournir une douzaine de "têtes" pour le projet de Cabora Bassa, car c'est ainsi que les Portugais appellent les travailleurs africains. Cette contribution en travailleurs est parfois appelée "contribution en bras" (contribuicao braçal), ce qui signifie qu'il s'agit d'une contribution physique (RT.135, p. 51 et 52).

436. M. E. E. Njolomola a déclaré que ses parents et lui-même ont été détenus en 1970 dans le village de Chimpene, dans la province de Tete (Mozambique) et que, suspectés d'avoir caché des combattants du FRELIMO, ils ont été soumis au travail forcé sous la garde de soldats portugais : balayage des bureaux ou travaux sur les routes. Après une journée de travail, les soldats les attachaient et les ramenaient à la prison, où ils étaient battus, puis enchaînés pour la nuit 36/ (RT.136, p. 46 à 51).

437. Selon M. de Andrade, il y a en Angola plus de 500 000 salariés appartenant au secteur privé, dont 60 000 seulement sont syndiqués. Cela signifie que les syndicats sont totalement soumis au contrôle gouvernemental. Comme le nombre de salariés européens atteint presque 50 000, on peut se rendre compte de la discrimination qui prévaut dans l'emploi, le nombre de syndiqués dépassant de très peu celui des salariés européens. Le témoin a déclaré que si la loi portugaise avait vraiment pour but de protéger les droits de tous les travailleurs, elle n'obligerait pas les travailleurs européens seuls à s'inscrire au syndicat, mais contraindrait également les travailleurs africains à le faire. Cependant, en l'occurrence, les syndicats sont contrôlés par les représentants du patronat européen et non par les Africains (RT.141, p. 31).

c) Discrimination en matière d'éducation et de formation

438. M. Kambeu a déclaré qu'en matière d'éducation et de formation, les enfants africains ressentaient amèrement les effets de la discrimination raciale qui se caractérisait, dans le domaine de l'éducation, par la dualité du système de l'enseignement primaire et de la répartition des fonds. L'enseignement primaire était obligatoire pour les enfants du secteur dit civilisé de la population

36/ Voir également les paragraphes 347, 348 et 384 ci-dessus pour plus de détails.

tandis qu'il n'était que facultatif pour les enfants africains. Dans un cas, on a affaire à ce qu'on appelle les postos escolares fréquentés uniquement par les enfants africains qui ne sont pas des assimilados ou registrados. (Les enfants qui fréquentent les postos escolares n'ont rien à voir avec les Portugais.) Dans l'autre cas, c'est-à-dire dans les zones urbaines, les écoles sont fréquentées par les enfants des Africains dits civilisés ou assimilados, à présent dénommés registrados, ainsi que par les enfants des colons blancs. Le témoin, citant ce qu'il appelle la "politique d'intégration" du Portugal, a déclaré ce qui suit : "Il ne faut pas se montrer trop efficace dans la promotion des Africains. Il faut en améliorer le sort mais sans exagération." (RT.138, p. 41, 47.)

439. M. de Andrade a indiqué qu'en Angola, comme dans tous les territoires africains sous domination portugaise, l'enseignement avait toujours été conçu pour l'élite, qu'il reposait sur la discrimination raciale et que les écoles étaient créées dans les centres urbains, là où la population européenne en avait besoin. La population africaine - considérée jusqu'à une certaine époque comme des assimilados, c'est-à-dire des Angolais issus du groupe dit des auxiliaires coloniaux - pouvait seulement espérer que des places seraient vacantes dans les écoles tant élémentaires que secondaires. Cela se passait déjà avant l'introduction de l'enseignement supérieur. En raison des conditions sociales différentes et du fait que les écoles étaient créées là où se trouvait une population européenne, il existait déjà à la base une discrimination économique et sociale qui déterminait l'emplacement de ces écoles et les possibilités d'admission. Le témoin a déclaré que 40 p. 100 environ des Africains noirs fréquentaient l'école secondaire et que moins de 10 p. 100 d'entre eux recevaient un enseignement supérieur. Il a ajouté que les chiffres étaient établis d'après des calculs faits à partir de renseignements fournis par des groupes clandestins de nationalistes dans les villes et dans toutes les régions de l'Angola, calculs qui se trouvaient dans les rapports de l'Organisation des Nations Unies concernant tant l'enseignement secondaire que supérieur. M. de Andrade a précisé que dans le cas de la population africaine, les possibilités n'étaient pas les mêmes que pour les Européens parce que celle-là faisait l'objet d'une discrimination tant du point de vue économique que social. L'enseignement est payant à tous les niveaux et naturellement les familles africaines, comme toutes celles qui ont été intégrées dans une société colonialiste, ne possèdent pas les moyens de le payer. C'est la raison pour laquelle le nombre des étudiants africains est toujours bien plus faible que celui des étudiants européens. Le coût de l'enseignement secondaire et supérieur n'est pas proportionnel au salaire des familles africaines (RT.141, p. 27).

440. M. Sébastien Lubaki a déclaré qu'en Angola l'enseignement était systématiquement découragé, notamment en ce qui concerne les masses, ainsi que le prouvait le fait que la grande majorité - 80 p. 100 - des réfugiés qui se rendaient au siège nationaliste étaient analphabètes. Cette situation, délibérément et expressément créée par les Portugais, s'expliquait par leur désir de ne pas éduquer les Angolais, un Angolais instruit pouvant remplacer un Portugais dans un poste donné. Les quelques élèves noirs qui fréquentaient les écoles officielles du territoire angolais étaient fils de fonctionnaires autochtones assimilés. C'est pourquoi le nombre des enfants blancs acceptés dans les écoles dépasse de beaucoup celui des enfants noirs. M. Lubaki a rendu hommage aux missionnaires

qui ont créé dès 1920 des écoles primaires sans lesquelles il n'existerait même pas le petit groupe d'intellectuels qu'il y a actuellement, l'Etat n'ayant créé d'écoles publiques qu'en 1950. Il a dit qu'on avait essayé de freiner le développement de l'enseignement général dans le territoire, même si des écoles d'Etat avaient été créées. Les Noirs africains devaient étudier pendant huit ans pour terminer les quatre années d'enseignement primaire, ce qui explique que les Angolais ne peuvent pas recevoir un enseignement complet. Par ailleurs, il est impossible à la masse d'envoyer ses enfants dans les écoles destinées aux enfants de fonctionnaires et de registrados (RT.142, p. 21, 22, 37 et 38).

441. M. Abrigada a précisé qu'en dépit de l'accroissement du nombre des élèves dans les écoles élémentaires angolaises, le nombre des élèves noirs est demeuré inchangé. La population blanche est passée de 200 000 à 500 000 et le nombre des élèves blancs s'est accru de façon correspondante; en ce qui concerne les Africains, en revanche, le chiffre n'a pratiquement pas changé (RT.142, p. 38).

d) Discrimination dans la possession des terres et réinstallation forcée des Africains

442. M. Chissano a affirmé que pour construire le barrage de Cabora Bassa, une grande partie de la population autochtone - des dizaines et des dizaines de milliers - avait été arrachée à ses terres et placée dans des camps de concentration tout d'abord pour permettre la construction du barrage puis pour laisser la place à de nouveaux immigrants portugais et autres Blancs désireux de s'établir dans la région dans laquelle on construisait un réseau d'irrigation au profit des nouveaux arrivants blancs. Selon le témoin, la venue des immigrants avait pour objet d'établir le déséquilibre mentionné dans les "leçons de stratégie" du général Kaulza de Arriaga ^{37/} pour créer ce qu'il appelle "un nouveau Brésil". Le témoin a rappelé le précédent que constitue le Mozambique où un barrage a été construit dans la vallée du Limpopo en 1950 et où la colonisation n'a bénéficié qu'à de très pauvres Portugais venus du Portugal s'enrichir dans le territoire (RT.135, p. 48 et 51).

443. Selon M. Kambeu, les lois séparées pour les Africains classés comme "populations rurales", classification qui ne s'applique pas aux Blancs vivant dans la même région, constituent un autre aspect de la discrimination raciale (RT.138, p. 41).

444. M. Lubaki a affirmé que des cas de discrimination, d'oppression et d'exploitation continuaient à se produire en Angola. La primauté des droits des Blancs sur ceux des Noirs s'était accentuée à la suite d'une série de manoeuvres de la part de l'administration portugaise désireuse d'exercer un contrôle plus poussé sur les Africains à tous les niveaux, tant individuel que collectif, dans les villes comme dans les zones rurales, dans le dessein prétendument de réprimer toute tentative de subversion. Le témoin a déclaré que ces sordides manoeuvres

^{37/} Voir par. 425 ci-dessus.

consistaient généralement en une série d'opérations violentes que caractérisaient des raids constants effectués dans la ville de Luanda une fois par mois; des arrestations et des décès dans les prisons ainsi que des bombardements, des coups de feu et la destruction de villages dans les zones rurales. M. Lubaki a dit qu'au début de janvier 1972 les administrateurs de la région de Humbe, dans le district angolais de Cunene, avaient reçu l'ordre de déplacer vers l'extrême sud divers villages africains dans le cadre d'une réorganisation du territoire qui devait précéder les différentes étapes de "l'opération du Cunene", notamment la construction du barrage de Cunene et la création de colonies destinées aux Sud-Africains et aux Portugais blancs. Sachant que les villageois africains n'acceptaient pas cette nouvelle mesure qui tendait à les exproprier de leurs terres et de leurs biens, les administrateurs auraient décidé d'abord, pour faire exécuter leurs ordres, de recourir à certaines ruses puis à la force. En conséquence, la population s'était soulevée et le mouvement s'était étendu à tout le district de Cunene. Le témoin a déclaré que, d'après des renseignements communiqués aux commandants nationalistes de la région orientale de l'Angola, plus de 3 000 Africains auraient été tués et plus de 17 000 arrêtés et amenés dans des camps de concentration situés dans le désert de Moçamedes 38/ (RT.142, p. 5 et 6).

445. M. Abridada a indiqué que des autochtones africains avaient été chassés des terres fertiles de la région de Colonato de Cela, le long du Cunene, en Angola, où on entreprend de vastes travaux d'irrigation pour que la terre puisse servir aux immigrants portugais et autres colons blancs. M. Abridada a déclaré que 200 exploitants agricoles sud-africains avaient déjà acheté des terres le long de la vallée du Cunene dans l'intention de s'y installer (RT.142, p. 39, 43 à 45, 46). Ce témoignage a été confirmé par celui de M. Joao Ngonga qui a précisé que les Portugais voulaient expulser les autochtones de la vallée fertile du Cunene et s'approprier les terres pour y installer quelque 500 000 Portugais. M. Abridada a dit que 1 000 autochtones angolais au moins devraient quitter la région du barrage de Humbe, le premier des 28 barrages prévus dans la région. A son avis, une centaine de milliers d'autochtones seraient transférés de force ailleurs. Evoquant l'incident de Colonato de Cela, le témoin a déclaré qu'au début de 1970 les autorités portugaises avaient donné l'ordre à la population de partir. Devant le refus de cette dernière, les autorités portugaises avaient décidé de faire exécuter de force leurs ordres. Les forces portugaises avaient attaqué les villages, capturé le bétail, tué ceux qui ne pouvaient pas s'enfuir et arrêté près de 17 000 personnes qui avaient été emmenées dans des véhicules et dans des trains jusqu'au camp de concentration de São Nicolau situé dans le désert de Moçamedes 39/ (RT.143, p. 29 à 38).

e) Liberté d'expression, de réunion et d'association

446. M. Martin Ennals, secrétaire général de Amnesty International, a témoigné qu'en ce qui concerne l'accès à l'information, on se heurtait à certaines

38/ Voir également par. 339 ci-dessus.

39/ Voir paragraphe 444.

difficultés dans les territoires africains administrés par le Portugal dans lesquels la liberté de parole n'existait pas. Si quelqu'un essaie, comme l'a fait un prêtre au Mozambique, d'appeler l'attention sur des situations qui sont se sont en fait produites, tel le massacre de 100 femmes et enfants qui soutenaient soi-disant le FRELIMO, l'intéressé risque la prison; trois prêtres, en fait, étaient à l'heure actuelle détenus sous de tels chefs d'accusation (RT.130, p. 41-42).

f) Liberté de mouvement et de résidence

447. M. Joao Jacob Caetano a indiqué que pour empêcher les autochtones africains de se déplacer librement l'administration portugaise avait imposé à tous les Africains le port du certificat de résidence. Officiellement, toute personne âgée de plus de 12 ans doit avoir sur elle un certificat de résidence mais dans la région où M. Caetano travaille, ce règlement ne s'applique qu'aux autochtones africains. Ceux d'entre eux qui désirent s'installer dans un autre village, doivent, pour demander un permis de sortie, produire leur certificat de résidence (RT.141, p. 38 et 41).

g) Discrimination concernant les conditions de vie, l'hygiène et le traitement dans les prisons

448. M. de Andrade a indiqué que le manque d'hygiène dans les sections africaines, les musekes, entourant la ville de Luanda, notamment dans les quartiers pauvres où la population autochtone est très dense, avait été à l'origine d'une épidémie de fièvre jaune à Luanda et d'une poussée de choléra à Luanda, Lobito et Benguela en 1971. Ces épidémies avaient épargné la population européenne des villes, ne touchant que les autochtones qui, objets de la discrimination raciale, vivaient dans des conditions insalubres (RT.141, p. 26).

449. M. J. J. Caetano a indiqué que le camp de concentration de São Nicolao dans le désert de Moçâmbedes était divisé en trois : le camp No 1 où les conditions étaient les meilleures, le camp No 2 où elles étaient médiocres et le camp No 3 où elles étaient mauvaises. Le camp No 1 était réservé aux détenus politiques européens et assimilados, le camp No 2 aux assimilados coupables de délits mineurs et le camp No 3 aux autochtones (RT.141, p. 41).

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

450. Le Groupe spécial d'experts présente ci-après les conclusions et recommandations résultant de l'enquête qu'il a faite en 1972 et prie le Secrétaire général des les communiquer aux ministres des affaires étrangères des Etats Membres.

A. AFRIQUE DU SUD

I. CONCLUSIONS

- 1) Le Groupe a eu la satisfaction prudente d'avoir entendu dire que depuis qu'il a commencé à mener ses enquêtes, en 1967, les conditions de vie des détenus politiques dans certaines prisons d'Afrique du Sud se sont légèrement améliorées.
- 2) Cependant, le Groupe constate que des traitements inhumains et dégradants, tant dans les commissariats de police que dans les prisons, sont encore infligés aux personnes arrêtées uniquement pour leur opposition à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain, et détenues en vertu des lois rétrogrades basées sur l'apartheid qui ont été déjà étudiées par le Groupe.
- 3) Si le nombre des exécutions capitales a diminué, il y a lieu, cependant, de noter que les condamnés non-blancs exécutés sont beaucoup plus nombreux que les exécutés blancs; de même, pour un même crime (par exemple le viol), le nombre de condamnations à mort prononcées contre les non-blancs est de loin supérieur à celui infime des condamnations à mort prononcées contre des blancs.
- 4) L'Afrique du Sud reste encore le pays qui détient le record des condamnations à mort et celui des exécutés.
- 5) Le Groupe attire l'attention de la Commission sur les conditions inhumaines dans lesquelles vivent les détenus dans "le quartier des condamnés à mort" de la "prison de la potence" (prison centrale de Pretoria).
- 6) La Justice sud-africaine se contente très souvent, pour ne pas dire presque toujours, de la version que donne la police sud-africaine sur les causes des décès suspects de personnes non-blanches survenus dans les commissariats de police; ces décès, selon le Groupe spécial, surviennent à la suite des tortures qui continuent à être employées par les policiers.
- 7) Un témoin a déclaré que l'on n'osait pas dire la vérité au sujet de la torture par crainte d'influencer les magistrats ou les juges.
- 8) Le cas de Mgr. Winter est un exemple frappant de persécution contre un être humain progressiste. Mgr. Winter a dépensé toutes ses économies pour soutenir des procès, et a dû finalement "s'enfuir" par crainte d'être emprisonné.
- 9) Le Groupe attire l'attention de la Commission sur l'utilisation des témoins à charge qui sont eux-mêmes détenus au secret, et qui comparaissent devant les tribunaux sans avoir eu le temps de préparer leur défense.
- 10) Les "homelands" ne sont que des réservoirs de main-d'oeuvre noire à bon marché pour les hommes d'affaires sud-africains blancs; ce sont des terres surpeuplées d'une superficie en grande partie aride. Quant à la politique des "homelands", les aspirations des chefs locaux ne sont pas respectées. Les taxes sur les mines ne sont pas versées aux autorités des "homelands", mais au gouvernement sud-africain: les conditions de santé, d'hygiène et d'éducation sont mauvaises.

11) Il apparaît que les autorités sud-africaines tentent d'instaurer un nouveau système pour traiter les contrevenants aux lois sur les laissez-passer. Les individus qui commettent une première infraction sont mis à la disposition des agriculteurs blancs comme main-d'oeuvre à bon marché, mais les récidivistes sont envoyés dans les "homelands" ou des camps de transit. Ce nouveau système peut paraître moins révoltant, mais il est tout aussi inhumain.

12) Les autorités sud-africaines poursuivent leur politique dégradante de "regroupement" des personnes qualifiées "d'inemployables", "inutiles" ou "inactives" (femmes, enfants, vieillards).

13) Le Groupe attire l'attention de la Commission sur le cas des anciens prisonniers politiques libérés, et qui sont envoyés dans les "camps de regroupement" où ils ne peuvent trouver aucun emploi pour subvenir aux besoins de leurs familles. Ces anciens prisonniers politiques restent sous la surveillance de la police, et leur liberté de déplacement est limitée.

14) La politique de transfert des travailleurs africains est intensifiée; les travailleurs sont transférés dans des conditions inhumaines, et cette politique a pour résultat de séparer pendant longtemps les travailleurs africains de leurs familles.

15) Le système des travailleurs migrants est l'une des graves manifestations de l'apartheid; il a des conséquences sur la vie familiale et sur le comportement des individus.

2. Recommandations

16) Le Groupe réitère ses recommandations antérieures en ce qui concerne les traitements inhumains et dégradants que subissent les personnes qui sont arrêtées et détenues uniquement pour leur opposition à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.

17) Après chaque cas de décès suspect une enquête judiciaire doit être ouverte.

18) Le Groupe spécial demande qu'une enquête judiciaire soit ouverte par les autorités sud-africaines sur le cas de décès de M. Uthayeni Gutshela. M. Gutshela est mort après une longue interrogation dans la prison de Umtata et le certificat de décès a été gardé par la police.

19) Le Groupe recommande à la communauté internationale de suivre de près les différents procès qui se déroulent en Afrique du Sud et signale le procès intenté contre quatre Indiens qui a été ouvert à Pretoria le 13 juin 1972.

20) Le Groupe recommande que dans les cas où des personnes arrêtées pour leur opposition à la politique d'apartheid ont besoin d'aide financière, des fonds internationaux soient prévus pour assurer la défense des accusés.

21) Le Groupe recommande la suppression pure et simple du nouveau système de recrutement de main-d'oeuvre africaine parmi les contrevenants à la loi sur les laissez-passer.

22) Le Groupe recommande la suppression de tous les camps de transit et de regroupement.

23) Le Groupe recommande qu'une liberté totale de mouvement soit laissée aux prisonniers politiques libérés.

24) Le Groupe recommande la cessation immédiate de la politique de transfert des travailleurs africains, ainsi que de celle consistant à séparer les travailleurs de leurs familles.

25) Le Groupe recommande que les témoins à charge soient traités comme de véritables témoins et non comme des accusés, et ne soient en aucun cas retenus ou détenus de quelque manière que ce soit.

26) Le Groupe réitère ses recommandations antérieures en ce qui concerne la politique dite des "homelands".

B. Namibie

1. Conclusions

27) Le transfert à l'Afrique du Sud d'une grande partie des pouvoirs et des fonctions exercés par le gouvernement du territoire s'est poursuivi dans la période de 1970-1972.

28) Le "Bantu Education Amendment Act" No 44 de 1970 a confié au Gouvernement sud-africain le contrôle direct de l'enseignement africain.

29) Le "Coloured Persons in South West Africa Education Act" No 63 de 1972, le "Bantus of Rehoboth Education Act" No 85 de 1972 et le "Nama in South West Africa Education Act" No 6 de 1972 ont confié le contrôle de l'enseignement au "Department of Coloured Relations and Rehoboth Affairs".

30) En Owambaland : a) les réunions, assemblées, meetings de tous genres sont interdits; b) la police sud-africaine et les "Native Commissioners" ont reçu mandat d'arrêter et de détenir toute personne soupçonnée d'avoir participé ou d'avoir l'intention de participer à tout délit tombant sous le coup de la "Proclamation"; c) la personne arrêtée ou détenue n'a pas le droit, sans le consentement du Ministre, de consulter un avocat; d) entrée limitée dans toutes les zones interdites.

Depuis mars 1972, les mesures prises pour l'application de l'état d'urgence n'ont pas été assouplies.

31) Les lois sud-africaines prévoyant la peine capitale continuent d'être appliquées en Namibie.

32) Selon des témoignages, depuis la grève 1971-72, la police a tué et blessé plusieurs personnes qui participaient à des réunions dans différentes villes de Namibie. Il a été signalé que plusieurs de ces personnes tuées ont été enterrées dans des fosses communes.

33) D'après un communiqué de presse remis par le Rév. Colin O'Brien Winter, Evêque de Damarland, quatre hommes ont été tués par les policiers sud-africains, à Epinga, le 30 janvier 1972, après le service religieux de l'Eglise anglicane.

34) Les personnes arrêtées dans la bande de Caprivi ont été emmenées en Afrique du Sud, et leurs maisons ont été entièrement brûlées.

35) D'après deux témoins, plusieurs centaines de personnes sont détenues dans des prisons devenues trop petites; alors, les autres personnes arrêtées étaient gardées dans des camps entourés de fils de fer barbelés électriques.

36) Des prisonniers namubiens se trouvent détenus à Robben Island où ils sont maltraités et où ils ne reçoivent pratiquement aucun soin.

- 37) Les parents des détenus ne peuvent communiquer avec ceux-ci. Il a été signalé le cas de Mme Elizabeth Toire, veuve âgée, qui malgré tous les efforts déployés, n'arrive pas à rendre visite à son fils emprisonné à vie à Robben Island.
- 38) Le Groupe attire l'attention de la Commission sur le cas de M. Nathaniel Mahnili, président par intérim de la SWAPO, frappé d'interdiction en vertu de la "Suppression of Communism Act" de 1950.
- 39) Les personnes arrêtées sont soumises à des tortures des plus cruelles et des plus avilissantes tant dans les commissariats de police que dans les prisons. Le cas du Rév. Ilari Nailenge a été cité.
- 40) Les pouvoirs donnés à la police et à l'administration par "Proclamation" laissent les détenus sans recours juridique.
- 41) Les procès consécutifs à la grève s'étaient déroulés dans des régions écartées et inaccessibles de la Namibie.
- 42) Le Groupe attire l'attention de la Commission sur le sort de M. Brendan Simbaraye, vice-Président de la "South West Peoples Organization" et qui exerçait la profession d'instituteur dans la bande de Caprivi. Il aurait été transporté du sud vers le nord du pays.
- 43) Depuis la fin de 1970, de nouvelles mesures ont été prises en vue de la création de prétendus "Homelands", conformément à la "Self-Government of Native Nations in South West Africa Act" No 54 de 1968, notamment :
- a) le "Namaland Consolidation and Administration Act" No 79 de 1972;
 - b) le "Bantu Laws Amendment Act" No 23 de 1972.
- 44) Depuis août 1972, on ne peut entrer dans la région du Caprivi oriental qu'avec l'autorisation formelle du Gouvernement sud-africain.
- 45) Des projets de déplacement des populations sont en cours, tel le cas des Hereros qui doivent être installés dans le désert de Kalahari; des régions sont morcelées au mépris de l'unité de leurs habitants (cas de Kaokaoveld).
- 46) Pour leur opposition à la politique du Gouvernement sud-africain, des citoyens sud-africains progressistes sont expulsés : Mgr Winter et trois collaborateurs de son diocèse.
- 47) La raison d'être de la politique des bantustans est, comme l'a déclaré Mgr Winter, d'entretenir un réservoir de main-d'oeuvre africaine dans les zones semi-désertiques à peine capables d'assurer la survie des habitants qui y sont assignés; et également cette politique tend à détruire l'unité du peuple namibien, à créer des clans, à perpétuer le tribalisme, et à empêcher l'amélioration du sort de la population ainsi morcelée.
- 48) Le taux de la mortalité est extrêmement élevé.

49) Le Gouvernement sud-africain dresse toutes sortes d'obstacles à l'instruction des namibiens; même les tentatives de l'Eglise ont échoué. Des centaines d'élèves noirs sont expulsés des écoles pour leur opposition à la politique sud-africaine. Pour des prétextes futiles, les écoles sont fermées. D'autres élèves subissent des punitions corporelles, avant d'être expulsés définitivement de tout établissement scolaire du territoire.

2. Recommandations

50) Le Groupe recommande la restitution des pouvoirs et des fonctions confisqués par le Gouvernement sud-africain.

51) Le Groupe recommande l'abolition de l'état d'urgence dans l'Ovamboland, ainsi que de toutes les mesures prises en application de la "Proclamation" sur l'état d'urgence.

52) Le Groupe recommande que l'Afrique du Sud cesse d'appliquer les lois sud-africaines en Namibie.

53) Le Groupe recommande qu'une enquête judiciaire soit ouverte sur le cas des personnes qui ont été tuées depuis la grève 1971/72.

54) Le Groupe recommande l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les cas des personnes qui ont été tuées à Epinga le 30 janvier 1972.

55) Le Groupe recommande que cessent les traitements inhumains et dégradants qui sont infligés aux personnes arrêtées ou détenues uniquement pour leur opposition à la politique sud-africaine en Namibie.

56) Le Groupe recommande que les personnes arrêtées dans la bande de Caprivi et déportées retournent dans leurs foyers.

57) Le Groupe recommande l'abolition des "camps de concentration" qui existent en Namibie.

58) Le Groupe recommande que les prisonniers namibiens détenus à Robben Island soient transférés en Namibie.

59) Le Groupe recommande que les procès des prisonniers arrêtés pour leur opposition à la politique sud-africaine en Namibie soient équitables et conformes aux dispositions de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

60) Le Groupe recommande que les détenus politiques puissent communiquer avec leurs parents et leurs avocats.

61) Le Groupe recommande que l'Organisation des Nations Unies se penche sur le cas de M. Nathaniel Nahnili ainsi que sur celui de M. Brendan Simbaraye.

62) Le Groupe recommande que l'entrée et la sortie dans la région du Caprivi oriental soient libres.

- 63) Le Groupe recommande que cessent immédiatement la politique de déplacement de populations ainsi que la politique de démembrement des régions de la Namibie afin de sauvegarder l'unité du peuple namibien.
- 64) Le Groupe recommande que les citoyens namibiens progressistes arbitrairement expulsés de leur patrie puissent retourner librement dans leur pays.
- 65) Le Groupe recommande de veiller à l'instruction des jeunes namibiens.

C. RHODESIE DU SUD

1. Conclusions

- 66) Selon des témoignages recueillis plusieurs personnes sont condamnées à mort mais n'ont pas encore été exécutées. Selon Mlle Todd ces condamnés à mort seront probablement exécutés dès que le régime rhodésien sera reconnu.
- 67) Selon certains témoins, plusieurs personnes seraient mortes dans des circonstances suspectes alors qu'elles se trouvaient en prison ou dans les commissariats de police.
- 68) Selon des témoignages recueillis, les combattants de la liberté sont sommairement exécutés sans procès préalable, après avoir été capturés par les forces de Smith. Ces combattants de la liberté ont été exécutés sommairement pour éviter tout procès ainsi que toute publicité.
- 69) Après le passage de la Commission Pearce en Rhodésie du Sud, les traitements infligés aux prisonniers politiques se sont aggravés.
- 70) Les prisonniers politiques subissent des traitements les plus dégradants et les plus inhumains.
- 71) Les autorités sud-rhodésiennes ont promulgué beaucoup de lois et de règlements contraires aux dispositions de la Déclaration des droits de l'homme.
- 72) Il y a lieu de citer particulièrement les dispositions de la "Unlawful Organisations Act" No 55 de 1971.
- 73) Le 16 juin 1972 le Parlement rhodésien a prorogé pour 12 mois l'état d'urgence et tous les règlements qui en découlent.
- 74) En Rhodésie du Sud il y a trois catégories différentes de prisonniers politiques (voir para. 28 du rapport).
- 75) La politique de déplacement massif de la population de régions fertiles vers des régions arides se poursuit. Le cas de la tribu Tangwena continue à retenir l'attention de l'opinion publique internationale, particulièrement le cas des enfants Tangwena (plus de 100) détenus comme otages afin de forcer leurs parents à quitter les forêts où ils se réfugiaient lorsqu'ils ont été expulsés par la force de leurs terres traditionnelles, leurs habitations et leurs biens ayant été incendiés par la police.
- 76) Pendant que la Commission Pearce se trouvait en Rhodésie du Sud, plusieurs personnes auraient été arrêtées; et d'après certains témoignages recueillis par le Groupe, des pressions ont été exercées sur des personnalités africaines et particulièrement sur les chefs.
- 77) Il y a lieu de signaler la coopération de plus en plus étroite établie entre la police de l'Afrique du Sud et celle de la Rhodésie du Sud.

2. Recommandations

- 78) Le Groupe recommande que le Gouvernement de la Grande-Bretagne, puissance administrante, intervienne auprès des autorités sud-rhodésiennes, et se penche sur le cas des condamnés à mort détenus depuis très longtemps.
- 79) Le Groupe recommande que la Grande-Bretagne, puissance administrante, fasse mener une enquête judiciaire sur les cas des décès suspects survenus en prison ou dans les commissariats de police.
- 80) Le Groupe recommande que la Grande-Bretagne, puissance administrante, fasse mener une enquête sur l'exécution sommaire des combattants de la liberté capturés par les forces de Ian Smith.
- 81) Le Groupe recommande que cessent les traitements inhumains et dégradants infligés aux prisonniers politiques.
- 82) Le Groupe recommande que la Grande-Bretagne, puissance administrante, annule toutes les lois contraires aux normes internationales promulguées par le régime illégal de Ian Smith.
- 83) Le Groupe recommande que la Grande-Bretagne, puissance administrante, invite les autorités sud-rhodésiennes à laisser le peuple Tangwena se réinstaller dans son foyer ancestral; il recommande que les enfants soient, sans délai, remis à leurs parents.

D. TERRITOIRES AFRICAINS SOUS DOMINATION PORTUGAISE

1. Conclusions

84) Les combattants de la liberté capturés ainsi que leurs familles se voient infliger des tortures brutales, inhumaines et féroces. Par exemple : les hommes capturés sont mutilés et on les oblige à manger des parties de leurs corps. Leurs femmes sont violées sous leurs yeux et tuées. Les membres âgés de la famille sont torturés et mis à mort et leur chair est offerte comme nourriture. Ces mesures de répression barbares se poursuivent avec la même violence.

85) Les familles sont arrachées à leur village traditionnel et installées dans des "centres stratégiques" et des "camps de la paix". Il s'agit ni plus ni moins de camps de concentration cernés de barbelés. Les conditions d'existence et de travail des Africains qui vivent dans ces camps sont lamentables. La nourriture fournie leur permet tout juste de ne pas mourir de faim et les installations médicales et sanitaires sont inexistantes. Rares sont les moyens prévus pour instruire les enfants. Les Africains se trouvant dans ces camps ne subissent pas seulement un lavage de cerveau, mais vivent sous la menace constante de la mort.

86) Le sort des prisonniers politiques est pire. Les prisons sont encore rudimentaires et la réclusion dans un espace restreint est un fait courant. Le régime alimentaire laisse totalement à désirer. Les partisans capturés affrontent un traitement pire encore. Ils sont exécutés sans jugement après avoir subi des tortures sans nom.

87) Les habitants des villages soupçonnés d'avoir donné asile à des partisans ou de connaître les déplacements des combattants de la liberté sont exterminés. Des Africains noirs ont été massacrés et tués dans un tiers environ du district de Tete au Mozambique. Pour la construction du barrage de Caborra Bassa, des milliers de personnes ont été chassées de leurs foyers ancestraux pour faire place aux immigrants blancs.

88) Il arrive que des personnes capturées appartenant aux mouvements de libération soient envoyées au Portugal pour y être traduites en jugement ou soient déportées sur les îles situées loin du Mozambique et de l'Angola, comme les îles du Cap-Vert. Ces prisonniers endurent des souffrances et des tourments inouïs dans des prisons surpeuplées dépourvues des commodités les plus élémentaires.

89) La guerre chimique est menée au moyen d'hélicoptères et d'avions légers, provenant notamment d'Afrique du Sud, pour terroriser les populations des zones libérées.

90) Le napalm, les défoliants, les herbicides, les agents chimiques etc. sont largement utilisés pour nuire à la santé des êtres humains et des végétaux. Ces méthodes visent à terroriser les populations et à détruire leurs cultures vivrières. Selon certains témoins qui n'ont pas pu donner de preuves irréfutables au Groupe, des bombes et des substances chimiques toxiques auraient été fournies par certains pays d'Europe occidentale. Cette manière d'entraver le progrès des forces de libération a eu de graves conséquences sur la santé des habitants des zones libérées, comme en témoigne l'accroissement du nombre des cas de maladies signalés en 1971 par rapport à 1969.

91) La discrimination raciale sévit à grande échelle. La plupart des Africains des zones rurales sont obligés de se soumettre aux intérêts de l'administration blanche. Il existe deux sortes d'églises, une pour les Africains noirs, l'autre pour les Africains blancs. Un système de cartes d'identité différentes a été institué pour les Africains des zones rurales afin de réduire leur liberté de mouvement, ce qui a pour effet de perpétuer la discrimination raciale. Ces Africains se voient refuser l'accès à de meilleurs emplois. On continue à pratiquer le travail forcé.

92) Les combattants de la liberté d'Afrique du Sud qui sont capturés sont remis à la police sud-africaine. A ce propos, le Groupe spécial d'experts a entendu des témoins au sujet des agissements illégaux des autorités portugaises qui auraient remis aux mains de cette police M. Marcus Mokgotle et M. Sidney Mbuyaze, membres du Pan Africanist Congress qui se trouvaient dans des zones occupées du Mozambique. (Le Groupe doit faire observer toutefois que le Gouvernement sud-africain persiste à nier que M. Marcus Mokgotle se trouve entre les mains de la police sud-africaine.) La collaboration des polices portugaise et sud-africaine se traduit en fait par une association entre les deux forces de police pour la poursuite de leur politique raciste.

93) La situation des Africains en Angola et au Mozambique accuse une nette aggravation dans tous les domaines. Les Africains qui se trouvent sous domination portugaise subissent toujours la discrimination, l'oppression et l'exploitation.

94) Le Gouvernement portugais continue à menacer les pays africains indépendants voisins du Mozambique et de l'Angola.

95) Le Groupe spécial d'experts se félicite de la décision prise par les mouvements de libération nationale de l'Angola de constituer un front uni pour mener leur lutte contre l'oppression; c'est une mesure qu'il a toujours souhaitée et recommandée, depuis sa création.

2. Recommandations

96) Le Groupe recommande que cesse le déracinement des populations africaines de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau).

97) Le Groupe recommande que les "centres stratégiques", les "villages de la paix" ou udandandas soient abolis et que la liberté de mouvement soit rendue à la population.

98) Le Groupe recommande que cessent les mesures de représailles prises contre les familles des combattants de la liberté, leurs femmes et leurs enfants.

99) Le Groupe recommande que les prisonniers et détenus politiques soient traités humainement et jugés en toute impartialité conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

100) Le Groupe recommande que cessent les bombardements aériens et l'emploi de substances chimiques toxiques dans les zones libérées et que le Conseil de sécurité prenne des mesures appropriées en conséquence et, à cet égard, il exige qu'aucun Etat n'accorde une aide au Gouvernement portugais.

101) Le Groupe recommande qu'un appui moral et matériel soit fourni massivement aux mouvements de libération et aux territoires libérés ainsi qu'à leurs populations, en particulier par les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées.

102) Le Groupe recommande que des pressions internationales soient exercées sur le Portugal pour que les combattants de la liberté capturés soient traités en prisonniers de guerre conformément aux Conventions de Genève, comme l'exigent de nombreuses résolutions adoptées par des organes des Nations Unies et au cours des travaux préparatoires du CICR.

103) Le Groupe recommande que le Gouvernement portugais montre aux délégués du CICR les conditions réelles des camps de détention et des prisons où les prisonniers politiques et les combattants de la liberté sont détenus dans les territoires africains sous domination portugaise; il recommande d'inviter le CICR à présenter à la Commission des droits de l'homme, pour autant que ses statuts le lui permettent, des rapports sur ses visites dans les prisons et dans les camps où les prisonniers politiques et les combattants de la liberté sont détenus; il recommande d'enquêter sur place sur les conditions de détention dans les prisons et de faire rapport aux organes intéressés des Nations Unies.

104) Le Groupe recommande que cesse dans tous les domaines la discrimination exercée contre les Africains des zones rurales.

105) Le Groupe recommande de mettre fin au régime de rémunération injuste que subissent actuellement les Africains des zones rurales.

106) Le Groupe recommande de mettre tout en oeuvre pour améliorer la fourniture de soins médicaux aux réfugiés.

107) Le Groupe recommande que le Gouvernement portugais cesse ses menaces et ses attaques contre les pays africains indépendants voisins du Mozambique, de l'Angola et de la Guinée (Bissau).

VII. ADOPTION DU RAPPORT

451) Le présent rapport a été approuvé et signé par les membres du Groupe spécial d'experts, à savoir :

M. Ibrahima Boye, président-rapporteur

M. Felix Ermacora

M. Branimir Jankovic

M. A.S. Mani

M. Luis Marchand-Stens^{1/}

M. M.N. Rattansey

^{1/} M. L. Marchand-Stens n'a pu participer à la réunion.

Annexe I

A

DECLARATION D'OUVERTURE PRONONCEE PAR M. IBRAHIMA BOYE, PRESIDENT DU
GROUPE SPECIAL D'EXPERTS, A LA DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZIEME SEANCE
DU GROUPE SPECIAL, TENUE A DAR ES-SALAM, REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE,
LE 9 AOUT 1972

Monsieur le Ministre,

Me permettrez-vous de vous remercier, en mon nom personnel, au nom du Groupe d'experts et du Secrétariat, pour l'accueil chaleureux que votre gouvernement nous a réservé.

Ce n'est point une surprise pour nous qui connaissons déjà l'intérêt que votre gouvernement porte à l'unité africaine; et cette unité africaine ne sera pleinement réalisée que lorsque tous les territoires se trouvant en Afrique seront libres de déterminer eux-mêmes leur propre destin.

Il me plaît de rendre un hommage tout particulier à votre grand leader, le président Julius Nyerere et à ses compagnons qui ont pour l'Afrique un amour profond et sincère. Vous voudrez bien, Monsieur le Ministre, leur transmettre l'expression de notre gratitude pour toutes les facilités qui nous ont été accordées.

Vos représentants, dans les instances internationales, défendent sans défaillance, et sans équivoque, la cause des mouvements de libération nationale.

C'est, peut-être, le lieu de dire, ici, que nous savons que votre gouvernement et votre peuple ne reculent devant aucun sacrifice pour aider les Africains qui sont encore sous domination coloniale à recouvrer leur dignité d'homme, leur droit à la libre détermination de leur destin.

Les Nations Unies, dont votre Etat est un des Membres influents au sein du Groupe du tiers monde, tentent, par divers moyens, d'éliminer les séquelles du colonialisme en Afrique, et surtout, le rétablissement dans leurs droits légitimes, des peuples d'Azanie, de Namibie, de Zimbabwe, de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée (Bissau) et des îles du Cap-Vert.

Souvent, il nous est demandé ce qu'ont fait, jusqu'ici, de concret, les Nations Unies, pour résoudre les douloureux problèmes qui se posent en Afrique.

Sans doute, oublie-t-on assez souvent que les Nations Unies constituent une association d'Etats Membres. Il appartient à ces Etats Membres de prendre leurs responsabilités entières pour faire appliquer sans défaillance les dispositions de la Charte. La réussite des Nations Unies, c'est la réussite des Etats Membres; l'échec des Nations Unies, c'est l'échec des Etats Membres.

Quoi qu'il en soit, nous ne ménagerons aucun effort, en ce qui nous concerne, pour mettre à la disposition de la communauté internationale des matériaux substantiels, objectifs, que nous recueillerons au cours de nos déplacements, et lui permettre ainsi de prendre les décisions que la Charte l'autorise à imposer.

Nous sommes des experts indépendants, non gouvernementaux; et nos enquêtes et nos rapports ont permis jusqu'ici de rassembler beaucoup de preuves que nous avons soumises aux Nations Unies.

Il a été, pour nous, d'un grand réconfort, d'avoir, très récemment, entendu dire que, depuis la constitution de notre groupe, en 1967, les conditions de vie des prisonniers politiques en Afrique du Sud, se sont légèrement améliorées. Ce sont d'anciens prisonniers récemment sortis de l'Afrique du Sud qui nous l'ont affirmé. Mais que l'on ne s'y trompe pas, que l'on sache bien que le langage que parle encore Vorster n'est point le langage que les Nations Unies aimeraient entendre! Que l'on se s'y trompe pas, les lois de l'apartheid, les lois discriminatoires en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains sous domination portugaise sont toujours en vigueur, et sont encore appliquées d'une façon ferme et rigoureuse.

Nous attirons donc l'attention des Etats Membres des Nations Unies sur cette situation; mais nous demanderons, également, aux mouvements de libération nationale, pour qu'ils puissent nous aider à les aider, de réaliser une unité de front pour faire face d'une façon efficace aux grossières et honteuses provocations des régimes racistes qui existent chez eux.

Je pense que si tous les efforts sont sincèrement coordonnés, nous arriverons à faire disparaître de l'Afrique ces gros nuages qui empêchent encore les Africains de voir enfin, dans un ciel bleu et serein, le soleil radieux de la liberté, de l'égalité, de la dignité, et de la fraternité avec tous les peuples du monde entier.

B

DECLARATION PRONONCEE PAR SON EXCELLENCE M. I. ELINAWINGA, MINISTRE
DES EAUX, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'ELECTRICITE, MINISTRE PAR INTERIM
DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Monsieur le Président,

J'ai le grand honneur de vous souhaiter la bienvenue au nom de notre gouvernement, au nom de nos deux partis, le TANU et l'Afro-Shirazi, et au nom du peuple tanzanien. Il est inutile que je souligne la grande importance que revêt votre visite pour la Tanzanie. Les raisons en sont évidentes. Votre groupe d'experts, composé de hautes personnalités et de spécialistes éminents des droits de l'homme, devrait contribuer de façon importante à l'amélioration du sort des

malheureux qui se voient encore refuser l'exercice de leurs droits fondamentaux. La question que vous allez discuter ici est étroitement liée à la question du colonialisme et au problème de l'apartheid, qui sont les deux plus terribles fléaux qui, en ce XXe siècle, accablent encore l'humanité sur notre continent. Etant donné que ces maux se perpétuent à nos frontières, nous autres, Tanzaniens, nous considérons comme un grand privilège de vous accueillir sur notre sol.

Pendant votre bref séjour en Tanzanie, vous entendrez un certain nombre de pétitions et de témoignages émanant de particuliers qui se sont vu refuser l'exercice de leurs droits de l'homme fondamentaux dans les domaines économique, social et culturel, et qui ont également été privés du droit fondamental de vivre dans leur patrie. C'est pourquoi, victimes de la discrimination, de l'oppression et de l'injustice fondée sur la différence de race, de couleur ou de religion, ils fuient, afin de se faire entendre du monde. Cela s'applique particulièrement à l'Afrique du Sud. C'est pourquoi, victimes de systèmes colonialistes d'un autre temps, ils fuient afin de se manifester et d'être entendus. Telle est la situation dans les colonies portugaises du Mozambique, de l'Angola, de la Guinée (Bissau) ainsi qu'au Zimbabwe.

Dès les premiers temps du mouvement d'indépendance, la Tanzanie s'est totalement engagée à défendre le droit de tous à la dignité humaine et à la liberté et depuis lors, notre indépendance est basée sur le respect de ces principes. La Tanzanie a toujours déploré les actes iniques de discrimination et de racisme commis par les régimes fascistes de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et du Portugal à l'encontre des peuples autochtones de ces territoires, qui luttent depuis longtemps pour l'autodétermination. Dans cette perspective, la Tanzanie place une grande confiance dans les travaux du Groupe d'experts que celui-ci poursuit depuis quelques années. Nous espérons que les pétitions qui vont être présentées par les mouvements de libération et par divers témoins particuliers seront accueillies avec sympathie par votre groupe qui les communiquera pour examen à d'autres comités de l'ONU.

Le monde entier sait bien maintenant à quelles souffrances, à quelles tortures de toutes sortes, et à quelle dégradation des êtres humains sont exposés sous les régimes d'oppression d'Afrique australe. L'humanité a donc le devoir de s'élever fermement contre ces actes iniques et de condamner énergiquement la ségrégation raciale et l'apartheid. En Tanzanie, nous sommes déjà persuadés qu'il appartient aux peuples opprimés de choisir le moyen le plus efficace de lutter contre leurs oppresseurs. C'est pourquoi nous pensons que la lutte qui se poursuit en Afrique et dans le monde entier pour éliminer ces maux est une lutte légitime, même si cela implique le recours à la force des armes.

Point n'est besoin de redire, devant un Groupe comme celui-ci, que le racisme et le colonialisme constituent en soi une violation du droit international. Ces pratiques sont en effet une violation de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Déclaration sur l'octroi de

l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Votre groupe a sans aucun doute participé à l'élaboration de ces instruments, sur la base desquels s'établissent maintenant des normes internationales véritablement humaines. En résumé, le colonialisme et le racisme constituent une violation flagrante du droit international. En outre, ils constituent de ce fait une menace à la paix et à la sécurité mondiales.

A ce propos, permettez-moi de citer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965, où il est dit que :

"Toute doctrine de supériorité fondée sur la différenciation entre les races est scientifiquement fausse, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier, où que ce soit, la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique".

Toujours dans la Convention, il est dit que :

"La discrimination entre les êtres humains pour des motifs fondés sur la race, la couleur ou l'origine ethnique est un obstacle aux relations amicales et pacifiques entre les nations et est susceptible de troubler la paix et la sécurité entre les peuples ainsi que la coexistence harmonieuse des personnes au sein d'un même Etat".

Monsieur le Président, étant donné que votre groupe est un Groupe d'experts je sais que, de par son mandat, il doit étudier la situation de façon plus approfondie que je ne le fais ici. C'est pourquoi il est dommage que vous ne puissiez être autorisé à vous rendre dans les territoires en question, à savoir l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Mozambique, l'Angola, la Guinée (Bissau), et même la Namibie, qui est placée sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies. C'est là, en effet que vous pourriez constater par vous-même que des gens sont gardés à vue par la police, détenus et placés dans des camps de concentration, dans des réserves indigènes et dans de prétendus camps de transit. Là, vous pourriez vous rendre compte avec précision des punitions imposées par vengeance aux prisonniers politiques et vous verriez que d'innocents travailleurs en grève et des patriotes combattant pour la liberté sont illégalement arrêtés et mis en accusation.

Après une enquête aussi complète, vous pourriez ensuite faire connaître à tous les membres de la Commission des droits de l'homme les conditions générales de vie des Africains dans ces pays et cette situation pourrait ensuite être examinée de façon approfondie par l'Assemblée générale. Bien que cela soit impossible, le monde sait déjà ce qui se passe dans ces territoires. Quelques renseignements nous parviennent et devraient faciliter vos délibérations en Tanzanie. Les colonialistes et les racistes d'Afrique australe ne peuvent pas cacher indéfiniment l'existence de cette carcasse en décomposition. Nous, Tanzaniens, nous ferons tout notre possible pour faciliter votre tâche.

Tous les Tanzaniens sont en effet fermement persuadés que l'octroi de l'indépendance aux colonies portugaises d'Angola, du Mozambique et de Guinée (Bissau), au Zimbabwe, à la Namibie et à l'Afrique du Sud est le moyen le plus rapide et le plus pacifique de mettre fin aux maux d'origine raciale qui sévissent actuellement dans ces pays.

Il est évident, Monsieur le Président, que les barrières raciales sont incompatibles avec les idéaux d'une société humaine. En tant que membre d'un groupe chargé de lutter contre ces maux, vous avez la grande responsabilité, vis-à-vis des gouvernements intéressés, de mettre fin aux politiques d'apartheid, de ségrégation et de séparation. Nous croyons que pour lutter efficacement contre le racisme et le colonialisme il faut redoubler d'efforts sur les plans national et international et obtenir l'émancipation complète du continent africain, éliminer l'apartheid en Afrique du Sud, libérer le peuple namibien et mettre fin aux guerres coloniales dans les territoires placés sous domination portugaise et au Zimbabwe. On ne saurait surestimer la contribution qu'un groupe tel que le vôtre peut apporter à la réalisation de ces buts.

Monsieur le Président, je suis certain qu'en écoutant les divers témoins ou en vous entretenant avec eux, même s'il s'agit de simples particuliers, vous ne perdrez pas de vue ces vastes objectifs. Car les droits de l'homme ne peuvent être respectés dans une situation coloniale ou au pays de l'apartheid. L'existence même de ces systèmes constitue une négation des droits de l'homme. Tôt ou tard, cependant, je suis convaincu que le racisme n'existera plus qu'à l'état de souvenir. Je peux vous assurer que lorsque l'humanité parviendra à ce stade de civilisation, votre groupe n'y aura pas été étranger. Ainsi, quoi que vous puissiez accomplir en quelques jours, vous contribuerez sans aucun doute à la réalisation de cet objectif.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous souhaiter de nouveau la bienvenue en Tanzanie. J'espère que vous vous sentirez tous chez vous et entièrement libres pendant votre séjour ici. Tous mes vœux de succès vous accompagnent dans vos importantes délibérations et dans votre lutte pour éliminer les injustices sociales de toutes sortes qui accablent certains de nos frères et de nos soeurs dans les territoires encore colonisés de notre continent.

Annexe II

DECLARATION DE S.E. M. NDENGUE, MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA JUSTICE
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO, ASSURANT L'INTERIM DU
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Je me dois, au nom du Parti congolais du travail et de son Président, le camarade Marien Ngouabi, de vous remercier de cette visite et de vous dire combien nous sommes heureux de vous recevoir en notre capitale. Nous sommes très sensibles à la mission qu'entreprend le Secrétariat - cette mission qui est proche de la lutte que mène le peuple congolais dans la lutte de libération nationale, et cette lutte entre dans le cadre général de la lutte que mène le peuple congolais contre l'occupation étrangère dans la mesure où nous voulons que chaque pays puisse jouir de sa pleine liberté et de son indépendance afin de s'affirmer en tant que pays libre aux yeux du monde.

Ce qu'a fait le peuple au niveau des mouvements de libération, nous pouvons dire que nous ne sommes pas encore en droit d'affirmer que nous avons fait plus étant donné les moyens limités de notre peuple et de notre gouvernement, mais nous pensons que c'est un devoir pour notre peuple d'aider les mouvements de libération nationale parce que, comme vous venez de le souligner, bien que le Congo soit indépendant, nous ne pouvons pas être fiers tant qu'une partie de l'Afrique reste encore sous domination coloniale.

C'est pourquoi, suivant le mot d'ordre lancé par le Président Marien Ngouabi devant les instances nationales et internationales, et tout dernièrement au niveau de la Conférence des chefs d'Etat au Maroc, nous pensons et nous affirmons que la lutte du peuple congolais n'est pas limitée au niveau national mais a une portée internationale, dans la mesure où nous devons tout mettre en oeuvre pour aider les peuples encore sous domination coloniale dans leur combat contre l'occupant en vue d'obtenir leur indépendance.

C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit du problème de la négociation avec l'Afrique du Sud, nous pensons que, dans la mesure où l'on ne reconnaît pas les droits des autochtones en Afrique du Sud, nous ne pouvons pas siéger à une table ronde avec ceux qui ne reconnaissent pas la liberté et la personnalité de résidents de l'Afrique du Sud. Il n'est pas question pour notre gouvernement d'accepter quelque forme de négociation que ce soit avec l'Afrique du Sud.

Cela vaut également en ce qui concerne les peuples de l'Angola et de la Guinée (Bissau). Nous continuerons à les soutenir dans leur lutte de libération nationale, parce que nous pensons que, pour assurer une paix véritable dans le monde, les peuples doivent disposer d'eux-mêmes; c'est seulement lorsque chaque peuple aura son indépendance et pourra prendre des décisions sans influence extérieure que nous pourrions accepter une quelconque forme de paix dans le monde.

C'est pourquoi je me réjouis de votre présence ici, étant donné que, comme je l'ai dit tout à l'heure, votre mission est proche de la lutte que notre peuple est en train de mener contre l'occupant. Notre gouvernement est tout disposé à vous fournir tout ce qui pourra vous permettre de mener à bien votre tâche dans notre pays.

Je suis d'accord avec vous, Monsieur le Président, pour dire que, face à l'ennemi commun, les mouvements de libération nationale ont tout intérêt à former un front unique pour mener le combat contre cet ennemi commun. Vous vous souviendrez qu'il y a deux mois, notre pays a accueilli les mouvements de libération de l'Angola - à savoir le MPLA et le FNLA - justement pour répondre à la mission que l'OUA avait assignée à nos chefs d'Etat. Ces deux mouvements se sont retrouvés dans notre capitale, avec la participation du Président Mobutu Sese Seko du Zaïre et du Président de la République populaire du Congo, Marien Ngouabi, aux fins de favoriser ou de susciter cette unité d'action afin de pouvoir s'associer pour mener cette lutte d'une façon conséquente contre l'occupant portugais.

Annexe IIIDECLARATION DE S.E. M. KARL-I-BOND NGUZA,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE

Monsieur le Président - et je suis fort tenté de dire Monsieur l'Ambassadeur, cher collègue et cher frère - avant de répondre à votre question, c'est évidemment un devoir pour le Ministre des affaires étrangères que je suis - et mieux vaut tard que jamais - de souhaiter la bienvenue aux membres du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme. Je voudrais tout d'abord vous dire que le Gouvernement du Zaïre suit avec beaucoup d'attention tout ce qui se passe dans le cadre des Nations Unies pour des raisons qui lui sont particulières, et notamment tout ce qui se fait en matière de décolonisation.

Je voudrais aussi vous indiquer que le Gouvernement du Zaïre a suivi jusqu'à présent avec beaucoup d'intérêt les travaux que vous avez effectués non seulement dans le contexte de la décolonisation mais aussi dans d'autres contextes, comme celui du Moyen-Orient par exemple, pour essayer de trouver des solutions humanitaires à des problèmes humains. Et, en faisant cette déclaration liminaire, je voudrais vous indiquer que la République du Zaïre attache, autant que tous les autres pays africains, beaucoup de prix aux problèmes de la décolonisation de l'Afrique parce qu'elle vit ces problèmes à ses propres frontières. Vous avez cité le problème de l'Angola; ce problème, nous le vivons de manière particulière, de manière directe, de manière physique, et je suis donc très heureux du travail très fructueux auquel vous êtes parvenu grâce à votre séjour à Kinshasa. J'ai également été très heureux de savoir que malgré mon absence - je me suis rendu au Gabon avec le Président - nos collègues qui sont restés au Zaïre ont tout fait pour rendre votre séjour agréable.

Pour ce qui est du problème particulier de l'Angola, vous savez qu'après l'Inde, la République du Zaïre est le pays du monde qui a le plus de réfugiés. Nous avons des réfugiés soudanais, des réfugiés rwandais, des réfugiés burundais, nous avons même quelques réfugiés zambiens, mais un grand nombre de réfugiés sont nos frères de l'Angola. Le chiffre, à l'heure actuelle, atteint approximativement 700 000. Ces réfugiés sont répartis dans plusieurs régions de la République du Zaïre mais plus particulièrement à Kinshasa. Le Gouvernement du Zaïre abrite, depuis quelques années, le Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil que dirige M. Roberto Holden et comme vous le savez, il consacre non seulement un budget important pour fournir des éléments de combat pour la libération de ses frères de l'Angola mais il s'attelle aussi à la tâche importante de résoudre leurs problèmes sociaux. Des quartiers entiers ont été mis à leur disposition; un hôpital a été entièrement mis à leur disposition; un budget pour l'éducation est prévu : les écoliers angolais sont incorporés sans discrimination avec leurs collègues zaïrois dans le programme de bourses d'études gouvernemental. Et les efforts que fournit sur le plan budgétaire le Gouvernement du Zaïre ne se bornent pas seulement au domaine social - c'est-à-dire à la santé et à l'éducation comme je viens de l'indiquer - mais s'étendent aussi au domaine de l'emploi, et ce en vue de leur fournir un emploi décent afin qu'ils puissent mener une vie décente comme s'ils étaient eux-mêmes zaïrois. C'est un problème d'intégration qui est programmé dans le cadre du budget du Gouvernement.

Mais le plus important est le dossier militaire. L'état-major général a mis à leur disposition la base de Kinkoso, qui appartient aux forces armées zaïroises et qui a été entièrement cédée aux combattants de l'Angola. L'équipement militaire et les moyens d'entraînement ont été mis à leur disposition et les forces armées zaïroises sont à leur entière disposition pour les instruire et les aider dans le maniement des appareils.

Je pense que c'est dans le contexte de cet effort que le Gouvernement zaïrois fait depuis un certain temps qu'il faut comprendre votre question, et c'est un problème général qui s'inscrit dans la lutte contre le colonialisme. Notre Gouvernement est décidé non seulement à aider l'Angola mais à aider aussi les autres territoires africains, notamment la Guinée (Bissau), le Mozambique. Tout récemment encore, lors de sa visite en Guinée, le Président de la République a publiquement promis au Président Sekou Touré qu'en cas de difficulté du côté de la Guinée (Bissau) il était prêt à mettre à la disposition du Gouvernement guinéen - et même des gouvernements se heurtant aux mêmes difficultés avec la Guinée (Bissau) - des forces armées zaïroises afin qu'on puisse arriver ensemble à une solution militaire. Pourquoi une solution militaire ? Quand il n'y a pas d'autre solution, quand le Portugal se contente au sein des Nations Unies d'empiler les résolutions les unes sur les autres, il n'y a d'autre voie que celle de la force. Il en va de même pour le problème rhodésien et pour celui de l'apartheid. Notre gouvernement, étant donné sa vocation africaine, épouse actuellement les vues de l'Organisation de l'unité africaine en la matière, et d'une manière concrète et d'une manière physique, il les aide d'une façon très importante par son budget et par les forces qu'il met à la disposition des forces combattantes de l'Angola en leur procurant les éléments nécessaires pour ce combat. La radio nationale, la Voix du Zaïre, est mise à la disposition de nos frères angolais à n'importe quel moment et ils l'utilisent pour des émissions importantes dans le cadre de leur lutte.

Voilà je pense comment, d'une manière générale, le problème peut être compris du point de vue du Gouvernement zaïrois.

Le huitième sommet de l'OUA qui s'est réuni à Addis-Abéba l'année dernière avait donné mission au Président Ngouabi de Brazzaville, au Président Nyerere de Tanzanie, au Président Kaunda de Zambie et à notre Président de faire tout ce qui leur était possible pour assembler les forces du MPLA - tant politiques que militaires - et les forces du GRAE. C'est pour répondre à cet appel que le Président Mobutu Sese Seko s'est rendu à Brazzaville et que des entretiens ont eu lieu entre les deux Présidents et les deux responsables du MPLA et du GRAE. D'une part se trouvaient le Président Mobutu Sese Soko avec à ses côtés M. Augustinho Vaal Neto, et de l'autre se trouvaient le Président Ngouabi avec à ses côtés M. Roberto Holden. Les négociations se sont déroulées dans une atmosphère très franche; tout ce qui pouvait être dit l'a été autour de cette table et fort heureusement on est arrivé à la conclusion qu'il y avait entre les deux parties la volonté sincère d'unir leurs forces tant politiques que militaires. Le communiqué qui a été signé par les deux Chefs d'Etat présents a justement sanctionné cette volonté des deux parties.

Le problème qui restait était celui des modalités pratiques de cette unification des forces, en d'autres termes un seul état-major général et un seul état-major politique. Il devait être résolu lors de négociations ultérieures entre les deux parties, avec la collaboration des délégations des gouvernements mandatés par l'OUA. Puisque la volonté politique a été marquée en face de témoins, en l'occurrence des chefs d'Etat, il nous reste maintenant à prendre encore l'initiative de nous réunir pour que nous puissions arriver à trouver les modalités pratiques de cette unification. Je pense donc que le problème a trouvé, du moins dans ses principes, une solution.

Le Gouvernement zaïrois - je peux le dire - s'est félicité très profondément de ces résultats car il est très difficile pour des forces combattant pour une même cause de se trouver sur des fronts différents et de ne pas partager les mêmes principes de combat, alors que la cause à atteindre est la même. Je pense que vous comprendrez également que nous aurions souhaité que toutes les forces qui se trouvent dans la République du Zaïre pour combattre contre l'Angola défendent des principes d'unité et non pas des principes de désunion, ce qui, pour nos populations, constituerait un facteur d'insécurité.

Je pense que le problème qui a été résolu à Brazzaville est très satisfaisant non seulement pour notre gouvernement mais également, comme nous l'avons constaté, pour tous les gouvernements de l'OUA.

Annexe IV

LETTRE ADRESSEE PAR LE GROUPE SPECIAL D'EXPERTS AU PRESIDENT
DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, LE 23 AOUT 1972

Monsieur le Président,

Agissant au nom du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme établi en vertu de la résolution 2 (XXIII) de la Commission en date du 6 mars 1967, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur certains éléments d'information en ce qui concerne l'évolution récente de la situation en Namibie qui ont été portés à la connaissance du Groupe au cours de la mission d'enquête qu'il vient d'effectuer en Europe et en Afrique dans le but de recueillir des témoignages sur les graves violations des droits de l'homme en Afrique australe et dans les territoires sous domination portugaise conformément au mandat que la Commission lui a confié.

S'agissant tout d'abord de l'accession de la Namibie à l'indépendance, l'attention du Groupe spécial a été attirée sur la contradiction qui existe entre la conception que se fait d'une indépendance éventuelle le Gouvernement Sud-Africain et l'indépendance à laquelle visent les mouvements de libération nationale et l'Organisation des Nations Unies. Pour le Gouvernement Sud-Africain, indépendance signifierait création de Bantustans du type d'Afrique du Sud alors que pour les mouvements de libération l'indépendance devrait se traduire par la fondation d'un Etat constitué sur la base du suffrage universel de tous les habitants en complète égalité.

Il ressort en outre des renseignements fournis au Groupe par des représentants qualifiés de certains mouvements de libération, comme le South West African People's Organization (SWAPO), et par d'éminentes personnalités telles que l'Evêque de Damarland, Mgr Colin Winter, que la situation en Namibie s'est sensiblement aggravée.

Il est notamment apparu au Groupe spécial, d'après les témoignages entendus, que de nombreuses arrestations auraient été opérées en Namibie à la suite des manifestations qui avaient marqué la visite du Secrétaire général, en particulier lors de son arrivée à l'aéroport de Windhoek. Il a été également révélé que la répression à l'égard des Namibiens qui exigent le retrait du Gouvernement de l'Afrique du Sud de la Namibie, loin de s'être relâchée, s'était encore intensifiée après sa visite. Le Groupe spécial a été informé que, dans ces conditions, la lutte

Son Excellence
Monsieur Eugeniusz Kulaga
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Représentant permanent auprès des Nations Unies
Mission Permanente de la République Populaire
de Pologne auprès des Nations Unies
9 East 66th Street
New York, N.Y. 10021

ouverte pour la libération de la Namibie du joug sud-africain devrait se poursuivre activement, et que, dans l'hypothèse où un certain dialogue se développerait avec les autorités sud-africaines, la question cruciale, la seule question qui devrait se poser serait de savoir si l'Afrique du Sud était véritablement et inconditionnellement disposée à se retirer du territoire, et cela dans un délai aussi bref que possible.

Le rapport que le Groupe spécial d'experts présentera à la Commission des droits de l'homme à sa prochaine session, en février 1973, contiendra, sur tous ces points, des précisions circonstanciées. Le Groupe spécial a cependant estimé opportun d'appeler, dès maintenant, votre attention sur ce qui précède à toutes fins utiles.

Un télégramme, dont vous trouverez ci-joint copie, vient d'être envoyé au Secrétaire général.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Le Président du Groupe spécial d'experts
de la Commission des droits de l'homme

Ibrahima Boye
(Sénégal)

Annexe V

TELEGRAMME ADRESSE PAR LE GROUPE SPECIAL D'EXPERTS AU
SECRETAIRE GENERAL, LE 23 AOUT 1972

Son Excellence
M. Kurt Waldheim
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
UNATIONS, New York

En accomplissant mandat confié par Commission droits de l'homme Groupe spécial d'experts a recueilli informations importantes sur situation à la suite votre visite en Namibie. Quand nous aurons dépouillé tous les procès-verbaux d'audition de témoins nous vous ferons parvenir aussitôt que possible et en tout cas dans première quinzaine de novembre lettre circonstanciée sur les faits qui nous ont été exposés par les témoins.

Le Président, Ibrahima Boye (Sénégal)
Les membres du Groupe : Ermacora (Autriche),
Jankovic (Yougoslavie), Mani (Inde),
Marchand-Stens (Pérou), Rattansey
(R.U.Tanzanie)